

**LA FABRIQUE DE L'ESPACE URBAIN PAR DES FEMMES
RÉSIDENTES IMMIGRÉES DU QUARTIER DE LA GOUTTE
D'OR À PARIS, PRATIQUES ET PERCEPTIONS.**

Laëtitia BRISARD

Sous la direction d'Aude RABAUD

Mémoire présenté en vue de l'obtention du Master 2

« Migrations et relations interethniques »

Orientation Recherche

Septembre 2013

Remerciements

Au terme de ce mémoire, je tiens à remercier celles et ceux qui m'ont soutenue, et qui ont consacré du temps à me corriger. Je remercie tout d'abord Aude Rabaud, qui a relu mes divers brouillons et versions de mémoire. Je la remercie sincèrement pour sa disponibilité, son écoute, ses conseils et son soutien qui m'ont prodigieusement aidée durant toute cette année.

Je remercie toutes les femmes immigrées de la Goutte d'Or avec qui j'ai pu réaliser ce travail, notamment les femmes du groupe Safran, pour leurs confiances, leurs temps et leurs participations.

Je suis aussi reconnaissante au Centre Social AGO, à Christine Ledésert, et Séverine Zouaoui de m'avoir accueillie, d'avoir compris ma démarche et facilité mon enquête. Je suis par ailleurs contente de vous retrouver prochainement.

Je remercie également Marcel Lesage, Laura Kerguillec, Florent Fresneau et mes camarades du master pour leurs relectures et critiques toujours avisées. Enfin, un remerciement particulier à l'ensemble des camarades de Perspectives Urbaines et de l'Oreille Urbaine qui ont fait naître en moi des questionnements sans cesse renouvelés grâce à des débats toujours riches et intenses.

SOMMAIRE

Introduction générale	p 7
1. Origine et intérêt de ma recherche.....	p 8
2. Questionnements, problématique et hypothèses.....	p 8
3. Cadre et influences théoriques.....	p 9
4. Méthodologie et techniques d'enquête.....	p 10
5. Plan du mémoire.....	p 11
<u>Partie I. APPROCHE DE LA RECHERCHE</u>	p 12
Chapitre 1 : Eclairage sur quelques notions clés de ma recherche	p 13
1. Genre et ethnicité : une histoire parallèle dans les sciences sociales en France.....	p 14
1.1 Le concept de genre.....	p 14
L'émergence des études de genre en sciences sociales en France	
1.2 Le concept d'ethnicité.....	p 15
L'émergence des études sur l'immigration en sciences sociales en France	
2. La notion d'espace	p 18
3. Le droit à la ville.....	p 20
4. La fabrique urbaine.....	p 20
Chapitre 2 : Repérer et définir le quartier de la Goutte d'Or	p 21
1. Physionomie et exercice de délimitation du quartier.....	p 21
2. Histoire du quartier de la Goutte d'Or.....	p 23
3. Caractéristiques de la population.....	p 24
4. La rénovation urbaine et ses effets.....	p 25
4.1 Représentations négatives et stigmatisantes du quartier dans le discours politique et les médias.....	p 25
4.2 Vers une gentrification ?	p 27
Chapitre 3 : Profil des femmes résidentes de la Goutte d'Or - Catégorisation et définition de la population d'étude	p 28
1. De l'importance de l'autodéfinition.....	p 29
1.1 Etre « femme » ne passe pas inaperçu dans le discours de ces femmes résidentes de la Goutte d'Or.....	p 31
1.2 Vivre ici et là-bas à la fois : l'importance de la nationalité ou du pays d'origine dans le discours des femmes-résidentes de la Goutte d'Or.....	p 32
1.2.1 Faire venir « là-bas » ici.....	p 34
1.2.2 Habiter à l'heure du Numérique.....	p 34

1.2.3 La perspective du retour ou les vacances au pays.....	p 36
1.3 L'importance de la religion dans leurs descriptions.....	p 37
2. Catégorisation au sein du centre social : la situation minoritaire.....	p 37
2.1 Habitantes de la Goutte d'Or ?.....	p 37
2.2 Le niveau de langue comme critère ?.....	p 39
2.3 Usager-ère-s du centre social : diverses situations de marginalité.....	p 39
2.3.1 Etre sans-papiers.....	p 40
2.3.2 Des conditions de logement qui ne permettent pas l' « habiter ».....	p 40
2.3.3 Des conditions de travail difficiles.....	p 42

Chapitre 4 : Méthodologie, déroulements et difficultés de mon enquête..... p 44

1. La démarche ethnographique et l'observation flottante.....	p 44
1.1 Les observations participantes lors d'activités régulières : l'atelier sociolinguistique (ASL) « Ma ville- Mon quartier »	p 46
1.2 Le travail photographique.....	p 46
1.3 Les observations participantes plus occasionnelles.....	p 48
2. La démarche d'entretien.....	p 49
3. Posture d'enquêtrice et légitimité.....	p 51
3.1 Posture d'enquêtrice et ambiguïté de statut : trouver sa place.....	p 52
3.2 Légitimité et l'engagement du retour.....	p 53

Partie II. PRATIQUES ET PERCEPTIONS DE L'ESPACE URBAIN PAR LES FEMMES IMMIGREES RESIDENTES DE LA GOUTTE D'OR... p55

Chapitre 1 : L'épreuve spatiale de l'arrivée..... p 57

1. Conditions de départ et parcours migratoires.....	p 57
2. Souvenirs de l'arrivée - La perte des repères.....	p 60
L'entrée et l'inscription dans la ville...	
3. L'hospitalité des anciens migrant-e-s et l'arrivée à la Goutte d'Or.....	p 61

Chapitre 2 : Perceptions et pratiques du quartier de la Goutte d'Or..... p 66

1. Le quartier de la Goutte d'or, perceptions « multiples » d'un espace et gestion de la stigmatisation.....	p 67
1.1 Un quartier apprécié pour son ambiance et sa vie sociale « immigrée ».....	p 67
1.2 Une sociabilité marchande à la Goutte d'Or - Marchés et activités commerciales comme aire de refuge.....	p 68
1.3 Un quartier parfois déprécié : insécurité, bruit.....	p 72
2. Le quartier de la Goutte d'or, interdits spatiaux et stratégies d'occupation.....	p 76
2.1 Genre et espace public à la Goutte d'Or.....	p 76

2.1.1 Le square Léon - Contournements d'un espace marqué par les rapports de genre.....	p 79
2.2 Moralité religieuse et espaces publics.....	p 81
2.3 Mobilité et sentiment d'insécurité, un espace-temps particulier, la nuit.....	p 83
2.4 Mobilité et peur des contrôles d'identité	p 84
Ou l'espace privé comme refuge...	
2.5 La peur de se perdre.....	p 85
2.6 Un oubli dans les mobilités : les espaces culturels de la Goutte d'Or.....	p 87
Chapitre 3 : Le Jeu de l'appropriation des espaces au quotidien.....	p 88
1. L'apprentissage de la mobilité.....	p 88
1.1 Première appréhension du plan.....	p 88
1.2 Se repérer dans le métro.....	p 90
1.3 Achat de tickets de métro à l'automate.....	p 94
2. Des situations qui poussent à la mobilité.....	p 94
2.1 Quand le mari ne peut plus tout gérer.....	p 94
2.2 Précarité du travail et intense pratique de l'espace urbain.....	p 95
Chapitre 4 : Pour un droit à la fabrique de la ville.....	p 96
1. « Des villes et des normes » : entre uniformisation et contournement.....	p 96
1.1 Vers une stérilisation de l'espace public.....	p 97
1.2. « Reprendre la rue » - le contournement des normes et des réglementations..	p 100
2. Le droit à la fabrique de la ville.....	p 101
3. L'urbanisme peut-il être populaire ? Les « <i>Savoirs citoyens dans la démocratie participative</i> ».....	p 102
Conclusion générale.....	p 107
1. Validation des hypothèses.....	p 107
2. Résultats et apports de la recherche.....	p 108
Vers un projet de thèse	
Liste des photos, des cartes et des bandes sonores.....	p 110
Sigles et Abréviations utilisées.....	p 111
Annexes.....	p 112
Bibliographie.....	p 158

INTRODUCTION GÉNÉRALE

La ville est un espace complexe, un espace de pratiques et de représentations diverses. L'espace urbain, et en premier lieu l'espace public, n'est pas seulement un cadre bâti, il est également un cadre construit, rempli de significations pour l'individu qui adapte son comportement au lieu dans lequel il se trouve. Chacun-e¹ de nous participe à la construction de la ville par ses actions quotidiennes, ses relations sociales et ses interactions. C'est dans ce cadre que mon étude se propose de rendre compte de la fabrique de l'espace urbain par les femmes immigrées résidentes du quartier de la Goutte d'Or (Paris, 18^{ème} arrondissement).

Ce travail de master 2 cherche à interroger le rapport des résidentes du quartier de la Goutte d'Or à la ville en interrogeant leurs espaces vécus : ce que « *l'on sent sous nos pas* » à travers l'étude des perceptions et des pratiques de l'espace urbain. Comment ces femmes pratiquent leur quartier et leur ville ? Comment se les représentent-elles ? Où vont-elles ? Evitent-elles certains lieux, redoutent-elles certains espaces ? Comment participent-elles à la fabrique de l'espace urbain au quotidien ? Je parle ici de fabrique de l'espace urbain ; je ne vois pas leurs expériences urbaines comme une démarche passive, mais comme les possibilités d'actions négociées et réaffirmées de ces femmes qui façonnent l'espace. Actrice de leur expérience urbaine, j'étudie les tactiques, les ressources, les contournements mis en œuvre par ces femmes pour prendre prise sur l'espace urbain au quotidien.

De plus, je souhaite ébaucher une première réflexion -expérimentale- sur le *droit à la ville*. Cette notion a été élaborée par Henri Lefebvre pour désigner le « *droit à la vie urbaine, transformée, renouvelée* » (Lefebvre, 1968, p. 108). Avons-nous tous le même droit à l'urbain ? Et le même droit à la fabrique de la ville ? Ces questionnements tâtonnants s'intéresseront à une compréhension des processus et des rapports d'inégalités spatiales et sociales produits au sein du monde urbain.

L'objectif de ce travail sera donc de mettre en avant et ainsi de mieux connaître le vécu routinier de l'espace urbain des femmes immigrées résidentes du quartier en abordant leurs pratiques, leurs difficultés et leurs tactiques pour les contourner. L'étude se focalisera sur la manière dont la « fabrique de l'urbain » est négociée entre les différents usager-ère-s de la ville.

Les individus, soumis à des conditionnements sociaux liés à des normes et à des attentes sociales vis-à-vis de leur genre, de leur origine, de leur classe, n'appréhenderaient-ils pas l'espace urbain de la même façon ? Leurs vécus, c'est à dire leurs usages, leurs manières de vivre l'espace, de se déplacer, de se comporter, ainsi que leurs perceptions seraient inhérents à leur appartenance identitaire, aux classements sociaux dont ils font l'objet ? Cependant, je me tiens à distance d'une vision déterministe : certes, ces catégories influencent les comportements dans l'espace urbain, mais elles ne suffisent pas à expliquer les faits

¹ Dans ce mémoire, j'ai choisi de faire apparaître le masculin et le féminin. J'ai ainsi voulu déconstruire la domination du masculin sur le féminin qui se perpétue dans la langue française et faire du langage un outil de déconstruction face à la « neutralité avérée » de notre langue, pour ne pas perpétuer l'invisibilité ordinaire des femmes.

sociaux et spatiaux, j'accorde également une importance aux capacités d'improvisation des individus.

1. Origine et intérêt de ma recherche

Les questions posées par ma recherche relèvent d'un double intérêt : d'une part, elles apporteront un éclairage scientifique sur les questions du droit à la fabrique de la ville; d'autre part, au niveau pratique, ces réflexions peuvent participer à l'amélioration de la qualité de la ville. En effet, l'urbanisme, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, reste souvent l'apanage d'« expert-e-s » et de « spécialistes ». Il me semble que nous ne prenons pas assez en compte les habitudes, les désirs et les représentations des habitant-e-s, et de facto des immigré-e-s, et encore davantage des femmes immigrées. Il s'agit donc de redonner la parole aux femmes immigrées résidentes de la Goutte d'Or sur leur manière de vivre et de se représenter l'espace. De plus, ce travail cherche à montrer que si ces femmes ne sont pas toujours présentes dans les instances institutionnelles de participation, elles participent tout de même à la fabrique de la ville par leurs adaptations et leurs pratiques de l'espace urbain. Cette lecture sensible de l'espace ne paraît pas manquer d'intérêt, et répond même à une demande publique. La production de connaissances sur ce sujet revêt un caractère politique et militant : ce travail cherche à améliorer la visibilité des étrangers dans la production de la ville et à favoriser une meilleure compréhension des processus et des rapports d'inégalité dans la ville et dans la fabrique de celle-ci.

2. Questionnements, problématique et hypothèses

Je chercherai donc à répondre aux questions suivantes : comment l'espace urbain est vécu et perçu par les femmes immigrées résidentes du quartier ? Comment s'inscrivent-elles dans les différents espaces urbains ? Quelles difficultés ordinaires rencontrent-elles dans leur vécu de l'espace ? Elaborent-elles des tactiques pour s'approprier et vivre l'espace de la ville ? Quels sont les formes de participation de ces femmes à la fabrication de la ville ?

Ainsi je tenterai de répondre à la problématique suivante : **En étudiant l'espace vécu des femmes immigrées résidentes de la Goutte d'Or, je m'interrogerai sur la « place » qu'elles prennent dans la ville et dans la fabrique de celle-ci.**

Les hypothèses, que je souhaiterai interroger et vérifier, sont de l'ordre de trois :

- 1) L'espace social urbain est normatif, il participe à la constitution des normes, des interdits et des manières de vivre la ville. Ainsi, l'organisation de l'espace joue sur les pratiques et les perceptions des femmes immigrées résidentes du quartier. Cependant, ces dernières sont également créatrices de normes, en imposant leurs modes d'utilisation de l'espace. Elles ne font pas que subir les injonctions de l'espace urbain, elles sont aussi actrices de l'espace urbain et participent à sa fabrique.
- 2) Malgré des tactiques de contournements, des interdits spatiaux limitent les marges de manœuvre et les déplacements de ces femmes.
- 3) L'espace urbain reproduit les inégalités sociales, liées à l'ethnicité, au genre, et à la classe, Même si ces catégories n'expliquent pas tout, elles sont des déterminants importants du rapport spatial et social à la ville et à sa fabrique.

3. Cadre et influences théoriques

Ce travail de recherche s'inscrit à la fois dans les problématiques de la sociologie urbaine, de la sociologie des migrations et des relations inter-ethniques, de la sociologie du genre, voire de la sociologie des religions. La particularité du sujet et du terrain d'enquête m'amène à devoir conduire mon cadre théorique vers plusieurs domaines, en touchant aux questions de migration, d'ethnicité et de genre qui sont aujourd'hui importantes dans la recherche en France.

Mon travail s'inscrit dans une problématique de travail qui associe la ville et la question des migrations, il ne peut donc pas se passer d'un examen, certes rapide, des travaux des chercheurs associés à l'École de Chicago. Mon travail s'inscrit dans cette perspective interactionniste, influencée par les travaux de l'École de Chicago, courant de pensée né à l'Université de Chicago au début du XX^e siècle avec les ouvrages de William Isaac Thomas et Florian Znaniecki sur l'émigration polonaise aux États-Unis et avec les travaux et enseignements de Robert Ezra Park. Les sujets de l'École de Chicago tournent essentiellement autour des questions de migrations, de relations entre les « races » et les cultures, liées à la problématique de la ville. Leur démarche d'enquête est qualitative, empruntée au journalisme d'enquête, dite démarche ethnographique (immersion, observations participantes, biographies, entretiens...). L'approche micro-sociologie pratiquée par Erving Goffman qui s'est intéressé aux micro-relations du quotidien a pu inspirer ma recherche. Il a marqué la sociologie par sa démarche originale comparée à la méthode d'un ethnographe ou d'un anthropologue pour avoir étudié les relations de co-présences, c'est-à-dire les relations entre individus étrangers (Goffman, 1973). Dans son ouvrage *La mise en scène de la vie quotidienne*, il analyse les relations de face à face et les nombreux comportements élémentaires effectués en public - « *quand les personnes en relation sont immédiatement en présence les unes des autres* » (Goffman, 1973, p. 12) - avec une attention et un regard particulier pour les relations ordinaires. Il observe les situations d'interaction banales et tente d'identifier ce qui se produit durant ces situations. Il décrit la société et les relations sociales comme une représentation de théâtre empruntant le vocabulaire théâtral - *scène, coulisse, représentation, décor, façade*. « *Les questions qui touchent à la mise en scène et à la pratique théâtrale sont parfois banales, mais elles sont très générales ; elles semblent se poser partout dans la vie sociale et fournissent un schéma précis pour une analyse sociologique* » (Goffman, 1973, p. 23).

L'accueil des sciences sociales en France pour ces recherches a longtemps été très limité ; la sociologie française, en quête de légitimité, ne trouvait pas, - dans les sujets traités par l'École de Chicago (l'immigration est considérée comme une question marginale), dans la méthode d'enquête et les cadres conceptuels -, la rigueur et le prestige recherchés. (Chapoulie, 2008, p. 227-234). Les géographes et les ethnologues français sont ceux qui ont le moins ignoré les travaux des sociologues de l'École de Chicago. Paul-Henri Chombard de Lawe est sûrement l'un des rares sociologues français à faire référence aux travaux de Chicago dans ses recherches sur la répartition spatiale de la population parisienne. C'est avec le développement de la sociologie urbaine française que l'École de Chicago sera réellement abordée, mais comme « un genre d'analyse qui est considéré comme relevant d'une orientation dépassée,

appartenant à l'histoire des approches sociologiques » (Chapoulie, 2008, p. 233). Aujourd'hui, leur héritage dans la construction de la discipline n'est plus remis en cause.

Le présent travail s'insère dans une sociologie critique et il s'inspire des travaux de la sociologie urbaine française à travers les recherches d'Henri Lefebvre dénonçant l'urbanisme de son époque. Sa posture est intéressante, en ce qu'elle mêle la pensée marxiste à l'analyse de la ville et de la vie quotidienne. Il nous rappelle que la ville existe en dehors de son bâti et qu'il convient de l'aborder en étudiant non pas son architecture et ses formes spatiales, mais sa vie sociale, à travers les activités ordinaires des individus. La ville est, pour lui, avant tout une production sociale, c'est dans ce cadre qu'il formule son concept majeur de « *droit à la ville* » sur lequel je reviendrai plus tard (Lefebvre, 1968, p. 108).

Il convient aussi de noter que ce mémoire prend place dans une démarche d'ethnologie du présent initiée par Gérard Althabe en abordant des problématiques majeures ancrées dans le présent de notre société. De plus, ma démarche ethnographique -ma relation avec mes interlocutrices, l'ambiguïté de mon statut- sera ici traitée comme un résultat.

4. Méthodologie et techniques d'enquête

Dans le cadre de mon mémoire, je souhaitais interroger et me confronter à un quartier qui avait déjà été fortement étudié et stigmatisé ; je désirais aussi entrer en contact avec une population dont je n'avais pas accès facilement. J'ai ainsi cherché des manières d'être en lien direct avec ce quartier et ses résident-e-s. De septembre 2012 à juin 2013, j'ai effectué un service civique au sein d'une association - Centre Social implanté depuis de longues années dans le quartier, *AGO* (Accueil Goutte d'Or). Porte d'entrée sur mon terrain, j'étais formatrice de français en *ASL* (ateliers sociolinguistiques) auprès d'un groupe de femmes adultes résidentes de la Goutte d'Or. Je participais également à une action d'accompagnement à la scolarité auprès d'enfants du quartier. Enfin, j'ai accompagné les sorties et participé aux temps forts du centre et du quartier (braderie, repas de quartier...). C'est donc à travers cette expérience du service civique que j'ai pu trouver une situation dans laquelle j'ai pu être en contact avec cette population résidente, lors des différentes activités du centre et notamment lors des *ASL*. Mais j'ai pu aussi bénéficier du réseau social de l'association ; Christine Ledésert, la directrice d'*AGO*, m'a mise en relation avec de nombreuses résidentes de la Goutte d'Or. Cet appui a représenté une chance importante car beaucoup d'usagères, qui ont des liens forts et une estime importante vis-à-vis de l'association, n'ont pas émis de restrictions à s'entretenir avec moi. J'ai pu ainsi bénéficier d'une transposition de leur confiance. Ici, le travail d'enquête s'est fondé sur une méthode d'enquête qualitative alliant diverses techniques ethnographiques, afin de multiplier la forme des situations d'illocution. J'ai ainsi diversifié les « *contextes d'interactions et la confrontation entre les différents discours* » (Palomares, Tersigni, 2001, p. 9), en réalisant notamment des observations participantes, des entretiens plus ou moins formalisés ... De plus, il est important de signaler que ce travail s'inscrit dans des temporalités, le-la chercheur-se « *travaille, comme à l'accoutumée dans un temps et un espace précis* » (Petonnet, 1982, p. 39). Les matériaux ont, ici, été recueillis durant une période d'enquête assez brève entre septembre 2012 et juin 2013.

5. Plan du mémoire

Cette recherche se décline en deux parties :

1° Approche de la recherche

Dans un premier temps, j'aborderai différents éléments de présentation de ma recherche. J'effectuerai, tout d'abord, un examen des notions clés de mon mémoire, telles que les concepts de *genre*, d'*ethnicité*, d'*espace*, de *droit à la ville*, ou encore de *fabrique de la ville* (Chapitre 1). Puis, je présenterai mon terrain d'étude, le quartier de la Goutte d'Or (Chapitre 2), ainsi que le profil des femmes immigrées résidentes de la Goutte d'Or avec qui j'ai pu bâtir cette recherche (Chapitre 3). Enfin, je reviendrai plus en détails sur ma démarche et mes méthodes d'enquête (Chapitre 4).

2° Pratiques et perceptions de l'espace urbain par les femmes immigrées résidentes de la Goutte d'Or.

L'ambition de cette seconde partie est d'interroger l'espace vécu (pratiques et perceptions de l'espace urbain) des femmes immigrées résidentes du quartier. Dans un premier temps, je questionnerai l'espace-temps de l'arrivée et la manière dont ces femmes sont entrées dans la ville (Chapitre 1). Puis, je présenterai les perceptions et les pratiques ordinaires des femmes résidentes immigrées du quartier. En examinant les interdits spatiaux et les différentes tactiques mises en place pour contourner les normes spatiales et faciliter leur rapport à la ville, je montrerai comment elles assoient leur légitimité dans l'espace (Chapitre 2). L'apprentissage de la mobilité sera ensuite étudié à travers un retour critique sur les différents ateliers mis en place dans le cadre de l'ASL « *Ma ville – Mon quartier* » (Chapitre 3). Enfin, je terminerai mon travail de recherche en questionnant le droit à la fabrique de la ville, je montrerai que les femmes immigrées résidentes du quartier de la Goutte d'Or participent elles aussi à la construction de l'espace urbain (Chapitre 4).

Partie I. APPROCHE DE LA RECHERCHE

« La ville peut n'être qu'un espace hostile et le demeurer tant que l'individu ne l'aura pas humanisé à son tour, c'est-à-dire fait sien ».

(Pétonnet, 1985, p. 45)

Comme j'ai pu l'aborder au sein de l'introduction en développant l'objet de ma recherche, mes questionnements et hypothèses, mon travail de mémoire de master 2 cherche à interroger la « place » que les femmes résidentes de la Goutte d'Or prennent dans la ville et dans la fabrique de celle-ci en interrogeant leur vécu de l'espace. Comment pratiquent-elles leur quartier et leur ville au quotidien ? Comment le perçoivent-elles ? Quel est leur vécu ordinaire de l'espace urbain ?

L'objectif de ce travail sera donc de mettre en avant et ainsi de mieux connaître les défis, les difficultés, mais également les tactiques, les ressources et les contournements mis en œuvre par ces femmes pour prendre prise sur l'espace urbain au quotidien. En s'inscrivant dans la problématique des relations genrées et interethniques, l'étude cherchera à se focaliser sur la manière dont la « fabrique de l'urbain » est négociée entre les différents usagers de la ville.

Dans cette première partie d'approfondissement théorique et méthodologique, je souhaiterai aborder différents éléments de présentation de ma recherche, ils sont de l'ordre de quatre :

- Dans un premier temps, je présenterai de manière brève les différentes notions qui ont pu bâtir ma recherche, à savoir les catégories de genre, d'ethnicité qui seront par la suite mobilisées dans le profil de ma population d'étude. Je reviendrai également sur les notions d'espace, de droit à la ville et de fabrique de la ville.

- Dans un second temps, je décrirai mon terrain d'étude à savoir le quartier de la Goutte d'Or.

- Puis, dans un troisième chapitre, je tenterai de comprendre la construction sociale du profil des femmes résidentes de la Goutte d'Or, à partir de l'« identification de soi », c'est-à-dire de l'autodéfinition (comme cadre de construction), mais également à travers l'étude des catégorisations dont elles font l'objet au sein du Centre Social notamment.

- Enfin, dans un dernier point, j'exposai ma démarche et mes méthodes d'enquête. Ce chapitre fera également l'objet d'un point sur les difficultés et questionnements rencontrés dans mon travail de recherche.

Chapitre 1 : Eclairage sur quelques notions clés de ma recherche

La question des termes adoptés est très importante et doit être une des préoccupations premières en sociologie. Durkheim rappelle que « *la première démarche du sociologue doit être de définir les choses dont il traite, afin que l'on sache et qu'il sache bien de quoi il est question* » (Durkheim, 1937, 1986, p. 34). Dans mon travail de mémoire, je m'intéresse aux questions des migrations et du genre, les mots employés peuvent être très fortement connotés idéologiquement ; il faut donc être d'autant plus vigilant, rigoureux et clair vis-à-vis du sens donné aux concepts et catégories. « *Les mots ne sont pas les choses* » (Simon, 2006, p. 26). Les mots sont des outils pour penser la réalité sociale, des instruments pour interroger les phénomènes sociaux. Pierre-Jean Simon les définit comme « *des outils intellectuels servant à désigner des phénomènes, des problèmes, et permettant de formuler des théories* » (Simon, 2006, p. 55). Confronté aux problèmes de l'altérité, il est parfois difficile pour le chercheur de trouver les mots justes pour désigner des personnes sans les figer dans des catégories. « *La démarche ethnologique fabrique la représentation d'univers sociaux et symboliques singuliers dans lesquels nous fixons nos interlocuteurs, nous en faisons les acteurs de "mondes" que nous tendons à constituer dans leurs différences, cristallisant les traits distinctifs, culturels et sociaux. Une telle opération reçoit son sens dans une société qui fonctionne de plus en plus à travers l'exclusion interne d'une fraction d'elle-même, cette exclusion est produite dans l'élaboration toujours recommencée de frontières symboliques et la diffusion de nos travaux risque de participer à la légitimation de ces processus d'exclusion.* » (Althabe, Selim, 1998, p. 98).

Pierre Bourdieu à travers son concept de la « *performativité du langage* » montre combien les mots, les actes de parole ont tendance à faire advenir le réel. Il note comment certains discours façonnent les choses en les nommant (Bourdieu, 1982) et produisent des réalités. Ce pouvoir des mots et des discours dépend essentiellement de la légitimité de ceux qui les prononcent. Cependant, Pfefferkorn rappelle que « *les discours ne sont pas seulement le moteur mais aussi le produit des pratiques sociales* » (Pfefferkorn, 2012, p. 74). De plus, les discours du sociologue « *n'ont pas à être de l'ordre du discours performatif mais de l'ordre du discours constatatif : dire ce qui est et non ce qui doit ou devrait être* » (Simon, 2006, p. 37). Je choisis de parler de « sexe », de « race », même si ces catégories n'existent pas scientifiquement en sciences sociales et qu'il s'agit de constructions sociales en perpétuelle évolution, car elles gardent encore aujourd'hui une force considérable dans nos sociétés en raison du sexisme et du racisme persistants. « *Même si la race n'existe pas, cela n'en détruit pas pour autant la réalité sociale et psychologique des faits de race* » (Guillaumin, 1972, 2002, p. 92). Les catégorisations ont un poids social important dans l'organisation du monde actuel. Il ne suffit pas de les ignorer pour que ces catégories disparaissent. Ainsi, l'emploi des mots, comme ethnie, genre, « *n'ont aucune réalité en dehors du monde humain et de leur représentation collective* » (Simon, 2006, p. 55), ce n'est pas parce que l'on se refuse à employer certains mots (race, genre...) que les faits n'existent pas. Il convient donc d'être critique vis-à-vis de ces catégories de pensée, mais de ne pas les ignorer.

1. Genre et ethnicité : une histoire parallèle dans les sciences sociales en France

Les catégories de *genre* et d'*ethnicité* sont abordées ici comme des construits sociaux (ils ne sont en aucun cas employés dans le sens d'un fondement biologique ou essentialiste). Car « *ces objets n'ont pas d'existence hors des rapports sociaux qui les produisent, les reproduisent et les transforment (...) c'est d'ailleurs pourquoi les mêmes individus peuvent être classés différemment dans le temps ou dans l'espace* » (Poiret, 2011, p. 108-111).

1.1 Le concept de genre

L'émergence des études de genre en sciences sociales en France

Le genre est un concept ambigu et controversé dans les sciences sociales en France, il dérive du mot anglais *Gender* et des études anglo-saxonnes *Gender studies*. La notion est apparue pour la première fois dans les années 1950 - 1960, chez des médecins et des psychiatres américains afin de « *médicaliser l'intersexualité et la transsexualité* » (Fassin, 2008, p. 375). La notion s'est développée chez les féministes américaines, avant d'émerger en France dans les mouvements féministes des années 1970, en mettant en premier la construction sociale des identités hommes/femmes.

Le genre apparaît, pour la première fois en Angleterre, dans les travaux féministes d'une sociologue, Ann Oakley, en 1972. Dans son ouvrage *Sex, gender and society*, elle distingue clairement les termes de genre et de sexe. Opposant nature et culture, le sexe, pour Oakley, renvoie à la distinction biologique entre le mâle et la femelle, alors que le genre évoque la distinction culturelle des identités masculine et féminine. Cette première définition du genre permet ainsi de dénaturer les rapports sociaux entre les sexes. Cependant, cette définition est encore limitée, car elle n'aborde pas la dimension inégalitaire et hiérarchique du rapport homme/femme.

Depuis les années 1970-80, le concept apparaît progressivement en France et son acceptation évolue au cours du temps. Différents courants ont fortement marqué sa définition : tout d'abord, les courants différentialistes et égalitaristes qui se sont développés parallèlement en France. Puis, à la fin des années 1980 et durant les années 1990, la théorie a fortement renouvelé le concept. Cette dernière approche a été impulsée par des théoriciennes américaines en interrogeant les sexualités.

Le concept de genre s'est longtemps heurté à de vives critiques, dont certaines persistent encore aujourd'hui. Une des critiques tient à la polysémie du mot genre dans la langue française, mais également du concept (avec nombreuses définitions du concept de genre différentes, voir opposées), qui oblige les chercheur-se-s à redéfinir en permanence le terme qu'ils-elles emploient (Pfefferkorn, 2012). Une autre des critiques apportées au concept de genre serait qu'il ne traduit pas assez les rapports conflictuels entre les classes de sexe et ne met pas en évidence clairement les rapports de pouvoir et de domination. Ainsi, nombreux-ses chercheur-se-s français-se-s, comme Danièle Kergoat, Colette Guillaumin préfèrent le concept de « *rapports sociaux de sexe* » qui met davantage l'accent sur la domination d'un sexe sur l'autre. De plus, le genre a longtemps été utilisé comme simple synonyme de femmes, et a ainsi permis d'étudier les domaines relatifs au féminin. En France, le développement des recherches sur les femmes a mis de côté les hommes, catégorie qui joue pourtant aussi un rôle

spécifique dans les relations de genre, notamment en tant que catégorie dominante. Il semble donc nécessaire d'analyser les relations de genre sous un double regard, à travers la catégorie des femmes et la catégorie des hommes. Ce concept insiste sur l'importance de penser les rapports sociaux de sexe, sans se centrer sur les femmes de façon séparée.

Approches et courants théoriques divergents : différentes conceptions de la notion de genre (Encadré n°1)

Dans les années 1970-80, la catégorie *gender* apparaît progressivement en France. Deux courants, ayant pour but de rompre avec la domination masculine et avec l'oppression des femmes, se sont développés parallèlement en France : les courants différentialistes et égalitaristes. Puis à la fin des années 1990, émerge le courant *queer*.

Selon les essentialistes ou différentialistes, les inégalités du genre naîtraient de la perception des différences naturelles. Cette approche cherche la fin de la domination masculine par l'arrivée d'un monde enrichi par l'apport des deux sexes, en faisant reconnaître la femme dans sa différence, notamment à travers sa fonction reproductrice et à travers l'expérience de la maternité.

L'approche universaliste ou égalitariste considère que tous les êtres humains sont égaux, quels que soient leur sexe, leur race, leur langue, leur culture. Ainsi, la différence entre les hommes et les femmes est perçue comme insignifiante. Cette approche a été fortement influencée par *Le Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir. Ce courant s'intéresse à la construction sociale et historique de la ségrégation et de l'antagonisme entre les sexes. Il place au cœur du concept de genre le rapport de domination et de hiérarchisation. Il faut donc, pour Colette Guillaumin et pour les chercheur-e-s féministes matérialistes, supprimer les sexes en tant que catégorie.

Enfin, la théorie *queer* ou *queer theory*, impulsée par des théoriciennes américaines (développée par Buthler et Sedgwick à partir des années 80-90), interroge les sexualités et tente de déconstruire le genre dans sa dichotomie féminin-masculin, en refusant la norme dominante hétérosexuelle. Cette théorie cherche à rompre le lien qui rattache le genre au sexe naturel, et vise à invalider toutes catégories de genre.

Aujourd'hui, même si le concept de genre s'est largement répandu et fait consensus au sein des sciences sociales, il faut retenir que sa diffusion en France a été lente. Malgré les multiples acceptations du concept de genre, j'utiliserai ce concept sous la définition suivante : le genre est un outil d'analyse permettant de déconstruire la vision essentialiste de la différence des sexes et renvoie à la construction sociale des sexes et de l'identité. Il ne se limite pas à l'étude des femmes, il analyse le rapport (de pouvoir) entre les sexes.

1.2 Le concept d'ethnicité

L'émergence des études sur l'immigration en sciences sociales en France

Durkheim a légué une tradition sociologique française – à travers ses théories de l'intégration sociale, se refusant l'étude des groupes particuliers de la société française, s'éloignant ainsi de la sociologie allemande, influencée par Georg Simmel et Max Weber ; s'éloignant aussi de la sociologie américaine influencée par l'Ecole de Chicago qui très tôt s'est penchée sur les questions de migrations. Les sociologues de l'Ecole de Chicago sont « les pionniers dans l'étude des relations ethniques en milieu urbain » (Tripiet, 2004, p. 173), ils marqueront la sociologie de l'immigration avec notamment les recherches de Robert Ezra

Park, Louis Wirth et Everett Hughes qui ne seront traduits en français que dans les années 1970. L'immigration est un objet d'étude central dans les travaux nord-américains.

C'est à partir des années 1970 que « la sociologie française s'empare du thème de l'inclusion de l'étranger dans la ville, dans le cadre de la sociologie urbaine d'abord, puis sous la forme d'une sociologie de l'immigration » (Tripiet, 2004, p.174). Ce retard français, au regard du développement plus rapide aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, peut s'expliquer par diverses raisons. L'une d'entre elles résulte de la volonté française de ne pas penser la diversité ethnique « *au nom du dogme de l'unité de l'état-nation* » (Poutignat, Streiff-Fenart, 1995, p. 9), en sous-estimant le poids de l'immigration dans la construction de la nation française. L'immigration a donc longtemps été considérée comme un phénomène momentané et marginal dans la société française et son histoire. Gérard Noiriel a ainsi noté : « *Si l'on compare la production historiographique entre la France et les Etats-Unis, l'autre grand pays d'immigration contemporaine, le contraste est frappant. Dès l'entre-deux-guerres, l'histoire de l'immigration occupe une place de choix dans la recherche américaine (...) c'est la volonté de présenter le processus de l'immigration comme un problème "intérieur" à la société américaine et à son passé, comme une donnée constitutive de la nation, alors que les manuels français ont un discours inverse : l'immigration est une question "extérieure" (passagère, nouvelle, marginale) qui n'a rien à voir avec la construction de la France, rien à voir avec les Français et leur passé* » (Noiriel, 1988, pp. 19-20).

Les premiers travaux français dans ce domaine ont été militants, dénonçant les conditions de vie des immigré-e-s. Abdelmalek Sayad a joué un grand rôle dans le développement de ce champ de recherche dans les sciences sociales françaises ; son œuvre offensive dénonce la manière dont les recherches ne s'intéressent à l' « étranger-ère » qu'une fois en France (réduit à sa fonction de main-d'œuvre), « *d'une part, comme si son existence commençait au moment où il arrive en France, c'est l'immigrant – et lui seul – et non l'émigré qui est pris en considération ; d'autre part, la problématique explicite et implicite, est toujours celle de l'adaptation à la société d'"accueil"* » (Sayad, 1977, p. 59).

Mais, depuis les années soixante-dix en France, les études sur les migrations et les relations inter-ethniques se sont développées dans les recherches en sciences sociales en France.

Le concept d'ethnicité s'impose dans la sociologie américaine dans les années 1960. Il a évolué et a recouvert différents sens au fil du temps. Aujourd'hui, il est intégré dans le vocabulaire des sciences sociales en France. Mais, sa définition est fluctuante et reste très marquée par le contexte nord-américain. L'ethnicité est selon la conceptualisation de Frederik Barth (1969) une forme d'organisation sociale. Dénonçant une conception essentialiste des groupes, il montre que c'est la relation à l'autre qui définit le groupe. Ainsi, la différenciation culturelle se produit dans la construction, le maintien et la disparition des frontières qui sont au centre de la formation des groupes ethniques. Le groupe ethnique est ainsi une catégorie qui, sans interaction, s'efface.

Je prends ici le parti de s'inscrire dans la définition de Pierre-Jean Simon qui tente de se détacher du contexte américain dans lequel la notion est apparue, il propose de définir « *l'ethnicité comme un ensemble de traits relativement objectifs ou du moins objectivables, partagés par une pluralité d'individus et les constituant à leurs propres yeux et aux yeux des*

autres en collectivité particulière et, en même temps, comme la conscience commune d'appartenir à cette collectivité » (Simon, 1994, p. 20).

J'ai pu noter un rapprochement flagrant dans la géohistoire de ces deux concepts du *genre* et de *l'ethnicité*. Au regard des Etats-Unis, du Canada, de la Grande-Bretagne ou encore de l'Allemagne, ces deux thèmes de recherche sont longtemps restés marginaux en France. L'émergence a été lente, mais aujourd'hui les études scientifiques sur le genre, les migrations et les relations inter-ethniques sont importantes et possèdent une véritable légitimité académique en France.

En effet, le flou, la polysémie et la complexité de ces notions, ainsi que les centres d'intérêts scientifiques français fondés sur des valeurs républicaines et sur un modèle universaliste, sont autant de raisons qui font que les outils du genre et de l'ethnicité apparaissaient alors comme gênants. Principalement tributaires des financements publics, les recherches sur le genre et les relations inter-ethniques ont été mises de côté au profit d'objets de recherche « plus importants », « plus sérieux », voire « plus nobles » ; du moins perçus comme davantage prioritaires dans les sciences sociales des années soixante. Y aurait-il des sujets plus dignes d'intérêt que d'autres? Les questions de migrations et de genre sont restées longtemps inexplorées, voire dépréciées, la recherche française ne voyant que peu d'intérêt dans ces objets de recherche (Réa, Tripier, 2008, p. 21). Une circulation internationale des idées et des relations transatlantiques importantes ont permis la conceptualisation du terme de genre et d'ethnicité. En France, l'influence des recherches américaines n'est pas négligeable (Fassin, 2008). Aux Etats-Unis, les études sur le genre et l'ethnicité deviennent un véritable champ d'exploration, à part entière, avec des articles, des revues, des colloques et de véritables programmes universitaires. En France, au contraire, l'université n'ouvre que timidement ses portes aux études de genre et d'ethnicité. Elles ont du mal à s'éloigner de l'image militante, qui parfois les déconsidère.

Ces deux thèmes de recherche naissent, en effet, en France sous l'impulsion de travaux militants. Ce rapprochement avec le militantisme pousse encore à les disqualifier, les chercheur-se-s sont souvent perçu-e-s comme n'ayant pas un regard assez objectif et critique, c'est-à-dire n'adoptant pas une distanciation suffisante avec leur objet de recherche. Ainsi, la marginalisation et la dévalorisation sociale collective qui touchent les dominé-e-s (immigré-e-s, femmes...) entraînent par contagion une dévalorisation des chercheur-se-s qui s'y intéressent (Tripier, 2004, p. 276). Ainsi, Abdelamlek Sayad craignait que « *la sociologie du "petit", devienne une "petite" sociologie, faible sur le plan théorique et méthodologique et, de plus, marginale sur le plan académique, en vertu de la contamination du chercheur par "l'indignité" de l'objet* » (Réa, Tripier, 2008, p. 25). L'émergence a été lente, mais aujourd'hui les études scientifiques sur le genre, les migrations et les relations inter-ethniques sont importantes et possèdent une véritable légitimité académique en France. Des collectifs de chercheur-e-s et des revues ont été créés², des filières, des départements et des parcours ont

² Tels que l'Urmis (Unité de Recherche Migrations et Société), le Cedref (Centre d'Enseignement, de Documentation et de Recherche pour les Etudes Féministes), le Ring (Réseau Interuniversitaire et Interdisciplinaire National sur le Genre) ...

été aménagés, notamment dans certaines universités³. On note de plus en plus d'articles, de livres, et de revues sur ces thèmes de recherche. De plus en plus de programmes et d'allocations sont accordés en France sur ces thématiques ces dernières années. Ainsi, depuis 2005, la politique régionale de recherche d'Île de France propose des allocations doctorales et post doctorales dans le cadre des Domaines d'Intérêt Majeur (DIM) « Genre, inégalités, discriminations » montrant l'intérêt grandissant pour ces thématiques. Malgré de nombreux obstacles et critiques, la recherche sur ces sujets en sciences sociales en France a connu un essor quantitatif remarquable, et aujourd'hui leur légitimité académique n'est plus à justifier.

2. La notion d'espace

Pour Martin Heidegger, « nous parlons de l'homme et de l'espace, ce qui sonne comme si l'homme se trouvait d'un côté et l'espace de l'autre. Mais l'espace n'est pas pour l'homme un vis-à-vis. Il n'est ni un objet extérieur ni une expérience intérieure ». (Heidegger, 1958, p. 186). Dans ce mémoire de recherche, je cherche à interroger l'espace que les femmes pratiquent, accaparent, investissent, occupent ou évitent. Pourquoi ce choix de parler d'espace et non de territoire ou de lieu ?

Selon, le dictionnaire historique de la langue française, le terme d'espace est entré dans le langage courant, il est « un lieu, plus ou moins bien délimité, où peut se situer quelque chose ». On parle ainsi d'espaces verts, d'espaces sonores, d'espaces agricoles, d'espaces industriels ou encore d'espace publics... L'espace est souvent caractérisé par un adjectif ou un complément.

Je chercherai donc à définir ce concept et à justifier son utilisation. D'après le Dictionnaire cité ci-dessus, le mot espace est un emprunt du 12^{ème} siècle du latin *Spatium* et du grec *Khora*. Le mot latin *spacium* a été traduit en français par « espace », il voulait dire "champ de course", arène", puis "espace libre, étendue", et aussi une "distance" (géographique et temporelle, "laps de temps, durée"). Il correspond également au grec *Khora* dont les acceptations ont évolué dans l'histoire désignant « le bourg », « l'espace » et « la campagne ». Avant le 16^{ème} siècle, en France, il signifie le plus fréquemment une donnée temporelle ("en l'espace d'un mois"). Il désignait une temporalité (en musique notamment), puis dans un second temps il définira ensuite une distance, un intervalle de temps, alimentant ainsi les vocabulaires spécifiques tels que ceux de la musique ou de l'imprimerie ("le blanc entre deux mots").

Georges Perec atteste que l'espace « est un doute », tant ce mot est difficile à entendre (Younès, Paquot, 2012, p. 7), notamment à cause de sa polysémie. Au 17^{ème} siècle, avec Descartes, le mot *espace* acquiert une acceptation scientifique (Younès, Paquot, 2012 p. 7) avec la valeur de "milieu dans lequel ont lieu les phénomènes observés". Au 20^{ème} siècle, l'espace sera étudié et chargé de sens distincts, voire contraires, selon les disciplines (géométrie, géographie, sociologie, ethnologie...).

³ En ce qui concerne le genre, des spécialités ont été ouvertes à Paris 7 Diderot et Paris 8, Strasbourg, Lille, Lumière Lyon 2, Toulouse le Mirail, Paris 8 (Pefferkorn, 2012). Pour les migrations et l'ethnicité des parcours ont été ouverts à l'Université de Paris 7 Diderot, à Nice et à Poitiers.

Les géographes ont investi ce concept et ont chargé ce terme d'un sens précis. Au départ, les géographes utilisaient le concept de *milieu* plutôt que celui d'*espace*. Le concept d'*espace* est alors apparu lorsque le naturel (*milieu*) ne pouvait être utilisé pour décrire des objets tels que la ville, les transports. Au contraire du *milieu*, *l'espace* serait le produit de l'activité humaine, construit par ses usagers, ses citoyens, et ses résidents... Roger Brunet, géographe, définit l'espace comme une « *étendue terrestre utilisée et aménagée par les sociétés humaines en vue de leur reproduction – au sens large : non seulement pour se nourrir et pour s'abriter, mais dans toute la complexité des actes sociaux. Il comprend l'ensemble des lieux et de leurs relations* » (Brunet, 1992, p. 194). Ainsi, l'espace est aussi lieu des relations (relation entre des espaces, relations sociales entre les acteurs...). Il ajoute qu'un territoire est un « *espace socialisé, approprié par ses habitants, quelle que soit sa taille (...) le territoire implique toujours une appropriation de l'espace : il est donc autre chose que l'espace* ». Selon cette définition, le territoire est un espace imprégné de subjectivité, d'affectivité, la notion d'appropriation est justement celle que je questionne ici. Les femmes résidentes de la Goutte d'Or, s'approprient-elles l'espace de la ville ? La notion d'*espace*, telle qu'elle est utilisée aujourd'hui, se révèle plus abstraite que celle de *lieu* ou de *territoire*. Michel de Certeau oppose même le lieu à l'espace, comme "*la figure géométrique au mouvement*" ou "*l'état au parcours*" (Augé, 2012, p. 104-106).

J'ai choisi dans ce travail d'user du terme d'*espace*, et non de celui de *lieu* ou de *territoire*. De plus, ce concept d'*espace* me permet facilement de parler d'espace urbain, d'espace public et privé, contrairement au terme de *territoire* qui évoque une appropriation du lieu.

Le terme d'espace se démarque de la notion d'appropriation qui n'est pas toujours à l'œuvre dans notre rapport à l'espace. Je choisis de parler d'espace, pas comme extérieur aux acteurs, l'homme n'est pas sans l'espace, il n'existe pas sans spatialisation, « On est toujours de quelque part ». L'espace est vécu et perçu, il n'est pas indépendant de ceux qui le vivent et donc le façonnent. C'est l'étude de ce vécu de l'espace qui m'intéresse particulièrement ici. Je parlerai donc d'*espace* afin d'aborder les pratiques et les perceptions des femmes immigrées résidentes de la Goutte d'Or.

L'espace public est une notion floue qui reviendra régulièrement dans ma recherche. Il est important de ne pas confondre ce que j'entends par l'espace public au singulier et les espaces publics au pluriel. L'espace public est le lieu abstrait du débat politique, il s'agit de la sphère publique définie par Habermas. Les espaces publics désignent quant à eux davantage un espace physique, localisé et délimité ; ils sont un espace de rencontres, de passages, de rassemblements et de mouvements. Il s'agit notamment de l'espace de la rue, espace urbain accessible et gratuit, mais également de d'autres espaces pas entièrement ouverts mais toutefois publics tels que les centres commerciaux ou les transports en commun. Aborder la question des espaces publics sous le prisme du « *droit à la ville* », c'est donc remettre en cause l'universalité de l'espace public face aux rapports d'inégalités spatiales et sociales qu'ils mettent en œuvre. J'utiliserai davantage la notion d'espaces publics au pluriel, cependant je me référerai également à l'espace public d'Habermas, notamment dans le dernier chapitre de ce travail où il sera question des instances de débats publics de la fabrique de la ville.

3. Le droit à la ville

Qu'entendons-nous par cette formule Lefebvrienne du « *droit à la ville* » ? Notre compréhension de ce que le droit à la ville signifie passe par la lecture de l'ouvrage majeur d'Henri Lefebvre écrit en 1968 *Le droit à la ville*. Il a été un des premiers sociologues engagés à se préoccuper des questions urbaines et à critiquer l'urbanisme. Cet ouvrage offensif dénonce comment la ville est devenue une utilité parmi d'autres du capitalisme. Ainsi, dans cette ville où une minorité détient « *les liens sociaux et en jouissent* », les dominés vivent dans des conditions de vie (quotidiennes) misérables et aliénantes « *n'ayant pas le choix de ses lieux de résidence, de loisirs, de travail* ». Le *droit à la ville* de Lefebvre est une « *expression ambiguë et inmanquablement comprise à contresens* » (Le Breton, 2012, p. 111). Il s'agit pour Lefebvre du « *droit à ne pas être exclu de la centralité et de son mouvement* » (Lefebvre, 1968, p. 118). Il s'agit donc pour chaque résident-habitant de pouvoir non pas seulement conquérir le droit au logement, mais également et surtout le droit de vivre la ville et de participer à sa construction. Il s'agit donc d'un droit de reconnaissance, quel que soit son espace de résidence, qui doit se poursuivre par une autogestion des habitants.

« *Le droit à la ville est également la possibilité pour chaque habitant de recouvrer la maîtrise de ses temps de vie et de participer aux événements. Ce droit est ainsi celui des individus d'être reconnus comme membres à part entière d'une même société urbaine. C'est aussi reconnaître leurs capacités égales à créer les centralités/événements d'où surgissent le sens de la totalité pour les personnes et le sens de l'histoire pour la collectivité. Le droit à la ville est prospectif, pas nostalgique* » (Le Breton, 2012, p. 111-112).

Cependant, les réflexions de Lefebvre s'inscrivent dans le rejet de l'économie capitaliste et industrielle. Pourtant ce droit à la ville ne touche pas seulement les populations inscrites dans la domination capitaliste, à savoir le prolétariat. Cette domination est importante mais non unique. Ainsi, il est fondamental d'y joindre d'autres populations telles que les femmes, les immigrés.

J'utiliserai ici ce concept du *droit à la ville* sous cette définition : le droit à être habitant-e, de s'appropriier et de vivre l'espace urbain et de participer à la construction de la ville en étant intégré pleinement aux décisions relatives à la gouvernance et à la gestion urbaine pour agir directement sur l'organisation et les conditions de vie urbaine.

4. La fabrique urbaine

Le recours à cette expression *la fabrique urbaine* participe clairement à la définition du droit à la ville. Hélène Noizet définit cette notion comme « *l'interaction permanente et dialectique de la structure de l'espace urbain avec l'activité sociale multiforme* », il s'agit donc du « *processus d'interaction entre les habitants d'une ville et l'espace urbain* » (Noizet, 2007, p. 17).

Ainsi, « *si les différents acteurs n'ont en aucune manière des motivations urbaines au moment où ils agissent, à la longue leurs activités induisent des espaces plus ou moins urbains* » (Noizet, 2007, p. 16). Cette fabrique urbaine n'est donc pas obligatoirement consciente et directe ; à travers cette notion, je reviens donc au fondement de ma recherche, à savoir l'étude des interdits mais également des tactiques, des contournements qui façonnent et

permettent d'avoir prise sur l'espace urbain. Il s'agit de dire que la ville ne s'est pas construite simplement au travers d'opérations conscientes d'architecture et d'urbanisme, mais aussi à travers le quotidien, les actions, les pratiques des usagers. De ce fait, l'espace urbain est aussi le résultat du fonctionnement social des habitants. En conséquence, je peux revenir à une de nos hypothèses formulées en introduction : la ville conditionne les usagers et habitants (à travers son espace physique, normé...). Cependant le vécu de l'espace par ces derniers (à travers leur mode d'accès à la ville, leurs pratiques et perceptions) influence en retour l'espace urbain.

Le droit à la fabrique de la ville n'est donc pas seulement la prise en compte des habitants dans les processus de décision relatifs à la gouvernance et à la gestion urbaine afin d'agir sur l'organisation et les conditions de vie urbaine ; il s'agit également du droit de vivre et de s'appropriier l'espace urbain et ainsi inconsciemment de le construire, le transformer, le renouveler.

Chapitre 2 : Repérer et définir le quartier de la Goutte d'Or

Pour aborder notre sujet de recherche, j'ai choisi d'aborder un quartier parisien qui « fait parler de lui » : La Goutte d'Or. Il ne s'agit pas d'un quartier « à part » dans Paris, il constitue une partie du patrimoine parisien et contribue à la construction de l'image de Paris. Pourtant, il fait l'objet d'une focalisation particulière : objet d'attention des médias, mais aussi des romanciers et des chercheurs qui aiment à discourir sur ce quartier, créant et alimentant un imaginaire toujours plus nourri. Il s'agit pour Emanuelle Lallement du « *quartier le plus étudié de la capitale* » (Lallement, 2010, p. 79).

Je tenterai dans ce chapitre de mettre à plat les caractéristiques du quartier en abordant successivement différents points : j'essayerai tout d'abord de repérer et de délimiter mon quartier, puis je retracerai l'histoire de cet espace. Je chercherai à caractériser la population qui y réside, puis j'aborderai la question de la rénovation urbaine et de ses effets (stigmatisation, gentrification...).

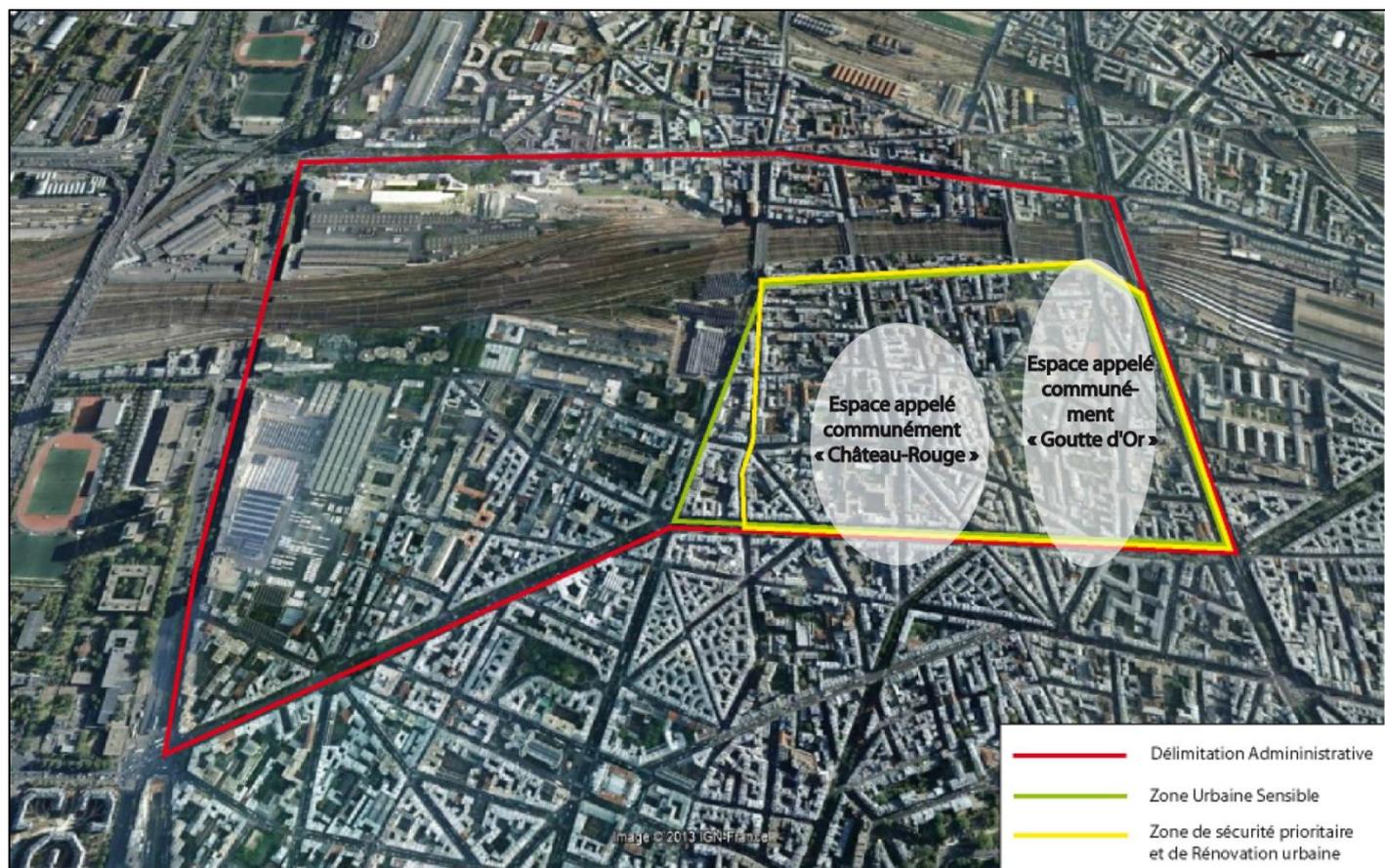
1. Physionomie et exercice de délimitation du quartier

Qu'entendons-nous spatialement par la Goutte d'Or ? Les définitions et les limites du quartier divergent selon les approches. Il y a de nombreuses manières de délimiter l'espace urbain de la Goutte d'Or : découpage administratif, découpage de l'INSEE...

Le quartier administratif de la Goutte d'Or est bien délimité. Il s'étend sur une superficie de 109 hectares. En effet, le 18^{ème} arrondissement est divisé en quatre secteurs administratifs : La Goutte d'Or, La Chapelle, Les grandes carrières et Clignancourt. Ainsi le quartier administratif de la Goutte-d'Or est délimité par le boulevard de la Chapelle au sud, le boulevard Ney au nord, le boulevard Barbès et la rue des Poissonniers à l'ouest, la rue de la Chapelle et la rue Marx-Dormoy à l'est.

La délimitation effectuée par la rénovation urbaine est encore différente. Elle s'arrête au nord à la rue Ordener. C'est ce découpage qui est, dans le langage courant, le plus usité et celui qui est retenu dans la majorité des études. La Goutte d'Or est donc délimitée par le

boulevard de la Chapelle au sud, la rue Ordener au nord, la rue Stephenson à l'est, et le boulevard Barbès à l'ouest. Le quartier abrite 22 500 habitants sur un territoire de 27 hectares.



Carte n°1: Les différentes délimitations du quartier de la Goutte d'Or (Réalisation : Laetitia Brisard)

De plus, certains habitants font une différence entre le nord de la Goutte d'or, appelé communément « Château-Rouge » et le sud de la Goutte d'Or, appelé « La Goutte d'Or » ou encore « Barbès », la rue Myrha effectuant la ligne de démarcation. Cette division entre Château Rouge/ Goutte d'Or est intéressante car une démarcation ethnique y est incluse : l'espace de Château Rouge (avec le marché Dejean) serait, selon les habitants, plus « Africain », alors que l'espace de la Goutte d'Or (avec le marché Barbès) serait perçu comme davantage « Maghrébin ».

Le quartier de la Goutte d'Or est classé en Zone Urbaine Sensible (ZUS) en 1981, et il est intégré au Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS). Le plan de réhabilitation du quartier a débuté en 1983. Il figure depuis 1984 dans les dispositifs de la politique de la ville. Il est aussi classé en Réseau d'Education Prioritaire (REP) et en Réseau Ambition Réussite (RAR). Dernièrement, Il vient d'être classé en Zone de Sécurité Prioritaire (ZEP).

Relativement bien accessible, on y accède facilement par quatre métros : « Château Rouge », « Barbès-Rochechouard », « La Chapelle » et « Marcadet-Poissonniers » qui s'arrêtent à l'entrée de la Goutte d'Or sur les boulevards adjacents, mais les transports en communs (ni bus, ni métro) ne pénètrent pas à l'intérieur. La circulation motorisée est donc beaucoup moins importante que sur les boulevards périphériques, permettant ainsi aux piétons d'investir facilement l'espace public. L'espace de la Goutte d'or est composé de petites rues

étroites et de parcelles de petites surfaces. L'accès au quartier se fait par de petites rues bien délimitées. Les boulevards de type haussmannien laissent la place à des immeubles moins élevés (quatre étages), typiques du 19^{ème} siècle.

Le quartier de la Goutte d'Or est entouré par de larges boulevards, la ligne de métro aérienne et l'hôpital Lariboisière au sud, des terrains de la SNCF au nord, ainsi que des voies de chemin de fer à l'est. La Goutte d'Or, enfermée entre ces emprises, rappelle que le quartier s'est développé à l'extérieur de la ville. Ces coupures permettent de rendre compte « d'un espace cohérent, bien délimité par des frontières physiques » (Toubon, Messamah, 1990, p. 41).

2. Histoire du quartier de la Goutte d'Or

Le quartier de la Goutte d'Or témoigne de l'histoire de l'immigration. Il est connu pour sa longue tradition d'accueil de populations immigrées. Trois grandes périodes significatives peuvent ici caractériser les grandes phases de construction de la Goutte d'Or.

Jusqu'en 1750, il s'agit d'un quartier en zone rurale où on y pratique la culture du vin blanc, d'où le nom de « Goutte d'Or ». Le quartier est conçu à l'origine pour les artisans et petits bourgeois, mais il apparaît très vite comme un quartier qui accueille des populations « déracinées » (Toubon, Messamah, 1990, p. 41).

A partir de 1830, le quartier va se développer avec l'arrivée du chemin de fer. A ce moment, Paris connaît une révolution industrielle importante avec un fort besoin de main d'œuvre. L'urbanisation attire donc des migrants de toute la France (Bretons, Picards, Auvergnats...) provenant majoritairement de milieu rural (exode rural). Le Goutte d'Or accueille alors une population ouvrière qui s'installe autour de la voie ferroviaire et qui va travailler pour la construction des chemins de fer et des gares du Nord, de Saint-Lazare et de l'Est, ainsi que pour la construction des grands boulevards (travaux Haussmanniens), et de l'hôpital Lariboisière... Une culture ouvrière naît à la Goutte d'Or. Ainsi se développe des petits logements adéquats pour ces ouvriers venus seuls qui pensaient, une fois leur argent gagné à Paris, repartir vers leurs provinces d'origine. Le village de la Chapelle auquel appartient la Goutte d'Or est rattaché à Paris en 1860.

Puis dès le début du XX^{ème} siècle, l'immigration change et arrive de plus en plus loin : des Belges, des Italiens, des Espagnols, des Polonais s'installent à la Goutte d'Or. C'est à partir de 1920 qu'une immigration maghrébine (surtout algérienne puis marocaine et tunisienne) s'engage. Elle s'accroît après la seconde guerre mondiale, dans les années 1950-60. Il s'agit pour l'essentiel d'une immigration masculine - majoritairement des hommes venus seuls, leurs familles étant restées au pays - qui s'installe dans de petits logements (studios) ou des chambres d'hôtel meublées (solution à moindre coût). Aujourd'hui, il y a une forte proportion d'hommes de plus de 60 ans arrivés jeunes en France (vieux travailleurs immigrés du Maghreb).

A partir des années 1970, la population maghrébine décroît par rapport à une population issue de l'Afrique subsaharienne, venant du Sénégal, du Cameroun, de la Mauritanie, du Mali, de la Guinée... Cette population s'installe à la Goutte d'Or et investit la partie nord de la Goutte d'Or dite « Château-Rouge ». Enfin, plus récemment, dans les années

90, on note une immigration en provenance du Ghana, du Sri Lanka, de la Turquie, ou encore de la Chine (Toubon, Messamah, 1990, p. 41).

Dès les années 1960, la population française abandonne de plus en plus le quartier, soucieuse d'avoir de meilleures conditions d'habitat et un confort moderne. En effet, les façades des immeubles commencent à révéler la misère du quartier, ce qui contribue à former l'image sociale d'un quartier dégradé.

Aujourd'hui encore, l'amélioration des conditions d'habitat reste un des principaux enjeux du quartier : l'habitat est ancien et construit avec des matériaux de récupération de mauvaise qualité. De nombreux logements qui ont été bâtis avant 1948 dissimulent des problèmes importants de vétusté, d'insalubrité, de suroccupation, d'inconfort (beaucoup de logements ne disposent pas de toilettes ni de salles de bain)...

3. Caractéristiques de la population

La Goutte d'Or est marquée par une grande diversité de nationalités et de groupes sociaux. En 1999, plus d'un tiers (37%) des habitants sont nés à l'étranger, contre 23% dans le 18ème arrondissement et 20% sur l'ensemble de Paris⁴. On note également une population relativement jeune : le poids des jeunes est particulièrement important, puisqu'un habitant sur quatre (24%) a moins de vingt ans, contre 19,5 % pour le reste de la capitale. La population de la Goutte d'Or dispose de faibles revenus. Le quartier se différencie par des indicateurs de précarité élevés. On y trouve d'autre part l'un des taux de chômage les plus élevés de Paris. 28% des foyers vivent sous le seuil des bas revenus en 2008 (11% à Paris). Les allocataires du RMI en 2008 sont de 10,1% à la Goutte d'Or contre 4,5% à Paris⁵.

Le quartier se caractérise par une forte hétérogénéité sociale de la population. Des groupes se défont, d'autres se reconstruisent. La population de la Goutte d'Or est mouvante, induisant des perceptions du quartier différentes (entre les groupes implantés depuis longtemps et les nouveaux arrivants par exemple). Ces différents groupes vivent côte à côte et nouent des relations aux liens faibles : Toubon et Messamah parlent d'« *une véritable stratégie collective fondant une coexistence possible sur le refus d'interférence qui peut se lire comme un acte de tolérance* » (Toubon, Messamah, 1990, p. 46). Malgré l'absence d'intérêt commun entre les groupes, les discriminations, les formes de domination imposées par la société d'accueil, la stigmatisation du quartier et de ses habitants « *font naître, en réaction à ces pressions, un vécu collectif qui transcende les clivages inter et intra-*

⁴ La Goutte d'Or est marquée par une grande diversité de nationalités et de groupes sociaux. En 1999, plus d'un tiers (37%) des habitants sont nés à l'étranger, contre 23% dans le 18ème arrondissement et 20% sur l'ensemble de Paris. Ces chiffres proviennent d'un rapport de l'atelier parisien d'urbanisme (Source INSEE, 1999, Rapport de l'APUR (atelier parisien d'urbanisme) : la politique de la ville à Paris, observatoire des quartiers prioritaires. Rapport 2010, Mairie de Paris)

⁵ La population de la Goutte d'Or dispose de faibles revenus. Le quartier se différencie par des indicateurs de précarité élevés. On y trouve d'autre part l'un des taux de chômage les plus élevés de Paris. 28% des foyers vivent sous le seuil des bas revenus en 2008 (11% à Paris). Les allocataires du RMI en 2008 sont de 10,1% à la Goutte d'Or contre 4,5% à Paris. Ces chiffres proviennent d'un rapport de l'atelier parisien d'urbanisme (Source INSEE, 1999, Rapport de l'APUR (atelier parisien d'urbanisme) : la politique de la ville à Paris, observatoire des quartiers prioritaires. Rapport 2010, Mairie de Paris)

ethniques » motivant des solidarités et « *une volonté de vivre-ensemble* » sans tension (Toubon, Messamah, 1990, p. 47). De plus, les contraintes matérielles, le cadre bâti, la configuration sociale et spatiale du quartier engendrent une « *réinterprétation des valeurs originelles, conduisant à des synthèses originales entre ces valeurs et les situations vécues en France* » (Toubon, Messamah, 1990, p. 49), réaménageant ainsi une personnalité collective autour du quartier. Ainsi, selon Jean-Claude Toubon et Khelifa Messamah, les conflits liés à l'ethnicité sont peu présents.

En effet, les relations conflictuelles naissent surtout des conditions de logement, de l'attitude des propriétaires et des syndics, de l'utilisation de la rue et de la question du commerce... (Toubon, Messamah, 1990, p. 45). Le commerce centralise notamment de nombreuses plaintes. Pour certains habitant-e-s, il s'agit ici d'une population fixée dans le logement, c'est-à-dire un réseau de propriétaires ayant des positions sociales plus élevées, le quartier est traversé par un certain nombre de nuisances et de désagréments (sonores, trafics, prostitutions, vols, ventes à la sauvette, surdensité, activités illicites, « absence des produits quotidiens européens ») (Bacqué, 2006, p. 68)...

Cependant « *l'élaboration d'un code de conduite qui s'inscrit dans une volonté de vivre-ensemble* » (Toubon, Messamah, 1990, p. 47) permet de transcender les clivages. Un mode de « sociabilité populaire » semble prédominer à travers des rapports sociaux de proximité imprégnés de solidarités et d'échanges.

4. La rénovation urbaine et ses effets

L'opération de rénovation urbaine dans le quartier de la Goutte d'Or a été amorcée en 1985, elle se poursuit encore aujourd'hui. J'étudierai dans un premier temps comment les représentations négatives que connaît le quartier ont pu justifier les actions de rénovation urbaine entreprises par les pouvoirs publics. Puis, dans un second temps, je questionnerai la dite « gentrification » qui toucherait aujourd'hui le quartier.

4.1 Représentations négatives et stigmatisantes du quartier dans le discours politique et les médias

Le 18^{ème} est souvent divisé en deux, entre « le bon 18^{ème} » - quartier touristique de Montmartre- et « le mauvais 18^{ème} » - quartier de la Goutte-d'Or-Barbès -, le boulevard Barbès symbolisant la frontière entre les deux.

Le quartier de la Goutte d'Or figure comme un quartier stigmatisé, à travers toute une série de représentations négatives et de stigmates se référant à l'altérité (figures de l'étranger) à travers des catégories telles que quartier « immigré », « musulman », « africain », ou renvoyant à la situation socio-économique du quartier, à travers des images corrélées à l'altérité : « insalubrité », « précarité », « pauvreté », « insécurité ».

Avec des reportages sur l'insécurité ou d'autres révélant les opportunités immobilières qu'il dissimule, la Goutte d'or est un sujet qui ne cesse d'attirer les médias (Bacqué, 2006, p. 71). Le quartier souffre en effet d'un matraquage systématique. Il est pris pour cible par les médias, les institutions et les discours politiques afin de critiquer et de stigmatiser l'islam et les « problèmes » qui seraient liés à l'immigration. Les médias, à travers

des images à sensations, véhiculent des représentations et des discours stigmatisants qui cristallisent une image négative du quartier de la Goutte d'Or dans l'imaginaire des individus.

En 1982, le conseil de Paris vote une grande opération de rénovation/réhabilitation urbaine du grand Est parisien, touchant directement le quartier de la Goutte d'Or, prévoyant des démolitions importantes et une refonte totale du quartier. Le quartier bénéficie d'une situation géographique privilégiée. Il est remarquablement bien placé : proche du quartier touristique de Montmartre, à proximité de la gare du nord et à quelques minutes du centre de Paris. Ces enjeux forts n'échappent pas à la mairie de Paris et aux promoteurs.

La municipalité met en place un discours public stigmatisant afin de justifier la volonté de transformation sociale du quartier, faisant ainsi du quartier de la Goutte d'Or un « *problème public* » (Bacqué, 2006, p. 69).

Pour faire accepter le poids de cette intervention, la mairie de Paris met en place un discours public révélant le déclin du quartier et les « *problèmes sociaux* » qu'il engendre. Ce déclin affiché est relevé par les questions liées à l'habitat : vétusté, insalubrité... Des raisons hygiénistes viennent dans un premier temps justifier l'opération de rénovation urbaine.

En 1991, Jacques Chirac, alors maire de Paris, évoque « le bruit et les odeurs » du quartier de la Goutte d'Or. Cette phrase provoquera la colère de nombreux habitants choqués et entraînera de nombreuses manifestations. Ce discours cherche à lever un tabou sur le traitement politique de la situation migratoire en France. Il rejoint ainsi un sujet qui était jusque-là réservé au Front National. Alain Juppé, premier adjoint de Jacques Chirac et conseiller municipal du 18^{ème} arrondissement, fut alors mandaté pour organiser des réunions de concertations avec les habitants et les associations du quartier qui devaient permettre de suivre les opérations.

Le discours public va progressivement se tourner vers la sécurisation des espaces publics avec une dénonciation plus directe du respect de l'« ordre public ». La municipalité ne souhaite plus seulement se soucier de l'habitat mais veut assurer la sécurité quotidienne de l'espace public. « *La création d'un commissariat de police au cœur de la rénovation est symbolique de cette préoccupation* » (Bacqué, 2006, p. 70). Cette nouvelle vision s'accompagne de l'émergence de la notion de « mixité sociale » ; cette « *expression consensuelle est venue dans le débat français remplacer d'autres formulations, plus controversées, par exemple "la répartition équitable du fardeau" que représenteraient les immigrés dans les communes populaires où ils s'étaient installés* » (Palomares, 2008). Depuis les années 1980, il s'agit de l'outil phare et de l'objectif central de la Politique de la ville qui cherche à prévenir les concentrations de groupes perçus comme problématiques, souhaitant par-là la disparition d'une « certaine » population (tels que les « minorités ethniques ») et d'une « certaine » commercialité. Cette politique de mixité sociale qui s'inscrit dans les opérations de réhabilitations sert souvent à justifier « *la fermeture du parc de logements publics aux populations immigrées* » (Tanter, Toubon, 1999, p. 59) et « *l'éviction de minorités et des classes populaires de quartiers centraux ou bien desservis* » (Palomares, 2008). Ainsi, il convient de s'interroger sur les effets de la mise en place d'une telle politique car si l'objectif de la mixité sociale est de lutter contre les discriminations et les inégalités, il semble clair que dans son application territoriale elle n'est pas la réponse la plus appropriée (Lelévrier, 2001, p. 32).

Le terme de ghetto « *accolé à un quartier pourtant ethniquement hétérogène, semble correspondre à sa population qui a évolué au fil des années et aux commerces de proximité qui ont changé de nature. Les commerces apparaissent alors comme l'un des traits significatifs d'une « ghettoisation » contre laquelle il faudrait lutter par des actions de réhabilitation du bâti et de rénovation du quartier.* » (Lallement, 2010, p. 75). La notion de « ghetto » est de plus en plus usitée dans les analyses urbaines du quartier. Véronique de Rudder définit le ghetto à travers quatre notions clés (que l'on ne retrouve pas au sein du quartier) : la contrainte, l'homogénéité, la micro-société et le contrôle (De Rudder, 1994, p. 23). De plus, elle note que la notion est utilisée de manière abusive en France pour désigner certaines cités ou grands ensembles (ayant une forte proportion d'étrangers ou connaissant un chômage élevé...) car « *ces quartiers ne sont presque jamais homogènes du point de vue culturel, et ils sont loin de former des micros-sociétés puisqu'au contraire, la stratification sociale y est très faible et l'autonomie organisationnelle pratiquement nulle* » (De Rudder, 1994, p. 24). L'utilisation de cette notion cherche davantage à stigmatiser conjointement ces lieux et ces habitants comme source de problèmes sociaux. Ainsi, on ne peut pas parler de ghetto à la Goutte d'Or tant la population habitante est hétérogène et le quartier inscrit dans l'ensemble urbain parisien.

4.2 Vers une gentrification⁶ ?

Suite aux craintes suscitées par le projet de rénovation urbaine, une association d'habitants, *Paris Goutte-d'Or*, et une coordination inter-associative, ont vu le jour afin de suivre l'avancée du projet. Les associations et les habitants se sont fortement mobilisés pour accompagner cette rénovation urbaine, de crainte du bouleversement du quartier et de l'expulsion des habitants en périphérie.

Elles ont obtenu la limitation des démolitions aux immeubles les plus dégradés, la conservation des volumes et des hauteurs des précédents immeubles de quatre étages typiques des constructions du 19^{ème} siècle, l'obtention d'équipements publics (poste, gymnase, salle de réunion inter-associative...) et l'augmentation du nombre de logements sociaux (les logements sociaux représentaient 15,3 % de l'habitat en 2003). Mais surtout elles ont obtenu de la municipalité et de l'OPAC de Paris qu'une part importante des habitants qui le souhaitent soient relogés dans le quartier au terme de l'opération (ou dans un arrondissement limitrophe). Cette disposition du « droit au relogement » n'aurait pas été mise en place par la mairie de Paris sans la pression des habitants et des associations du quartier.

⁶ Gentrification : Ce terme a été utilisé pour la première fois par Ruth Glass pour caractériser les classes moyennes qui, écartant la couche populaire, réinvestissent d'anciens quartiers dévalorisés de Londres. Ceci engendre donc un changement social, un bouleversement de la composition du quartier en matière de population. (Bidou-Zachariassen, 2003). Marie-Hélène Bacqué rappelle que cette notion a donné lieu à de nombreuses discussions depuis les années 60 dans la sociologie française. Elle en donne la définition suivante « *un processus graduel de transformation des quartiers populaires par l'investissement de groupes sociaux appartenant aux couches moyennes et supérieures [...] qui affecte le cadre bâti, le niveau des prix immobiliers, le peuplement, la fréquentation des espaces et des équipements publics* » (Bacqué, 2006, p. 63). "Pour Jean-Pierre Garnier, il s'agit d'un « processus et d'une politique, l'un encourageant l'autre, d'élitisation du "droit à la ville" au profit de la classe dirigeante et d'une partie de la nouvelle alliée, la petite bourgeoisie intellectuelle, qui ne fait que parachever la dépossession urbaine des classes populaires » (Garnier, 2010, p. 4).

Dans un premier temps, le projet de rénovation urbaine a débuté par le sud du quartier (dit secteur « Goutte d'Or »). Aujourd'hui, la rénovation se poursuit au nord (secteur dit « Château-Rouge »).

Quelques chercheurs comme Anne Clerval (2010), posent la question d'un éventuel processus de gentrification du quartier. Le processus généralisé d'embourgeoisement de la ville de Paris touche-t-il la Goutte d'Or ? Restera-t-il un quartier populaire ? Malgré les volontés affichées de la municipalité d'« un projet de « mixité » sociale, en termes de peuplement comme de gestion de l'appareil commercial et de l'espace public » (Bacqué, 2006, p. 68), le changement social du quartier reste (pour le moment) très partiel. Pour Bacqué, « *le quartier de la Goutte d'Or, un des secteurs les plus populaires de la capitale, témoigne après vingt ans de politiques urbaines d'une transformation sociale limitée* » (Bacqué, 2006, p. 64).

Les quelques signes d'une gentrification sont pour le moment encore très restreints :

- modernisation de l'habitat
- l'augmentation des prix de l'immobilier (résultant de la rénovation urbaine mais aussi du contexte immobilier parisien).
- la diversification sociale des habitants : une augmentation sensible des catégories moyennes et supérieures et une légère baisse « de la part des étrangers ».
- une « fragile » transformation commerciale avec « une diminution du nombre de commerces de vêtements et de tissus ainsi que de gros alimentaires, connus pour attirer une clientèle au-delà du quartier » (Bacqué, 2006, p. 68) au profit de quelques nouveaux commerces tels que l'ouverture de petites boutiques en rez-de-chaussée de créations de vêtements et de bijoux (dans la rue des Gardes), une boutique de vin et de bière, un cabinet d'architecture... Cette légère transformation montre le début d'un processus de changement commercial qui reste cependant « encore bien fragile » (Bacqué, 2006, p. 68).

La Goutte d'Or est donc un quartier marqué par une importante immigration et par une population résidente cumulant les difficultés sociales et économiques. Il est également doté d'une forte identité urbaine et reste un quartier fort emblématique de la capitale en évolution. Après avoir dressé le portrait de ce quartier, je souhaite maintenant présenter le profil des femmes immigrées résidentes de la Goutte d'Or à Paris avec qui j'ai pu bâtir ce travail de recherche.

Chapitre 3 : Profil des femmes résidentes de la Goutte d'Or - Catégorisation et définition de la population d'étude

Qui sont ces femmes résidentes de la Goutte d'Or, dont je parle dans mon travail de mémoire ? Comment en suis-je arrivé à parler de « femmes immigrées résidentes de la Goutte d'Or » ? Il m'a paru difficile de nommer ces femmes, les termes et les catégories étant souvent restrictives, voire insatisfaisantes. Je vais tenter de dresser le portrait des femmes avec lesquelles j'ai pu bâtir cette recherche. Il s'agit de femmes âgées de 25 à 60 ans, immigrées, résidentes du quartier de la Goutte d'Or depuis quelques années déjà. Bien entendu, elles ne sont pas représentatives de l'ensemble des femmes immigrées résidant dans

ce secteur de Paris. Ma porte d'entrée étant le centre social *Accueil Goutte d'Or* (AGO), ces femmes sont aussi caractérisées par une certaine vulnérabilité liée à leur situation économique ou encore à leur non-maîtrise de la langue française. Je montrerai qu'elles ont le profil du « *minoritaire* », ou du moins qu'elles se retrouvent dans une place minorisée et stigmatisée en tant que femmes, résidentes de la Goutte d'Or, étrangères-immigrées, musulmanes, analphabètes... J'entends, ici, par *minoritaire*, le fait d'être placé dans une « *situation de domination, de dépendance et d'exclusion. Les minorités ce sont des groupes, des ensembles collectifs, non pas forcément moins nombreux – le rapport numérique peut très bien être inverse – mais qui sont placés en situation de minorité. C'est cette notion de situation minoritaire qui est essentielle (...). La condition minoritaire est toujours ainsi, à quelque degré, une condition inférieure et dévalorisante* » (Simon, 1995, p. 60).

Pour dresser un portrait des femmes immigrées résidentes du quartier, je tenterai de comprendre, dans un premier temps, comment elles se définissent et se présentent, je présenterai comment certaines femmes vivent « entre ici et là-bas », il s'agit d'une caractéristique qui me semble importante dans leur profil. Puis, je verrai comment elles sont sujettes à certaines catégorisations, en réfléchissant aux catégories au sein du Centre-Social.

1. De l'importance de l'autodéfinition...

Il est tout d'abord important de noter la multitude des catégorisations auxquelles elles sont confrontées, voir assujetties ; catégorisations de diverses sortes au sein des associations, des administrations, des statistiques, des politiques et des médias, mais aussi par les sciences sociales pour « *comprendre et analyser la société* ». Ces catégorisations « *participent, solidairement, à la formation des identités collectives et à l'encadrement des populations dans des étiquettes sociales correspondant à des rôles et positions institués* » (Martiniello, Simon, 2005, p. 7).

Ainsi, enquêter sur les thèmes des migrations et du genre demande au chercheur de réfléchir aux catégorisations et aux mots qu'il emploie. « *Comment par ailleurs mobiliser ces catégories de classe, genre et « race », sans valider et renforcer les stéréotypes et logiques de stigmatisation qui sont à l'origine de ces classements ?* » (Martiniello, Simon, 2005, p. 9).

Pour M. Martiniello et P. Simon, la catégorisation « *doit s'entendre ici non seulement dans sa dimension technique d'élaboration de catégories administratives ou statistiques par lesquelles les individus sont désignés ou décrits, mais également dans ses dimensions cognitives et pratiques par lesquelles les individus sont pensés et perçus* » (Martiniello, Simon, 2005, p. 8). Les capacités d'influence dans le travail de catégorisation sont « *inégalement réparties entre catégorisants et catégorisés* » (Martiniello, Simon, 2005, p. 7).

Ainsi le chercheur dispose d'une forte responsabilité dans la diffusion, voire l'expansion de certaines catégories et stéréotypes. Cependant, ce dernier ne peut travailler sans ces catégories pour étudier la réalité sociale, elles lui permettent de penser et de « *fixer le sujet pour construire l'objet* » de sa recherche. C'est pourquoi, le chercheur doit également effectuer « *un travail constant de déconstruction des processus d'identification qui participent de manière inséparable à la production des positions et aux critères de distinction* » (Martiniello, Simon, 2005, p. 12).

Je me suis alors interrogée sur ma manière de les nommer : Femmes ? Habitantes ? Résidentes de la Goutte d'Or ? Migrantes ? Analphabètes ? Apprenantes ? Musulmanes ? Ces différentes catégories sont plus ou moins teintées d'une disqualification sociale (analphabète) ou pire d'une stigmatisation (migrante, musulmane).

Pour comprendre ce que j'entends, ici, par stigmatisation, il convient de revenir un moment sur le concept de « *stigmat* » d'Erving Goffman. Ce dernier définit le stigmat de la manière suivante : « *Dans tous les cas de stigmat (...), on retrouve les mêmes traits sociologiques : un individu qui aurait pu aisément se faire admettre dans le cercle des rapports sociaux ordinaires possède une caractéristique telle qu'elle peut s'imposer à l'attention de ceux d'entre nous qui le rencontrent, et nous détourner de lui, détruisant ainsi les droits qu'il a vis-à-vis de nous du fait de ses attributs* » (Goffman, 1963, p. 15). Il montre que ces certaines différences (telles que la difformité corporelle, la « race », la nationalité...) font que certains individus sont discrédités et exclus. C'est à partir de cette définition que je peux discerner le sens de « stigmatisation », comme un « *processus qui peut se baser sur divers attributs (« racial », ethnique, national, religieux...), s'appuyer sur des traits physiques réels ou fictifs, sur des caractéristiques physiques réels ou fictifs, sur des comportements reconnaissables ou fantasmés.* (De Rudder, 1996, p. 75). Quand je dis que ces catégories - Résidentes de la Goutte d'Or - Migrantes – Analphabètes – Apprenantes – Musulmanes - sont teintées de stigmatisation, c'est qu'elles sont victimes de dévalorisation, de discrimination ou encore d'infériorisation.

« Non, je ne me sens pas encore parisienne. Partout, on voit des gens qui nous montrent du doigt en tant qu'étrangère, donc moi je ne peux pas me sentir complètement parisienne. A la Goutte d'Or, non, c'est différent. Mais, à l'extérieur, dans d'autres quartiers, je n'ai pas l'impression de me sentir bien, j'ai l'impression de me faire juger par le regard des autres. Pour moi, je ne suis pas complètement parisienne, alors que j'ai plus vécu ici plus que chez moi ». (Bintou, 8 Avril 2013)

« Au jour d'aujourd'hui, franchement, je me plais en France, je suis chez moi, je ne me sens pas étrangère. Quelquefois, des fois, le regard des autres, pas toujours délicats, des remarques : « Ah oui! Vous ne voulez pas retourner un jour chez vous ? ». Mais, ici, je suis chez moi, je ne me sens pas étrangère ». (Amina, le 22 Avril 2013)

Je vais prendre un autre exemple ; durant les vacances scolaires, le centre social organise des sorties pour les enfants, mais également des sorties dites « familiales » où les adultes accompagnés de leurs enfants vont visiter un musée, un parc, ou encore partent à la plage... Nous sommes allés ce jour là, avec des usager-ère-s du centre social, visiter la Tour Eiffel. Il faisait très beau et cette visite était très fortement attendue. Arrivées au pied de la Tour Eiffel, nous grimpons dans l'ascenseur en direction du second étage. Là, une femme qui s'occupe de la bonne fluidité de l'ascenseur nous accueille avec une attitude méprisante qui nous a tous surprise et choquée. Elle déforme sa voix pour emprunter un ton qu'elle doit assimiler aux « Africains », à son imaginaire de l'Afrique et leur demande d'où elles viennent comme si elles étaient forcément étrangères et ne pouvaient pas être françaises. Cette courte histoire montre combien ces femmes immigrées résidentes de la Goutte d'Or peuvent être

victimes de stigmatisation et ethnicisées à travers leurs caractéristiques physiques (couleur de peau, vêtements...).

Comment faire pour sortir d'une catégorie identitaire à laquelle ces femmes se trouvent assignées, voire réduites ? Mon étude avec les femmes résidentes de la Goutte d'Or m'imposait de définir « leur profil » ; le but a donc été de fonder l'analyse sur la manière dont les enquêtées se définissaient en partant de leurs paroles.

L'idée est, ici, d'utiliser une dénomination dans laquelle elles se retrouvent elles-mêmes. Comment s'auto-définissent-elles ? Comment se nomment-elles ? Au cours des entretiens ou des ateliers sociolinguistiques, les dénominations peuvent changer. En effet, les présentations de soi sont dépendantes des contextes, des cadres dans lesquels la présentation de soi a lieu (Goffman, 1973). Ainsi, elles peuvent passer d'une catégorie à une autre en fonction des situations et du thème des discussions lancées. En effet, l'autodéfinition étant un processus interactif (dans l'interaction avec l'autre), elles adaptent ainsi leurs définitions d'elles-mêmes et leurs conduites aux circonstances, en tenant compte des normes.

1.1 Etre « femme » ne passe pas inaperçu dans le discours de ces femmes résidentes de la Goutte d'Or

« Le sexe est donc un construit social qui se poursuit continuellement dans la vie quotidienne, sous la forme d'un processus de catégorisation sexuée au cours duquel les apparences d'une personne sont interprétées comme si elles étaient indicatives d'une nature biologique supposée » (Poiret, 2005, p. 208). Les femmes avec qui j'ai bâti mon travail ne se désignaient pas comme « femmes » de vive voix, il était entendu qu'elles étaient des femmes et qu'elles n'avaient pas besoin de le préciser (j'étais censée le savoir toute seule). Cependant, la marque du genre était bien présente dans leurs discours dans le sens où l'assignation à la catégorie « femme » ne leur permet pas de se mouvoir dans l'espace public de la même manière que les hommes.

« Je suis une femme, je ne sors pas comme ça, je ne vais pas aller dehors comme eux (en référence aux hommes) si je n'ai rien à faire. Je suis mieux chez moi ».
(Souvenir d'un échange informel non-enregistré, Rahmouna, décembre 2013)

Travailler sur « les femmes » en général pourrait occulter la diversité de cette catégorie et la multiplicité des profils de femmes (selon l'âge, la classe, le lieu de résidence, la CSP, l'orientation sexuelle...). J'ai beaucoup hésité à ne travailler que sur les femmes, de peur de perpétuer cette catégorie. Cependant, à l'heure actuelle, la catégorie « femme », en tant que construction sociale d'une catégorie dominée, paraît toujours pertinente. Le genre n'est pas le seul déterminant du rapport à la ville, mais il participe à sa compréhension et peut expliquer certains comportements sociaux. Cependant dans le discours de ces femmes, le rapport des hommes à l'espace est bien entendu présent, il ne sera pas mis de côté dans ce travail.

1.2 Vivre ici et là-bas à la fois : l'importance de la nationalité ou du pays d'origine dans le discours des femmes-résidentes de la Goutte d'Or

J'entends par « ici » la ville de résidence, la société d'accueil qui a reçu ces femmes immigrées et par « là-bas », la ville ou le pays d'origine. Il est cependant probable que pour elles, dans certains de leurs discours le « là-bas » soit ici. L'objectif de ce point est de revenir sur les termes d'« immigré-é » et d'« étranger-ère », puis de montrer combien ces femmes résidentes de la Goutte d'Or vivent à la fois ici et là-bas en montrant les liens que gardent ces femmes avec là-bas.

L'immigré-e est « *selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration, une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. (...) Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré* »⁷.

Ce terme est victime de connotations négatives dues à son usage abusif dans les discours du sens commun, dans les conversations courantes. De plus, les politiciens et les médias notamment l'utilisent « à tout va » et le « *chargent de signification négative* » (Simon, 2006, p. 37) afin de les laisser « à part » de la société nationale et de la nation française. Comme le rappelle Maryse Tripier, « *la nouvelle figure de l'immigré tend désormais à se confondre avec celle du clandestin, qui cherche au péril de sa vie, à pénétrer sur ce territoire* » (Tripier, 2004, p. 181). De plus, « *la caractérisation comme immigrés porte non seulement sur les immigrants de fait qui arrivent en ayant une nationalité étrangère, mais sur ceux qui sont français mais « d'outre mer » et sur ceux qui sont devenus français pour s'étendre même aux enfants nés en France et qui n'ont donc jamais migré* » (Gallissot, 1993, p. 66) confondant ainsi les uns et les autres dans « une commune discrimination ».

L'étranger-ère est « *une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité, soit qu'elle n'en ait aucune (...). A la différence de celle d'immigré, la qualité d'étranger ne perdure pas toujours tout au long de la vie : on peut, sous réserve que la législation en vigueur le permette, devenir français par acquisition* »⁸. L'étranger-ère correspond tout d'abord à l'autre, « *c'est celui qui vit à l'étranger, c'est celui qui vient de l'étranger* » (Rammstedt, 1994, p. 147). Il s'agit là de la définition la plus courante relevant du registre juridique mais également d'un emploi de sens commun (Fichet, 1996, p. 30). Cependant, le terme peut s'éloigner de la conception juridique et « *désigner celui qui ne semble pas avoir cette nationalité, ou qui n'est pas reconnu spontanément comme membre de la communauté nationale au motif que, selon les cas, son origine, sa langue, son accent, son aspect physique, ses coutumes, son mode de vie, son système de valeurs ou de ses représentations, etc., ne sont pas conformes à la norme majoritaire* » (Fichet, 1996, p. 31).

⁷ <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/immigre.htm>

⁸ <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/etranger.htm>

A travers une « digression » de sept pages au sein d'un chapitre intitulé « *L'espace et les ordres spatiaux de la société* », Georg Simmel définit l'étranger-ère à travers la réunion des notions de *proximité* et de *distance*, d'*affranchissement* et de *fixation*. L'étranger-ère n'est pas celui « *qui vient un jour et repart le lendemain* » mais « *celui qui vient un jour et reste demain* » (Simmel, 1979, p. 53). Il-elle fait ainsi partie du groupe sans y être vraiment incluse car il-elle ne partage pas leur histoire et leur culture. Ainsi, il-elle se trouve pris-e entre deux mondes dans lesquels il-elle ne se retrouve pas complètement. « *La distance à l'intérieur des relations signifie que ce qui est proche est lointain, et l'étrangeté que ce qui est lointain est proche.* » (Simmel, 1979, p. 54). L'étranger-ère de Georg Simmel n'est pas forcément celui qui a une nationalité différente mais il-elle est « *la figure d'une relation sociale combinant des effets de distance et de proximité, où la distanciation est constitutive de la relation. Tout en étant membre du groupe, l'étranger lui reste aussi à l'extérieur tant qu'il est vu comme tel* » (Fichet, 1996, p. 33). Ces qualités d'étranger-ère (à la fois proche et lointain) lui donnent une capacité d'objectivité importante des situations et des rapports, il-elle devient un-e bon-ne observateur-trice.

Résider à la Goutte d'Or, est-ce forcément venir d'ailleurs - pour reprendre une formule de Nicolas Puig concernant l'habiter à Dûwîqa au Caire (Puig, 2003) ? Ces femmes proviennent toutes d'un pays étranger : elles sont originaires du Maghreb (Algérie, Maroc) ou d'Afrique de l'Ouest (Mali, Côte-d'Ivoire, Sénégal, Guinée). A première vue, je me sentais gênée d'user de la catégorie d' « immigré-e » alors que ces femmes vivaient depuis plus de dix ans en France et dans le quartier. Cependant, selon la définition officielle de l'INSEE, étant nées hors France et ayant un jour quitté leur pays d'origine pour vivre en France, elles peuvent être caractérisées d'immigrées. Cette situation de migration étant un fait, ma gêne venait plutôt de la stigmatisation liée à cette catégorie d' « immigré-e » et d' « étranger-ère » (avec ou sans titre de séjour).

Spontanément, lors de présentation orale, ces femmes s'auto-définissent à partir de leur nationalité ; elles donnent, dans cet ordre : leur nom de famille, leur prénom et leur nationalité.

La nationalité ou le pays de naissance (pour celles ayant obtenu la nationalité française) semble primordial. La référence est constante : elles comparent avec la France en prenant toujours la France comme élément de comparaison extérieur. « *Au pays, c'est comme cela ... Ici, mais chez moi* (en parlant du pays d'origine) *c'est pas comme ici ...* ». Ainsi dans la plupart des discours, même pour celles qui sont en France depuis de nombreuses années, le « *chez moi* » reste le pays d'origine.

« Les deux, j'ai besoin de la Côte d'Ivoire, c'est mon pays, la Côte d'Ivoire me manque. Mais maintenant, je suis là, je suis obligée d'être aussi un peu parisienne. Mais pas trop, je suis Ivoirienne. » (Fatou, 21 février 2013)

Les catégories telles qu' « Arabes » ou « Africains » sont également employées par ces femmes. Ces catégories ont donc une certaine consistance, dans le sens où elles sont utilisées au quotidien par les individus. Il ne s'agit pas d'une catégorie d'analyse, cependant l'emploi de ces mots rendent simplement compte d'une manière de se désigner et de s'auto-désigner, et rend compte des rapports sociaux.

1.2.1 Faire venir « là-bas » ici...

Lors des entretiens et des ateliers mis en place, les femmes employaient les expressions de « chez moi » ou de « chez nous » pour parler du pays d'origine (alors que certaines vivent ici depuis plus de dix années), ce qui a pu au départ me surprendre. Comme le note Amandine Spire, « *les étrangers entretiennent des liens avec au moins deux types de lieux : ceux qui ont été quittés et ceux de l'installation ou du transit* » (Spire, 2011, p. 172).

Comment ces femmes vivent-elles le fait d'être d'ici et de là-bas à la fois ? Quelles sont les tactiques mises en place pour garder un pied là-bas ? Et pour faire venir le « là-bas » ici ? Cet ailleurs est présent et maintenu dans l'espace public du quartier : les inscriptions sur les enseignes, les murs, les différents produits liés à l'alimentation, à l'habillement ou au soin du corps (salons de coiffure) sont autant de marques rapportées des pays d'origine, du là-bas et qui facilitent la vie ici. Certaines marques venues de là-bas jusqu'ici permettent d'identifier la population du quartier qui le fréquente, voire qui y réside.

A travers ses différentes marques, les immigré-e-s introduisent plus ou moins visiblement leurs appartenances à un ailleurs qu'ils-elles considèrent encore comme « chez soi ». Ces marques permettent de rester relié au là-bas, elles jouent un rôle important dans ce lien matériel mais également symbolique entre ici et là-bas. Ces marques peuvent être vues comme des facilitateurs, des repères qui jouent un rôle majeur de « prise sur la ville » notamment au moment de l'arrivée. Je reviendrai sur ce point dans la seconde partie. Par la suite, elles permettent de rester connecté entre deux mondes, de ne pas perdre complètement le « là-bas ».

Ce sont ces marques qui ne sont pas toujours acceptées dans les représentations normées et dominantes de ce que doit être l'espace urbain français. Cette stigmatisation des marques de l'ailleurs ou de l'immigration semble participer à l'image négative du quartier qui se répercute, par la suite, sur ses résidents.

1.2.2 Habiter à l'heure du Numérique

« J'appelle le Sénégal au téléphone, j'achète des cartes ou alors je rentre dans le taxiphone, c'est la minute 25 centimes pour le Sénégal et le Mali. C'est cher, je ne peux pas appeler beaucoup, car je ne travaille pas, donc je ne peux pas. C'est dur pour moi. Des fois, c'est eux qui m'appellent » (Khadija, 21 février 2013)

« Je suis contente d'être là, mais ce n'est pas facile car mon fils, il est resté au pays. Je l'appelle tous les jours (...). On l'appelle au Taxi-phone. Ou alors avec Facebook, moi je ne connais pas, mais l'autre fils le petit il se connecte avec mon fils avec l'ordinateur » (Lineda, 12 avril 2013)

Téléphoner très régulièrement - voire tous les jours - à la famille restée au pays, peut, pour ces femmes, apparaître comme une manière, une tactique pour rester présentes dans le quotidien du pays. Même si certaines femmes ne sont pas rentrées depuis plus de dix années, cela permet de garder des liens quotidiens et malgré la distance géographique, de partager à leur manière le quotidien de la famille.

Quand ces femmes me disent durant les entretiens « chez moi » pour parler du pays, on peut se demander si elles résident ici mais habitent là-bas ? Cependant, est-ce que les moyens de communication (tels que les taxiphones) ou les nouvelles technologies de communication (via les réseaux sociaux, Skype) permettent les conditions d'habiter sans résider ? Leur ancrage territorial n'est pas seulement ici, il est aussi là-bas, le téléphone et les réseaux sociaux peuvent permettre de s'inscrire dans une multiplicité d'espaces. Ainsi l'habiter n'est pas réduit à la localisation géographique, les nouvelles techniques de l'information et de la communication diminuent certaines contraintes de distance et de temps, permettant ainsi à certains immigré-e-s d'habiter au sens d'Heidegger « *être-présent-au-monde-et-à-autrui* » sans résider (Heidegger, 1958).

Lorsqu'il n'est pas possible de se rendre au pays, « téléphoner au pays » permet de réintroduire de la proximité avec la famille et les nouvelles technologies de les faire entrer « ici » (webcam), en essayant de préserver des relations ordinaires et quotidiennes. Certaines femmes appellent le pays toutes les semaines, afin de garder contacts, prendre des nouvelles, « *savoir si ça va* », mais aussi montrer que l'on ne les oublie pas et ainsi donner le sentiment d'appartenir au même monde. A travers des coups de fil nombreux, il s'agit d'être en contact quotidien, de ne pas couper les rapports ordinaires avec la famille que l'on n'a parfois pas vue depuis de nombreuses années. La situation dans laquelle elles se trouvent en France ne permet pas toujours de pouvoir retourner au pays, même dans le cas de situations difficiles. Quand on est sans-papiers, le retour au pays n'est pas envisageable, même lorsqu'il survient des événements douloureux dans la famille restée au pays (perte d'un parent...).

Ainsi comme le note Florent Herouard « *l'éloignement physique du point central de l'habiter - la demeure - n'est plus une entrave à la découverte et à l'appropriation d'autres lieux. L'habiter ne dépend plus de distance physique mais de distances affectives* » (Herouard, 2007, p. 164). Ainsi, pour reprendre la définition heideggérien de l'« habiter », il semble que les espaces habités sont ceux dans lesquels l'individu se projette et, en retour, où le lieu (même si il n'y réside pas) participe à la construction de son être (Heidegger, 1958).



Photo n°1 : Taxi-Phone dans le quartier de la Goutte d'Or. Il est possible de lire : "*Appelez votre famille à bas prix partout dans le monde depuis votre mobile*" (prise par Laetitia Brisard)

Même si ces femmes ne pratiquent pas (au sens des usages des espaces quotidiens) leur pays-ville d'origine depuis de nombreuses années, qu'elles ne le font pas leur par les usages physiques, leurs expériences avec ce territoire restent fortes : entrer dans le taxiphone peut ainsi être perçu comme entrer quelques instants au pays, ces expériences ordinaires de liaison avec le pays participent à la construction de leur nouvelle identité d'immigré-e qui est d'être « ici » et « là-bas » à la fois.

1.2.3 La perspective du retour ou les vacances au pays...

« La vie c'est ici. C'est ça notre problème, nous-mêmes on dit cela quand on discute, on est perdu, on est ni de notre propre pays, et on n'est pas d'ici non plus. On a perdu notre pays et ici on n'a rien non plus. On est comme ça entre les deux. » (Assiba, novembre-décembre 2012).

Certaines femmes aimeraient retourner vivre au pays telle Rahmouna, elle y pense toujours, elle a d'ailleurs une maison en Kabylie. Cependant la situation médicale de son mari ne le permet pas. De plus, ne pouvant pas avoir d'enfant, elle a fait venir la fille de sa sœur en France qui vit désormais avec eux. Sa vie est désormais inscrite ici, elle le sait mais ne peut s'empêcher d'imaginer un jour un retour. D'autres, au contraire, s'empêchent de penser au retour, il semble trop dur de retourner au pays et d'affronter le regard des autres sur une immigration échouée.

Dans la majorité des entretiens, malgré les nombreuses difficultés que connaissent ces femmes (papiers, logement...), elles ne désirent pas retourner au pays. Au regard de la situation d'Aïda présentée précédemment, même si ces conditions de vie sont très difficiles (elle vit avec sa famille dans un 6m²), elle ne veut pas rentrer au pays. Parfois, elle affirme y penser, sous la colère, elle le dit à ses enfants qui, ayant toujours vécu en France, ne veulent pas partir là-bas. Pour Aïda, l'important semble être l'univers dans lequel vivent ses enfants, ainsi même si la question du logement reste encore difficile, elle ne se trouve plus en situation illégale (le premier combat des papiers a été victorieux) et les services de santé et de scolarisation français semblent être des éléments importants dans cette volonté affichée de rester vivre en France.

Cependant, on imagine y repartir pour les vacances pour une courte période. Certaines y retournent tous les étés. Lors d'un entretien, une des femmes me disait, en parlant de son séjour prochain, « *ma tête est déjà là-bas* ». Les retours estivaux s'accompagnent de cadeaux que l'on fait à toute la famille, de produits venus de France. De retour à Paris, on fait le plein, on rapporte pour offrir ou vendre en France: aliments de cuisine, pagnes, boubous rapportés du pays.

Cependant certaines femmes évoquent le retour au pays comme un moment difficile. Elles se sentent désormais étrangères à leur pays d'origine, elles ne sont plus « de là-bas » non plus. Il est parfois difficile pour les émigré-e-s et immigré-e-s de trouver leur place entre « ici » et « là-bas ».

Je n'utiliserai donc pas, ici, ce concept d'« étranger » pour parler de ces femmes résidentes de la Goutte d'Or, car je ne souhaite pas cristalliser et renforcer ce rapport d'extériorité à l'espace. Ces femmes ne sont plus étrangères à l'espace ; et réciproquement l'espace ne leur est plus étranger. La catégorisation en tant qu'étranger est pour moi une manière d'exclure de l'échange et de l'action.

Malgré la stigmatisation que peut connaître le terme d'« immigré » qui m'a quelque peu gênée au départ, je l'utiliserai dans mon mémoire dans son sens strictement juridique, à savoir une « *personne née étrangère à l'étranger et résidant en France* », car elles accordent une importance majeure à leur pays de naissance.

1.3 L'importance de la religion dans leur description

Elles se disent toutes croyantes musulmanes. Ainsi, de nombreuses fois, elles me rappellent leur identité musulmane pour justifier de leurs pratiques.

Cette référence à l'Islam semble être importante dans la définition de leur identité et dans leur vie quotidienne (pratiques et attitudes à l'extérieur ...).

« Je préfère rester chez moi, tranquille, devant la télé. Et, puis dans ma religion on n'a pas le droit nous les femmes de s'asseoir toute seules avec les hommes. C'est par rapport à la religion musulmane. Si je n'ai pas les enfants, je peux aller au parc mais je n'en ai pas envie, et aller jouer aux dames, non, c'est pas possible, je suis musulmane et très croyante, on reste dans les jeux d'enfants. »

(Bintou, 8 avril 2013)

Ainsi, certaines d'entre elles me rappellent combien leur religion est importante, une manière peut-être de répondre à l'image négative que l'islam peut avoir en France. Le contexte sociopolitique et médiatique français⁹ engendre une stigmatisation de l'islam et des musulmans. A l'heure actuelle, être rattaché à l'islam est très souvent dénigré, ces femmes se retrouvant ethnicisées à travers le religieux et l'islam (Tersigni, 2008). On peut également noter en France une surenchère des liens systématiques effectués entre l'immigration et l'islam. Des images et des perceptions fortement négatives y sont rattachées. Les individus qui y sont associés sont souvent perçus comme « problématiques ».

2. Catégorisation au sein du centre social : la situation minoritaire

Une des premières caractéristiques de ces femmes enquêtées concerne la manière dont je les ai connues. La majorité des personnes avec qui je réalise cette enquête fut rencontrée dans le cadre du centre social, *Accueil Goutte d'Or* (AGO). Je verrai dans cette partie les processus de catégorisations mis en place par le centre-social.

2.1 Habitantes de la Goutte d'Or ?

Il semblerait que le principal critère de catégorisation au sein de l'association soit le fait d'« habiter dans le quartier » ; en effet il est intéressant de noter que pour pouvoir participer aux activités proposées par le centre, il y a une condition plus ou moins stricte de résidence à la Goutte d'Or.

Locataires de leurs logements, elles résident toutes à la Goutte d'Or dans des situations plus ou moins précaires. Certaines de ces femmes connaissent une marginalité résidentielle

⁹ J'entends par « contexte sociopolitique français » tous les débats sur l'identité nationale qui seraient fondés sur des principes de laïcité (débats notamment sur la question du voile, de la prière de rue notamment à la Goutte d'Or...), le durcissement des politiques migratoires ainsi que les propos stigmatisants, voire racistes, des discours ordinaires, des médias et des hommes politiques français (Valls, Copé, Hortefeux, Guéant...).

forte. Vivant chez les autres ou dans des logements de petites tailles, insalubres ou dégradés avec leurs familles, elles semblent souffrir d'un manque de « chez soi ».

« Quand je suis arrivée à Paris, je suis allée à Noisy-le-Grand, hébergée chez des amis. Je ne savais pas ce que j'allais vivre. (...) Après, j'étais hébergée chez une tante à mon mari, comme on était sans-papier à l'époque, la vie n'était pas facile pour nous, on ne pouvait pas avoir de logement. C'était dur. On allait toujours à droite à gauche. » (Bintou, 8 Avril 2013)

Puis-je user, ici, de la catégorie d'habitante pour parler de ces femmes ? D'après le *Dictionnaire historique de la langue française* d'Alain REY, le mot *habitant* est le participe présent du verbe "habiter". Il a été emprunté au latin *habitare* qui veut dire "avoir souvent", "demeurer", "vivre dans un lieu"... et aussi "manière d'être".

Que signifie "habiter" ? Heidegger, lors d'une conférence sur l'homme et son espace donnée en 1951 en Allemagne (Heidegger, 1958), souligne que l'espace et l'homme ne sont pas à prendre séparément. Habiter est une particularité humaine « d'être-présent-au-monde-et-à-autrui ». Ainsi, les relations sont très importantes dans la définition de ce concept, la langue jouant un rôle majeur dans cet acte d'habiter.

Pour qu'il y ait du « moi », il faut qu'il y ait de l' « autre ». Il s'agit d'un trait fondamental de l'être - habiter est le propre de l'humain - nous sommes toujours en relations avec d'autres. Ainsi l'habiter ne peut se réduire à une localisation géographique ; en effet l'usage des nouvelles techniques de l'information et de la communication (internet principalement), permet d'entretenir des relations à distance. A l'ère du numérique, la distance et le temps n'étant plus une contrainte, la géographie n'étant plus un obstacle, habiter au sens d'Heidegger - être-présent-au-monde-et-à-autrui " est à réinterroger.

Ainsi, occuper/résider et habiter ne sont pas la même chose. La distinction entre le loger (ou le résider) et l'habiter est essentielle. S'approprier, c'est en quelque sorte prendre des distances avec un espace pour en faire quelque chose à soi. L'habiter, c'est s'approprier l'espace, le faire sien ; en aménageant ses propres objets dans le logement, en marquant son espace, en négociant des frontières. Mais, habiter ne signifie pas seulement occuper un logis, ce n'est pas seulement un acte physique, il s'agit aussi du partage avec autrui, de l'expérience quotidienne de l'homme à « séjourner sur la terre, parmi les choses ».

L'appropriation de la Goutte d'Or par les femmes immigrées résidant le quartier est, ici, questionnée, elle n'est pas certaine, je ne peux donc pas user de terme d'« habitante ». De plus, je souhaite ainsi prendre de la distance avec cette catégorie d'action publique qui est très connotée ; on souhaite ainsi dans les « discours public et associatif » une implication « active » des habitants à travers l'injonction à la participation à la démocratie locale, à l'intérêt pour les projets publics... Il y aurait ainsi de « bon-ne-s » habitant-e-s intéressé-e-s, impliqué-e-s et intégré-e-s ... et de « mauvais-e-s » habitant-e-s non-engagé-e-s... Cette figure de l'habitant-e me semble trop connotée pour l'utiliser dans mon travail. J'ai donc interrogé leurs rapports "au-monde-et-à-autrui" dans leurs expériences quotidiennes de l'espace à travers la notion de « résidente de la Goutte d'Or » et non d'habitante – notion plus large et moins connotée. De plus, l'habitant-e de la Goutte d'Or est loin de l'image du « bon habitant-e » de la « bonne ville ». Le quartier de la Goutte d'Or figure comme un quartier

stigmatisé, à travers toute une série de représentations négatives et de stigmates se référant à l'altérité (figures de l'étranger) à travers des catégories telles que quartier « immigré », « musulman », « africain », ou renvoyant à la situation socio-économique du quartier, à travers des images corrélées à l'altérité : « insalubrité », « précarité », « pauvreté », « insécurité ». C'est pourquoi, questionnant leur rapport à l'espace, je parlerai dans un premier temps de résidente de la Goutte d'Or et non d'habitante.

2.2 Le niveau de langue comme critère ?

Dans la plus grande partie des cas, je les fréquente quotidiennement, deux après-midi par semaine, dans le cadre de leur formation linguistique. Ceci peut donc expliquer le grand nombre des non-scolarisées parmi les personnes enquêtées (analphabètes). Elles ont majoritairement un bon niveau oral en langue française - ceci en raison d'une longue période de vie et de résidence en France - permettant des échanges plus ou moins denses. Cependant, elles éprouvent de nombreuses difficultés en ce qui concerne la lecture et l'écriture, ce qui les conduit à un rapport à la ville bien spécifique que j'aborderai par la suite. Au sein du secteur linguistique, ces femmes venant prendre des cours de français sont souvent appelées « apprenantes ». Au sein du centre social, le terme d'« apprenante » revient le plus fréquemment. Cette terminologie s'inscrit, selon Séverine Zouaoui (coordinatrice des formations sociolinguistiques à AGO), dans la mise en place des ASL.

« Au départ, on parlait davantage de « stagiaire », mais c'était ambigu vis-à-vis des gens qui venaient en stage. Ce terme d'« apprenante » souhaitait aussi éviter l'emploi des termes d'« élève » et de les placer plutôt dans un rapport d'adultes. Cependant ce terme ne me paraît pas non plus très valorisant, il ne semble pas convenir au dispositif des ASL où l'on souhaite qu'il soit davantage acteur. On peut aussi parler de participante. » (Séverine Zouaoui, souvenir d'un échange informel non-enregistré, février 2013).

Les cours de français sont organisés et divisés en cinq groupes de niveau séparant les « déjà scolarisés » des « non-scolarisés » : « alpha-débutant », « alpha-moyen », « alpha-avancé », « fle-débutant », et « fle-avancé ».

2.3 Usager-ère-s du centre social : diverses situations de marginalité

Ainsi, la première des particularités est qu'elles sont toutes usagères du centre social. Si la majorité d'entre elles ont été rencontrées lors de la formation linguistique, d'autres l'ont été au sein des diverses actions proposées à AGO, telles que la permanence sociale, les ateliers de cuisine, l'accompagnement à la scolarité de leurs enfants... Lors des entretiens et des rencontres, je souhaitais parler de « leur vécu de la ville », voire de « l'arrivée dans la ville ». De ce sujet large à proprement parler, se mêlent alors des récits de leurs nombreuses « galères », difficultés et forces pour pouvoir s'en sortir : les questions des papiers, du logement ou encore du travail s'entremêlent et montrent la complexité de vivre et de s'établir dans cette nouvelle ville.

2.3.1 Etre sans-papiers

« Les gens qui sont venus avant nous, ils disent en France : « C'est bien il y a tout, tout, tout ». Je dis que c'est bien, mais le problème des papiers, ce n'est pas facile. C'est la chance aussi. Avec les papiers, c'est dur. Ali, l'année 2011, Ali était CM2, avec sa classe il va voyager pour aller à Londres. Moi, je n'ai pas de papiers et mon mari n'a pas de papiers, alors Ali n'a pas de papier. Ali n'a pas le droit d'aller à Londres. Car Londres ce n'est pas comme à Paris. Ali m'a dit : "Maman, comme on n'a pas de papiers, je ne peux pas partir à Londres". J'ai dit : "Pourquoi ? ". J'ai fait toute la nuit, pleuré, jusqu'au matin. Ali, aussi, il pleurait, il disait : "Les autres ils vont, pourquoi moi, je ne peux pas ? ". Il m'a demandé, moi, je me rappelle bien, il a dit : "Maman. Toi, tu as fais quoi, pour qu'ils te donnent pas le papier ? ". J'ai dit : "Je n'ai rien fait". Ce jour là, j'ai pleuré, pleuré. J'ai dit : "Dieu, pourquoi tu ne me donnes pas mes papiers ? Pour mes enfants". (Elle se met à pleurer). Ce n'est pas facile. Mes enfants, ils vont à l'école, qu'ils ne donnent pas à moi, mais aux enfants, pourquoi ? Les enfants, ils sont pour rien. Pourquoi, ils ne sont pas comme les autres ? Mais, maintenant c'est bien, ils peuvent voyager partout, même en Côte d'Ivoire si il veut. 2014, au mois de juin, on va partir, on va faire deux mois là-bas. Cela fait onze ans maintenant qu'on n'est pas allé. Moi et ma mère, ça fait seize ans, seize ans que je n'ai pas vu ma mère. Ça fait seize ans. Ma mère, elle est vieille maintenant. » (Aïda, Ivoirienne, arrivée en France le 4 avril 2002).

La question des papiers semble être la première condition pour pouvoir s'établir en France et dans la ville. Sans papiers, il semble difficile d'accéder aux divers domaines de la vie sociale : les droits au travail, au logement, à la santé sont restreints. Pas facile de trouver un logement, d'entrer sur le marché de l'emploi dans ces conditions. « Sans papiers, tu n'as le droit à rien » me disent-elles souvent et il est vrai que dans ces conditions, elles ne disposent que de peu de droits, en dehors de l'aide médicale d'urgence. Je reviendrai dans une seconde partie sur l'angoisse au quotidien d'être sans papiers et de ne pas pouvoir circuler librement.

2.3.2 Des conditions de logement qui ne permettent pas l'« habiter »

Nombreuses femmes rencontrées vivent ou ont vécu dans des conditions de logement très difficiles à l'image d'Aïda (arrivée en France le 4 avril 2002 avec deux enfants). J'ai rencontré Aïda cette année à l'association, elle connaît le centre depuis de nombreuses années, elle y a pris des cours de français et y vient régulièrement pour la permanence sociale¹⁰. Ces enfants participent aux activités du centre (sorties, accompagnement à la scolarité...). La famille a même participé à un voyage familial d'une semaine. Elle a obtenu ses papiers après un long périple, de longues années d'attente et d'angoisse. Aujourd'hui son nouveau « combat » (comme elle le dit), c'est son logement. Elle vit au 6^{ème} étage d'un immeuble sans

¹⁰ Note reprises et reformulées du journal de terrain, suite à l'entretien avec Aïda, le 19 avril 2013, puis lors de rencontres et d'échanges occasionnels qui n'ont pas été enregistrés.

ascenseur dans 6m² avec son mari et quatre enfants. Durant l'entretien, elle me le répète plusieurs fois : « *Six dans 6m², tu te rends compte ?* ». Difficile d'imaginer, en fait, la difficulté de passer dix années de sa vie dans un logement si petit.

Venue d'Abidjan, elle est arrivée en France il y a dix ans pour y rejoindre son mari avec deux de ses enfants âgés de six ans et un an. Elle a donc découvert avec frayeur le cagibi qu'occupait illégalement son mari. Elle ne s'attendait pas du tout à trouver ce genre de logement en France et n'imaginait pas devoir vivre dans 6m² à quatre. De plus, elle était enceinte d'un troisième enfant.

En effet, leurs conditions de vie dans ce logement sont très précaires. Face à cet espace exigu, il faut être très organisé. A l'intérieur, ils ont réussi à faire tenir deux lits superposés à trois niveaux qui se font face. Les enfants restent souvent dans leur lit, il n'y a que peu de place pour se mouvoir. Sans salle de bains, ni cuisine, il faut sans cesse imaginer des manières précaires de faire, elle n'a le choix que d'investir le pallier : la porte d'entrée ouverte, le frigo installé à l'entrée, elle cuisine sur un réchaud. L'hiver, il y fait très froid car les fenêtres sont cassées, il faut donc mettre le chauffage au maximum, la facture d'électricité est donc très lourde.

Au départ, la famille « squattait » dans ce local, laissé à l'abandon, sans que personne ne vienne les importuner. La mairie et le propriétaire n'ont pas essayé de les expulser, soit qu'ils n'avaient pas connaissance de leur présence, soit qu'ils les aient tolérés. L'occupation a pu perdurer jusqu'au jour où le propriétaire a voulu récupérer son bien pour le vendre. Il a alors entamé une procédure d'expulsion, la famille devait donc quitter les lieux. Or, ils n'avaient nulle part où aller, ils devaient alors payer trois cents euros par mois de dédommagement au propriétaire pour l'occupation du local. Malgré ce versement, le propriétaire souhaitait le récupérer. Aïda a alors effectué de nombreux recours afin de ne pas se retrouver à la rue, mais la famille était « expulsable » le mois suivant. A tout moment, on pouvait leur dire de partir, tout était donc prêt, les sacs faits, et leurs affaires personnelles stockées chez des amis.

Au moment de notre première entrevue en avril 2013, faute de mieux, ils continuaient à survivre dans ce 6m² à six et attendaient d'être relogés. Elle avait effectué une demande pour un logement social et attendait une réponse pour un quatre pièces à Stalingrad. Rien que d'en parler, elle semblait très excitée et émue à cette idée de logement qu'elle trouvait si grand, « *C'est quatre pièces, 91m², tu te rends compte ?* ». Elle riait, tellement l'idée de vivre dans ce logement la ravissait. A ce moment là, il était quasiment certain que la famille, au regard de leur situation, pourrait obtenir ce logement qui apparaissait donc comme une issue de secours, une voie de sortie à la « galère » que connaît cette famille depuis de nombreuses années.

Toutes les demandes de relogement que la famille a pu formuler, y compris la dernière, ont été rejetées. Encore un rejet de plus, des espoirs déçus, au motif de l'insuffisance des ressources familiales. Elle a du mal à rester accrochée et à y croire encore. Suite à ce rejet, elle a, tout de même, obtenu, de la part de la préfecture et du commissariat de police un délai supplémentaire avant l'expulsion, mais à l'heure actuelle la durée de ce sursis n'est pas connue et la famille peut se retrouver sans logement d'un moment à l'autre. Elle naviguera alors d'hôtel en hôtel en attendant d'être relogée. Aïda vit cette situation comme une véritable injustice surtout pour ses enfants, elle a le sentiment d'être rejetée : « *On a rien fait, on n'est*

pas des criminels, mes enfants ils vont à l'école comme les autres. Pourquoi ils me font comme des criminels ? ». Elle rêve d'un logement où chacun de ses enfants pourrait avoir une chambre, « *qu'ils trouvent quelque chose pour dormir bien tranquille* ». Peu importe si il se trouve dans Paris, à la Goutte d'Or ou ailleurs (même si elle préférerait rester à la Goutte d'Or). « *Mon rêve, c'est un grand logement, mes enfants chacun leurs chambres. Mon rêve c'est ça* ».

Nous avons rédigé avec l'association une lettre de soutien, dénonçant les conditions de vie de la famille, afin de faire évoluer la situation en refusant dans un premier temps l'expulsion (afin que la famille ne se retrouve pas à la rue ou dans des hôtels insalubres), puis dans un deuxième temps afin d'accélérer la procédure de relogement. Cette lettre adressée à la mairie de Paris et à la mairie du XVIIIème arrondissement est restée sans réponse. Sans écho auprès des pouvoirs publics, elle a eu, au moins, le bénéfice d'apporter un appui moral à Aïda et sa famille. Le soutien que lui apporte le centre-social et notamment certains salariés et bénévoles paraît l'encourager dans ses démarches et l'aider à ne pas baisser les bras. Plusieurs fois, l'idée de rentrer en Côte d'Ivoire lui a traversé l'esprit.

Face à « ce droit au logement », certains semblent plus égaux que d'autres : les discriminations ethniques dans l'accès au logement sont fortes (Bouillon, 2011, p. 171). Les ménages immigrés sont davantage touchés par les conditions de logements difficiles : exigüité, insalubrité, suroccupation... Ainsi, les immigré-e-s souhaitant obtenir un logement social restent plus longtemps que les nationaux sur les listes d'attente, « *les immigrées sont deux fois plus nombreux que la moyenne des demandeurs à attendre plus de trois ans pour accéder à un logement social (...). Lorsqu'enfin un logement leur est attribué, c'est la plupart du temps dans les portions les plus anciennes, les plus dégradées, les plus excentrées du parc social* » (Bouillon, 2011, p. 171). Nombreuses raisons peuvent expliquer la difficulté rencontrée par ces ménages immigrés pour accéder à un logement social : ils ignorent leurs droits, leurs demandes sont plus souvent rejetées au titre de l'insuffisance des revenus ou de l'inadaptation du parc social à la taille des familles. La priorité est surtout, de fait, encore accordée aux nationaux, alors que « *la classe populaire blanche croit volontiers que l'Etat français en fait trop pour les blacks et pas assez pour elle* » (Blanc, 1998, p. 202)

La situation d'Aïda et de sa famille est particulièrement difficile : logement exigü, inconfortable, incommode. Ces conditions de logement ne sont pourtant pas rares dans les discours que j'ai pu recueillir auprès des femmes résidentes de la Goutte d'Or : vivre chez les autres, vivre à l'hôtel meublé ou dans des squats en attendant mieux, ne sont pas des situations propices à l'« habiter » au sens d'Heidegger (Heidegger, 1958).

2.3.3 Des conditions de travail difficiles

On peut mettre en avant à côté d'une marginalité résidentielle, une certaine marginalité professionnelle et sociale. En effet, le public rencontré au sein du centre connaît un certain nombre de difficultés. Par exemple, la majorité des femmes avec qui j'ai pu travailler sont sans-emploi, à la recherche d'un emploi ou disposent d'emplois précaires non-qualifiés (activités de ménage et de restauration). Ces emplois étant faiblement rémunérés, certaines cumulent les emplois dans des quartiers différents de Paris. Cette marginalité professionnelle engendre une mobilité forcée.

« *Ma journée commence à 5h. Je fais le ménage dans les bureaux, dans le 16^{ème}. A 7h30, je vais à Concorde. A 9h30, je suis dans le métro, ligne 9, pour aller à Pont de Sèvres. Après c'est St Lazare, et après Gabriel Péri. Et je finis dans le 12^{ème}. A 18h, je rentre à la maison. Ligne 2, ligne 9, ligne 12, ligne 4, ligne 13... Je connais tout le métro. Je dis à mes enfants : « Maman, elle connaît tout Paris, tous les jours elle fait le tour de tout Paris. » (Aïda, , Ivoirienne, arrivée en France le 4 avril 2002).*

Ainsi au regard de leur autodéfinition et des catégorisations dont elles font l'objet au sein du centre-social, je peux noter qu'elles occupent dans la société française une place minorisée et stigmatisée, liée aux différents niveaux de vulnérabilité et de stigmatisation dont elles font l'objet.

Je pourrais parler de « minorité », en ce qu'elles correspondent à « *un groupe, un ensemble collectif dont les membres sont liés par l'origine et par la culture, par la similitude, plus ou moins des mœurs, des usages, des coutumes, des manières de penser, d'agir ; accompagné d'un sentiment plus ou moins ressenti et partagé d'appartenance* » (Simon, 2006, p. 151). Ce qui paraît central dans la situation de minoritaire, c'est « *la condition de domination, de dépendance et d'exclusion* » (Simon, 1995, p. 56) de la minorité par la majorité, cette dernière représentant la norme et la normalité ; il s'agit du processus de minorisation (Simon, 2006, p. 159). Colette Guillaumin définit *la situation minoritaire* comme celle « *des groupes qui sont sociologiquement en situation de dépendance ou d'infériorité* », les « *minoritaires, mineurs, différents sont donc en France tous ceux qui ne sont pas des Blancs, francophones et de tradition chrétienne* ». (Guillaumin, 1972, p. 86). Enfin rappelons que « *la condition minoritaire est toujours ainsi, à quelque degré, une condition inférieure et dévalorisante* » (Simon, 1995, p. 60).

Cependant, même si elles sont assignées et enfermées dans de nombreuses catégories de genre, de classe et de « race » et qu'il semble difficile d'en sortir, elles restent aussi actrices d'une partie de leurs actions. Ainsi, elles savent adapter leur profil aux situations qui se présentent à elles. Chaque individu se « *travestit* » pour s'adapter aux différentes situations d'échange et aux personnes qu'il a face à lui. Erving Goffman compare ainsi les individus à des comédiens devant son public, sachant se présenter et se représenter en donnant une certaine expression de lui-même qui suscitera une impression chez son spectateur (Goffman, 1973, p. 23-25). Les individus sont ainsi capables d'endosser plusieurs « *façades* » (comportements, mimiques, manières de parler et de se vêtir...) afin de toujours montrer à son interlocuteur ce qu'il veut voir de lui. De ce fait, suivant les personnes (autres femmes résidentes du quartier, responsable des cours de français, administration, assistance sociale, vendeurs...), les femmes adaptent leur « *présentation de soi* ». Il faut ainsi vite comprendre comment fonctionne la société d'accueil, en assimiler les codes et les normes pour anticiper les différents rôles et « *façades* » liés aux modifications constantes des situations dans l'espace urbain.

Ainsi, je peux parler d'« *acteurs faibles* ». Ce concept associe deux termes opposés : le premier relève de la thématique de la domination, quant au second à celle de l'action. Par ce terme, il s'agit d'inscrire ces femmes résidentes du quartier « *dans la tradition d'une*

pensée de la réhabilitation des capacités et des ressources d'action d'individus dominés, disqualifiés, stigmatisés » (Payet, Laforgue, 2008, p. 10).

La question des termes et des catégories employés est très importante et doit être une des préoccupations premières en sociologie. Ainsi, il paraît important de faire attention aux catégorisations et aux mots utilisés durant la rédaction mais également durant l'enquête. Les mots « *ne sont jamais innocents* » (Beaud, Weber, 2003, p. 144), ils ont des connotations.

Confronté aux problèmes de l'altérité, il est parfois difficile pour le chercheur de trouver les mots justes pour désigner des personnes sans les figer dans des catégories. Il s'agissait donc, dans ce dossier, de clarifier les notions et concepts employés en se mettant d'accord au préalable sur des définitions claires, afin d'éviter, autant que faire se peut, les confusions et les ambiguïtés. J'ai donc tenté de comprendre la construction sociale du profil des femmes résidentes de la Goutte d'Or, au regard d'une catégorisation croisée, d'« identification de soi » (c'est-à-dire leur autodéfinition) et d'assignation (les catégories utilisées par le centre social).

Après avoir dressé cette construction de leur profil, il m'a semblé nécessaire, afin de faciliter l'écriture et la lecture de ce mémoire, de s'accorder sur une dénomination commune, j'emploierai donc, faute de mieux, « *femmes immigrées résidentes de la Goutte d'Or* », terme qui me paraît le plus juste et le moins disqualifiant.

Chapitre 4 : Méthodologie, déroulements et difficultés de mon enquête

Ce chapitre tente d'exposer ma démarche de recherche et mes méthodes d'enquête ; il peut être vu comme un résultat d'enquête en soi. En effet, souvent, seules les données tirées de l'enquête sont considérées comme de véritables résultats scientifiques ; or les réalités du terrain, les méthodes mises en avant, les périodes de doutes, de remises en cause et les difficultés rencontrées sont également des résultats sur lesquels il est important d'attirer l'attention. J'aborderai successivement trois points :

-Dans un premier temps, je présenterai la démarche ethnographique et l'observation flottante mises en œuvre dans cette recherche.

-Puis, j'évoquerai la méthode de l'entretien et les conditions d'obtention de ces derniers.

-Enfin, j'examinerai ma légitimité d'enquêtrice et l'ambiguïté de mon statut.

1. La démarche ethnographique et l'observation flottante

La démarche ethnographique est celle qui m'a semblé la plus intéressante pour mener à bien mon enquête. En effet, la démarche, que je présente ici, reprend la pratique d'enquête ethnologique de terrain telle que présentée par Gérard Althabe, à savoir une procédure d'enquête qui tente autant que faire se peut de « *ne pas rompre avec la communication ordinaire* » et qui laisse se déployer l'enquête « *à l'intérieur de l'échange (...) en épousant les formes du dialogue ordinaire* » (Althabe, 1990, p. 126). « *Par ethnographique, on entendra une démarche d'enquête, qui s'appuie sur une observation prolongée, continue ou*

fractionnée, d'un milieu, de situations ou d'activités, adossée à des savoir-faire qui comprennent l'accès au(x) terrain(s) (se faire accepter, gagner la confiance, trouver sa place, savoir en sortir...), la prise de notes la plus dense possible et la plus précise possible et/ou l'enregistrement audio ou vidéo de séquences d'activités in situ. Le cœur de la démarche s'appuie donc sur l'implication directe, à la première personne, de l'enquêteur, qu'il soit sociologue, anthropologue, politiste ou géographe, en tant qu'il observe, en y participant ou non, des actions ou des événements en cours ». (Cefaï, 2010, p. 7)

Mon travail a donc consisté, à travers mon immersion au sein du centre social, en la production d'une connaissance de l'intérieur, à savoir répondre à mon objet de recherche « avec » les femmes résidentes de la Goutte d'Or. Les discours que j'ai pu recueillir sont nés de diverses situations de recueils des données. Ce travail de terrain s'est composé de moments de partage plus ou moins longs du quotidien : dans les cours de français, à travers le partage des goûters hebdomadaires, des événements du centre social, et les balades dans le quartier... Je me suis largement inspirée de la méthode d'« observation flottante » utilisée par Colette Petonnet qui consiste à « *rester en toute circonstance vacant et disponible, à ne mobiliser l'attention sur aucun objet précis, mais à la laisser « flotter » afin que les informations pénètrent sans filtre, sans a priori, jusqu'à ce que des points de repères, de convergences, apparaissent et que l'on parvienne alors à découvrir des règles sous-jacente* » (Petonnet, 1982, p. 39). Ainsi, le matin et le soir en quittant mon travail, je me laisse flâner dans les ruelles de la Goutte d'Or en variant mes itinéraires pour rejoindre les stations de métro Barbès ou Château-Rouge, j'observe la vie autour de moi. Je note ce qui peut me surprendre, j'en discute avec les femmes durant les pauses ou les entretiens.

A travers un journal de terrain, j'ai noté au jour le jour mes diverses interrogations, observations, objections, les différents événements survenus lors des ASL (ateliers sociolinguistiques), lors des discussions informelles et des balades dans le quartier ou dans la ville... Cet outil me permet de déchiffrer le terrain et de poser mes interrogations et mes analyses au quotidien. « *En termes d'analyse du discours, l'observation, participante ou non, ne saurait constituer une preuve plus déterminante et plus légitime –plus « vraie- que les entretiens. La sociologie comme la sociolinguistique établissent une distinction entre les discours « suscités » recueillis « artificiellement » par entretiens ou par tout autre dispositif « artificiel » -et les discours « naturels » - recueillis lors d'interactions « authentiques » dans lesquelles le chercheur tente de bénéficier de l'offre de parole, sans la susciter.* » (Palomares, Tersigni, 2001, p. 8).

Deux types d'observations participantes ont été mises en avant : d'un côté des observations participantes lors d'activités régulières (lors des cours, deux à trois fois par semaine) et d'un autre côté, des observations plus exceptionnelles (lors de sorties ou d'événements intra ou extra centre). Le cœur des observations participantes a eu lieu au sein des cours de français au Centre Social, notamment à travers un atelier sociolinguistique (ASL) qui a duré deux mois « *Ma ville- Mon quartier* ». Cet ASL a été un moyen durant quelques semaines de connaître leurs difficultés dans la ville et de parler du quartier, dans une dynamique de groupe. Il a suscité des discours qui n'auraient peut-être pas été formulés dans un entretien individuel.

De plus, des activités au sein de cet atelier ont été mises en place me permettant de mieux appréhender leur rapport à la ville : travail photographique, étude de plan, écriture d'un

article pour la gazette, projection d'un court-métrage et d'extrait de films... Ces activités ont permis des discours formels et informels en groupe (durant les ASL) – sous forme de débat spontané ou organisé. Ces activités ont permis de libérer la parole de certaines d'entre elles, plus inhibées (même si les participantes les moins à l'aise à l'oral ne prenaient que très peu la parole dans les échanges informels).

De plus, des discussions informelles (durant la pause en milieu de séance -moment du thé et du goûter, à la fin des cours, ou encore en marchant pour se rendre à la salle, lors d'atelier cuisine) sont nées dans ce cadre.

1.1 Les observations participantes lors d'activités régulières : l'atelier sociolinguistique (ASL) « Ma ville- Mon quartier »

« L'ASL est une approche pédagogique visant le gain en autonomie sociale d'adultes migrants vivant en France »¹¹. Les ateliers sociolinguistiques souhaitent donc permettre aux migrant-e-s arrivé-e-s en France d'être plus « autonomes » face au fonctionnement de certains espaces sociaux (Poste, Caf, marchés...), en les familiarisant avec les codes socioculturels et les « actes de langages spécifiques » à ces espaces. L'ASL « *Ma ville- Mon quartier* » s'inscrit dans cette démarche. Cet atelier a été mis en place dans mon groupe durant un mois (à partir de la fin du mois de novembre et durant le mois de décembre 2012). Il durait environ une heure par séance (avec trois séances par semaine).

Notre atelier a donc été dénommé « *Ma ville-mon quartier* », il souhaitait aborder deux aspects.

Le premier aspect abordé, à partir des discussions sur les difficultés et les besoins dans la ville, concerne les questions de déplacement et d'orientation dans Paris. Le but de cet ASL était donc de permettre aux participantes de se repérer et de se déplacer plus facilement. J'ai travaillé pour l'essentiel à partir de plans du quartier et du métro. L'apprentissage d'une carte nécessite la mobilisation de diverses connaissances, assimilées par l'utilisateur de la carte qui en a oublié l'apprentissage, telles que les connaissances de l'alphabet et du classement alphabétique afin de lire un index des stations de métros ou des rues, ou encore l'utilisation d'un tableau à double entrée.

Le second aspect mis en place dans l'ASL est une action de discussion autour du quartier. Il s'agissait de façonner un cadre d'expression afin de redonner ici la parole aux participantes. La projection de court-métrage (*Taxi Wala* de Lola Frederich) ou encore de clip (« *Africain à Paris* » de Tiken Jah Fakoly) permet notamment de toucher aisément le groupe et de libérer plus facilement la parole.

1.2 Le travail photographique

Nous¹² avons souhaité laisser la parole aux participantes sur leur quartier, à travers une démarche photographique. Nous pensions ainsi qu'il serait plus facile de libérer la parole en

¹¹ Voir Site ASLWEB : <http://www.aslweb.fr>

¹² J'emploie, ici, le « nous » car nous étions, au total, trois formateur-trice-s à réfléchir sur cet atelier.

travaillant à partir de photos prises avec des appareils jetables par les participantes elles-mêmes.

Ainsi, durant plusieurs mois, les appareils photos jetables ont tourné dans la classe, elles l'emportaient chez elles pendant plusieurs jours et devaient prendre quelques photos du quartier. La consigne était la suivante : « *Durant quelques jours, photographiez lors de vos trajets quotidiens ce que vous aimez et ce que vous n'aimez pas dans le quartier. Vous devrez ensuite expliquer aux autres pourquoi vous avez pris ces photos* ».

Malgré une appréhension à utiliser l'appareil photo, elles se sont largement « laissées prendre au jeu » : nous avons ainsi récolté (malgré quelques photos personnelles) des images du marché, du square Léon, du commissariat de police, de la bouche du métro de Château Rouge et ses graffitis, des vendeurs à la sauvette, des poubelles éventrées sur le trottoir ...

Par la suite, en sous-groupes, un travail oral de présentation des photos a été effectué. Devant le groupe, elles devaient restituer leurs impressions sur les photos choisies et donc par la même occasion sur le quartier. Un travail d'écriture sur les photos a également été réalisé.

Travailler avec le son (Encadré n°2)

Travailler avec le son permet d'appréhender aussi une dimension trop souvent laissée de côté dans l'enquête : le sensible, l'atmosphère des lieux ne sont pas donnés aux lecteur-trice-s. A travers mon micro, lors des entretiens, des ateliers ou des promenades dans le quartier, j'ai pu récolter la parole de ces femmes qui me contaient leurs histoires, leurs vécus et leurs souvenirs. Les sons, les ambiances sonores (ordinaires du quartier), les manières de s'exprimer, les réactions, les mimiques (étonnements, rires, pleurs...), tout ceci est intéressant dans les enquêtes qui pourtant ne les dévoilent que trop peu. Même si le chercheur-se s'en sert pour enrichir et affiner sa compréhension des événements et en tire profit pour son analyse, son-sa lecteur-trice n'a quant à lui-elle que rarement accès à ces formes d'expression. Pourquoi le son produit par l'enregistrement des entretiens reste-il la propriété cachée du sociologue ? Est-ce par déontologie que le sociologue peut retranscrire mots pour mots la parole des enquêtés, mais ne pas donner à entendre le son de leurs voix ? N'est-ce pas un vol que de prendre leurs paroles sans les incarner ? Des raisons éthiques ordonnent-elles la disparition de ces enregistrements au moment du rendu ? Dans la majorité des cas, ces enregistrements restent cachés dans les placards de l'analyse sociologique.

Durant mon enquête, je me suis interrogée sur le matériau récolté lors des entretiens. Les discours furent riches et beaux. La retranscription écrite amenuise la parole de ces femmes. Pourtant elles évoquent bien des choses: le ton employé, les blancs, les rires (ou le ricanement), les tensions sont autant d'éléments qui influent l'analyse des matériaux. Certains moments furent forts et la retranscription papier ne me convenait pas totalement, car elle aplanissait les discours et ne permettait pas de transmettre la dimension sensible de ces moments. Ces retranscriptions papier aplanissent toutes les nuances, l'atmosphère et travestissent en fin de compte la parole des enquêtés. Le-la lecteur-trice qui lira la retranscription de mes entretiens ne saisira pas toutes les données et tout ce qui a pu s'échanger. En nourrissant sa lecture de sa propre imagination, il tentera d'en imaginer la teneur mais il en restera toujours éloigné.

C'est pourquoi, quelques bandes sonores sont également disponibles avec ce mémoire, il y en a peu malheureusement, j'ai pris conscience de cette richesse que très tardivement et nombreux enregistrements ont été de mauvaises qualités. Cependant, je donne à écouter une retranscription orale du travail photographique effectué par les femmes de mon groupe d'ASL, quelques bribes d'entretiens et des ambiances ordinaires du quartier (une balade dans les échoppes de la Goutte d'Or pour acheter avec une résidente du quartier tous les ingrédients nécessaires à la réalisation d'un thiep (plat malien), le marché, les rues de la Goutte d'Or...). Je pense qu'à travers ces bandes sonores le lecteur-trice et auditeur-trice ne pourra que mieux entendre mon propos : il-elle sera ramené-e dans le réel de la situation.

1.3 Les observations participantes plus occasionnelles

Puis, j'ai effectué des observations lors des sorties familiales, où les parents, et donc très souvent les mères, accompagnent leurs enfants pour une sortie découverte à La Villette, à Beaubourg ou au cinéma.

J'ai également effectué des observations lors de situations privilégiées, en dehors de l'association, au sein des espaces qu'elles investissent au quotidien, marchés, centres commerciaux... Ces temps furent intéressants, car ils m'ont permis d'être au plus près de leurs expériences quotidiennes de la ville (vivre un instant du quotidien de la personne). Ces situations d'échange, dans des lieux où les enquêtées se sentent bien, me permirent de bénéficier de confidences qui auraient peut-être été plus rares dans d'autres contextes d'enquête.

2. La démarche d'entretien

La démarche ethnographique n'est cependant pas incompatible avec d'autres méthodes de recueils de données telles que les entretiens. L'entretien a l'avantage de faciliter une parole, d'« accéder à des discours qui ne peuvent pas se tenir dans les conversations ordinaires parce qu'ils relèvent du domaine de l'intimité, de la pudeur, du secret... » (Palomares, Tersigni, 2001, p. 22). J'ai en effet effectué des entretiens semi directifs individuels – au centre social, afin de récolter des informations diverses.

Ces entretiens plus formels ont été intéressants car ils permettaient de rassembler des informations que je n'aurais pu avoir dans un autre type d'échange et d'avoir accès à certaines déclarations qui, peut-être, ne se seraient pas dites dans un autre cadre.

Dans un premier temps de ma recherche, j'ai souhaité effectuer des entretiens avec les femmes de mon groupe. Durant un long moment, je ne leur ai pas présenté mon travail de mémoire. Je cherchais avant tout à établir au quotidien une relation d'échange, susciter leur confiance lors des ASL. J'ai donc attendu quelques mois avant de leur dire que j'étais étudiante et de leur présenter, à la fin d'un cours, durant le mois de novembre, mon enquête de manière assez vague : « *Je suis aussi étudiante et je dois effectuer un travail pour la fac sur le quartier de la Goutte d'Or. Auriez-vous du temps, hors des cours, pour me présenter votre quartier ?* » Appréhendant leurs réactions, il me paraissait difficile de leur raconter pleinement ma recherche. A première vue, elles semblaient toutes très disposées et enchantées à l'idée de m'aider. Une d'entre elles me propose même d'aller au hammam avec elle. Cependant, cette demande reste en suspens ; lors du cours suivant, la question n'est pas revenue et je me sentais gêner de leur exposer une nouvelle fois ma demande.

Puis, au fil des mois, le sujet a évolué, je ne souhaitais plus seulement travailler sur leurs expériences du quartier, de la Goutte d'Or, mais plus largement étudier leurs expériences de l'espace urbain dans son ensemble, hors des murs du quartier. Ainsi, il m'a fallu leur réexpliquer mon objet de recherche : « *J'effectue un travail pour la fac sur les expériences de femmes immigrées dans la ville, j'aimerais parler de la ville avec vous.* » et renouveler ma demande plusieurs fois. J'ai ainsi pu avoir quelques entretiens. Bien entendu, elles avaient la liberté de refuser ou d'accepter l'entretien. Cependant, le fait d'avoir créé un rapport de confiance avec elles, me laissait penser que je les prenais au piège, peut-être ne leur laissais-je pas vraiment le choix de me dire « non » ? Comment dépasser cette volonté de me faire plaisir et leur donner réellement la parole ? Et travaillant avec elles, je ne souhaitais pas les importuner. Après plusieurs demandes, restées vaines, j'ai décidé de ne plus leur demander afin de ne pas les contraindre à accepter un rendez-vous.

Face à ce malaise et restant sans entretien, j'ai, dans un second temps, envoyé un message à la directrice et aux trois coordinatrices du Centre social afin qu'elles me fassent profiter de leurs contacts. En passant, par Christine Ledésert (la directrice du centre) ou Séverine Zouaoui (la coordinatrice linguistique), la recherche de femmes acceptant de me parler fut facilitée et je me sentais davantage légitime dans ma demande.

Les entretiens furent tous enregistrés et retranscrits en entier ou en partie. La peur que leur parole ne soit diffusée fut assez vite écartée, en leur expliquant simplement que ces enregistrements n'étaient que pour moi. La question de l'anonymat et de la confidentialité a été abordée dès le départ : *les noms, prénoms, activités professionnelles, nationalité, lieux de*

résidences [...] ont été modifiés et remplacés par des « *équivalents symboliques* » (Schwartz, 1990, p. 56). Cependant, même si ces engagements pris avec elles me tiennent à cœur, ce pacte reste déséquilibré, car elles n'ont aucune réelle visibilité sur ce que je vais faire de ce travail.

Je me suis posée à de nombreuses reprises la question de la retranscription des actes de paroles (cours, entretiens...). Comment puis-je retranscrire au mieux la parole de ces femmes qui pour la plus part ne manient pas encore bien la langue française ? La transcription littéraire de leur parole peut-il augmenter le fossé avec les lecteurs et les enfermer encore une fois dans une place de minoritaire ? Et, par ma retranscription, ne vais-je pas aggraver, naturaliser ou réifier l'identité « dominée » de ces femmes ? Cependant, gommer les imperfections et franciser leur propos, n'est-ce-pas également déformer leur parole, l'altérer ? Après réflexions et discussions avec Aude Rabaud, j'ai choisi d'effacer certaines répétitions qui surviennent toujours dans une discussion, dans un souci de fluidité et afin de rendre la lecture plus agréable au lecteur. Cependant, j'ai conservé les imperfections de langue afin de ne pas dénaturer le discours. Je ne souhaitais pas transformer leur propos, ni l'alléger, ni dissoudre le poids de certains de ces échanges verbaux.

De plus, il n'est pas simple de parler, de se raconter quand on vit des situations de vie délicates. Certaines ont l'habitude de conter leurs histoires et me la racontent facilement. Je pouvais ainsi sentir dans leur manière de narrer leur passé que l'histoire avait été contée de nombreuses fois. D'autres, au contraire, ont peu l'habitude de se raconter ; se faire interroger quand on n'en a pas l'occasion est alors un exercice difficile, elles avaient la sensation de n'avoir rien à me raconter. Cette forme de recueil des données, quelque peu « officielle » qu'est l'entretien, pouvait être gênante et les mettre mal-à l'aise. De plus, l'enregistreur et, pour certaines d'entre elles, mon rôle de « *professeure qui attend une réponse à sa question* » n'aidaient pas, à mon sens, à rendre la situation détendue et ne facilitaient pas la mise en confiance.

Le rire comme autodéfense face aux difficultés et au malaise (Encadré n°3)

Le rire et l'humour n'ont en France suscité que de rares études. Ceci s'inscrit « *en sciences sociales dans une tradition méthodologique ou épistémologique qui valorise et privilégie les discours par rapport aux pratiques* » (Mainsant, 2008, p. 100). En effet, « *le rire passe souvent à la trappe dans l'écriture de la sociologie* » (Madec, 2002, p. 91), pourtant le rire peut se révéler une source d'information importante ; pour Annick Madec il peut s'agir d'une forme d'« *avertissement à l'encontre de l'enquêteur* » pour se présenter ou dissimiler ses difficultés, par exemple (Madec, 2002, p. 91).

Il m'a semblé nécessaire de prêter attention, bien que rapidement, aux interstices du discours, car ils révèlent parfois plus que le discours. Ce rire met en jeu, selon moi, des tactiques de dissimulation du malaise face aux difficultés de certains exercices demandés en ASL ou des tactiques de dissimulation d'une gêne face à un sentiment d'illégitimité. Je peux donner quelques exemples de ces situations :

« *Moi, que veux-tu que je te raconte ? Je ne sais pas... (Rire)* » (Araba, lors d'une demande d'entretien).

Une femme du groupe avec un franc-parler parfois déplaisant se moque de deux femmes éprouvant le plus de difficultés dans notre groupe d'ASL « *Elles ne sont même pas rendu au C.P !* » dit-elle pour mettre en avant leur faible niveau de lecture et d'écriture. Il n'est pas simple de répondre à sa moquerie. Les deux autres rient à sa blague ou reprennent son commentaire lorsqu'elles sont en difficultés « *Nous, on est du niveau CP !* ».

« *La, c'est la galère ! (Rire)* » (Founé, à nombreuses reprises, quand un-e formateur-trice lui adressait une question lors des ASL et qu'elle ne savait pas y répondre).

Le rire agit ici comme un voile, censé camoufler l'embarras et leur manque d'assurance.

3. Posture d'enquêtrice et légitimité

3.1 Posture d'enquêtrice et ambiguïté de statut : trouver sa place

« *Plongés dans des relations quotidiennes avec des sujets proches d'eux, il leur faut construire et protéger l'autonomie de leur démarche tout en faisant de ces relations une des bases de leur investigation. Ainsi, dans une enquête, l'ethnologue devient-il un acteur, parmi les autres, du champ social dont il cherche à rendre compte ; il ne neutralisera pas une implication considérée comme un obstacle, mais en fera un des éléments de son mode de production de connaissance.* » (Alhabe, Selim, 1998, p. 33). En effet, il ne me faut pas perdre de vue que je suis, en tant qu'étudiante et formatrice, une des actrices du champ que j'étudie. Les relations d'enquête ont été plus ou moins importantes selon les liens que j'ai pu tisser avec ces femmes, allant des échanges relativement brefs durant les ASL « *Ma ville-Mon quartier* » jusqu'aux entretiens plus formels. Comment trouver ma place dans le rapport d'enquête ? « *La situation d'enquête est tout sauf naturelle* » (Beaud, Weber, 2003, p. 99). Les caractéristiques de l'enquêteur-trice participent à l'élaboration du rapport d'enquête.

Je suis venue du dehors, j'ai intégré le centre-social pour y faire un service civique, et j'ai ainsi accédée à un statut de formatrice de français qui m'a promue en actrice dans les activités quotidiennes du centre, mais également dans ma recherche. Il est au départ difficile de trouver une place légitime en tant que formatrice, surtout quand on n'a pas une formation

en FLE (français langue étrangère) et quand on se trouve la plus jeune parmi les participantes au cours de français.

Comment me perçoivent-elles ? Comme leur « professeure », comme la « petite » étudiante française qu'il faut aider ? Quel statut me donnent-elles ? Ai-je le même statut durant les ASL et en dehors ? Cette double casquette, formatrice-étudiante, est difficile à ôter et me pose quelques obstacles. J'ai ainsi eu des difficultés à leur présenter mon travail par crainte qu'elles ne s'imaginent que je n'étais là comme formatrice de français seulement pour « les étudier », pour scruter leur quotidien, leurs discours et leurs gestes. Qu'allaient-elles comprendre de mes intentions ?

Cette relation ambiguë engendre forcément quelques malentendus liés à des univers fondés sur des référents différents. Il m'est donc arrivé de me retrouver dans les stratégies matrimoniales d'une des femmes-participantes qui avait lancé son dévolu sur moi pour un mariage au pays avec son frère. Cependant, jouer avec les caractéristiques de mon statut et l'ambiguïté de mon rôle (formatrice/étudiante...) permet des situations de paroles diversifiées. Le jeu et le « *brouillage des frontières* » (Palomares, Tersigni, 2001, p. 13) peuvent engendrer des malentendus qui s'avèrent parfois utiles lors des observations participantes et des entretiens, et qui donc nourrissent l'enquête. Pour Elise Palomares et Simona Tersigni, le malentendu est une caractéristique de l'interaction faisant « *partie du processus de connaissance ethnographique* ». « *Il permet de décaler le regard pour appréhender les dynamiques de construction des frontières sociales de genre, de classe, de génération et d'ethnicité ainsi que leur articulation* » (Palomares, Tersigni, 2001, p. 24).

La manière dont elles ont interprété ces différents éléments qui me caractérisent (femme, blanche, jeune, étudiante, formatrice, française...) joue sur le rapport et les interactions d'enquête. Selon les contextes, les rapports changent : ainsi durant les entretiens et les cours de français, je suis perçue comme la formatrice, donc la « sachante » qui pose les questions et qui attend des réponses. Mais ce rapport de « domination » peut être inversé, notamment lors de sorties en dehors du centre avec certaines femmes qui me voient là davantage comme une « enfant » ou du moins qui cherchent d'abord à me protéger. Je me rappelle notamment d'une balade au marché de Barbès ; en arrivant à l'arrière du marché, juste avant d'entrer dans la foule, la femme qui m'accompagnait me mit en garde contre le vol et me dit de bien fermer mon sac. Cette consigne donnée sur un ton impératif me surprit, mais elle semblait pour elle tout à fait justifiée.

Il me semble que mon étiquette de jeune femme-étudiante m'a aidée. Marieke Blondet note combien « *les premiers pas sur le terrain sont déterminants (...), ces premiers sont encore plus subtils à négocier lorsqu'il s'agit d'une femme ethnographe. La question notamment de son positionnement et de son intégration dans la communauté qu'elle étudie se pose de manière vive* » (Blondet, 2008, p. 60). Il est vrai que le genre du chercheur-se peut s'avérer une donnée importante de la relation d'enquête ; mon approche du terrain aurait probablement été tout autre si j'avais été perçue comme un homme. De plus, même si elle me voit le plus souvent sous la casquette de « formatrice », être étudiante (donc également « apprenante ») semble aussi inverser nos rapports, les « résidentes-participantes » s'inquiètent de mes études, elles prennent de mes nouvelles lors des examens. Dans ce contexte, elles souhaitent m'aider et me rendre service pour mon mémoire.

3.2 Légitimité et l'engagement du retour

Le travail de terrain est une expérience ; il m'a permis, à travers cet engagement ethnographique, d'éduquer mon regard, de réfléchir à ma (mes) position(s) d'enquête, de maîtriser l'emploi des mots et des catégories, et d'essayer de co-enquêter au mieux ce travail avec les femmes résidentes de la Goutte d'Or.

Mais, comment ne pas travailler « sur » mais « avec » ? Comment ne pas parler à leur place, ne pas usurper leur voix ? Comment leur expliquer mon travail et leur rendre compte de ce que j'écris - alors qu'une majorité d'entre elles ne savent pas lire ou ne comprennent pas l'intérêt de mon travail ? Autant de questions qui m'ont questionnée durant ma recherche et qui ont alimenté ma manière de travailler et de penser. Mon enquête a puisé ses principales ressources dans les échanges de la vie quotidienne au sein du centre social et du quartier. Elle s'est basée sur une réelle observation participante ancrée dans des relations proches.

Mon travail de mémoire n'a pas été pensé comme un seul travail académique. Mon engagement n'a pas été seulement envers mes professeurs, il a été surtout vis-à-vis de ces femmes avec qui le travail a été fait. Il ne se veut pas seulement un travail de fin d'étude validant une année, un travail universitaire. Il s'agit également d'un travail qui porte la parole des femmes résidentes de la Goutte d'Or et qui souhaite rendre-compte de leurs vécus urbains au quotidien, il peut en cela être un recueil de témoignages et d'expériences pour le centre social et ses participantes. Ce travail est donc également le leur ; il a été effectué ensemble.

La restitution¹³ de mon travail auprès de l'association ainsi qu'auprès des femmes qui m'ont offert leurs paroles apparaissait comme un devoir. Si un retour était attendu par l'association, les employés et les bénévoles, il ne fut pas considéré par les femmes que j'avais pu interroger et avec qui j'ai travaillé. Mon souci était pourtant la restitution envers elles, ces femmes « minoritaires », plus ou moins intéressées par mon travail (la majorité d'entre elles ne me posaient aucune question et ne cherchaient pas réellement à comprendre ce que je faisais). Envisagent-elles leur droit à demander un retour ? Et, mon discours leur sera-t-il utile ?

Cette question me semblait importante car elle engageait ma responsabilité et mon devoir social « d'apporter en retour ». Tout d'abord, il me semblait important de leur rendre « au minimum » leur parole. C'est pourquoi, j'essayais dans la mesure du possible (les contraintes de temps ne m'ont pas toujours permis de le faire) de leur donner la retranscription de leur entretien. De plus, n'étant pas certaine de pouvoir leur apporter un retour du travail qui leur soit utile immédiatement, je souhaitais leur donner de mon temps (disponibilité) et de mon attention, sans compter, en étant à l'écoute de leurs besoins et en préparant au mieux les séances de formation linguistique (et les séances de préparation au diplôme initial de langue française - DILF).

¹³ Schwartz note que « *l'ethnologue devra à son tour donner et se faire voler lui-même* » (Schwartz, 1990, p. 52). Comme le rappelle Carolina Kobelinsky le terme de restitution ne semble pas approprié, car il n'y a « *pas eu de vol* » il paraît plus convenable de parler de retour. « *Certes, quelques chose a été pris, quelque chose peut donc être rendu, restitué [...]. Le mot « retour » semble plus pertinent en incluant la réception et la restitution des résultats de la recherche* » (Kobelinsky, 2008, p. 186-187).

CONCLUSION PARTIE I

Dans cette première partie, il fut donné à voir la construction de ma recherche à travers une approche théorique et méthodologique.

J'ai, ici, présenté les notions clés de ma recherche. Cette définition des termes me paraissaient utile en ce qu'elle me permet d'être plus au clair avec tout un vocabulaire employé pouvant être très fortement connoté idéologiquement. Ce chapitre m'a permis de m'accorder avec le lecteur-trice sur le sens donné aux mots, aux concepts et catégories employés.

J'ai également défini mon terrain d'étude, à savoir le quartier de la Goutte d'Or, quartier de Paris faisant l'objet d'une attention particulière. J'ai pu présenter ces différentes caractéristiques et les problématiques urbaines et sociales qui le traversent (stigmatisation, gentrification...).

Il paraissait également essentiel de dresser le profil des femmes résidentes immigrées du quartier, avec qui j'ai pu co-construire cette recherche. Ce profil a pris en compte leurs manières de se présenter, mais aussi les catégorisations dont elles peuvent faire l'objet.

Pour terminer, j'ai pu présenter ma démarche et mes méthodes d'enquête en revenant sur mes questionnements et mes difficultés.

Ce recadrage théorique et méthodologique était, me semble t-il, nécessaire pour entamer notre seconde partie sur les pratiques et les perceptions de l'espace par les femmes résidentes immigrées de la Goutte d'Or.

Partie II. PRATIQUES ET PERCEPTIONS DE L'ESPACE URBAIN PAR LES FEMMES IMMIGREES RESIDENTES DE LA GOUTTE D'OR.

« La ville pour celui qui y passe sans y entrer est une chose, et une autre chose pour celui qui s'y trouve pris et n'en sort pas ; une chose est la ville où l'on arrive pour la première fois, une autre celle qu'on quitte pour n'y pas retourner ; chacune mérite un nom différent. »

Les villes invisibles, Italo Calvino (1974, p. 151)

« *Ville ! Quelle langue parles-tu ?* ». Dans cette seconde partie, je cherche à étudier la relation des femmes résidentes de la Goutte d'Or à leur espace urbain. J'entends par « leur » espace urbain, l'espace quotidien - les chemins ordinaires qu'elles empruntent dans le quartier et dans la ville - mais aussi les espaces qu'elles ne fréquentent qu'occasionnellement mais qui ont un impact sur leurs expériences spatiales (villes d'origine, lieux de vacances...). Dans cette seconde partie, je m'intéresse aux rapports ordinaires que les femmes résidentes de la Goutte d'Or tissent avec leurs espaces de vie.

Je peux noter une extrême variété des pratiques de la ville par ces femmes. Ainsi, certaines, même sans savoir bien lire, sont très mobiles et ne connaissent pas de limite spatiale apparente. Il s'agit donc d'étudier, à travers leurs pratiques et leurs perceptions, la variété des espaces vécus. Comment puis-je définir l'« espace vécu » ?

Dans *La production de l'espace*, Henri Lefebvre montre que l'espace est construit par une multitude d'acteurs, de pratiques, de vécus, d'images et de tactiques... L'espace est un « *produit social* » ; il définit trois types d'espace ; il distingue *l'espace perçu*, *l'espace conçu* et *l'espace vécu*. L'espace conçu représente celui « *des planificateurs, des urbanistes, des technocrates "découpeurs" ou "agenceurs"* ». Par espace perçu, il associe l'espace quotidien (l'emploi du temps) et la réalité urbaine (les parcours, les trajets). Enfin l'espace vécu, avec les images et les symboles des usager-ère-s, des habitant-e-s, n'est que « *l'espace subi, que l'imagination tente de s'appropriier et de modifier* » (Lefebvre, 1974, p. 48-49).

Je définis *l'espace vécu* sous deux aspects ; le premier aspect correspond aux espaces que fréquentent les individus avec leurs itinéraires, leurs pratiques, il s'agit des espaces parcourus, tels les non-lieux de Marc Augé (lignes de métro, routes...) mais également les espaces du quotidien (espaces du travail, du logis...) et ceux fréquentés plus épisodiquement (vacances, ville d'origine...). Il correspond à l'espace des pratiques sociales, à l'espace de vie (Di Méo, 2011, p. 59). Le second aspect répond à la manière dont chaque individu perçoit son espace de vie, il exprime « *le rapport existentiel que l'individu socialisé (donc informé et*

influencé par la sphère sociale) établit avec la terre » (Di Méo, 1998). Florent Herouard reprend la formule heideggerienne « *être au monde et à autrui* » afin d'expliquer que « *l'espace vécu n'étudie rien d'autre que l'individu se construisant par ses pratiques et ses perceptions du monde, elles-mêmes constituées à travers le rapport aux formes physiques: l'espace de vie; et le rapport à d'autres personnes: l'espace social* » (Herouard, 2007, p. 161-162). Ainsi, cette « *approche par l'espace vécu fait intervenir différents concepts tels que les pratiques, et surtout les perceptions de l'espace* » (Herouard, 2007, p. 161). Je tenterai de comprendre le sens caché des pratiques et des comportements.

C'est en ayant précisé ce que j'entendais par « espace vécu » que je serai mieux à même de saisir le sens de cette partie; il s'agit d'étudier la manière dont ces femmes vivent et se représentent leur espace de vie. Bien entendu, les cadres de références, les normes, les images influencent le vécu des espaces. Ainsi comme le rappelle Henri Chombard de Lawe « *la perception sélectionne et organise (et déforme). La sélection s'effectue en fonction de facteurs liés à la personnalité, aux expériences du sujet, à ses besoins, à ses motivations. Elle dépend aussi des opinions, des croyances, des stéréotypes du sujet, de ces cadres de références...* » (Chombard de Lawe, 1967, p. 23-24).

Ainsi, quatre points seront mis en relief dans cette seconde partie :

Dans un premier chapitre, il sera question d'aborder cet espace-temps particulier qu'est « *l'épreuve de l'arrivée* ». Je reviendrai sur les conditions de départ, « ce qui pousse à partir », les premiers souvenirs de l'entrée dans la ville et à la Goutte d'Or.

J'aborderai, dans un second chapitre, l'espace vécu de la Goutte d'Or à travers les descriptions « multiples », les perceptions et les pratiques ordinaires des femmes résidentes immigrées du quartier. Il s'agira également de mettre en avant les interdits spatiaux et les différentes tactiques mises en place pour contourner les normes spatiales.

Puis, dans un troisième chapitre, je traiterai de l'apprentissage de la mobilité en m'intéressant aux différents ateliers mis en place dans le cadre de ASL « Ma ville – Mon quartier ». J'aborderai également la question de la sur-mobilité qu'obligent parfois certaines situations ou emplois précaires.

Enfin, dans un dernier chapitre, je reviendrai sur les expressions de *droit à la ville* et de *droit à la fabrique de la ville*. Mon terrain ayant été circonscrit dans le temps, je souhaite, dans un dernier chapitre, exposer quelques questions et réflexions expérimentales (qui ont pu émerger au cours de mon enquête). Ce dernier chapitre me semble important car il revient sur mes questionnements de départ, questionnements qui m'ont poussée à réaliser ce travail.

Chapitre 1 : L'épreuve spatiale de l'arrivée

Dans ce chapitre, je souhaite conter « *Paris, des premiers jours, des premières semaines* », à partir des paroles de celles qui un jour ont débarqué dans cette ville. Chacune de ces femmes a créé une histoire particulière avec cette ville, elles se souviennent parfaitement du premier jour, des premiers pas ou « non-pas » dans la ville; l'arrivée est un moment clé, un espace-temps particulier qui semble marquer les mémoires.

L'entrée en ville, et ici à Paris, implique pour l'immigré-e ou le voyageur-se d'apprendre à s'orienter dans un espace où ses points de repères ont été modifiés. Il-elle lui faut trouver de nouvelles marques dans l'espace peu ou pas connu.

L'objet de ce chapitre est d'aborder l'espace-temps de « l'arrivée », en retraçant le vécu et le ressenti de ces femmes. Comment se sont passés les premiers jours ? Quels sont les éléments marquants, les difficultés, les souvenirs relatifs à ce moment ? Pour répondre à ces questions, j'aborderai successivement ces trois points :

-dans un premier temps, je reviendrai sur les conditions du départ et les parcours migratoires de ces femmes résidentes de la Goutte d'Or.

-puis, j'aborderai la perte des repères et le sentiment de solitude.

-enfin, je présenterai combien l'hospitalité des anciens migrants peut aider dans l'accommodation à la ville, en examinant notamment l'arrivée dans le quartier de la Goutte d'Or.

1. Conditions de départ et parcours migratoires

Nombreux travaux de recherche en France se sont ainsi intéressés au parcours de l'immigré à partir de différentes thématiques d'investigation précises telles que l'adaptation au travail, au logement, à l'école, ignorant toute une étape de son parcours, voir l'immigré-e lui-même. En effet, comme le note Abdelmalek Sayad, l'immigré-e est aussi « émigré-e ». Il dénonce la réduction de la population immigrée à une fonction utilitariste, c'est-à-dire « à sa fonction de main-d'œuvre », comme s'il s'agissait d'une marchandise dont on pouvait utiliser puis renvoyer. Sa trajectoire ne commence pas une fois qu'il - elle est arrivé-e en France. Son parcours dans le pays d'origine, son histoire, les motifs qui l'ont poussé au départ sont autant de choses à prendre en considération. Ainsi, il dénonce du même coup « *l'ethnocentrisme des recherches qui ne s'intéressent qu'à l'immigré, une fois sur le sol français en occultant l'émigré, et par là même, l'unité du processus migratoire* ». Pour lui, « *le fait migratoire ne peut être considéré du seul point de vue de la société d'accueil. La démarche doit être inversée : logiquement et chronologiquement, il faut partir comme l'immigré du pays d'origine pour comprendre les causes et le sens de l'immigration* » (Sayad, 1976, p. 12).

Il convient donc de prendre en compte la trajectoire du migrant-e, émigré-e et immigré-e, dans sa totalité. Comment se déroule la migration ? Qu'est-ce qui la motive ? Les parcours sont variés, et les raisons sont diverses.

On peut noter que nombreuses de ces femmes sont venues à la suite de leur mari. Elles sont arrivées quelques années plus tard pour le rejoindre, par volonté ou obligation.

Nombreuses parmi elles ne savaient pas si elles resteraient en France, elles n'imaginaient souvent pas y passer autant de temps sans « rentrer au pays » :

« Je ne voulais pas venir, mais mon mari voulait que je vienne, je suis venue, c'est normal car je suis mariée avec lui. C'était dur de venir car avant j'étais déjà mariée, mais mon mari est décédé, j'ai eu trois filles avec lui. C'était dur de partir et de laisser mes filles avec ma mère ». (Khadija, Malienne, arrivée en France en 1987)

« Je suis venue en Europe, ce n'était pas de ma volonté ; en un mot, on m'avait donné en mariage à un de mes cousins, mais le mariage n'a pas du tout abouti. Lui, il vit en Italie. Je suis allée là-bas, quelques mois, mais la manière dont il est et la manière dont moi je suis, cela ne peut pas aller ». (Hawa, Guinéenne, arrivée en France en Février 2012)

La prise en compte des contextes politiques et économiques dans le pays d'origine peut aussi aider à expliquer la migration. Certaines femmes rencontrées sont parties avec leur famille pour fuir un régime politique en demandant l'asile en France :

« C'est l'ONU et les catholiques qui sont venus nous chercher. On était réfugié en Thaïlande pendant le régime Pol Pot. Ma vie, c'est trop loin, si je raconte mon histoire. Depuis que je suis née jusqu'à maintenant, ça a été très difficile. Je suis comme l'oiseau qui est sorti d'une cage, je sais voler. Avant, c'était comme si l'oiseau est dans la cage, je ne peux pas tourner loin ». (Sarou, Cambodgienne, arrivée en France en 1978).

Certaines sont venues pour améliorer leur situation financière rêvant d'une vie plus « facile » en France, soumises à un impératif économique. On peut ainsi noter, dans nombreux des entretiens, le rêve français déçu. La France apparaît souvent aux yeux des migrants comme une solution miracle, il semblerait que se nourrit dans les pays d'origine un mythe de la France, difficile à détruire.

L'arrivée en France, tant imaginée, se retrouve vite bouleversée par les difficultés de la condition d'immigrée. Elles vivent la désillusion du « rêve français » qu'elles ne peuvent expliquer au pays.

J'ai pu réaliser un premier entretien auprès d'une habitante du quartier, d'origine Malienne, vivant en France depuis 2001. Elle a longtemps insisté durant l'entretien sur son départ et ses espoirs ; elle est âgée de 24 ans quand elle quitte son pays. Elle a décidé de partir de Bamako car elle ne trouvait aucune perspective d'avenir, elle n'a pas pu bénéficier d'une scolarité et ne pensait pas trouver de possibilité d'emploi stable dans son pays. La France semble être « la » solution.

« Avant de venir en France, dans mon pays je n'avais rien du tout, du tout. Donc, je suis venue en France, et je vais essayer d'être mieux. Je ne pense pas que c'était aussi dur au niveau des papiers, du logement, des hébergements, tout ça, je ne savais pas au début. (...) ». (Assiba, Malienne, arrivée en France en 2001)

Durant les ateliers linguistiques, nous¹⁴ cherchions à susciter la parole à partir de différents supports. Nous avons notamment regardé le clip de Tiken Jah Fakoly « *Africain à Paris* ». Ce clip conte l'histoire d'un homme « africain » qui vit à Paris et qui écrit à sa mère pour la rassurer sur sa situation difficile en France. Dans un premier temps, en regardant simplement les images du clip qui sont assez fortes (un homme écrit une lettre puis marche sur le boulevard Barbès, d'autres hommes nettoient la rue...), elles devaient deviner le sujet du clip en décrivant les différentes scènes. Puis, nous avons écouté le clip avec les paroles, en expliquant certaines phrases ou mots compliqués. Une des paroles de la chanson « *C'est pas l'enfer ni le paradis* » a retenu l'attention d'une des participantes :

« Quand on est au bled, avant de venir, on croit que c'est le paradis, que tout va changer, mais c'est pas ça. Quand on entend la France, les gens deviennent fous, ils laissent tout tomber, le travail, la famille, pour venir ici. Il laisse tout et recommence à zéro. Oui, c'est l'enfer et le paradis. On pense que ce sera différent. On ne sait pas pour les papiers. Quand tes parents décèdent au pays, tu ne peux même pas y aller, alors tu pleures tout seul. Sans papier, c'est dur et triste (long silence). On n'imagine pas la réalité. Les gens qui sont partis avant nous, ils ne nous disent pas. Et même si ils disent, tu n'écoutes pas tellement tu veux venir. Pourtant moi au bled, ça allait, je faisais mon petit commerce. Ma sœur elle m'avait dit, elle ne m'avait pas caché et pourtant je suis venue, je l'ai pas écoutée. Ce qui est bien ici c'est que tu peux gagner un peu plus d'argent, tu peux avoir un travail et envoyer de l'argent à ta famille, tu peux leur faire plaisir, les aider. Ça c'est bien. Mais sans papier, c'est dur, tu ne peux pas te balader. » (Fatou, Ivoirienne, arrivée en France en 2008).

Les premiers temps sont perçus par ses femmes comme des moments difficiles, le manque de la famille et de l'entourage, les espérances qui s'éloignent, déclenchent pour certaines femmes de grandes souffrances. Cependant, elles semblent s'interdire l'idée d'un retour et refusent le plus possible pour certaines d'entre elles de donner à voir l'échec de la migration ou du moins leurs difficultés. Le départ est tellement perçu par la famille comme une réussite, un signe de nouveau départ, de succès, qu'il semble difficile de conter la vérité, elle semble difficilement avouable. Quand elle est dite, quand certains essayent de prévenir, de raconter ce qui se passe en France, on ne les croit pas toujours, on leur reproche de ne pas vouloir qu'eux aussi viennent et réussissent. Ce mythe peut aussi être nourri par ces immigré-e-s qui s'inventent parfois une vie pour montrer à la famille que l'on a réussi.

« Et, puis j'ai eu le visa, j'étais tellement contente. Mais ce n'est pas seulement moi qui étais contente, tout le monde, tout le quartier, toute la famille. Ils disent « regardez », on dirait que ça y est. Tout le monde souhaite être à ma place, tout le monde souhaite la même chose pour lui. C'est la fête, on fait la fête, on tue le mouton et on invite tout le monde. Tout le quartier venait nous voir. » (Assiba, Malienne, arrivée en France en 2001)

¹⁴ J'emploie, de nouveau, le « nous » car nous étions un groupe de trois bénévoles à travailler et à préparer avec ce groupe de femmes l'atelier « Ma ville – Mon quartier ».

Après cette fête, ces moments où tous l'envient, jalourent son départ, elle ne veut pas conter ses difficultés. Et, parfois même quand la vérité est dite, certaines femmes me racontent qu'on ne les croit pas; un réel mythe reste cristallisé autour de l'Europe et plus particulièrement ici de la France :

« Je ne pouvais pas rentrer, c'était la honte. Ça fait 11 ans que j'étais pas allée et là j'y suis allée il y a trois mois et même si tu expliques aux autres ils comprennent pas. Si on dit que c'est dur, ils disent mais pourquoi tu es pas rentrée, c'est ça qu'ils comprennent pas, ils croient qu'on veut pas qu'ils viennent, ils ne croient pas que c'est dur, pas du tout, ils savent pas. Tout ce qu'ils voient à la télé, ils croient que c'est vrai. Ma famille imagine que j'ai tout, il ne me croit pas du tout. Même si on dit la vérité, le blanc ne nous donne pas l'argent, c'est pas comme cela. Il croit qu'on est venu ici, qu'on a changé, qu'on les a oubliés et qu'on veut vivre comme les blancs. (...) Quand même nous aussi quand on prend des photos pour envoyer à la famille au pays, on envoie pas les photos de là où on habite. On est obligé d'aller au bon endroit pour prendre les bonnes photos de là où on habite. On mentait, on ne veut pas qu'ils savent, on ne veut pas que eux ils viennent voir. »
(Assiba, Malienne, arrivée en France en 2001).

2. Souvenirs de l'arrivée - La perte des repères

L'entrée et l'inscription dans la ville...

Le départ, puis l'arrivée sont des moments particuliers que l'on n'oublie pas facilement et qu'il est parfois douloureux de se remémorer, il faut que l'immigré trouve rapidement des repères dans un espace qu'il découvre souvent pour la première fois. Comment entre-t-on dans la ville ? Sylvaine Bulle parle d'« *épreuve spatiale* » pour évoquer « *l'exploration du monde d'accueil, de la ville, l'apprentissage du "tempérament urbain"* » (Bulle, 2013, p. 230).

L'aéroport est vu pour certaines comme une première épreuve. Ainsi, Assiba a pu nous conter combien elle se sentait perdue, elle était surprise par ce qu'elle découvrait : le tapis qui apporte les valises, la foule à la peau blanche...

« Tout est nouveau, déjà les personnes, il n'y a que des blancs. On peut compter dans la journée les blancs. A l'aéroport, il n'y avait que des blancs. Quand j'étais dans la voiture, je vois que le blanc. Mais j'ai dit au taxi « il y a pas de noirs ? ». »
(Assiba, Malienne, arrivée en France en 2001).

Elles ont ainsi pu me raconter au cours des entretiens les éléments qui ont pu les surprendre, les étonner à leur arrivée. Ainsi Assiba (Malienne, arrivée en France en 2001) pensait qu'en France il n'y avait pas de terre, que tout était goudronné, construit, que la terre et la pelouse, ça n'existait pas ici. Le froid a été également un élément qui est revenu souvent dans les discours:

J'ai trouvé quelque chose de très grand, des voitures, des immeubles, des voitures partout, de la lumière partout. Chez nous, il n'y avait pas l'électricité. J'ai trouvé

cela très bizarre. Et puis, j'ai découvert le froid aussi. Ce qui m'a étonnée aussi c'est le monde, la foule et les transports. Chez nous, on marche beaucoup à pied, sinon à vélo ou sinon à moto. Mais là, se retrouver avec plein de voitures partout, moi je n'étais pas habituée à ça. (Bintou, Malienne, arrivée en France en 1986)

« Au niveau de la maison aussi, c'est différent. Par exemple, je ne savais pas qu'on était enfermé chacun dans sa maison ». (Assiba, Malienne, arrivée en France en 2001).

L'ancrage dans la ville se fait à l'arrivée dans le domestique - la chambre d'hôtel ou l'appartement qu'on n'ose pas quitter - ou dans l'espace public proche. On ne s'aventure pas facilement à la découverte de la ville et encore moins lorsqu'on ne parle pas la langue ou qu'on ne sait pas lire.

Certaines ont pu être surprises, de manière négative, par le logement qu'occupait leur mari et qu'elle devrait occuper avec lui. Vivre dans la promiscuité dans de petits logements ou vivre chez les autres ne sont pas des choses que l'on semble imaginer avant d'arriver. Ainsi, après avoir passé une semaine à l'hôtel, Assiba a dû téléphoner à une dame qu'elle connaissait (et qui l'avait déjà aidée à l'aéroport). Elle n'imaginait pas devoir lui demander de l'aide, mais après une semaine passée seule dans son hôtel, réservé avant de venir, elle s'est rendue compte que ce serait plus difficile qu'imaginé. Ainsi, même si vivre chez les autres est vu comme une grande aide au départ, les difficultés de cette cohabitation, telles que la promiscuité, le manque d'intimité, ou encore les travaux domestiques qu'on leur demande de réaliser en contrepartie m'ont été exprimées comme autant d'épreuves à dépasser car il n'y a pas d'autres alternatives possibles, « on n'a pas le choix ».

Ainsi, Katio (Burkinabé, arrivée en France en 2006) qui est arrivée dans le logement du beau-frère de son mari ne comprend pas qu'on puisse vivre comme ça en France :

« Mon beau-frère est venu me chercher. On m'a envoyée dans le squat, chez le frère de mon mari, je me suis dit : « Ce n'est pas possible, ça, ça n'existe pas ici. ». Je ne croyais pas, parce que c'était sale, délabré. Je pensais qu'un immeuble comme ça, ça n'existe pas ici. Je faisais tout chez eux, j'allais chercher les enfants, je faisais tout, j'étais la bonne. Ils ne m'ont pas fait de cadeaux. Je fais le ménage, je fais la cuisine, je passe le balai, je vais chercher ses enfants, je reste à côté d'eux jusqu'à ce qu'ils arrivent à 21h30 ou à 21h ». (Katio, Burkinabé, arrivée en France en 2006)

3. L'hospitalité des anciens migrant-e-s et l'arrivée à la Goutte d'Or

Quels sont les premiers points d'encrage dans la ville ? Quels sont les premiers lieux investis par ces femmes immigrées à leur arrivée ? Colette Pettonet note que « *l'insertion de l'arrivant dans la ville ne se fait pas au hasard (...). L'homme délimite un territoire, que ses trajets apprivoisent, où il concilie ses occupations. Plus il est démuné de moyens et d'artifices modernes, plus il réalise cette première intégration spatio-temporelle sur un territoire restreint.* » (Pettonet, 1985, p. 45).

Ainsi, la proximité, l'entraide et la solidarité qui existent entre les migrants constituent un pilier rassurant pour les nouveaux arrivants. Comme nous avons pu le noter précédemment, l'entrée dans la ville se fait souvent autour de la famille élargie et du voisinage qui les reçoivent dans les premiers temps. Ainsi, les nouveaux venu-e-s se rendent rapidement dans des quartiers connus comme des « *territoires d'immigrations* », tels que Barbès, la Goutte d'Or ou encore Belleville à Paris afin de prendre contact avec des personnes inconnues mais ayant la même appartenance ethnique, ou en activant « *un réseau social préexistant à la migration de l'individu* » (Spire, 2011, p. 127). Trouver dans un quartier des personnes de la même origine ou ayant vécu un parcours ou une histoire similaire constitue une source de repères pour ces nouveaux-elles venu-e-s et peut apparaître comme la première tactique mise en place pour trouver ses repères dans la ville d'arrivée.

C'est pourquoi, l'arrivée à la Goutte d'Or est souvent perçue comme une « *bouffée d'oxygène* », un événement rassurant car on y trouve « *des gens qui nous ressemblent* ». Selon ces femmes immigrées, il semble y avoir à la Goutte d'Or une certaine bienveillance, chacun essayant de prendre soin des autres en s'aidant mutuellement.

Ainsi, certaines femmes avouent leur étonnement à leur arrivée dans le quartier ; Assiba (Maliennne, arrivée en France en 2001) me racontait comment l'arrivée à la Goutte d'Or a changé sa vie, elle s'est sentie bien et rassurée de retrouver quelque chose du pays. En effet, cela faisait déjà quelques semaines qu'elle vivait chez une dame qui l'hébergeait dans les Hauts de Seine, quand un jour cette dernière lui a proposé d'aller faire une balade à Château-Rouge :

« On voit que la tête des blancs. J'ai dit « je veux voir les noirs ». La dame qui m'a hébergée six mois, un jour, elle m'a dit « on va voir les noirs ». On était dans le 92, après elle m'a dit un jour on peut aller à Château Rouge, c'est ça qu'elle m'a dit. « Tu vas voir les noirs. Tu vas voir, tu vas voir quelqu'un que tu connais à Château-Rouge ». Et, c'était ça. Le jour où on est allé, c'est une heure de train, on est arrivé tôt pour aller à Château-Rouge et exactement comme elle m'a dit, j'ai vu la nièce de quelqu'un que je connais. Elle me dit depuis combien temps tu es venue. Elle m'a donné des numéros. J'ai vu plein de noirs, comme au pays, ça fait du bien. Ça donne le goût de rester aussi. J'ai donné mon adresse, j'ai découvert plusieurs copines ». (Assiba, Maliennne, arrivée en France en 2001).

Ainsi, comme le note Nicolas Puig dans son étude sur les pratiques de la ville par des migrants habitant à Dûwîqa au Caire, « *le nouvel arrivant est rapidement converti en semblable par son insertion dans des cercles des relations de proximité* » (Puig, 2003, p. 9). Parfois même dès la première journée, certain-e-s migrant-e-s arrivent à la Goutte d'Or ; le bouche à oreille fonctionne activement, permettant aux nouveaux-elles arrivant-e-s de se retrouver vite dans des « *territoires d'immigration* » où ils - elles trouveront un premier soutien. Les ancien-ne-s migrant-e-s résidant-e-s à la Goutte d'Or jouent un rôle majeur dans l'accueil des nouveaux-elles arrivant-e-s et dans leur initiation à l'espace urbain. Les ancien-ne-s tentent d'aider aux mieux les nouveaux à travers divers services : aide pour accéder à un logement, « *tuyaux* » pour trouver du travail (au noir)...

Il s'agit d'une première étape importante ; une certaine hospitalité et solidarité sont reconnues dans le quartier, liées à la familiarité de la situation qui se répète : les ancien-ne-s

migrant-e-s, ayant eux aussi été soutenu-e-s et accompagné-e-s dans leur arrivée, se font parfois le devoir d'aider à leur tour les nouveaux-elles.

« *On sait que c'est dur d'y arriver alors on s'entraide* » (Fatou, Française, originaire du Mali, arrivée en France en 2003).

« *Je remercie le bon Dieu, car certains, quand ils viennent, ils sont à la rue. Pour moi, ça n'a pas été dur; je n'ai pas vécu cela, j'étais chez ma sœur, j'avais une chambre à ma disposition. J'ai retrouvé des copines qui étaient ici. Franchement, je n'ai pas eu de difficultés comme les autres immigrés qui n'ont pas où dormir, qui n'ont pas où aller, rien à manger. Moi, grâce à Dieu en tout cas, je n'ai pas vécu cela* ». (Fatou, Ivoirienne, arrivée en France en 2008).

« *Au début, j'étais à Vitry chez une amie, c'est là, que je suis arrivée. Mais, je suis venue ici, je la connaissais. En Guinée, on est voisin, on habite face à face, donc quand c'est comme cela, on dit chez nous que c'est la même famille. C'est ma sœur ou mon frère, c'est la même famille en un mot. C'est normal, elle m'a aidée. Je suis chez Mme K.T., je suis forcée de rester chez elle, car actuellement ce n'est pas du tout facile, même si c'est mieux que par rapport en Italie* ». (Hawa, Guinéenne, arrivée en France en février 2012).

Le quartier est perçu par ces femmes immigrées résidentes de la Goutte d'Or comme un espace de « solidarité », de « mélange » et de « rencontres » pour le-la nouveau-venue. Certaines parlent d'« Afrique à Paris ». Il est vrai que le visiteur qui se rend pour la première fois à la Goutte d'Or peut être surpris de découvrir autant de marquages de l'espace lié à la migration. En se baladant dans le quartier, le-la promeneur-euse ne peut que faiblement ignorer qu'il s'agit d'un quartier considéré comme un « territoire d'immigration ». L'atmosphère, l'ambiance des lieux peuvent donner aux visiteur-se-s « *le sentiment d'une petite aventure dans la ville* » (Lallement, 2010, p. 14), une « *expérience urbaine qui instaure une rupture par rapport au reste de la ville* » (Lallement, 2010, p. 210). A la manière de William Berthomière, dans son travail d'habilitation à diriger des recherches (HDR), *Enquête de signes : Migrations, places et continuité(s). Global rue* (Berthomière, 2012), je peux étudier quelques photos et y repérer les nombreux indices de l'immigration. Le quotidien du quartier offre, à mon sens, des marques « non-contestables » de l'immigration. Prenons l'exemple de ces différentes photographies, elles représentent différentes scènes de rue ordinaires du quartier de la Goutte d'Or :



Photos n°2-3 : Commerces de la Goutte d'Or (prises par Laetitia Brisard)

Sur la première photo, des femmes achètent des produits « non-communs » en France. Quand à la seconde photo, elle représente un commerce « Soleil Maghrebin » qui vend des valises et autres bagages en tout genre. Sur le boulevard Barbès, on peut noter nombreuses bagageries, marquant aussi la présence d'immigrés. Le-la passant-e qui arrive dans le quartier et découvre ces scènes ordinaires ne peut que difficilement ignorer que ces diverses activités commerçantes sont destinées à une population immigrée. « *Les murs parlent à celui qui sait les déchiffrer* » (Calvet, 1994, p. 271), les résidents du quartier marquent l'espace à travers notamment des affiches, des inscriptions sur les murs dans différentes langues (les façades des boutiques ont des textes écrits dans différentes langues). L'expérience de ces différentes scènes et la vue de ces différents indices suggèrent fortement la présence d'immigrés dans le quartier. Cependant, il faut être, comme le note Jean-Louis Calvet, culturellement et linguistiquement informé pour lire et comprendre ces différents indices graphiques.

L'ambiance sonore des lieux laisse également de nombreux indices qui sont peut-être plus faciles à déchiffrer ; à la Goutte d'Or, de nombreuses langues se partagent l'espace.



Photo n°4 : Boucherie de la Goutte d'Or où l'on peut lire en français ou en arabe le mot arabe "halal" (prise par Laetitia Brisard)

Même si en France, la vision monolingue de l'Etat, de la culture et de la communication prédomine (Calvet, 1994, p. 280), Paris et notamment certains quartiers sont plurilingues. Il suffit, pour cela, d'écouter une arrivée dans le quartier de la Goutte d'Or pour s'en rendre compte¹⁵ : il s'agit, une fois de plus, d'indices (sonores) suggérant aux visiteurs la présence d'immigrés dans le quartier. « *L'ambiance sonore de la rue est animée par toutes ces voix qui s'entremêlent, souvent dans différentes langues* » (Clerval, 2011, p.55).

¹⁵ Voir CD : bande sonore n°1 *Arrivée à la Goutte d'Or*.

D'où un sentiment de soulagement que peuvent ressentir les migrant-e-s en arrivant à la Goutte d'Or : retrouver des marques du pays (produits, aliments, écritures familiales, langues...) et de l'immigration (taxiphone indiquant le prix des communications pour le pays...) leur montre qu'ils-elles ne sont pas les seul-e-s à vivre cette expérience de migration. En ce sens, la découverte du quartier de la Goutte d'Or pour un-e migrant-e peut-être rassurante, car on risque d'y trouver des gens qui nous ressemblent (de part l'origine, la trajectoire, l'histoire migratoire, les difficultés, les envies, les habitudes...). Ainsi, je peux dire que l'entrée en ville est souvent corrélée à une venue rapide dans des « *territoires d'immigration* » comme à la Goutte d'or, afin de s'orienter et de trouver de nouveaux repères en allant vers des personnes ayant la même origine ou trajectoire de vie. Comme le note Ulf Hannerz, « *l'origine commune ne représente pas seulement pour les membres un sentiment de confiance, mais aussi un sens de la solidarité (...) Ainsi, tous ceux qui, appartenant à une communauté ethnique, se trouvent dans le besoin, peuvent compter les uns sur les autres par le jeu d'une redistribution interne des ressources* » (Hannerz, 1980, p. 197).

L'accès à la ville repose donc, dans un premier temps, sur des échanges de solidarités, d'informations qui permettent au-à la nouveau-velle venu-e de prendre ses repères dans cette ville qui lui est encore étrangère ; la famille (souvent très élargie) et les anciens migrant-e-s de la Goutte d'Or constituent un réseau qui facilite l'arrivée en ville. L'entraide, principalement fondée sur un processus de reconnaissance d'une histoire ou d'une origine ethnique (ou géographique) commune permet d'accéder à une solidarité privilégiée lors de l'arrivée dans le quartier. L'insertion dans la ville se fait donc, dans les premiers temps, à partir du groupe d'appartenance, on cherche de l'aide autour de soi dans le réseau familiale et ethnique (avec des personnes qui parlent la même langue, ou qui ont connu la même situation).

Il faut un certain temps pour investir les associations du quartier : la majorité des femmes que j'ai pu rencontrer cette année et qui ont participé à ma recherche ont attendu quelques années (voir une dizaine d'années pour certaines d'entre elles) avant de venir s'inscrire au centre social ou dans une association de la Goutte d'Or. Toutefois ces lieux peuvent s'avérer, par la suite, des points de repères importants au quotidien. Il semblerait pourtant que ces associations arrivent au second temps, les femmes immigrées se tournent en premier lieu vers les « autres étrangers » du quartier, en se créant un réseau de relations sociales, espace de « ressource » et de confiance précieux face aux situations de précarité.

Chapitre 2 : Perceptions et pratiques du quartier de La Goutte d'Or

Ainsi, j'ai pu noter que le quartier de la Goutte d'Or ne laisse pas indifférent. Ce quartier étant donc perçu comme un espace rassurant à l'arrivée, je chercherai à voir maintenant comment il est vécu et perçu par ses femmes résidentes immigrées au quotidien.

L'objet de cette seconde partie est d'aborder l'expérience quotidienne de la Goutte d'Or ; en retraçant le vécu et le ressenti de ces femmes, je m'interrogerai sur leurs manières de vivre l'espace de la Goutte d'Or. Quels sont leurs trajets ? Quels sont les espaces qu'elles fréquentent et ceux qu'elles évitent ? Quelles sont les images associées au quartier ? Comment sont vécues les transformations que connaît le quartier ces dernières années (rénovation urbaine) ? Pour répondre à ces questions, je traiterai successivement deux points :

-dans un premier temps, je reviendrai sur les perceptions « multiples » que connaît ce quartier.
-dans un deuxième temps, j'aborderai les interdits spatiaux - visibles ou invisibles - qui limitent leurs déplacements et leurs occupations de l'espace public. Je questionnerai aussi les différentes tactiques d'occupation permettant de contourner ces interdits.

1. Le quartier de la Goutte d'or, perceptions « multiples » d'un espace et gestion de la stigmatisation

Comme nous avons pu le noter précédemment, le quartier de la Goutte d'or est perçu au moment de l'entrée dans la ville comme un territoire rassurant et accueillant, car on y retrouve beaucoup d'immigré-e-s. Il s'agit d'une terre d'arrivée qui, par de nombreuses marques, rappelle le pays. Le quartier de la Goutte d'Or bénéficie d'une image positive, les femmes résidentes de la Goutte d'Or s'y sentent bien. Malgré la réputation plutôt « mauvaise » que jouit le quartier à l'extérieur, la majorité des femmes interrogées ne voudraient pas le quitter.

1.1 Un quartier apprécié pour son ambiance et sa vie sociale « immigrée »

Lors de l'atelier « Ma ville - Mon quartier », nous avons effectué un exercice consistant en la description de photos que j'avais pu prendre du quartier. Il ne semblait pas évident, au départ, de délier la parole sur le thème du quartier. Il a donc fallu trouver différents outils, des cadres d'expression afin de favoriser l'échange. Elles semblent beaucoup apprécier les liens avec le pays d'origine : les commerces, les produits, surtout alimentaires, les divertissements, la musique, les restaurants, mais également les lieux où l'on peut s'échanger des informations sur le pays... La sociabilité de proximité, l'animation des rues, l'ambiance sont des éléments mis en avant par ces femmes ; opposée ou comparée à d'autres quartiers de Paris qu'elles considèrent sans vie, la Goutte d'Or est appréciée pour sa vie sociale.

L'ambiance est un mot qui est souvent revenu pour qualifier le quartier. « *Il y a de l'ambiance, ici.* » :

« L'ambiance, ici, c'est comme en Afrique. Ça parle beaucoup, il y a les marchés, les gens partout, ça parle fort, on croise toujours quelqu'un que l'on connaît. Et le bruit, ça fait du bien, c'est rassurant. Quand tu rentres le soir et qu'il n'y a pas de bruit, ça fait peur, mais ici c'est mieux. Même chez moi, quand mon mari n'est pas là, quand je n'entends pas le bruit, j'ai peur. C'est pas fatiguant. Avec le bruit, je suis bien. » (Fatou, Française, originaire du Mali, arrivée en France en 2003).

« Le quartier, c'est comme ça, c'est l'ambiance (rire) » (Comba, Sénégalaise, arrivée en France en 1994).

Le quartier est connu par de nombreux étrangers ; les noms de la « Goutte d'Or », de « Barbès » sont connus hors de France. Ainsi Marc Augé dans « *Un ethnologue dans le métro* » nous raconte qu' « *un jour, sur les bords du fleuve Sénégal, dans un de ces villages dont les toits de tôle, plus solides et durables que la paille, sont payés par les salaires des émigrés en France, je fus cordialement abordé par un homme qui tenait à me dire qu'il avait*

vécu plusieurs années près de Barbès-Rochechouart : Ah ! Barbès-Rochechouart... » répétait-je bêtement. Puis nous nous mîmes à rire tous les deux, tous les deux heureux, me sembla-t-il, de cet instant de sympathie que la seule vertu d'un nom avait pu susciter. » (Augé, 1986, p. 47).

1.2 Une sociabilité marchande à la Goutte d'Or - Marchés et activités commerciales comme aire de refuge

Les lieux de la ville sont inégalement investis en pratiques et en représentations, révélant des Paris différents et des manières dissemblables de « vivre la ville ». Les quartiers de Goutte d'Or et de Barbès sont des quartiers largement investis, notamment certains espaces de sociabilité tels que les marchés qui sont une des centralités marchandes les plus connues et fréquentées de la capitale (Lallement, 2010, p. 16).

Quel type de sociabilité peut-on rencontrer à la Goutte d'Or ? On peut y trouver une sociabilité importante, liée notamment à l'activité commerciale du quartier, se développant autour de ces commerces (magasins de tissus, de cosmétiques, salons de coiffures, cafés et restauration rapide...) ¹⁶ et des marchés du quartier, qui attirent une population venant des différents quartiers de Paris et de toute la région Ile de France, pour se ravitailler en produits africains et asiatiques. Emanuelle Lallement parle d'une « *sociabilité instantanée qui se limite*



Photos n°5-6 : Station de Métro Barbès-Rochechouart et boulevard Barbès (prise par Laetitia Brisard)

au temps de la transaction » (Lallement, 2010, p. 25). On note donc à la Goutte d'Or une infrastructure commerciale dense et diverse conférant au quartier une dimension de centralité (Toubon, Messamah, p. 38). Ainsi, certains espaces du quartier tels que la station de métro Barbès-Rochechouart, le boulevard Barbès (hors des limites de notre quartier et pourtant souvent associés dans de nombreuses recherches au quartier Goutte d'Or- Barbès), le

¹⁶ La description de l'infrastructure commerciale de la Goutte d'Or demanderait que l'on regarde de plus près les travaux de Sophie Bouly de Lesdain qui parlent de « centralité africaine » pour caractériser l'activité commerciale de Château-Rouge : épiceries africaines, magasins de tissus orientaux, salons de coiffure...

boulevard de la Chapelle, la rue de la Goutte d'Or ou encore la rue Poulet sont considérés comme des espaces de sociabilités commerciales importantes.

Prenons l'exemple de ces photographies, et arrêtons-nous à la station de métro Barbès Rochechouart. Quand on arrive à Barbès, par le métro aérien, des éléments visuels marquent le voyageur : l'agitation et la foule, le magasin Tati¹⁷ avec son enseigne aux motifs roses et blancs imitant la toile de Vichy... Nous sommes ici à la limite de la Goutte d'Or, la station de métro Barbès-Rochechouart constituant sa porte d'entrée. Avec ses immeubles haussmanniens défraîchis et ses commerces en rez-de-chaussée, on ne trouve ni cafés, ni commerces de proximité, mais des produits spécifiques, des « affaires en tous genres » à bon marché : vêtements discount, chaussures de marque, vaisselles, téléphonie mobile, bagageries disposés dans le désordre, en vrac sur les trottoirs...

Le boulevard Barbès, est un lieu fort emblématique de la capitale et le symbole d'un certain type de commerces comme peut le décrire Emmanuelle Lallement « *les commerçants obéissent tous à la logique du commerce de la rue, déballant leurs marchandises en vrac, dans des bacs sortis sur le trottoir, ou des rayons désordonnés. Les "tout à 2 euros" qui ont succédé aux "tout à 10 francs" débordent sur la rue. Quelques femmes, d'origine africaine notamment, étalent un pagne sur le sol pour présenter des crèmes de beauté et des herbes médicinales. Des hommes déambulent sur les trottoirs pour proposer à la sauvette de faux parfums français* » (Lallement, 2010, p. 101-102). Deux enseignes commerciales font exception et viennent quelque peu changer le paysage et la logique commerciale de Barbès, le Virgin Megastore et La Grande Récré.

Un autre espace-temps important à la Goutte d'Or est fourni par les marchés. Lieux de sociabilités et de rencontres incontournables, ils rythment le quotidien du quartier. Le Marché



Photo n°7 : Marché Barbès (prise par les participantes de l'atelier photographique)

de Barbès rassemble, tous les mercredis et samedis matins, une foule cosmopolite et dense. Le marché se déploie sous le métro aérien de Barbès. Il est connu pour être « *l'un des moins chers de Paris* » (Pinçon-Charlot, 2009, p. 194). Les femmes résidentes de la Goutte d'Or aiment y aller pour l'ambiance divertissante et pour les prix défiant toute concurrence. Certaines expliquent cependant qu'il est préférable de s'y rendre

¹⁷ Les magasins Tati avec leur slogan « les plus bas prix » jouent sur l'effet d'abondance, de bas prix, de magasins ouverts (Lallement, 2010, p104).

le mercredi, les prix étant un peu plus élevés le samedi. Ainsi, lors de l'atelier photographique, une des participantes commente la photo qu'elle a pu prendre du marché :

« J'aime bien la photo, Barbès, le marché. Les légumes, fruits, poissons, les bonnets, les chemises. Je vois des gens qui marchent au milieu, avec le chariot. Moi, j'aime bien le marché, j'y vais tout le temps, le mercredi et le samedi. C'est moins cher. Il y a trop d'ambiance, moi je l'aime l'ambiance ! Parce qu'en Guinée, c'est tout le temps l'ambiance. C'est la même. Moi j'aime pas quand c'est calme. » (Mariamou, Guinéenne, arrivée en France en 2010)

Une autre femme participante affirme préférer s'y rendre le mercredi, tout d'abord car « *c'est moins cher* » en comparaison au samedi, mais également parce qu'il y aurait moins d'hommes ce jour. En effet, il est intéressant de noter que la majorité des vendeurs du marché sont des hommes.

Un autre espace-temps marquant est le Marché Dejean ; il se trouve au centre des activités quotidiennes de la Goutte d'Or. Le métro Château Rouge, au croisement de la rue Custine et de la rue Poulet, est une autre des entrées dans la Goutte d'Or, marquée par une animation et une foule importantes. On entre vite au cœur de la Goutte d'Or avec le marché de la rue Dejean qui assure une occupation dense de l'espace public. Proche du métro Château-Rouge, il est un lieu de fortes sociabilités, accueillant un marché quotidien avec des étals de produits exotiques : bananes plantains, manioc, patates douces... Pour les femmes résidentes de la Goutte d'Or, ce marché semble moins fréquenté pour ses prix que pour ses rencontres :

« Tout à l'heure, je vais y aller. Moi, je fais mes achats là-bas. Parce que j'aime aller là-bas. Ça me plaît. On rencontre beaucoup de gens. Surtout beaucoup de connaissances, tu es arrivée en France, ça fait 2 ans ou 3 ans que tu n'as pas vu une personne. Château-rouge, c'est un coin de rencontres, tu peux voir la personne. Parce que les Africains, ils vont à Château-Rouge. Donc on se retrouve. » (Fatou, Française, originaire du Mali, arrivée en France en 2003).



Photos n°8-9 : Marché Dejean (prises par les participantes de l'atelier photographique)

A côté, on observe des marchands à la sauvette qui vendent dvd, montres, pantalons, safous, maïs grillés... Dès que la patrouille de policiers arrive au début de la rue, les

marchands ambulants remballent rapidement leurs marchandises et s'en vont en quelques secondes, ne laissant que leurs cartons qui servaient d'étalages.

« Les femmes zairoises, elles sont habituées maintenant. Il y a la police, elles n'ont plus peur de la police. Quand la police arrive, elles ramassent et puis du coup elles sont habituées. Maintenant elles ne courent plus, elles ramassent leurs affaires puis elles sont là avec ça. Elles sont abritées, elles ont ça en main et puis elles regardent les policiers passer. Elles sont très malignes. Elles font comme si elles ne vendaient pas et les policiers, ils les laissent. Sauf si ils vont trouver étaler. Mais elles ramassent, du coup les policiers ne les prennent pas avec eux. En tout cas, moi j'aime bien Château rouge. On trouve tout. » (Fatou, Française, originaire du Mali, arrivée en France en 2003).

Un débat se met en place autour de cette photo, certaines souhaitent exprimer leur difficulté à circuler dans cette rue, alors que d'autres tentent de défendre les vendeur-se-s à la sauvette :

«- Je n'aime pas trop Château Rouge parce que c'est dur pour traverser, pour faire les courses. Il y en a partout, des ventes comme ça, pour traverser si t'as le bébé ou la poussette, c'est un peu dur. Si la police ils sont venus, ils courent. C'est pour ça, je l'aime pas trop. Hier, j'étais passée. La police, ils sont venus, tout le monde, les vendeurs, ils ont couru partout. J'attends, j'ai arrêté jusqu'à ce qu'ils aient fini de courir, après j'ai traversé.

-Quand il y a les femmes qui vendent, celles qui occupent les espaces où on doit passer, si les policiers les font déguerpir, du coup il y a la place. Parce que ils sont pas au milieu du passage, c'est les femmes qui occupent le milieu, donc à part ça, si elles sont pas là, on passe librement on fait nos achats dans les magasins.

-Sauf que des fois, ils déconnent. A Château Rouge. Ya beaucoup beaucoup de monde. J'arrive même pas à passer des fois. Avec la poussette, t'arrives pas à passer.

-Moi, ça me dérange pas, parce qu'elles vendent les trucs, on achète avec elles aussi. Les habits, les fonds de teint, parce qu'elles sont moins chers. Du coup, moi, ça me gêne pas ! Ya un truc, tu peux l'avoir au magasin 20 euros, 30 euros. Avec cette dame, tu peux l'avoir à 10 euros, 15 euros, la différence est grande, pourtant c'est la même marque, c'est la même chose. »

(Fatou, Française, originaire du Mali, arrivée en France en 2003

Abinaya, Sénégalaise, arrivée en France en 2004

et Fatou, Ivoirienne, arrivée en France en 2008).

Les marchés sont des zones de commerces « pluri-ethniques » (Lallement, 2010) où résident-e-s du quartier et visiteur-se-s extérieur-e-s, parfois venu-e-s de loin, viennent chercher des produits rares, mais également une certaine vie citadine, cosmopolite, que l'on ne retrouverait « pas ailleurs ». Le marché peut également être perçu comme un lieu de rencontres et d'accueil entre les « anciens » (ressortissants étrangers) et les nouveaux arrivants (Spire, 2011). Haut lieu marchand où l'on vend des produits venant d'ailleurs, il s'agit donc aussi de points de repère, d'espace de sociabilités et de co-présences.

1.3 Un quartier parfois déprécié : insécurité, bruit...

Cependant, la question du bruit (vu comme rassurant précédemment) n'est pas perçue par toutes les femmes comme quelques chose de positif, certaines d'entre elles se plaignent du bruit le soir dans les rues ou de la foule dans la rue Poulet. La rue Poulet est, en effet, chaque jour occupée par de nombreux marchands et vendeurs à la sauvette, qui gêneraient la bonne circulation des piétons, notamment des femmes avec leurs poussettes. Certaines d'entre elles élaborent un autre itinéraire (par exemple, pour se rendre au métro de Château-Rouge) et le rallongent afin d'éviter de prendre cette rue. Ainsi, elles anticipent et étudient l'itinéraire afin d'adopter le chemin le plus aisé pour un déplacement plus serein :

« Ça se passe à Château rouge. Yen a beaucoup de gens qui vendent des affaires, cacahuètes, ils font des courses. (...) Il y a quelqu'un, à gauche, je ne sais pas si c'est un monsieur ou une dame, il a une poussette avec le bébé, il en a marre, quoi, parce qu'il y a beaucoup de gens quand il passe. » (Fatou, Française, originaire du Mali, arrivée en France en 2003)



Photo n°10 : Affiches dans la Goutte d'Or (prise par Laetitia Brisard)

Nous avons notamment étudié une photographie représentant des affiches déposées dans le quartier par des comités de voisinage dénonçant le bruit de certaines rues et les odeurs d'urine. A partir de ces deux affiches, nous avons pu travailler sur les représentations et les images négatives qui sont associées au quartier.

Le sentiment d'insécurité est un élément qui a pu revenir durant les entretiens et les ateliers,

surtout concernant la question du vol. La majorité des femmes sont d'accord pour dire que le quartier de la Goutte d'Or n'est pas un territoire dangereux, elles s'y sentent en sécurité. Cependant, elles évoquent certains lieux comme davantage affectés par les problèmes de vols, tels que le marché Dejean (rue Poulet) ou le marché Barbès (sous la ligne deux du métro). Le carrefour des boulevards Barbès, Magenta, La Chapelle et Rochechouart (à la sortie du métro Barbès- Rochechouart) est également perçu par ces femmes comme un lieu où il faut être vigilant. Ainsi une photo de Barbès avec une vue sur la foule et le magasin Tati suscite quelques commentaires :

« C'est Barbès, la ligne 2 près de Tati. Il y a beaucoup de jeunes, de gens, d'hommes. Il faut faire attention aux voleurs et bien fermer nos sacs » (Haifa, algérienne, arrivée en France en 1992).

Comme j'ai pu le conter lors du chapitre de méthodologie, j'ai pu aller quelques fois au marché Barbès avec une des participantes de mon groupe, Rahmouna (Algérienne, arrivée en France en 2000) :

A chaque fois, ce fut le même rituel, on entrait par l'arrière du marché. Rahmouna n'a pas de vendeurs attirés, elle fait le tour à l'affût de la bonne affaire, elle compare les prix et la qualité des produits. Puis, elle prend l'arrière du marché pour faire l'acquisition des quelques fruits que nous n'avions pas achetés en espérant trouver un meilleur prix. Une des premières fois où j'ai pu l'accompagner, nous bavardions en complétant la fin de nos achats, lorsque Rahmouna s'est rendu compte que son porte-monnaie avait disparu. C'était la première fois que ça lui arrivait, nous le cherchons partout en vain. Nous effectuons deux fois le tour du marché avant d'abandonner, il avait disparu. Pourtant elle m'avait bien mis en garde en me rappelant de fermer mon sac en entrant dans le marché. Elle m'avait invitée à être méfiante à l'intérieur du marché et à faire attention à mes effets personnels : « *Ferme bien ton sac* » m'avait-elle dit. Sur le chemin du retour, nous en avons rediscuté, je me sentais un peu gêné que cette mésaventure lui arrive avec moi. Elle tente de me rassurer en me disant que ce n'est que de l'argent et qu'il est probable que ce ne fut pas un vol, mais simplement qu'elle l'avait posé quelque part et avait oublié de le récupérer. Elle me rappelle cependant qu'« *il faut faire attention au marché, il y a beaucoup de monde. Mais c'est partout pareil, c'est pas plus ici qu'ailleurs* ». (Notes reprises et reformulées du journal de terrain, suite à une balade dans le marché Barbès avec Rahmouna, Algérienne, arrivée en France en 2000).



Photos n°11-12 : Ces photos cherchaient à montrer la "saleté" des rues à la Goutte d'Or (prises par les participantes de l'atelier photographique)

D'autres problèmes ou aspects négatifs du quartier ont pu être identifiés au cours des entretiens ou de l'ASL « *Ma ville – Mon quartier* », tels que la saleté des rues, l'alcoolisme, les trafics de drogues, ou encore la prostitution ou les dégradations.

Ainsi, j'ai pu rencontrer Amina (Algérienne, arrivée en France en 1987) lors d'un entretien. Elle m'avait été présentée par Christine, la directrice d'AGO, lors d'une rencontre fortuite dans le square de la Goutte d'Or. Elle avait rapidement accepté de me rencontrer en me disant qu'elle aurait beaucoup de choses à me raconter. Ses enfants viennent au centre social pour les sorties scolaires et l'accompagnement à la scolarité. Elle est arrivée en France pour la première fois en 1988, sans papiers. Souhaitant être en règle, elle est rentrée en Algérie afin de demander un visa pour « regroupement familial » qui lui a été refusé de nombreuses fois. Elle a été bloquée en Algérie quatre années, puis a réussi à revenir en France grâce à un visa de transit. Au départ, elle vivait dans le 18^{ème} arrondissement vers le boulevard Ornano dans le quartier de Clignancourt. Elle a vécu son arrivée à la Goutte d'Or, dans un logement social, comme une réelle épreuve, elle avait peur de ce quartier fortement stigmatisé par les médias. Aujourd'hui, elle revient sur cette peur en rigolant, l'amertume qu'avait cette femme quand on lui a annoncé qu'elle irait vivre à la Goutte d'Or a aujourd'hui disparu. Certes, elle critique encore fortement le quartier qui selon elle est « trop sale », « dégradé », « trop de monde », touché par des problèmes de drogue et de prostitution. Cependant à l'heure actuelle, elle n'imagine plus le quitter.

« Ce qui me faisait peur, c'était les drogués, j'avais peur des seringues, là je n'en vois pas. Mais bon les pauvres, je sais. Dans le quartier, ils traînent ; il y en a de moins en moins car ils se sont déplacés, sinon il y a un café qui les rapproche où il y a tout leur business, c'est le café de la rue Léon (...) Là, où ils pissent trop, où c'est malpropre, comme à Château Rouge : si je passe sur un trottoir, je dois mettre un masque, ce n'est pas normal. Il y a la vente à la sauvette. Quand je rentre de l'école avec mes enfants, je prends la rue Dejean, je prends le boulevard Barbès, je passe par là, c'est mieux, mais combien de fois ils nous ont bousculés, car la police leur courait derrière (...). Il fait ses besoins dehors ou pipi, il jette, il boit, il mange là où il fait ses besoins, ça fait mal quoi, surtout la rue de Suez, et ça commence dans la rue Laghouat. Tout à l'heure, je suis passée, je ne pouvais pas respirer, pourquoi ? Car il y a un resto afro, ils mangent toute la nuit, ils boivent toute la nuit, il n'y a pas de place pour uriner, donc ils vont dehors. Ce n'est pas normal ».
(Amina, Algérienne, arrivée en France en France en 1987).

Les discours et les appréciations plutôt négatives dénoncent essentiellement l'insécurité due aux vols à la tire, fréquents dans les marchés, ainsi que la foule et l'appropriation de certaines rues (telle la rue Poulet) par les vendeurs à la sauvette qui gênaient les déplacements. On peut ainsi rappeler que ce sentiment de sécurité, lié aux faits d'être ensemble, peut paraître contradictoire avec l'image d'insécurité, concrète ou fantasmée que renvoie le quartier à l'extérieur.

Cependant malgré ces critiques, la majorité des femmes résidentes de la Goutte d'Or, avec qui j'ai pu réaliser cette enquête, ne souhaitent pas quitter le quartier. Malgré les grandes difficultés qu'elles connaissent vis-à-vis des conditions difficiles de logement, elles

préféreraient en trouver un plus grand dans le quartier. Cependant, elles le quitteront (à regret) si on leur propose un meilleur logement ailleurs. On peut ainsi noter un fort attachement au quartier et surtout à la ville, une relation particulière semble s'instaurer entre les habitants et le quartier dès leur arrivée.

Une question, au départ anodine, m'a par la suite beaucoup amusée à la vue des grimaces et des réponses reçues à ma question : « *Quitteriez-vous la ville pour la campagne ?* ». Fuir le stress, la pollution, les embouteillages, le bruit, l'insécurité urbaine en allant s'installer à la campagne, ne semble pas envisageable : la ville est considérée comme un espace de liberté, un espace qui vit, en comparaison de la campagne sans activité et sans animation. Aucune n' imagine quitter Paris. Comme le note Georg Simmel, « *l'habitant de la grande "ville" est libre par contraste avec les mesquineries et les préjugés qui enserrent l'habitant de la petite ville (...). La proximité corporelle et l'exiguïté rendent à plus forte raison évidente la distance mentale ; s'il arrive qu'on ne se sente nulle part aussi seul et abandonné que dans la foule de la grande ville, il ne faut y voir que le revers de la liberté* » (Simmel, 1903, p. 71). Ainsi elles peuvent exprimer les différents avantages de la vie en ville : rencontrer d'autres personnes de manière anonyme, rendre visite à des amis, se balader... Ce qui leur semble moins évident à la campagne. Comme le note Simone Penneec « *c'est moins l'anonymat ou la proximité en tant que tels que le maintien possible de l'alternative entre ces deux états qui constituerait ce sentiment de liberté* » (Penneec, 2006, p. 51) En effet, il semble plus facile de rencontrer, d'être en contact et ainsi de bénéficier d'une entraide en ville. Comme le note Ulf Hannerz, « *les villes ont ceci de commun entre elles qu'elles font que les individus sont plus facilement accessibles les uns aux autres dans un espace limité qu'il partage à des degrés divers* » (Hannerz, 1983, p. 303). La ville leur paraît plus ouverte permettant davantage de rencontres et de perspectives (emplois, logements, ressources) entre des individus et des groupes venant d'horizons différents. De plus, ces « *relations aux liens faibles* » (Goffman, 1973) que permettent la ville - on croise des personnes que l'on a déjà vues auparavant (car habitant à proximité) mais avec lesquelles on n'a pas forcément créé de relations « *aux liens forts* » - s'avèrent néanmoins importantes pour ces femmes ; au contraire de la campagne, la ville joue donc entre l'anonymat et la proximité, ces relations renforcent le sentiment de sécurité dans le quartier, car elles savent qu'elles ne sont pas seules.

La mauvaise image du quartier est majoritairement refusée par les femmes résidentes du quartier. Ainsi se mêlent différents niveaux de perceptions et de vécus, certaines femmes résidentes du quartier, au cours des entretiens, oscillent entre les appréciations positives et négatives. Certaines d'entre elles acceptent l'image que peut renvoyer les médias ou les politiques ; cependant les remarques sur les problèmes du quartier restent légères ou amoindries par des critiques positives : elles souhaitent toujours valoriser le quartier et son « *ambiance* ». Le quartier est source d'histoires, de récits et de discours, de problèmes (logements, papiers), mais également de solidarités qui engendrent un véritable attachement et enracinement spatial ; il est vécu comme un support de leur nouvelle identité d'immigrée : le quartier est perçu comme un « *refuge* », où elles se sentent dans un espace familier, connu, protégé par leurs « *semblables* ».

2. Le quartier de la Goutte d'or, interdits spatiaux et stratégies d'occupation

Certains interdits - visibles ou invisibles - limitent les déplacements et les occupations de l'espace public des femmes résidentes de la Goutte d'Or. Nous pouvons l'expliquer par une série de facteurs, notamment le sentiment d'insécurité, la moralité liée à la question religieuse, la peur des contrôles d'identité ou encore la peur de se perdre ; ces différentes explications engendrent des barrières solides qu'il est difficile pour certaines d'entre elles de briser. Cependant, il est important de noter que nous avons eu affaire à des discours très différents voir contradictoires selon les femmes : le groupe des femmes ayant participé à l'enquête est en effet hétérogène, elles n'ont pas toutes la même pratique et le même vécu des espaces. Ainsi, certaines femmes n'éprouvent aucune difficulté et aucune gêne dans l'espace public, elles l'investissent fortement alors que d'autres limitent leur utilisation au strict minimum (« mobilité obligatoire »), c'est-à-dire ne font que le traverser.

2.1 Genre et espace public à la Goutte d'Or

Les usages et les accès aux espaces publics peuvent varier selon de nombreux facteurs, l'appartenance genrée semble être à la Goutte d'Or un facteur notable, même s'il n'explique pas tout. Les expériences et les pratiques des hommes et des femmes dans les espaces publics y semblent différenciées. L'espace, mais aussi le temps, apparaît dans sa dimension cachée : les activités des femmes dans les espaces publics sont le plus souvent une extension de leur rôle sexué ; en effet, pour de nombreuses femmes-mères, la journée s'organise autour des tâches ménagères et autour des enfants, « *les activités personnelles et de loisirs de ces femmes sont nettement réduites* » (Lieber, 2008, p. 241). Ainsi, nombreuses femmes disent ne se déplacer que pour s'occuper des activités du quotidien, leurs sorties sont motivées par les tâches ordinaires, elles ne sortent pas « *pour ne rien faire* » ; il peut s'agir des activités liées aux travaux domestiques et familiaux (faire les courses, s'occuper des enfants, aller à l'école) ou des activités en lien avec le pays d'origine (aller au taxiphone, à la poste ou se rendre au centre-social pour le « *cours de français* »...). Au contraire, les hommes seraient dehors plus facilement « sans motif précis ». Ils sont fortement présents dans certains lieux du quartier en groupe. Les groupes de femmes y sont moins repérables (sauf au niveau des aires de jeux). Elles semblent, au contraire des hommes, éviter de s'y arrêter sans raison.

Cependant nombreuses aussi sont celles qui sortent et investissent l'espace public : elles vont au travail, faire les courses, certaines sortent voir leurs amies, ou se balader. Il s'agit notamment du cas de Sarou (Cambodgienne, arrivée en France en 1978) qui, au départ, n'osait pas sortir de peur de se perdre, après avoir pris confiance en elle dans l'espace urbain (sous l'influence de sa fille qui la poussait à sortir et notamment à prendre des cours de français), elle déclare aujourd'hui pouvoir aller partout, pouvoir partir en vacances, utiliser tous types de transports (transports en commun, avion, trains...) sans crainte. Elle cite donc avec plaisir ses progrès et les différentes activités qu'elle se plaît à pratiquer aujourd'hui : rendre visite à sa fille ou à ses copines, aller à la piscine le dimanche matin à Asnières, aller au cours de français, activités en rupture avec son mode de vie passé. Ou encore l'exemple de Fatou (Ivoirienne, arrivée en France en 2008) qui est aussi très mobile dans la ville : cette mobilité est liée à son goût pour les rencontres, à son travail qui l'oblige à de nombreux

déplacements mais également due à son logement de petite taille qui la pousse à en sortir pour se balader à Château-Rouge afin de faire des rencontres et voir du monde.

Comme le note William Berthomière, « *la rue est un espace d'interactions où l'emergence d'évènements, qui peuvent être de nature et d'intensité variables, vient influencer sur la perception du lieu et sa représentation au prisme des re-descriptions qu'elle suscitera* » (Berthomière, 2012, p. 94). On peut ainsi noter différentes formes de rassemblements masculins dans des temporalités et des lieux précis qui marquent l'espace du quartier et modifient les possibilités d'occupation de l'espace par les femmes. Ces espaces de regroupements masculins qui ont lieu notamment dans le square Léon, sur la place (au croisement de la rue Caplat et du boulevard de la Chapelle) ou à la sortie du métro Barbès, suggèrent et poussent certaines femmes à les contourner ou à les éviter. En effet, ces regroupements d'hommes participent à une représentation « masculine » du quartier, le-la visiteur-se ne saisira pas forcément le but de ces regroupements et les évitera ou cherchera à s'en approcher pour y comprendre le sens. Comme le note Joseph Isaac, « *la rue est d'abord vécue comme un espacement, comme un espace social régi par la distance* », distance dans la co-présence, la rue est pour lui le « *domaine par excellence des relations sociales entre étrangers* » (Isaac, 1998, p. 54).



Photos n°13-14 : Rassemblement d'hommes à la Goutte d'Or, un espace public masculin (prises par Laetitia Brisard)

La première photo représente des hommes, jouant aux dames ou discutant dans le square Léon. La deuxième photo montre des hommes debout commerçant et bavardant entre eux, ils sont une figure des lieux et participent à l'ambiance et au paysage du quartier. Ces attroupements peuvent être vus comme des entraves à la circulation pour certaines femmes. Ces espaces-temps masculins sont pour certaines d'entre elles des interdits spatio-temporels. Ils occupent et investissent davantage le quartier que les femmes. L'usage du quartier et de la rue par ces hommes tend à être stigmatisé par les médias, les politiques et même par certains habitants du quartier. Leur présence prolongée dans la rue, le square Léon ou dans les parties communes des immeubles est parfois critiquée (on note par exemple les soupçons d'activités illégales liées à la vente et à la consommation de cannabis notamment - soupçons justifiés ou non - d'Amina lors de son entretien). Même s'il s'agit d'une occupation sereine liée à une

simple sociabilité amicale ou de voisinage, ces rassemblements ne sont pas toujours bien perçus. Ainsi certaines mères n'hésitent pas à me dire, qu'à l'âge de l'adolescence, elles renverront leur fils « au pays » afin qu'ils ne restent pas à « traîner » dans les rues. Ce projet des mères pour leurs fils n'est pas rare, plusieurs femmes ont pu me parler de cette volonté qui n'est pas pourtant présente pour leurs filles.

Participant à une offre de consommation, les cafés-kebab sont aussi des espaces ouverts, lieux de sociabilités urbaines, de rencontres et de proximités. Lieux de cohésion sociale, ils ne sont néanmoins pas fréquentés par tous-tes. Certains cafés-kebab, notamment dans la rue de la Goutte d'Or, sont essentiellement fréquentés par des hommes. Lieux de restauration rapide et bon marché (coucous à partir de cinq euros), on y vient pour se restaurer, prendre un café mais également discuter avec les cuisiniers, serveurs ou autres clients. Peu de femmes s'y rendent. Ces lieux font le plein à 12h, puis à partir de 18h où les hommes du quartier, après une journée de travail, s'y rejoignent pour discuter et se distraire. Ces espaces occupés par les hommes migrants sont de véritables lieux de sociabilité urbaine et répondent à une envie de s'appropriier la ville en familiarisant et faisant sien l'environnement urbain.

Ainsi, les femmes mettent en place des marges de manœuvres, des formes de contournement et de réinterprétations des normes, ce que Marylène Lieber nomme « *des tactiques d'évitement et de gestion des risques* » ou encore un « *savoir-faire procédural* » que nous aborderons ici (Lieber, 2008, p. 233) En co-présence, ces espaces restent franchissables par une certaine attitude corporelle dénommée « *inattention civile* » par Erwing Goffman (Goffman, 1973) ou « *inattention polie* » par Louis Quéré (Quéré, 1992). Ces femmes adaptent ainsi leurs pratiques et comportements aux diverses situations, elles peuvent ainsi contourner certains lieux ou les traverser avec un rythme de marche soutenu, ne faisant pas attention aux comportements et remarques de certains hommes importuns. Ces comportements parfois déplacés et vulgaires de certains hommes qui transgressent les « *valeurs morales dans les espaces publics (dragues, vols, tricheries, insultes...)* » sont selon Nassima Dris rendus possible par l'anonymat de la rue, mais ne pourraient avoir lieu face au groupe d'appartenance (et face à la famille notamment) ; « *il est évident que le passage d'une forme de comportement à une autre selon le lieu et les personnes oblige les acteurs à des adaptations contrôlées* » (Dris, 1999, p. 139).

Ainsi, certaines femmes traversent ou contournent ces rassemblements sans y faire attention ou sans répondre aux regards, aux paroles, ou aux « embêtements » de certains hommes. Pour aborder cette relation des femmes à l'espace genré, la notion de *proxémie*, inventée par Edward Hall pour désigner « *l'ensemble des analyses relatives à l'occupation, à l'usage et à la représentation de l'espace* », est intéressante. (Hall, 1971, p. 13). Edward Hall montre combien les individus « *habitent des mondes sensoriels différents* », il s'agit donc de « *trouver la bonne distance, tant sociale que personnelle, afin de protéger son intimité tout en participant à la vie collective* » (Paquot, 2006, p. 67). Etudiant l'intervalle « entre deux », il analyse les évitements, les distances que l'on garde « *pour ne pas se cogner les uns aux autres* ». Il réinterroge ainsi le couple privé-public à travers les quatre distances que sont les distances intimes, personnelles, sociales et publiques. Déjà Georg Simmel, dans son étude des distances et proximité des actions réciproques, notait que les individus évaluaient sans cesse « *la dose de proximité / distance dans l'espace que requiert une relation* », rappelant que pour

chaque individu, il existerait « *un seuil de la distance surmontable* ». (Simmel, 1999, p625-626).

2.1.1 Le square Léon - Contournements d'un espace marqué par les rapports de genre

Le square Léon, au cœur du quartier, est un espace de convivialités et un des symboles du quartier (Pinçon Charlot, 2009, p. 208). Au départ, c'était une rue : un côté est tombé pendant la guerre, l'autre est tombé par la vétusté. On le nommait alors « *le démol* », terrain vague constitué des gravas produits par les débris de destructions d'immeubles, les enfants en avaient fait leur terrain de jeux.

Aujourd'hui, le square Léon, jardin de quartier, est un lieu de rendez-vous et de passage majeur. Le square est un espace où suivant les heures, les temporalités, les lieux et les moments de la journée, les populations se croisent, se juxtaposent, se succèdent ou s'évitent ; les utilisations varient et les fréquentations changent... Il connaît suivant les heures du jour des formes d'occupation diverses. « *On peut s'asseoir sur un banc et observer les enfants et tous ceux qui, aux différentes heures de la journée et de la nuit, s'approprient ce square ... et les tables de ciments agrémentées d'échiquiers incrustés, accueillent des joueurs attentifs et passionnés* » (Pinçon-Charlot, 2009, p. 208-209). Lieu de rassemblements d'adolescents qui jouent au football ou discutent dans le chemin. Point de rendez-vous ou d'observation, ils commentent les dernières histoires du quartier. A côté, d'autres hommes probablement retraités, jouent, des après-midi durant, aux dames avec des bouchons de bouteilles colorées. Dans ces groupes de jeunes comme de vieux, aucune femme n'est ici présente, elles passent dans le square mais ne s'y arrêtent pas, sauf pour se rendre à l'espace de jeux d'enfants.

Il est intéressant de voir comment, dans ce square, chacun y a une place bien précise. J'ai donc choisi de porter mon attention sur l'usage que les femmes font de ce lieu afin de mettre en avant les divisions, notamment genrées, qui s'opèrent dans cet espace. Mon objectif est d'interroger la production et la réitération d'une certaine norme spécifique à cet espace à travers l'étude des pratiques des usager-e-s. En observant les spatialités et les corporéités que ces femmes déploient, j'ai pu retenir quatre « tactiques de protection » utilisées par les femmes pour prendre prise dans l'espace public du square :

1) Choix d'installation : les femmes sont essentiellement installées dans la partie des jeux d'enfants. Elles sont installées autour des jeux et sur les bancs à proximité. Elles n'investissent pas les autres espaces fréquentés essentiellement par les hommes : les hommes, les plus âgés utilisent les jeux de dames et les bancs de l'allée, alors que les hommes plus jeunes s'installent dans l'allée ou sur le terrain de sport.

2) Les enfants, comme motif d'installation : les femmes évitent en général de s'installer dans ce square. Sauf si elles sont accompagnées par les enfants, ces derniers semblent être le motif de cette occupation et de cet arrêt prolongé dans le square. Celles qui ne vont pas à l'espace de jeux ne l'utilisent que comme espace de circulation, elles le traversent pour ne pas le contourner, mais ne s'y arrêtent pas, il est un simple raccourci dans leur trajet.

3) Choix des horaires : elles les fréquentent à des horaires précis où elles savent que d'autres femmes y seront, dans l'après-midi généralement. Elles n'y vont pas en soirée.

4) Corporéités : elles adoptent des comportements correspondant à une « féminité respectable » (Lieber, 2008, p. 253) en s'habillant « *de manière convenable* ». Elles ne s'assoient pas sur l'herbe et restent avec les enfants. Ces femmes ne vont pas discuter avec les hommes. Ces techniques touchent donc à la fois la corporéité (attitudes, manière de se tenir...) mais aussi l'apparence (manière de s'habiller...) qu'elles souhaitent afficher d'elles-mêmes, ce qu'Erwing Goffman nomme « *la présentation de soi* » afin que les hommes ne viennent pas les aborder sans qu'elles le désirent. Ainsi, elles doivent se mettre en scène en arborant « *un message de fermeture* » (Lieber, 2008, p. 253).

Chacun de ces critères nous montre comment s'opère une division genrée qui hiérarchise et répartit les présences dans le square Léon. Ainsi, ces femmes l'utilisent ou pour le moins parviennent à y accéder, en adoptant des tactiques spécifiques en termes de choix de lieux (aire de jeux), de temporalités (l'après-midi), de corporéités (elles s'occupent des enfants).

La mise en avant des ces différentes stratégies et contournements spécifiques au square permet de montrer combien certaines normes genrées - plus ou moins visibles pour ces femmes - influencent leurs mobilités et leurs modes d'occupation de l'espace. En effet, nombreuses d'entre elles n'ont pas conscience de ces manières de faire, certaines affirmant qu'il s'agirait essentiellement d'une affaire de goût, une préférence pour le « chez-soi », ce qui peut bien-entendu être une des raisons aussi. Il permet de révéler un fonctionnement et un usage essentiellement masculins de l'espace et sa normalisation dans l'espace.



Des groupes de jeunes adolescents (hommes) jouent au football sur le terrain de sport ou investissent l'allée pour discuter.



L'espace des jeux d'enfants est mixte. Les femmes (accompagnées d'enfants) s'installent autour des jeux et sur les bancs à proximité en milieu et fin d'après-midi (16h-18h)



Des hommes (adultes ou retraités) jouent les après-midi aux jeux de dames sur les tables de ciment agrémentées de damiers incrustés ou s'installent sur les bancs à proximité.



Carte n°3: Le square Léon, un espace genré (Réalisation : Laetitia Brisard)

D'autres espaces semblent influencés par les normes de genre ; les espaces de cultes et notamment l'espace de la mosquée qui est un espace que les femmes résidentes du quartier ne fréquentent pas ou simplement dans de rares occasions. Les raisons divergent selon les femmes, engendrant une discussion intéressante lors d'une séance :

« Vous allez à la mosquée de temps en temps ?

-Mon mari, oui, mais moi non.

-C'est pour les hommes, la mosquée c'est pas pour les femmes. Mais les hommes ils ne vont pas ici le vendredi, ils vont à la porte de Clignancourt.

-Et le vendredi, vous y allez ?

-On y va pas. Il y a que les femmes âgées qui vont à la mosquée normalement. Ici, il y des jeunes femmes qui y vont mais c'est n'importe quoi. Nous on n'y va pas, on prie à la maison.

-Parfois, on y va pour les occasions. Pour l'Aïd par exemple, mais sinon on prie chez nous. C'est mieux.

-Oui, pour les fêtes. »

(Abinaya, Sénégalaise, arrivée en France en 2004

Rahmouna, Algérienne, arrivée en France en 2000

Comba, Sénégalaise, arrivée en France en 1994).

Durant cette séance, les femmes participantes n'étaient pas toutes d'accord sur le fait d'avoir ou non le droit d'aller à la mosquée. Aucune d'entre elles ne s'y rendait, cependant pour certaines, il n'était pas possible de la fréquenter avant un certain âge ; alors que pour d'autres, elles pouvaient s'y rendre mais, au contraire des hommes, il ne s'agit pas d'une obligation car elles peuvent prier chez elle. Durant la conversation, elles étaient cependant toutes d'accord pour noter qu'il n'était pas possible de s'y rendre lorsqu'elles sont « indisposées », elles doivent attendre la fin de leurs règles pour pouvoir s'y rendre. On peut ainsi noter une certaine séparation genrée des espaces religieux. Cependant, la fréquentation peu élevée de la mosquée par les femmes en France, peut aussi s'expliquer par le manque de place, les mosquées ne réservant pas ou peu de locaux aux femmes.

2.2 Moralité religieuse et espaces publics

La moralité, liée à la religion notamment, semble aussi être une notion essentielle régissant l'organisation des liens sociaux et freinant la mobilité de certaines femmes dans l'espace public. Ainsi Rahmouna et Bintou me rappellent qu'elles préfèrent être chez elles, et que si elles n'ont pas besoin de sortir dehors, elles n'y vont pas. Il semble que pour certaines femmes, une exigence de discrétion est de mise dans l'espace public par conviction religieuse. Quelques femmes me font comprendre qu'il ne faut pas se faire remarquer, ni s'afficher au dehors, mais plutôt se fondre dans la masse en usant d'un code vestimentaire et une conduite « respectables » (habillement discret, foulard...). De plus, la mixité de l'espace public n'empêche pas qu'en pratique, certaines femmes ne souhaitent pas se mélanger. La moralité religieuse implique donc une différence de pratique de l'espace public.

Mais je suis quelqu'un qui ne sort pas beaucoup, je préfère rester au calme chez moi. Je ne sors pas beaucoup. Mais les parcs, c'est par rapport au travail, c'est pour les enfants, sinon, moi je n'irai pas, je n'irai pas au parc toute seule. Je préfère rester chez moi, tranquille, devant la télé. Et, puis dans ma religion on n'a pas le droit nous les femmes de s'asseoir toutes seules avec les hommes. C'est par rapport à la religion musulmane. Si je n'ai pas les enfants, je peux aller au parc mais je n'en ai pas envie. Et, aller jouer aux dames dans le square, non, c'est pas possible, je suis musulmane et très croyante, on reste dans les jeux d'enfants. (Bintou, Malienne, arrivée en France en 1986).

C'est ainsi que lors d'un cours, mon collègue formateur avait apporté un gâteau pour fêter son anniversaire. Alors que toutes les femmes du groupe le remercient en lui faisant la bise. Rahmouna me fait comprendre par un signe de tête qu'il n'est pas possible pour elle de l'embrasser. Elle lui souhaite donc oralement « un bon anniversaire ».

Un autre exemple m'avait également interrogée lors de la fête de fin d'année du Centre Social où toutes les femmes des différents groupes de formation linguistique étaient conviées. Cet exemple peut donner à comprendre comment la morale religieuse peut jouer sur les comportements en présence d'hommes dans l'espace public. Alors que certaines femmes mettaient de la musique, et commençaient à danser, d'autres restaient sur leurs chaises dans un coin de la salle. Je m'étais alors rapprochée de Rahmouna, afin de l'inviter à danser avec moi. Elle m'expliqua que si elles et ses autres femmes ne dansaient pas, c'était parce qu'il y avait des hommes et qu'en leurs présences, elles ne pouvaient pas danser et s'amuser. J'insistais un petit peu - la connaissant bien à présent, je pouvais me permettre d'insister – mais c'était peine perdue. Elle tenta donc de m'expliquer que « *depuis son voyage à la Mecque, elle ne peut pas* » et ne peut donc pas danser en présence d'hommes. Cependant, elle nota que s'il n'y avait que des femmes, elle pourrait danser sans problème, « *même en mini-jupe* ». L'exemple de Rahmouna, femme résidente de la Goutte d'Or, très croyante, montre combien la religion qui est très importante pour elle, peut influencer la manière de se présenter et comporter en public.

2.3 Mobilité et sentiment d'insécurité, un espace-temps particulier, la nuit

La mobilité est selon Jacqueline Coutras « *un moyen qui permet au mieux de profiter des bienfaits de la ville, devenant ainsi une des conditions fondamentales de l'insertion sociale des personnes, et donc un critère de discrimination sociale, voir d'exclusion* » (Coutras, 1993, p. 163). Marylène Lieber note dans son étude *Genre, violences et espaces publics* (Lieber, 2008) que la vulnérabilité des femmes est souvent donnée comme allant de soit, pourtant cette vulnérabilité n'a rien d'évident. Elle cherche ainsi à déconstruire ce caractère d'évidence. En effet, les taux de *victimation* dans les espaces publics concernant les femmes sont relativement faibles, alors elle s'interroge sur les raisons de cette peur chez les femmes. Hommes et femmes ont intériorisé l'idée que les femmes étaient plus vulnérables dans les espaces publics, des « *victimes potentielles* ». Ainsi selon les femmes résidentes de la Goutte d'Or, elles doivent faire attention et encore plus fortement dans certains espace-temps comme la nuit.

« Le soir, je ne sors pas. Mes enfants, c'est pareil, quand ils rentrent après 20h, ils ne sortent pas jusqu'au lendemain. Moi, quand je travaille le soir, je suis dehors. Mais sinon, si je fais rien, si je ne travaille pas, je ne sors pas, je reste à la maison, on regarde la télé, c'est tout, je ne sors pas ». (Aida, Ivoirienne, arrivée en France en 2002)

« Mais, quelquefois, quand je suis invitée ou que je rentre à une heure ou deux, j'ai peur. Moi, ce qui me fait peur c'est les parkings, ça craint quelquefois, des bandes de voyous, ils vous assomment ou vous tuent pour rien du tout ». (Amina, Algérienne, arrivée en France en 1987)

Dans certains lieux ou à certaines heures « elles ne se sentent pas à leur place » et pour reprendre le vocabulaire d'Erving Goffman sont en « situation d'alarme » (Goffman, 1973), faisant ainsi attention aux infractions aux règles de coprésence et évitent les situations qu'ils leur semblent « dangereuses » (peurs des petites rues pas éclairées, des parkings...). La majorité des femmes interrogées affirment ainsi ne pas sortir le soir, évitant de quitter leur logement après une certaine heure.

2.4 Mobilité et peur des contrôles d'identité **Ou l'espace privé comme refuge...**



Photo n°15 : Patrouille de police au Métro Château-Rouge (prise par Laetitia Brisard)

On peut également noter une certaine vulnérabilité des femmes migrantes en situation irrégulière. De ce fait, certaines d'entre elles n'osent pas sortir par peur des contrôles policiers sur un territoire qu'elles ne connaissent pas très bien. Au départ, elles considèrent les sorties et « le dehors » en général comme dangereux, limitant leurs déplacements au strict nécessaire.

Etre en « situation irrégulière » en ville, avoir le statut juridique de clandestin complique les sorties en extérieur et l'insertion dans la ville. Ainsi, elles ne connaissent pas bien

leurs droits, ne les font pas valoir et éprouvent donc nombreuses difficultés administratives, sociales et économiques (elles ne connaissent pas les structures, les dispositifs existants) et gardent souvent le silence sur leurs situations (difficultés pour trouver un logement, un emploi, travail précaire, non-déclaré, mal-payé...).

En conséquence, elles ne se sentent pas en confiance vis-à-vis des institutions et même des associations. Lors des inscriptions en début d'année à l'association Accueil Goutte d'Or, certaines n'osent pas dire qu'elles sont sans papier. Elles ont besoin d'être rassurées par les associations.

Ces contrôles et surtout la peur de ces contrôles limitent les déplacements et engendrent une angoisse constante, et comme le souligne Aïda (Ivoirienne, arrivée en France en 2002) un « *manque de légèreté* » dans les déplacements quotidiens. Cependant, d'autres femmes très mobiles ne souhaitent pas restreindre leurs déplacements pour une question de papiers. C'est le cas de Fatou (Ivoirienne), qui vit en France depuis 2008, sans papiers, et qui est partie pourtant en Italie voir de la famille. Ses amis s'inquiètent toujours de ses voyages. Or, elle note qu'elle n'a « *jamais été contrôlée et ne voit pas pourquoi cela changerait* ». Selon elle, les contrôles dans la rue toucheraient davantage les hommes migrants que les femmes. Malgré cette remarque, on ressent dans tous les entretiens un désir de normalité : avoir des papiers pour pouvoir circuler sans peur.

L'espace privé peut alors devenir un refuge, un espace dans lequel on se renferme pour fuir le dehors. Souvent durant les entretiens, elles expriment le plaisir qu'elles éprouvent à être chez elles ; l'espace privé est solidement approprié. L'espace urbain vécu est pour certaines d'entre elles principalement spatialisé à l'intérieur, dans l'espace privé, il peut parfois s'étendre à l'espace de proximité. Ainsi, le logement est plus qu'un abri, il exprime un peu de soi-même. C'est pourquoi, les difficultés que connaissent certaines femmes concernant des situations de logement peuvent jouer sur leur accès à la ville. Nicolas Puig, reprenant des propos de De Certeau montre que le logement est un lieu à partir duquel « *il est possible de capitaliser, de se projeter, et dans l'espace, et dans l'avenir ...* (Puig, 2013, p. 252). Avoir un logement propre (ne pas vivre chez les autres, ne pas être à l'hôtel...) et décent est par conséquent « *la base à partir de laquelle se construisent les relations avec les extériorités : c'est de "là" que se déploient les mobilités et l'aisance ou la capacité à se maintenir dans l'espace des autres et dans les espaces publics* » (Puig, 2013, p. 252).

2.5 La peur de se perdre...



Photos n°16-17 : Photos tirées du court métrage *Taxi Wala* de Lola Frederich

La projection du court-métrage (*Taxi Wala* de Lola Frederich) a permis d'aborder un sujet qui pouvait directement toucher les participantes de l'ASL ; il a reçu un écho particulier, permettant ainsi de lancer le débat. Ce court-métrage raconte l'histoire d'une femme qui monte dans un taxi, elle lui donne une adresse mal-écrite sur un papier. Arrivé à l'adresse indiquée, le chauffeur de taxi se rend compte que le lieu indiqué n'existe plus. Le chauffeur reconduit alors la femme au point de départ, seulement il se rend compte petit à petit que la femme est complètement perdue et paniquée ; incapable de se retrouver et de rentrer chez elle, elle ne veut plus descendre du taxi. S'en suit une balade dans les différentes rues de la Goutte

d'Or à la recherche d'indices permettant à la femme de se repérer et de retrouver son logement. La seule chose qu'elle peut dire au chauffeur de taxi, c'est que de chez elle, elle voit passer les trains. Face à ce chauffeur de taxi (celui qui semble connaître la ville) et cette femme étrangère (celle qui est perdue dans la ville), la situation nous apparaît comme tendue et inextricable. Après des heures passées dans les rues du 18^{ème} arrondissement à chercher en vain où elle peut vivre, le chauffeur de taxi la laisse repartir seule, elle s'enfonce dans la foule pendant qu'il la regarde songeur s'éloigner.

Durant la projection, nous avons du mal à obtenir le silence, les commentaires et les rires fusent. Elles reconnaissent les lieux, se « moquent » de cette femme perdue. A la fin du film, une des femmes exprime combien ce film raconte la réalité de nombreuses personnes du quartier, en nous racontant sa propre expérience. Il a suffi d'une fiction (s'inspirant de la réalité) pour que chacune d'entre elles désire prendre la parole pour raconter leurs premières peurs (de se perdre) dans la ville et le quartier. Chacune a une histoire à relater ; elles se racontent à leur arrivée quand elles se perdaient dans le métro ou content l'histoire de quelqu'un d'autre, une personne qu'elles connaissent qui s'est un jour perdue et leur a demandé de l'aide. Il paraît cependant plus facile de conter l'histoire des autres que de s'exposer soi-même.

Ainsi différents récits ont été racontés. Founé nous relate l'histoire d'un monsieur qui venait d'arriver en France, il avait trouvé un travail dans un autre quartier et devait prendre le métro pour s'y rendre. Or, il n'avait jamais pris le métro. On lui avait donc expliqué que s'il comptait les stations, il n'aurait pas de problème. Cependant la première fois, il ne les avait pas comptées, il avait trouvé une autre solution en se repérant avec la publicité des lignes du métro. A chaque trajet, quand il repérait la dite-publicité, il descendait. Sauf que la publicité a été enlevée et remplacée par une autre. Le monsieur s'est, par conséquent, perdu ne trouvant plus son repère visuel. C'est là que Founé l'a rencontré : « *le monsieur il a tout mélangé il ne savait plus où aller* » (Founé, Ivoirienne, arrivée en France en 2002). Cela faisait déjà huit heures qu'il était dans le métro et qu'il ne savait plus par où aller. Elle lui expliqua alors que les publicités changent régulièrement et lui recommanda de compter. Puis, elle le raccompagna à la Goutte d'Or. Founé a commencé par raconter l'histoire de ce monsieur, et par la suite, elle nous a avoué qu'elle aussi, une fois, elle s'était perdue :

« Au tout début, j'ai trouvé du travail, alors mon mari il m'a dit : " Tu regardes, bien", il m'a accompagnée deux fois et après il me dit : " Demain tu prends le métro toute seule, tu comptes et tu descends au 7eme arrêt, c'est facile". Le problème, c'est qu'une femme Ivoirienne est montée, on a parlé et j'ai oublié de compter. J'ai appelé mon mari, il m'a dit : " T'as pas compté, tu te débrouilles". Alors, j'ai commencé à pleurer ; dès qu'il a dit "Tu te débrouilles", j'ai commencé à pleurer. Il ne pouvait pas venir me chercher alors je me suis débrouillée. J'ai demandé à un monsieur de m'aider mais je ne me rappelais plus de ma station de métro. Heureusement le monsieur il connaissait, j'ai dit : " Il y le bus 65, 48 et 302 qui passent là-bas", il m'a dit : " Oui, c'est La Chapelle". J'ai dit : "Oui c'est ça". Et on y est allé ensemble. » (Founé, Ivoirienne, arrivée en France en 2002).

Elle conseilla donc aux autres participantes de ne pas parler avec les autres voyageurs, mais de rester concentrer sur son trajet, sur les stations de métro qui défilent.

Lors des entretiens, j'ai également abordé ce sujet. Sarou (Cambodgienne, arrivée en France en 1978) ne se déplaçait jamais sans sa fille, qui devait donc l'accompagner partout. Un jour, sa fille ne put pas l'accompagner, elle avait décidé donc de se rendre seule dans un atelier de couture pour aller chercher une fermeture éclair. Sa fille lui avait bien expliqué le chemin, il n'y avait pas de changement, elle devait prendre le métro à Château-Rouge et descendre cinq stations plus loin à Château d'Eau. Sarou se rappelle parfaitement de cette journée où elle avait décidé d'y aller seule :

« Parce qu'il y a beaucoup de gens, j'ai oublié de compter. Je suis allée jusqu'à St Denis. Et quand j'ai monté, je me dis : "C'est pas Château d'Eau, ici, c'est sûr, j'ai compté pourtant, ça fait cinq. Pourquoi ? Ce n'est pas ici que je veux venir. Et maintenant, je vais où, comment je descends dans le métro et pour aller où encore ?". Je redescends pour reprendre le métro dans la même direction, pour aller plus loin encore. Toute la journée vous savez, toute la journée, j'ai perdu. (...) Heureusement, il y a une femme cambodgienne, c'était ma chance là. Je suis partie le matin et jusqu'à 3h ou 4h l'après-midi, je n'ai pas mangé. C'était comme un tissu noir qui me couvrait la tête. Mais j'ai rencontré une femme, heureusement elle voulait m'aider, elle m'a dit de redescendre. Mais je ne voulais pas retourner dans le métro, pour aller où encore. Moi, je veux pas descendre. Alors, elle m'a amenée en voiture pour venir ici. (...) C'est pour cela que ma fille m'a dit d'apprendre le français. » (Sarou, Cambodgienne, arrivée en France en 1978)

Le visionnage du court-métrage a même amené les participantes à rédiger un article pour la gazette du Centre Social « *Conseils pour ne pas se perdre en ville* »¹⁸. A travers ces récits et cette rédaction, j'ai pu mettre en avant différentes stratégies mises en place par ces femmes afin d'éviter de se perdre dans les transports en commun telles que : apprendre son adresse et son numéro de téléphone par cœur ou les noter sur un papier que l'on a toujours avec soi, utiliser les lignes de métros « *qui parlent* », compter les stations de métros jusqu'à destination, ne pas hésiter à demander aux passants son chemin... Je reviendrai sur cette question de l'orientation dans le métro et des stratégies adoptées vis-à-vis des transports en commun dans le chapitre suivant. Il convient simplement de noter que « la peur de se perdre » peut entraver la mobilité. Il faut souvent un certain-temps avant de pouvoir sortir et entreprendre des déplacements seules.

2.6 Un oubli dans les mobilités : les espaces culturels de la Goutte d'Or

Les espaces culturels, nombreux sur le quartier, sont très peu fréquentés par les résidents du quartier ; en effet, la majorité des usagers de ces espaces viennent des autres quartiers. En effet malgré une volonté affichée d'attirer les résidents du quartier dans ces lieux, peu s'y rendent ou n'osent s'y rendre : ils n'y trouvent pas leur place ou pas une programmation qui les attire.

Ainsi, le Centre Fleury- Goutte-D'Or- Barbara, inauguré en 2008, est un centre musical de la ville de Paris; il est dédié aux musiques contemporaines et au soutien des jeunes

¹⁸ Voir Annexe « *Conseils pour ne pas se perdre en ville* »

talents. Il a notamment été créé pour valoriser le quartier après la célèbre phrase de Jacques Chirac sur « les bruits et les odeurs », mais n’y accueille que peu d’habitants du quartier. Les femmes avec qui j’ai pu faire ma recherche ne le connaissent d’ailleurs pas. C’est ainsi que nombreux espaces, tels que l’Institut des cultures de l’Islam, le Lavoir Modern (théâtre), et même dans une moindre mesure la bibliothèque du quartier (qui vient d’ouvrir ses portes en mai 2013 mais qui dispose de services intéressants, tels qu’un centre d’informations sur les métiers, l’emploi et la formation professionnelle) sont très peu investis par la population du quartier.

Chapitre 3 : Le Jeu de l’appropriation des espaces au quotidien

Les trajets, les déplacements urbains à pied, en métro ou autres transports en commun nécessitent l’apprentissage du fonctionnement de la ville, des systèmes de transports, ainsi que la capacité à déchiffrer son environnement (repérage dans l’espace et le temps). Nous avons ainsi mis en place un atelier socio-linguistique (ASL) sur le thème « Ma ville- mon quartier » qui cherchait, entre autres, à améliorer l’accessibilité et la mobilité en travaillant sur l’organisation des lieux (travail du plan du quartier, de la ville, du métro...) afin de construire une vision de l’ensemble urbain.

Comment entre t-on dans la mobilité ? Et, parfois même dans la sur-mobilité ?

Pour ce faire, j’aborderai deux chapitres consécutifs. Le premier consistera à présenter l’apprentissage de la mobilité à travers différents points d’analyse qui ont fait l’objet de sessions de travail durant l’atelier « Ma ville- mon quartier » (le déplacement dans le métro, la lecture de la carte, l’achat de tickets à l’automate...). Puis, dans une seconde partie, je mettrai en avant comment le profil et les situations difficiles vécues par certaines femmes poussent à la mobilité, voir à la sur-mobilité.

1. L’apprentissage de la mobilité

Le point suivant rendra compte du travail d’atelier mis en place : le travail sur le plan de métro, la carte, l’itinéraire ou encore les machines automatiques (pour l’achat de tickets de métro) fut un premier ensemble d’exercices que je vais présenter ici. Cet atelier me permet dans un second temps d’aborder leur degré d’autonomie dans l’espace urbain et les stratégies qu’elles peuvent mettre en œuvre pour prendre prise sur l’espace de la ville, hors du quartier de résidence.

1.1 Première appréhension du plan.

Nous avons commencé notre travail par l’observation d’une carte simplifiée de la Goutte d’Or (carte très schématique avec les grandes rues, le square *Léon* et les métros). Il fut très difficile pour les participantes de comprendre le fonctionnement d’un plan simple. Elles ont tout d’abord essayé d’identifier le document :

« De quoi s’agit-il ? »

- *Un plan.*
- *Oui. Mais, un plan de quoi ?*
- *Du métro.*
- *Vous êtes sûres ?*
- *Non ce n'est pas le métro.*
- *Alors de quoi s'agit-il ? (long silence) Que voit-on ? (long silence de nouveau). A quoi correspondent les trois « M » sur la carte. Marcadet, Château Rouge et Barbès ?*
- *Le métro.*
- *Oui, donc il s'agit de quoi. Donc, c'est une carte de quoi ?*
- *Du quartier.*
- *Quel quartier ? (...) » (Premier cours sur le plan, 19 novembre 2012)*

La première prise en main de la carte est difficile, il y avait beaucoup de silences et de blancs. Nous avons tenté de repérer les rues principales, les différents métros, le square Léon (de couleur verte)... Puis, nous leur demandions d'identifier la localisation de leur logement, c'est-à-dire la rue où elles vivaient. L'exercice était alors trop difficile, aucune des participantes n'a pu trouver sa rue. Certaines ne connaissaient pas la graphie de leur adresse et d'autres ne comprenaient pas comment retrouver une rue sur le plan.

La lecture d'une carte et d'un plan de métro nécessite de nombreuses connaissances ; telles que les connaissances de l'alphabet et l'ordre alphabétique pour retrouver une station de métro dans un index. Il est également nécessaire de comprendre le fonctionnement du tableau à double-entrée. A travers des exercices de classement alphabétique et le jeu de la bataille navale, nous avons tenté d'appréhender aux mieux la complexité du plan. Il nous a également fallu travailler sur le « vocabulaire de la rue et de la ville » afin de pouvoir identifier sur une carte les différents éléments tels que boulevard, rue, métro, bus, vélo...

Par la suite, nous avons effectué quelques sorties en extérieur afin de mettre en pratique ce que nous avions pu voir sur la lecture et l'utilisation d'une carte. La première des sorties que nous avons réalisée s'effectua dans le quartier. Nous nous sommes concentrés sur les alentours du square Léon. Il s'agissait alors de la première mise en pratique de ce que nous avions pu voir en cours sur la carte. L'exercice consistait à « *Écrire le nom des rues manquantes sur le plan* ». L'exercice fut très difficile, visualiser la réalité sur un plan est compliqué. Elles n'arrivaient plus à savoir où nous nous trouvions (pourtant la carte avait été très simplifiée). Elles ne savaient plus comment se repérer. Il est difficile de prendre conscience au préalable de leurs difficultés. Nous essayons avec l'autre formateur de leur montrer comment tenir la carte, comment la faire tourner au fil de l'itinéraire. Rien à faire, elles la remettent droite devant leurs yeux.

Lors d'une seconde sortie, dans les rues de la Goutte d'Or, l'exercice consistait à suivre un itinéraire tracé sur une carte. Elles conservaient toutes de nombreuses difficultés pour se repérer et s'orienter sur le plan. De retour dans la salle, elles ont retracé l'itinéraire que nous venions de parcourir. L'activité ne fut pas une réussite, cependant elle a mieux fonctionné pour quelques-unes d'entre elles que lors de la sortie précédente. Il faut noter que la saison, à savoir l'hiver, n'a pas facilité la mise en place de ces exercices. Les participantes n'avaient pas très envie de sortir et souhaitaient terminer rapidement les activités. Je ne suis

pas certaine, avec du recul, qu'elles comprenaient l'intérêt de l'exercice ; et par conséquent, l'intérêt de savoir lire une carte.

1.2 Se repérer dans le métro

Durant la première séance de notre atelier, nous avons tenté d'évaluer leurs besoins afin de mieux prévoir les séances et le programme de l'ASL à travers des questions comme : « *Quand tu vas faire tes courses, tu fais comment ?* » ou encore « *Quand tu vas au travail, tu fais comment ?* », ceci afin de mieux nous connecter avec leurs réalités et leurs expériences de la ville.

L'utilisateur du métro doit être habile et calculateur, il doit manier le temps et l'espace (Augé, 1986, p. 15) en trouvant l'itinéraire le plus adapté (temps le plus court, le moins de changements possible, éviter la station où il y a des escaliers ou éviter les trop nombreuses correspondances... L'élaboration d'un itinéraire demande une adroite réflexion qu'il n'est pas aisé de mettre en pratique au départ.

L'apprentissage des transports en commun est longue. Découvrir pour la première fois le métro peut inquiéter, surprendre, voir effrayer, il s'agit d'« *un bien étrange agencement, gigantesque jeu de société, labyrinthe aux innombrables issues, dispositif scénique, plutôt, mais démultiplié : plusieurs dizaines de plateaux en effet non seulement se répartissent en réseau sur toute l'étendue de la zone urbaine et périurbaine mais s'étagent sur plusieurs niveaux, envahis à intervalles réguliers par une foule plus ou moins compacte de figurants de tous ordres obéissant à quelque mystérieux metteur en scène, dieu architecte de cet univers souterrain* » (Augé, 1986, p. 91). Entrer sous terre pour se déplacer, la découverte des longs couloirs et des escaliers interminables parcourus par une foule pressée qui donne l'impression de maîtriser ce qu'ils font, les ascenseurs, les escalators, autant d'éléments qui aux premières prises de contact avec le métro ne rassurent pas :

« Le premier jour que j'ai vu le métro, je me suis dit que c'était trop dur, trop compliqué alors je ne souhaitais même pas le prendre. C'est trop difficile, je ne veux pas le prendre toute seule. Moi, je ne savais pas ce que c'était le métro. Les gens au pays, ils ne nous parlent pas du métro, franchement le métro ça m'a choquée. Les escalators aussi. L'ascenseur franchement je ne peux pas, je ne veux pas. » (Assiba, Malienne, arrivée en France en 2001)

Au départ, certaines disent privilégier le bus, car elles ont l'impression d'avoir davantage prise sur l'espace. Le fait de voir, de pouvoir observer son trajet par la fenêtre du bus est un élément rassurant. L'obscurité du métro (pas de repère visuel sur l'extérieur) et l'avancée vers l'inconnu pouvaient angoisser certaines femmes qui privilégiaient ainsi les voyages en bus.

« Au départ, c'est la peur, on a peur de se perdre et de faire les correspondances. Dans mon pays, on n'a pas de transport souterrain. On a peur de se perdre, on se dit : « Par où je vais sortir ? Et de quel côté je vais y aller ? ». Et, à un moment donné, je me suis lancée, il est temps que je me débrouille seule ; je l'ai fait avec les gens, j'étais avec une voisine dans le 17^{ème} arrondissement, on était dans le

même immeuble. On faisait tout, ensemble, au départ. On est devenu les deux meilleures copines. Elle était là quelques années avant que j'arrivais. C'est une malienne, mais elle parlait français ; c'est elle qui m'a accompagnée dans mes démarches, elle a emmené ma fille à l'hôpital, m'a accompagnée pour l'amener à la PMI... Et un jour, je lui ai dit : « Je vais essayer de me débrouiller toute seule ». Au départ, j'ai fait le bus, c'est plus simple, on voit dehors, on voit le monde, on peut se repérer. Quand on reconnaît un endroit, on ne se perd plus après. Et puis, après je me suis lancée dans le métro, au début des petits trajets sans correspondance. Et puis, petit à petit, on y arrive. Maintenant je peux aller partout. » (Bintou, Malienne, arrivée en France en 1986)

Au départ, on se sort pas seule, on reste dans l'univers du logement puis dans le quartier. On se fait accompagner, on commence à aller plus loin, on observe comment celle qui nous accompagne se déplace, on regarde ses gestes. Doucement, on se fait initier par quelqu'un qui nous accompagne dans nos déplacements, nos démarches. Jusqu'au jour où la personne décide de prendre son autonomie - il n'est pas facile de devoir toujours dépendre de l'autre - et essaye de faire un premier trajet seule. Les premiers trajets dans le métro sont souvent de courte distance, quelques stations, sans changement. Puis avec le temps et l'expérience, on va plus loin, on effectue un changement, quelques changements pour enfin arriver à se déplacer sans difficultés en élaborant quelques stratégies.



Photo n°18 : ASL « Ma ville –Mon quartier » - Se repérer dans le métro (prise par Laetitia Brisard)

Le voyage efficace dans le métro nécessite cependant la connaissance du plan de métro, de son fonctionnement et de son utilisation très schématique, machinale et répétitive à travers l'apprentissage de sa langue, de son vocabulaire (« ligne », « direction », « changement », « correspondance ») et de ses codes (couleur, numéro...). La ville est écrite, le-la piéton-ne est stimulé-e perpétuellement par de nombreux signes alphabétiques qu'il – elle doit lire pour s'orienter, comprendre son environnement, déchiffrer une information (affiches, publicités, signalétiques, plans, devantures...). La barrière de la langue peut-

être un obstacle pour celui-celle qui ne sait pas lire, il-elle ne peut pas tirer parti des aides de lectures de l'environnement. Peut-on échapper à cet apprentissage du plan de métro ? Peut-on éviter sa lecture ?

A travers l'élaboration d'un jeu « *Voyage dans Paris* »¹⁹, nous avons abordé le fonctionnement du métro : les numéros de ligne, les couleurs, les directions et les correspondances. Lors de sorties au Musée du Louvre, à Beaubourg ou à la Tour Eiffel, nous essayons de leur faire établir le trajet à partir de la carte du métro. Ce travail m'a permis de

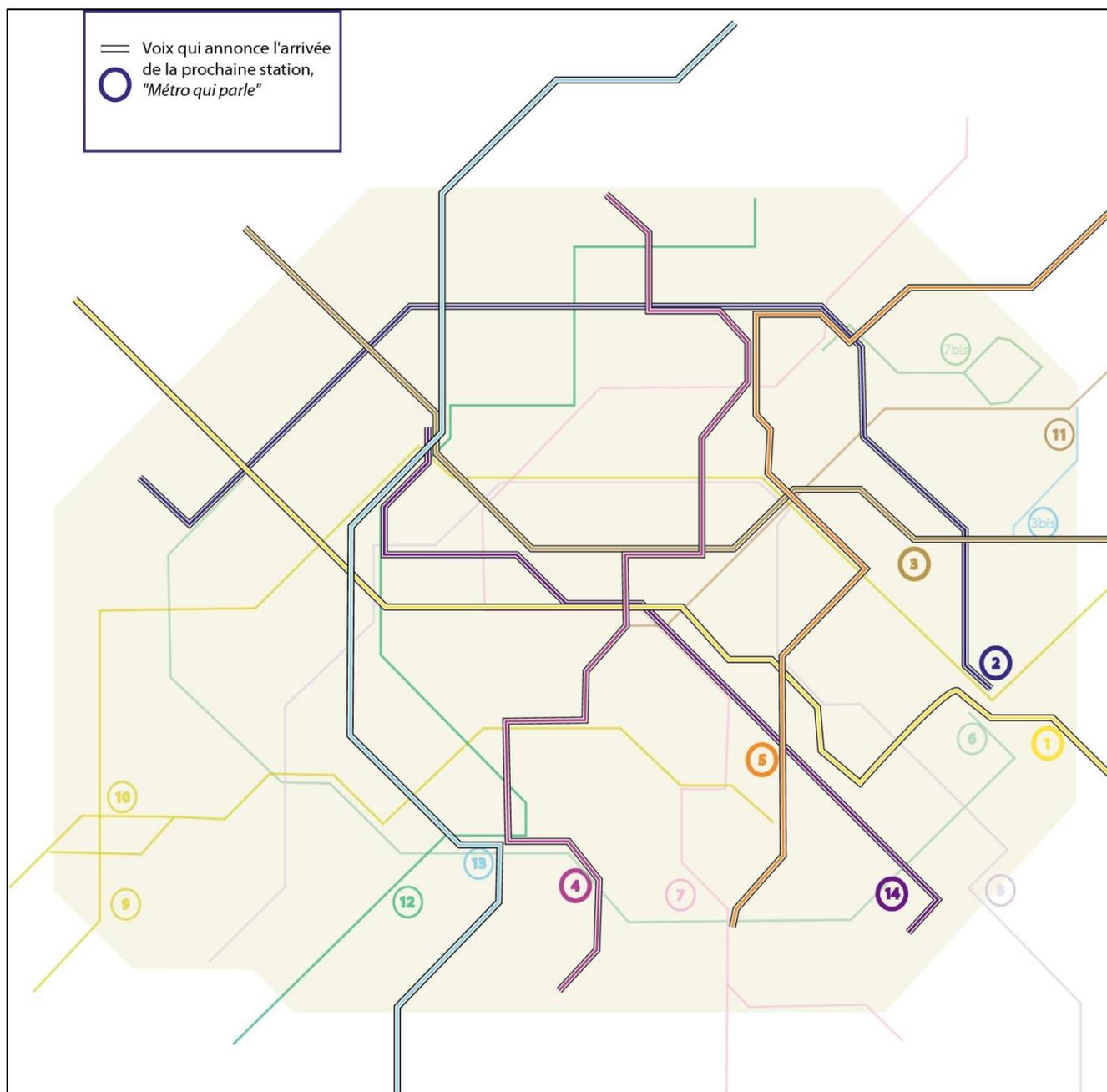
¹⁹ J'ai pu fabriquer ce jeu « *Voyage dans Paris* » dans le cadre de mon terrain: il demandait aux participantes d'être capables de retrouver une station de métro sur le plan (révision de l'index et du tableau à double-entrée) et d'élaborer un itinéraire (en trouvant le trajet le plus rapide).

mettre en avant leur manière d'utiliser le métro qui peut différer notamment de celui des usagers-ères sachant lire. En effet, nombreuses d'entre elles élaborent un itinéraire de tête sans même regarder le plan. Elles connaissent très bien certaines lignes de métro et l'enchaînement des stations. Elles ont ainsi pu élaborer un itinéraire lors de nos diverses sorties- le plus court et le plus pratique (trajets aux changements les plus courts avec les couloirs les moins longs et sans escalier) – sans regarder la carte, simplement de tête.

J'ai ainsi pu remarquer qu'elles connaissent certaines lignes par cœur - celles qu'elles empruntent régulièrement - et d'autres au contraire qu'elles ne connaissent pas du tout. En effet comme le note Marc Augé « *la majorité des parcours singuliers dans le métro sont quotidiens et obligatoires. On ne choisit pas de le garder en mémoire : on s'en imprègne* » (Augé, 1986, p. 16). Ainsi, certaines d'entre elles privilégient les lignes qu'elles connaissent. Il est donc intéressant de noter que certaines femmes très mobiles -qui empruntent le métro tous les jours- ne savent pas lire la carte du métro, mais connaissent pourtant très bien son fonctionnement et son langage. Elles apprennent le fonctionnement de certaines lignes par cœur et font ainsi fonctionner leur mémoire pour élaborer des trajets. Elles ont ainsi pas ou peu recours à la carte du métro.

D'autres affirment privilégier les lignes de métros « qui parlent ». En effet, quand certaines lignes de métro annoncent le nom de la station à venir, la concentration peut être amoindrie et le repérage dans ce grand nœud de communication souterrain en est de la sorte facilitée.

« Et puis quand le métro parle ça va, mais sinon c'est la galère, il faudrait que tous les métros soient comme cela, là ce serait bon. Les lignes 2 et 4 elles parlent, c'est bon. Les lignes 3 et 13 aussi. Le RER ça dépend. » (Fatou, Ivoirienne, arrivée en France en 2008).



Carte n°4: Lignes du métro ayant une voix qui annonce l'arrivée de la prochaine station (Réalisation : Laetitia Brisard)

D'autres femmes, plus rares à l'image de Rahmouna, ne fréquentent pas le métro, seules. Rahmouna, algérienne, est en France depuis plus de dix années, mais lorsqu'elle doit se déplacer pour les courses ou pour d'autres trajets « obligatoires », elle préfère y aller à pied ou prendre le bus. Il est vrai que l'expérience du métro et de la rencontre de l'autre est parfois difficile. Selon les stations et les heures de la journée, il arrive que certaines stations soient bondées, la foule s'entasse, dépassant le seuil respectable de la « proxémie ». A ces heures, nous faisons alors l'expérience d'autrui, de celui qui m'est étranger de très près. Ces

expériences sont difficiles pour certaines femmes, notamment à partir d'un certain âge où l'aire géographique paraît également plus réduite (Pennec, 2006, p. 51). C'est pourquoi, afin d'éviter une promiscuité trop importante, certaines femmes préfèrent utiliser le bus.

1.3 Achat de tickets de métro à l'automate

Les participantes ont, de plus, exprimé le désir d'apprendre à se servir d'une carte de métro toute seule sans avoir à demander leur chemin ou encore de savoir acheter un ticket à l'automate. Lorsqu'elles demandent un ticket de métro au guichet, les agents d'accueil de la RATP les renvoient souvent aux bornes automatiques, qu'elles ne savent pas utiliser.

« A la machine, je ne connais pas, moi je donne mon Navigo à la dame pour qu'elle me met le ticket, je lui dis un ou deux euros et elle me le fait. Mais cela ne marche pas à chaque fois, dès fois, elle me dit "Vas à la machine !". » (Fatou, Française, originaire du Mali, arrivée en France en 2003).

Durant l'un des cours, nous avons étudié le fonctionnement des automates du métro. Dans un premier temps, nous avons étudié les différents écrits qui apparaissent sur la machine, à partir d'une série de photos reprenant les différentes vignettes (consignes) dans l'ordre d'apparition sur l'automate (photos de l'écran). Il est intéressant de noter que toutes les machines ne se présentent pas de la même manière, il nous faut donc travailler sur les éléments que l'on retrouve à chaque fois. Puis, durant une séance, nous nous rendons à la machine afin d'effectuer un achat de tickets.

Auparavant, quand les agents d'accueil refusaient de leur vendre un ticket au guichet, elles n'hésitaient pas à solliciter l'aide des passant-e-s pour qu'ils-elles lui achètent un ticket à la machine automatique, à leur place.

A partir de ces différents modules sur l'apprentissage de la mobilité, à travers des exercices sur la carte et le métro, nous avons pu faire ressurgir leurs visions et leurs pratiques de la ville. Nous avons ainsi pu mettre en avant leurs difficultés face à un métro très codé et très écrit, et les stratégies qu'elles mettent en œuvre pour contourner ces difficultés : apprendre par cœur le fonctionnement du métro (ses lignes, ses arrêts et ses correspondances), utiliser les lignes de métro « qui parlent », compter les stations de métros, demander de l'aide...

2. Des situations qui poussent à la mobilité

2.1 Quand le mari ne peut plus tout gérer...

« Avant je restais à la maison, mais maintenant je fais tout, je n'ai pas le choix, il faut bien que j'y aille, mais je préfère aller au marché de Barbès le mercredi, le samedi il y a trop de monde et trop d'hommes. Le mercredi matin vers 11h c'est bien, il y a des femmes. Avant, c'était lui qui faisait les courses, maintenant je fais tout » (Rahmouna, Algérienne, arrivée en France en 2000, souvenir d'une balade au marché de Barbès, janvier 2013).

J'ai, à plusieurs reprises, dans cette seconde partie, parlé de Rahmouna, avec qui j'ai pu quelques fois sortir au marché le mercredi matin à la Goutte d'Or. Elle est arrivée en l'an 2000 pour rejoindre son mari mais ne savait pas si elle resterait définitivement en France. A son arrivée, elle ne sortait pas, elle restait à l'intérieur du logement (F4, au 3^{ème} étage). Son mari s'occupait de toutes les sorties en extérieur, même celles liées aux nécessités domestiques et familiales, faisant les courses, le marché... Rahmouna ne sortait que très rarement et toujours en sa compagnie. Cependant celui-ci est tombé malade, il a eu un accident vasculaire cérébral et s'est retrouvé paralysée du côté droit. Cette situation a donc obligé Rahmouna à prendre les choses en main : faire les courses, le marché, aller chez le médecin... C'est ce malheureux accident qui a obligé Rahmouna à sortir dans l'espace du dehors et à vouloir apprendre le français en poussant la porte d'une association de son quartier. Cependant, à l'heure actuelle, elle sort toujours très peu, seulement par obligations et restent principalement dans son environnement proche (à savoir le supermarché du Boulevard Barbès et le marché Barbès...). Son espace urbain est encore restreint, elle ne fréquente pratiquement jamais seule les espaces hors du quartier. Ses parcours sont routiniers, elle emprunte toujours le même chemin pour se rendre au marché. Soucieuse de l'efficacité, elle ne s'éparpille pas dans l'espace public, elle marche d'un pas rapide ne laissant pas de place pour la flânerie.

2.2 Précarité du travail et intense pratique de l'espace urbain

L'inscription de ces femmes dans le marché de l'emploi – souvent précaire – multiplie leurs déplacements et accroît leur ancrage dans la ville. Le travail pousse les femmes à quitter l'environnement de proximité (la Goutte d'Or), induisant une inscription territoriale plus grande. Ainsi, les femmes, avec qui j'ai pu faire cette recherche, qui travaillaient (souvent comme agent de nettoyage dans les bureaux) possédaient une forte connaissance du réseau de transport : les déplacements étant une nécessité (liés au besoin de travailler), le métro n'était pas pour elles un problème, il faisait partie de leur quotidien et de leurs habitudes.

Il y a 16^{ème}, 15^{ème}, 7^{ème}, 1^{er} arrondissement. Je fais tout. (...) Ma journée commence à 5h. Je fais le ménage dans les bureaux, dans le 16^{ème}. A 7h30 je vais à Concorde. A 9h30, je suis dans le métro, ligne 9, pour aller à Pont de Sèvres. Après c'est St Lazare, et après Gabriel Péri. Et je finis dans le 12^{ème}. A 18h, je rentre à la maison. Ligne 2, ligne 9, ligne 12, ligne 4, ligne 13... Je connais tout le métro. Je dis à mes enfants : « Maman, elle connaît tout Paris, tous les jours elle fait le tour de tout Paris ». (Aïda, Ivoirienne, arrivée en France en 2002)

« Mais maintenant, je suis là, je suis obligée d'être aussi un peu Parisienne. Moi aussi, je cours vite, je cours de gauche à droite le matin, donc je suis Parisienne ». (Fatou, Ivoirienne, arrivée en France en 2008)

Il leur faut chercher l'adresse des différents lieux où elles sont envoyées pour faire le ménage, repérer le trajet, trouver l'itinéraire le plus rapide... Elles ont une pratique intensive de la ville et du métro.

Dans ce chapitre, j'ai cherché à montrer comment les femmes immigrées de la Goutte d'Or investissent l'espace du quartier et de la ville. J'ai ainsi mis en avant les connaissances qu'elles développent sur ces espaces, mais également comment elles mettent en œuvre des tactiques et des aptitudes afin de vivre l'espace et le maîtriser. On note une extrême variété des vécus et des perceptions liés aux profils variés des femmes résidentes de la Goutte d'Or (il n'existe pas un particularisme lié au genre).

Chapitre 4 : Pour un droit à la fabrique de la ville

S'approprier et comprendre l'espace urbain n'est pas une démarche aisée, démarche qui me semble d'ailleurs de plus en plus compliquée au fur et à mesure que j'essaie d'approfondir cette notion. L'espace urbain n'est pas un espace neutre à prendre comme une donnée objectivée. Il est à questionner, il faut le remettre en cause et l'interroger. Mon dernier chapitre cherche donc à poser des questions et à interroger d'autres problématiques nées de mon travail de mémoire en lien avec la fabrique de la ville à l'heure d'aujourd'hui. Je reviendrai sur le droit à la fabrique de la ville, et j'approfondirai de manière exploratoire certaines notions telles que l'« uniformisation » de l'espace public ou la participation des habitants dans les processus de participation en urbanisme.

Durant toute mon enquête, j'ai été habitée par la question suivante : Quelle place occupe les femmes résidentes de la Goutte d'Or dans l'espace urbain et la fabrique de la ville? Pour répondre à cette question, j'ai réfléchi aux différents modes d'« habiter » des femmes résidentes de la Goutte d'Or en mettant en avant leur vécu de l'espace. Il sera question dans ce dernier chapitre d'examiner et de réfléchir à d'autres manières de faire la ville.

Dans un premier temps, j'aborderai la place des initiatives « habitantes » dans l'espace public. À partir du concept de « stérilisation » de l'espace urbain, j'interrogerai les différentes normes (et les contournements de celles-ci) qui encadrent et conditionnent nos expériences urbaines ; la mise en œuvre de réglementations et de normes contribue à construire l'espace et à régir les pratiques spatiales des individus.

Dans un second temps, je reviendrai sur le « droit à la ville » d'Henri Lefebvre et le droit à la fabrique de la ville.

Enfin, dans un troisième temps, nous reviendrons sur le rôle des citoyens dans les décisions relatives à la gouvernance et à la gestion urbaine, et notamment leur place dans les instances de participation des projets urbains. Et, nous verrons qu'il ne s'agit pas d'être intégré à ces différents processus pour pouvoir participer à la fabrique de la ville.

1. « Des villes et des normes »²⁰ : entre uniformisation et contournement

Dans ce point, je vais interroger dans un premier temps l'uniformisation de l'espace par les normes et les réglementations juridiques, urbanistiques et politiques. Je définis ici la

²⁰ « Des villes et des normes : regards croisés » fut une journée d'étude organisée le 24 janvier 2013 par des jeunes chercheurs de l'Institut d'Urbanisme de Paris autour de questionnements interdisciplinaires sur les normes au regard des pratiques et des formes de production de la ville.

« norme » comme une référence, un modèle, c'est-à-dire une description - imposée par un groupe à ses membres - de ce qui devrait et doit être. Puis, dans un second temps, je tenterai de mettre en avant les résistances face à ces normes et ces réglementations établies. J'aborderai les contournements élaborés par les résidents du quartier de la Goutte d'Or – contournements qui participent aussi à la transformation de l'espace urbain.

1.1 Vers une stérilisation de l'espace public

La fabrique institutionnelle (choix politiques, urbanistiques, architecturaux) de la ville stérilise l'espace urbain et plus particulièrement les lieux publics tels que la rue. L'urbanisme réglementaire et la multiplication des règlements stérilisent l'espace et limitent les initiatives habitantes : stérilisation réglementaire, routière et résidentielle. Les rues doivent être propres et sûres ; pour ce faire, on interdit de marcher sur les pelouses, de pique-niquer, de camper, de faire un feu... Les routes sont partagées, sous la logique de « site propre » ; elles sont découpées, sectionnées afin de réserver à chaque mode de déplacement un espace. Ce cloisonnement répondrait au tout sécuritaire. Les jeux d'enfants sont standardisés et interdits sans la surveillance de leurs parents... Cette sécurisation de l'espace à outrance infantilise et limite les actions des citoyens. « *On constate que c'est au nom de l'harmonie, de l'esthétique, de l'hygiène, de la sécurité, de la tranquillité que ces règles ont été rédigées* » (Soulier, 2012, p. 28), Nicolas Soulier²¹ ajoute que « *les habitants sont réduits à l'inaction. L'habitat est figé. Il est stérilisé* » (Soulier, 2012, p. 311). Tout, ou presque, paraît interdit : apporter des modifications à l'aspect extérieur de sa maison, réaliser une extension ou une construction supplémentaire sans en faire au préalable la demande. Il est parfois même interdit, dans certaines résidences, d'encombrer son balcon, d'étendre son linge à la vue des autres ou d'y installer une parabole... Ainsi, Soulier dénonce dans un article *d'Alter-architectures Manifesto* : « *Dans le secret de vote intimité, dans les pièces qui sont invisibles depuis le dehors, vous pouvez faire ce que vous voulez. Toutefois si vous êtes locataires, il vous faudra restituer les lieux comme vous les avez trouvés, et toute modification demandera autorisation. Mieux vaut donc veiller à ne rien changer, sinon vous devrez remettre les lieux dans l'état initial.* » (Soulier, 2012, p. 13). Tout est contrôlé, on ne laisse ni la place à l'imprévu, ni au flou, et encore moins au spontané. Ce contrôle bloque les initiatives, et avant même les initiatives, les idées.

Ainsi, utiliser ou occuper l'espace devant chez soi est perçu en France comme non-réglementaire. Même s'approprier les parties communes de son immeuble semble parfois difficile ; les règlements de syndic (copropriété) refusent que l'on encombre les parties

²¹ Nicolas Soulier cherche donc d'autres manières de faire en prenant exemples dans des villes comme Brême, Fribourg, Londres, Amsterdam où les frontages sont utilisés et appropriés par les citoyens. Cependant, il est intéressant de noter que les exemples qu'il cite comme des expériences de villes réussies, se situent tous dans des quartiers de villes du nord de l'Europe. Aucun exemple n'est tiré des pays du sud. De plus, il ne fait que repousser la norme existante en proposant un cadre d'action pour les citoyens un peu plus large, cependant il reste restreint. Il s'agit de s'approprier le bas de chez soi et d'investir les lignes de frontage. Il ne fait donc que repousser et déplacer le tracé de la ligne. Cependant sont-ce les seuls espaces que les individus doivent se réapproprier ?

communes avec des objets personnels. La « stérilisation des frontages »²², c'est-à-dire des espaces entre le public et le privé, est, selon lui, liée à différents modes d'utilisation de ces espaces ; y garer sa voiture, y déposer ses poubelles, user d'une clôture (opaque ou végétale), ou de « verdure tampon » (la pelouse devant un immeuble) sont des processus plus ou moins subtils pour délimiter les espaces et ne « rien y faire ». De plus, la sécurisation de l'habitat - ou résidentialisation - à travers l'installation de digicodes, de grilles, d'espace verts tampons, ou de vidéosurveillance participe à ce mouvement de stérilisation de l'urbain.

Cette opposition française binaire entre le public et le privé, l'intérieur et l'extérieur, ce rapport particulier à l'espace de frontage a pu parfois surprendre certaines des femmes immigrées résidentes du quartier, à l'image d'Assiba qui, à son arrivée en France, ne comprenait pas ce cantonnement dans l'espace privé :

« Au niveau de la maison aussi, c'est différent. Par exemple, je ne savais pas qu'on était enfermé chacun dans sa maison » ((Assiba, Malienne, arrivée en France en 2001).

« Selon les langues, les cultures, les époques, les sexes et les âges, le sens de certains mots comme « public », « privé », « intimité », « commun » et « collectif »... se modifie profondément, ce qui du coup joue sur les relations et surtout détermine en partie les usages » (Paquot, 2006, p. 46). Il semblerait qu'en France les citoyens éprouvent certaines difficultés pour s'approprier les parties communes d'un immeuble ou l'espace public de manière prolongée.

Il y aurait ainsi une « bonne » et une « mauvaise » appropriation de l'espace, à l'image de l'habitant de la Goutte d'Or, loin d'être perçu comme le « bon habitant » de la « bonne ville ». La municipalité souhaite, ainsi, rompre avec l'appropriation actuelle des rues et des bas d'immeuble, par une série de mesures : présence policière renforcée, fermeture du square la nuit, changement de vocation pour les commerces de rez-de-chaussée (rachat des commerces dits « africains » pour faire des commerces et boutiques « de luxe »), multiplication des espaces culturels qui cherchent à attirer une population venant d'autres quartiers excluant les résidents de la Goutte d'Or (tels que le *centre musical Barbara* ou encore la réouverture du cinéma arts et essais *Le Louxor* qui par sa programmation et ses tarifs risquent d'exclure une fois de plus les résidents du quartier).

L'espace, en contraignant les comportements et les pratiques des individus, semble établir ce qui doit être perçu comme déviance (Becker, 1985, p. 31) et normalité, en définissant des « bons » et des « mauvais » usages des lieux, des « bons » et des « mauvais » usagers. J'entends par la *déviance* « le défaut d'obéissance aux normes du groupe. Quand on a décrit les normes qu'un groupe impose à ses membres, on peut décider avec une certaine précision si un individu a, ou non, transgressé celles-ci » (Becker, 1985, p. 31). L'espace engendre-t-il des processus d'exclusion et d'inclusion ? Ainsi la marginalisation de certaines populations par des catégorisations diverses (classe, genre, « race »), se transpose également dans l'espace : la stigmatisation de certaines populations engendrerait par la même occasion la stigmatisation de certains espaces.

²² J'entends ici par le « frontage » la délimitation entre le privé et le public. Il s'agit donc ici de l'utilisation par les citoyens des interfaces entre le public et le privé, le dedans et le dehors, le spontané et l'organisé.

La municipalité de Paris souhaite rompre avec toute une appropriation de l'espace considéré comme déviante, c'est-à-dire qui ne colle pas avec le « fonctionnement républicain de l'espace public ». Par cette expression, j'entends la volonté française de faire exister une opposition binaire entre le public et le privé. Les relations et les actions floues, intimes, prolongées, ou encore spontanées, n'ont pas leur place dans l'espace du dehors (public) et sont cantonnées à l'espace du dedans (privé). Il se traduit par conséquent par un investissement timide de la rue. Nous pouvons ainsi nous demander si c'est ce modèle républicain de l'espace public qui enferme les initiatives habitantes dans le domaine privé et qui, de surcroît, stigmatise tout investissement prolongé de l'espace public, poussant à l'inaction de ses citoyens ? Le quartier de la Goutte d'Or qui dispose d'un espace public largement investi par ses résidents et par une population venant de l'extérieur, est stigmatisé et perçu comme de plus en plus problématique ou dangereux. Cette uniformisation de l'espace public français tend donc à confisquer aux résidents l'espace public et à stigmatiser ceux qui l'investissent.

De plus, le quartier de la Goutte d'Or est traversé par une série de réglementations sociales et spatiales : des normes et réglementations juridiques, mais également urbanistiques et politiques qui souhaitent façonner l'espace et le « stériliser ». Cette réglementation contribue à construire l'espace et à régir les pratiques spatiales des individus de manière consciente ou non. Le quartier souffre, comme nous avons pu le voir précédemment, d'un matraquage systématique de la part des médias et des politiques. La mise en place de mesures politiques à répétition (Politique de la ville, Zone urbaine sensible, Zone de sécurité prioritaire...) permet de contrôler l'espace public et cristallise une image négative du quartier de la Goutte d'Or dans l'imaginaire des individus. Comme le note Joseph Isaac, « *on a suffisamment dit que l'élection d'une zone, d'un quartier ou d'un territoire au titre d'une politique réparatrice, conduit à en marquer la spécificité. Ce marqueur se transforme en stigmatisme tantôt négociable sur le marché de l'assistance sur lequel il fonctionne comme « agent des pauvres et institue la forme rhétorique des « récits du malheur », tantôt inadmissible et insultant pour des populations et des territoires qui aspirent à devenir quelconques, indifférenciés dans l'espace différencié de la ville et qui refusent leur "élection" et les effets du quartier prioritaire* » (Joseph, 2007, p. 275).

C'est dans ce cadre que même l'organisation d'un repas de quartier par un centre social peut s'avérer une entreprise complexe : il faut demander plusieurs autorisations, l'une auprès de la mairie concernée et l'autre auprès de la préfecture du département (ou préfecture de police). Même s'il s'agit à la Goutte d'Or d'une action qui entre dans le cadre de la politique de la ville, il convient de monter un dossier qui détaille la nature de l'évènement en donnant le plus d'informations possibles (but, emplacement, nombre de personnes...). Cette réglementation ne facilite pas l'investissement du tout à chacun dans l'espace public. Ces évènements doivent donc être occasionnels, ils ne peuvent se décider spontanément car ils font appel à des démarches préalables.

Ces réflexions nous poussent à questionner ces normes et ces réglementations : organisent-elles ou désorganisent-elles les modes de vie et les expériences urbaines des individus ? Contribuent-elles à construire ou déconstruire la ville ? Comment sont-elles contournées ?

1.2. « Reprendre la rue »²³ - le contournement des normes et des réglementations

Les pratiques, les perceptions, les comportements, voire les discriminations sont aussi liés à ces normes et ces réglementations. Or, les individus n'obéissent et ne s'accrochent pas toujours aux règles qu'on leur impose, ils « *peuvent négocier, marchander, menacer, lutter* » (Hannerz, 1980, p. 135), ils ont la capacité de les contourner ou de les détourner. Les normes et les espaces urbains sont créés par différents acteurs institutionnels (professionnels, élus, « experts », techniciens...), mais aussi par les pratiques spatiales des individus. Il est intéressant de questionner les résistances et les contournements mis en place dans la fabrique de la ville et la redéfinition des normes.

Comment les citoyen-ne-s et les habitant-e-s contribuent-ils aussi à façonner la ville ? Les pratiques quotidiennes ou occasionnelles de l'espace permettent de reproduire, de légitimer les normes ou au contraire de les contourner, voire de les remettre en cause. Les expériences individuelles et collectives prennent place dans l'espace urbain normé et participent à la fabrique de la ville. Comme nous l'avons montré tout au long de ce mémoire de recherche, les femmes résidentes immigrées de la Goutte d'Or participent à la fabrique de la ville par leur vécu de l'espace : elles concourent par leurs pratiques, leurs tactiques, leurs perceptions à l'élaboration de nouvelles normes spatiales.

A la Goutte d'Or, malgré les réglementations et les changements imposés dans le cadre de la rénovation urbaine qui induisent nombreuses « perturbations » des lieux, les individus font évoluer les normes en inventant leurs propres réalités de l'espace. L'occupation de l'espace public est perçue par les médias et les politiques publiques comme problématique (Danic, 2011, p. 45). Même s'il semble difficile pour les adolescents de s'arrêter longuement dans certains espaces de la Goutte d'Or où ils sont enjoins à circuler, des rassemblements de jeunes sont observables dans différents espaces tout au long de la journée (allée centrale du square Léon, terrain de jeux, rue de la Goutte d'Or...). Ils s'y rassemblent pour discuter, observer « ce qui se passe », passer le temps, faire une partie de football. Un jour où je quitte le centre social pour rentrer chez moi, je passe devant une voiture de police garée devant le square. Au même moment, un jeune adolescent qui passe devant cette même voiture me dit avec un sourire narquois : « *Ils doivent être gais, c'est pas possible, ils me regardent tout le temps ceux-là* ». Un jeu de provocation semble parfois régir les rapports entre les policiers et les jeunes du quartier (note journal de terrain, le 19 mars 2013). Ces rassemblements de jeunes adolescents participent au renouvellement des normes et de l'espace public.

Les vendeurs à la sauvette, du boulevard Barbès ou de la rue Poulet, qui investissent habilement l'espace sous le regard d'une police omniprésente, sont une autre forme de contournement des normes qui font évoluer l'image de l'espace public. Malgré la fermeté des mesures mises en place par les pouvoirs publics et des repréailles quotidiennes (patrouille de la police), le commerce à la sauvette reste très fort, notamment dans la rue Dejean.

Par ces transgressions des normes de l'espace public, les résidents, les habitants, les citoyens et notamment les citoyens immigrés participent à la fabrique de la ville, ainsi qu'aux transformations urbaines et sociales.

²³ « *Reprendre la rue* » est une expression reprise d'Isaac Joseph dans son ouvrage *La ville sans qualité* (Joseph, 1998, p. 51).

2. Le droit à la fabrique de la ville.

Au sein du monde urbain, il est possible de mettre en avant des processus et des rapports d'inégalités spatiales et sociales ; les résidents de la ville n'ont pas tous le même accès et le même droit de s'approprier et de vivre l'espace urbain. Il semblerait ainsi que certains quartiers, tels le quartier de la Goutte d'Or, sont plus relégués face à ce droit fondamental qu'est le droit à la fabrique de la ville.

On note ainsi une « *mosaïque de petit monde qui se touche sans s'interpénétrer* » (Joseph, 2007, p. 255). Nous ne vivons pas tous la ville de la même manière, chacun vit dans des mondes certes contigus mais distincts. Prenons l'exemple de deux femmes résidentes de la Goutte d'Or, Aïda et Founé, qui chaque jour -deux heures le matin et deux heures le soir- effectuent des travaux de nettoyage dans des bureaux. Elles goûtent de loin à la vie urbaine du 16^{ème} ou 17^{ème} arrondissement de Paris, mais elles ne croisent ni ses travailleurs, ni les usagers de ces bureaux, car elles s'y rendant à des heures où ils ne sont plus ouverts. En faisant venir ces agents de nettoyage en dehors des heures d'ouvertures (la nuit ou le soir), on évite ainsi que deux mondes se croisent. Le nettoyage en journée est-il envisagé dans ces quartiers où l'on cherche à rendre invisible certains métiers et certains citadins stigmatisés ? Ainsi, « *l'examen des effets organisationnels des discriminants de rôle nous indique clairement que la ville est plus souple pour certains citadins que pour d'autres* » (Hannerz, 1980, p. 310).

Le droit à la fabrique de la ville ne concerne pas seulement le droit à la participation des habitants dans les processus de décision relatives à la gouvernance et à la gestion urbaine afin d'agir sur l'organisation et les conditions de vie urbaine ; il s'agit également du droit de vivre et de s'approprier l'espace urbain et ainsi, inconsciemment, de le construire, de le transformer et de le renouveler. Le rapport à la ville, sujet de mes entretiens à proprement parler, engendre à chaque fois des discussions sur les problèmes de papiers, de logement, de travail... Le droit à la fabrique de la ville démontre par conséquent la pluralité des domaines qu'il faut faire intervenir pour aborder sa définition dans toute sa complexité : droits au logement, à l'emploi, aux déplacements, aux services, à la culture, à la qualité urbaine, à la participation dans les projets urbains...

Il s'agit donc pour chaque résident-habitant de pouvoir non seulement conquérir le droit au logement, mais encore le droit à vivre dans des conditions de vie descentes. Des difficultés majeures sont rencontrées par les femmes résidentes du quartier qui vivent dans des conditions de logements difficiles (« promiscue », insalubre, exigüe, inconmode, humide...). Mais ce droit au logement ne suffit pas. Le droit à la fabrique de la ville s'attache également au droit de vivre la ville, de s'y déplacer sans crainte. Les conditions des « sans papiers », des « clandestins » se distinguent des « *autres immigrés par le déni dont leur existence est l'objet* » (Augé, 2012, p. 45) : circuler quant on est sans papier n'implique pas seulement de contourner les normes de l'espace mais également de contourner la loi. De plus, ces individus sans papiers travaillent sans être déclarés, il convient pour eux d'améliorer le droit au travail et le droit de se déplacer sans crainte – droit qui aujourd'hui dans une société de la mobilité est essentiel. Les femmes résidentes de la Goutte d'Or parlent notamment de « désir de normalité », à savoir vivre « comme tout monde ».

3. L'urbanisme peut-il être populaire ?²⁴ Les « *Savoirs citoyens dans la démocratie participative* »²⁵

L'urbanisme, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, reste souvent l'apanage d'« experts » et de « spécialistes ». Dans les projets urbains actuels, les dirigeants tentent de concéder une place aux habitants, à travers des politiques et des outils, tels que ceux de la « démocratie participative » et de la « concertation ». Mais quelle place occupent vraiment les habitants ? Comment sont-ils inclus dans le processus de fabrique urbaine ? Quelles sont leurs influences sur le devenir de leur espace de vie ? La participation ne se réalise souvent que dans des réunions où les élus, les experts et les techniciens n'ont aucune réelle écoute des résidents, lesquels disposent de nulle marge de manœuvre (Paquot, 2010, p. 107). La participation des habitants est aujourd'hui peu importante et a surtout lieu dans de microprojet.

Les habitants sont souvent perçus comme incompetents, voire ignorants, dès lors qu'on aborde des enjeux dépassant leurs intérêts dits « directs ». Cependant, il est important de rappeler qu'il n'y a pas un savoir de la ville mais des savoirs (techniques, quotidiens, profanes, usagers...), et également des non-savoirs qui sont tout autant importants. Quels savoirs faut-il mobiliser pour faire la ville ? Y aurait-il une hiérarchie des savoirs ? Héloïse Nez parle de « *savoirs citoyens* »²⁶ (Nez, 2011, p. 388-389), elle met en avant trois types de « *savoirs habitants* » mobilisés dans la mise en place de projets urbains qui peuvent se décliner en savoirs collectifs ou individuels : « *savoirs d'usage* », fondés sur la pratique et l'usage de l'espace, « *savoirs professionnels* », fondés sur une expertise technique et « *savoirs militants* », fondés sur les savoirs et savoir-faire politiques (Nez, 2011, p. 291) :

- Les « *savoirs d'usages* » sont souvent le seul savoir reconnu aux habitants et mobilisé dans l'urbanisme et notamment dans la gestion urbaine de proximité (GUP). S'appuyant sur l'expérience quotidienne de l'espace et sur leur pratique citadine, il correspond à « *la connaissance qu'a un individu ou un collectif de son environnement immédiat* » (Nez, 2011, p. 392).
- Les « *savoirs professionnels* » sont le réinvestissement des compétences techniques des individus ou des collectifs, compétences issues de leurs pratiques professionnelles ou associatives notamment.
- Les « *savoirs militants* » sont les expériences de militantismes politiques ou associatifs, il s'agit de savoirs et de savoir-faire politiques, tels que des savoirs pratiques sur les méthodes de débat et les formes de concertation...

²⁴ « *L'urbanisme peut-il être populaire ?* » est le titre donné à une discussion publique par *Perspectives Urbaines* le 17 octobre 2012.

²⁵ « *Savoirs citoyens dans la démocratie participative* » est le nom donné à l'intervention de la sociologue Héloïse Nez, maître de conférence à Tours, le 4 avril 2013, à l'association Accueil Goutte d'Or lors d'une soirée réflexions sur le thème de l'éducation populaire.

²⁶ Héloïse Nez définit les « *savoirs citoyens* » comme « *l'ensemble des connaissances, des expériences et des techniques, c'est-à-dire non seulement les ressources cognitives (savoirs au sens strict) mais aussi les habiletés pratiques (savoir-faire), que peut mobiliser un acteur qui ne dispose ni d'un statut d'élu, ni d'un statut de professionnel lorsqu'il intervient dans les dispositifs participatifs* » (Nez, 2011, p. 389).

Ces trois formes de « savoirs citoyens » ne sont pas mobilisés au même titre ; ils sont instrumentalisés par les élus qui enferment les individus dans la seule maîtrise des « *savoirs d'usage* » afin de légitimer leurs politiques et éviter les conflits et recours en contentieux. Les pouvoirs publics ne prennent en compte trop souvent les paroles habitantes que lorsqu'elles concordent avec les perspectives du projet dans lequel elles s'inscrivent. Il est aussi intéressant de noter que l'intégration des habitants dans les instances de participation ne démarre pas dès la conception des projets, mais arrive dans un second temps. Les autres savoirs « professionnels » et « militants » sont alors davantage imposés par les habitants, ils ne sont pas sollicités mais revendiqués. Il y aurait ainsi, pour reprendre les termes d'Héloïse Nez, des « *savoirs sollicités* », des « *savoirs revendiqués* » et des « *savoirs déniés* » (Nez, 2011, p. 399).

Quels types d'habitants participent à la fabrique de la ville ? Et osent intervenir dans les dispositifs de participation, dans les décisions relatives à la gouvernance et à la gestion urbaine ? En effet, on peut noter des rapports d'inégalités au sein même de la mobilisation des « savoirs citoyens », notamment liés à la stigmatisation de certaines catégories de classe, de genre et d'ethnicité. Tous les intérêts ne sont pas représentés au regard de l'absence de certaines catégories de populations dans les instances de fabrication de la ville ou de l'incapacité de certains individus ou groupes à s'y faire entendre ou à y trouver leur place en leur sein. Les individus sont souvent oubliés, délaissés alors que « *le corps des citadins, c'est le capital le plus précieux de l'urbanisme* » rappelle Isaac Joseph (Joseph, 2007, p. 270). Les individus-résidents sont tous, au même titre, légitimes à voir et à penser la ville. Il semblerait pourtant qu'aujourd'hui certains citadins ou résidents soient considérés comme plus à même à participer et à réfléchir la construction de la ville que d'autres. Certains citadins sont ainsi victimes d'une marginalisation - marginalisation de leurs vécus de la ville, de leurs expériences et de leurs discours... - marginalisation liée à leur identité de genre, de classe, à leur appartenance ethnique ou encore à leur âge... Ainsi, à un certain type de population est réservé un certain type de rôle (Hannerz, 1980, p. 194). Sans les empêcher de participer aux différentes instances de participation urbaine, les femmes, les immigré-e-s, les jeunes, les ouvrier-ère-s (par exemple) sont, en général, absent-e-s ou sous-représenté-e-s. Nous pouvons donc noter une certaine homogénéité des participants où peu de résident-e-s – immigré-e-s se sentent inclus-es et légitimes de participer et d'intervenir (la prise de parole pouvant être perçue comme l'une des barrières ou difficultés).

Comment ces catégories de populations – dite « minoritaires » - peuvent-elles s'inscrire dans l'espace urbain et dans la fabrique de la ville, quand elles sont sans cesse rejetées de ces espaces ? Comme le note Nicolas Puig et Kamel Doraï, « *les migrants semblent ainsi se glisser dans la ville dans une relative indifférence ; ils n'ont que peu de prise sur les enjeux locaux, d'urbanisation ou de patrimonialisation par exemple, ni sur leurs conditions de travail. Et la constitution de lieux d'entre-soi, de "localité de sociabilité"(...)* » (Puig, Doraï, 2013, p. 21).

Pourtant, ces profils de citadin-e-s qui disposent d'un vécu particulier de la ville, pourraient être décisifs en ce qu'ils apportent un nouveau regard sur l'espace urbain. Il paraît notamment intéressant de se pencher sur l'expérience urbaine des « étranger-e-s », car leurs relations à la ville, à travers les ressources et les tactiques qu'ils-elles mettent en œuvre, participent à la fabrique de celle-ci. La connaissance des expériences urbaines des migrant-e-s

semble majeure pour comprendre les dynamiques urbaines actuelles. Il est intéressant d'analyser les différentes formes d'ancrage et d'appropriation de l'espace urbain, car les migrations « *permettent d'entrevoir une autre ville* » (Deboulet, 2012, p. 152). Ainsi, on gagnerait à écouter ces expériences car nos villes ne peuvent se faire suivant un modèle uniformisé ou un plan-type...

De plus, au-delà de leurs pratiques qui façonnent l'espace public, ces femmes résidentes-immigrées de la Goutte d'Or sont mobilisées sur de nombreux sujets qui participent également à la construction de la ville : logement, école, travail, santé... Fatou (Ivoirienne, arrivée en France en 2008) fait partie d'un groupe de femmes – sorte de tontine - qui finance à tour de rôle les projets des unes et des autres. Par le jeu d'une redistribution interne de l'épargne, elles se soutiennent, aident celles qui se trouvent dans le besoin ou participent à mettre sur pied leurs projets. Poussée par sa fille, Founé (Ivoirienne, arrivée en France en 2002), ne sachant ni lire, ni écrire, mais parlant bien le français, a été pendant un an déléguée des parents d'élèves dans l'école primaire du quartier. Elle a ainsi pu nous exposer durant un ASL consacré à l'école, le fonctionnement de la classe, de l'établissement, des réunions de parents d'élèves, de la cantine... De plus, la pétition que les femmes²⁷ ont pu formuler en fin d'année pour me « *garder l'an prochain* » montre qu'au-delà de leurs faiblesses linguistiques, elles peuvent s'engager sur des causes qui leur tiennent à cœur.

La ville peut apparaître comme un objet flou ; il semble peut-être plus facile de se mobiliser sur des sujets concrets qui touchent directement au quotidien et aux manières de vivre l'espace. Il me semble nécessaire que les acteurs institutionnels, les professionnel-le-s de la ville (urbanistes, architectes...), les associations et les centres sociaux reconnaissent et valorisent ce type d'action collective afin que tous les individus aient conscience de leurs savoirs et osent davantage s'investir dans les discussions et les projets de ville et de quartier (comme dans les projets des centres sociaux).

Ces actions et investissements (décrits précédemment) menés par des actrices souvent perçues comme « non investies » montrent combien la non-participation de certains individus est relative. Comme le note Elise Palomares et Aude Rabaud « *le caractère introuvable de la participation des habitants ("Les habitants ne sont pas là... ", "Regardez, personne ne se déplace, où sont les habitants ?") est régulièrement pointé et dénoncé par les organisateurs des actions de proximité qui y voient une attitude de désintérêt, de désengagement et de repli sur la sphère domestique* » (Palomares, Rabaud, 2006, p. 146). Cependant, n'y a-t-il pas un problème avec la mise en place d'une participation formelle, qui impose de se sentir concerné et impliqué ? Ne faudrait-il pas instaurer une autre manière de faire, loin des conseils de quartier, des consultations et des réunions-débats qui n'attirent qu'une minorité d'individus, souvent des hommes, retraités, « blancs », qui seuls se sentent aptes à venir y défendre leurs idées ou intérêts ? Ces réunions, organisées à l'initiative des municipalités, ne sont souvent que l'occasion de « *tâter le pouls de la population avant de s'engager dans une opération ou une politique qui pourrait s'annoncer conflictuelle* » (Garnier, 2003, p. 127). Elles indiquent

²⁷ Cette pétition a été réalisée par les femmes participantes de mon groupe d'ASL avec l'aide de leur mari (l'initiative et la rédaction leur appartient).

aux individus comment ils doivent participer et permettent de contrôler les éventuels revendications et mécontentements. On note ainsi un verrouillage des initiatives habitantes par cette institutionnalisation de la dite « participation ». Devons-nous formaliser et cadrer toutes les actions de participation ? Pourquoi les individus qui ne désirent pas participer à ces instances sont-ils blâmés, voire relégués du côté des "mauvais" habitants ? Il est important que chaque individu ait le choix de participer ou non. On ne peut pas pousser les individus à participer à ces instances souvent sans poids, certains résidents en n'ont ni l'envie ni le temps. Est-ce un mal de ne pas vouloir y prendre part ?

Il paraît donc essentiel de renouveler les manières « de faire » et « de vivre » la ville, en œuvrant davantage pour un « droit à la ville », au sens où chacun pourra s'approprier, vivre l'espace urbain et participer à la construction de la ville. Pour cela, il convient de remettre à plat les manières de faire et de trouver de nouvelles expériences pour revivifier le pouvoir d'agir des individus. Ainsi, Henri Lefebvre termine son ouvrage *La production de l'espace* en rappelant qu' : « *aujourd'hui (...), une transformation de la société suppose la possession et la gestion collective de l'espace, par intervention perpétuelle des "intéressés", avec leurs multiples intérêts : divers et même contradictoires. Donc la confrontation. Ce qui se fait jour à travers les problèmes dits de l' "environnement", non sans risque de détournement et de déviation. (...) Il s'agirait donc, à l'horizon, à la limite des possibles, de produire l'espace de l'espèce humaine, comme œuvre collective (générique) de cette espèce, à l'instar de ce qu'on nomma et nomme encore "l'art". Et qui n'a plus de sens à l'échelle de l' "objet" isolé, pour et par l'individuel* » (Lefebvre, 1974, p. 484). Il critique la manière de faire la ville aujourd'hui qui serait, selon lui, menée par le capitalisme : la ville devenant un produit et le traitement accordé aux usagers de l'espace urbain n'étant pas pris au sérieux, ni même respecté : « *L'usager comment le voit-il ? Comme ce personnage assez répugnant qui salit ce qu'on lui vend neuf et frais, qui détériore, qui abîme, qui accomplit par bonheur une fonction, celle de rendre inévitable le remplacement de la chose, de mener à bien l'obsolescence. Ce qui l'excuse à peine* » (Lefebvre, 1970, p. 248). Lefebvre milite pour « *la possession et la gestion collective de l'espace, par l'intervention perpétuelle des "intéressés"* », la ville doit devenir pour lui une « *œuvre collective* » (Lefebvre, 1974, p. 484). Les individus doivent avoir le droit (s'ils le souhaitent) à l'œuvre, c'est-à-dire à l'activité de participation en ayant accès au droit à la fabrique de la ville.

CONCLUSION PARTIE II

Dans cette partie, je souhaitais décrire la manière dont les femmes immigrées résidentes de la Goutte d'Or vivent l'espace urbain, celui de la ville et du quartier. L'objectif de cette partie a été triple :

Dans un premier chapitre, j'ai pu décrire cet espace-temps particulier qu'est *l'arrivée*. J'ai ainsi pu aborder les conditions de départ, « ce qui pousse à partir », les premiers souvenirs et les premiers pas dans la ville.

Dans un second chapitre, j'ai pu aborder l'espace vécu du quartier, à travers une description « multiple » des perceptions et des pratiques ordinaires des femmes résidentes immigrées de la Goutte d'Or. J'ai pu mettre en avant les différents interdits spatiaux - visibles ou invisibles - qui limitent leurs déplacements et leurs occupations de l'espace public. Enfin, j'ai décrit les différentes stratégies d'occupation permettant de contourner ces interdits et les normes spatiales de genre.

Puis, dans un troisième chapitre, j'ai questionné l'apprentissage de la mobilité à travers différents points d'analyse qui ont fait l'objet de sessions de travail durant l'atelier « Ma ville- mon quartier » (le déplacement dans le métro, la lecture de la carte, l'achat de tickets à l'automate...), en rappelant que certaines situations ou certains emplois précaires poussent à la mobilité, voir à la sur-mobilité.

Enfin, dans un dernier chapitre plus exploratoire, j'ai questionné l'espace et son appropriation en revenant sur la notion de *droit à la fabrique de la ville*. J'ai ainsi tenté de montrer combien l'espace public français n'était pas toujours l'espace du public : la rue se retrouvant souvent confisquée, il paraît difficile de bâtir ensemble l'espace.

Cette seconde partie s'est donc attachée à retranscrire au mieux le vécu des espaces urbains des femmes immigrées résidentes du quartier de la Goutte d'Or, en mettant en avant leurs tactiques, leurs difficultés et leurs ressources. Nous pouvons dans cette conclusion mettre en avant trois étapes dans la manière de prendre prise sur l'espace urbain :

1) Découverte et dépendance : dans les premiers temps (de l'arrivée), les femmes résidentes de la Goutte d'Or découvrent l'espace qui lui est encore étranger, elles restent dans un environnement restreint, celui du quartier, protecteur et familial. L'entrée dans la ville repose donc, dans un premier temps, sur des échanges de solidarités, d'informations qui permettent au-à la nouveau-velle venu-e de prendre ses repères dans cette ville qui lui est encore étrangère.

2) Apprentissage : puis, les femmes résidentes de la Goutte d'Or tentent de sortir de leur univers restreint pour apprivoiser un espace plus large, en sortant des limites du quartier (hors les murs). Avec l'aide de leurs réseaux (familiale, communauté...), elles prennent connaissance des normes locales, des manières de vivre et d'investir l'espace (déplacement, orientation...).

3) Autonomie et détournement : enfin, les femmes résidentes de la Goutte d'Or connaissent les différents interdits spatiaux et élaborent des tactiques d'occupation permettant de contourner ces interdits et de détourner les normes spatiales établies. Il est intéressant de noter combien ces femmes négocient habilement avec l'espace urbain pour contourner des interdits qui n'existent plus vraiment.

CONCLUSION GENERALE

Qui fait vraiment la ville ? La ville se construit bien souvent sans architectes, sans urbanistes, et autres experts. En effet, la ville ne s'édifie pas seulement par des opérations d'architecture et des grands projets urbains. Elle s'invente aussi et surtout au quotidien à travers les pratiques et les actions des usagers ; ce sont les activités ordinaires, les vécus, les pratiques des individus, des promeneurs qui font la ville aujourd'hui. Les pratiques et les perceptions des femmes immigrées résidentes de la Goutte d'Or participent, de ce fait, aussi à la fabrique de la ville ; leurs expériences spatiales ordinaires performant aussi l'espace et transforment progressivement le fonctionnement et l'imaginaire de l'espace urbain.

Dans ce travail de recherche de master 2, je cherchais à questionner la fabrique et le droit à la ville des femmes immigrées résidentes de la Goutte d'Or. A travers l'étude des modalités d'investissement et d'interaction ordinaire avec l'espace, je me suis donc interrogée sur la « **place** » qu'elles prennent dans la ville et dans la fabrique de celle-ci. Actrice de leur expérience urbaine, j'étudiais les tactiques, les ressources et les contournements mis en œuvre pas ces femmes pour prendre prise sur l'espace urbain au quotidien.

1. Validation des hypothèses

Trois hypothèses de travail ont pu être formulées au départ :

Hypothèses formulées au début de la recherche	Validation	Réponses aux hypothèses
L'espace social urbain est normatif, il participe à la constitution des normes, des interdits et des manières de vivre la ville. Ainsi, l'organisation de l'espace joue sur les pratiques et les perceptions des femmes immigrées résidentes du quartier. Cependant, ces dernières sont également créatrices de normes, en imposant leurs modes d'utilisation de l'espace. Elles ne font pas que subir les injonctions de l'espace urbain, elles sont aussi actrices de l'espace urbain et participent à sa fabrique.	Validée	En effet, même si l'espace est normatif, ces femmes peuvent contourner et même participer à performer de nouvelle manière d'investir l'espace. A travers les tactiques et les contournements qu'elles mettent en place, ces femmes génèrent d'autres manières d'investir l'espace, elles participent en ce sens à la fabrique de la ville et à la transformation (renouvellement) du fonctionnement des espaces publics. L'espace urbain n'est pas figé, il est en transformation permanente par ces négociations ordinaires de l'espace.
Malgré des tactiques de contournements, des interdits spatiaux limitent les marges de manœuvre et les déplacements de ces femmes.	Non validée	Il semblerait que les interdits spatiaux font tous l'objet de négociation : à partir de tactiques, de contournements, ces femmes savent négocier habilement avec l'espace urbain pour détourner des interdits qui n'existent plus vraiment.
L'espace urbain reproduit les inégalités sociales, liées à l'ethnicité, au genre, et à la classe, Même si ces catégories n'expliquent pas tout, elles sont des déterminants importants du rapport spatial et social à la ville et à sa fabrique.	Validée	L'espace urbain et sa fabrique ne s'offrent pas à tous de la même manière : les citoyens victimes de la stigmatisation de certaines catégories de classe, de genre et d'ethnicité, auraient plus de difficulté dans l'obtention d'un droit à la fabrique de la ville (obtention logement, circuler librement et sans crainte, jouir des espaces publics, obtention d'un travail...).

Tableau 1 - Bilan : Réponses aux hypothèses de départ

2. Résultats et apports de la recherche

Vers un projet de thèse...

Pour répondre à ces questionnements nombreux, il convient de rappeler les différentes étapes de ma démonstration, mon mémoire s'est composé de deux parties :

Dans une première partie, je suis revenue sur **différents éléments de présentation et d'explication de ma recherche**. Tout d'abord, j'ai examiné certaines notions clés de mon mémoire, tels que les concepts de *genre*, d'*ethnicité*, d'*espace*, de *droit à la ville*, ou encore de *fabrique de la ville*. Puis, j'ai pu présenter mon terrain d'étude, le quartier de la Goutte d'Or, ainsi que le profil des femmes immigrées résidentes du quartier avec qui j'ai pu bâtir cette recherche. Ce profil a été construit à partir de l'« identification de soi », j'ai ainsi pu mettre en avant leur manière de se présenter aux autres (autodéfinition). Mais, il a aussi été édifié à travers l'étude des catégorisations dont elles font l'objet au sein des institutions ou du Centre Social. Enfin pour terminer cette présentation de la recherche, j'ai pu exposer ma démarche et mes méthodes d'enquêtes, combinant notamment de l'observation participante (atelier photographique), différents types d'entretiens... Ce dernier point a aussi été l'occasion d'afficher mes difficultés et mes questionnements tout au long du travail de terrain. Conduire un terrain de recherche ethnographique au sein de l'association AGO a suscité nombreux questionnements, il m'a notamment permis de réfléchir à mon statut ambigu, c'est-à-dire à ma double place auprès de ces femmes au sein de l'enquête et dans mon engagement en tant que formatrice de français. J'ai tenté d'être la plus honnête avec ces femmes dans le rendu de ce travail en étant le plus possible attentive à leurs demandes de retour (qui n'étaient cependant guère présentes).

Dans une seconde partie, j'ai abordé **les pratiques et les perceptions de l'espace urbain par les femmes immigrées résidentes de la Goutte d'Or**. Il s'agissait donc d'interroger l'espace vécu au quotidien. Dans un premier temps, j'ai pu questionner l'espace-temps de l'arrivée et la manière dont ces femmes sont entrées dans la ville. J'ai pu mettre en avant combien le quartier est perçu comme un espace rassurant, à l'arrivée notamment. En abordant l'entrée dans la ville, nous avons pu questionner les premiers pas et l'entraide entre migrants.

Puis, j'ai présenté les pratiques spatiales ordinaires de ces femmes en examinant les interdits spatiaux et les différentes tactiques mises en place pour les contourner et ainsi faciliter leur rapport à la ville. Ces interdits peuvent être liés à leur identité genrée, à la moralité religieuse, au sentiment d'insécurité, et à différentes peurs (peurs de se perdre, peurs des contrôles d'identité...). Cependant, il est intéressant de noter que tous ces interdits sont finalement contournés par des tactiques qui leur permettent de prendre prise sur l'espace : tactiques de mobilité (compter les stations de métro, privilégier les lignes de métros qui parlent...), choix d'installation, motif de sortie, présentation de soi... En asseyant leur légitimité dans l'espace par ces contournements ou détournements, elles participent aussi à la construction de l'espace urbain. Ces interactions avec l'espace urbain participent à la fabrique de la ville : elles le transforment, le façonnent.

J'ai, par la suite, questionné l'apprentissage de la mobilité à partir de l'atelier ASL « *Ma ville – Mon quartier* » mis en place cette année. J'ai pu également montrer que certaines

situations de précarité poussaient à la sur-mobilité. Enfin, dans un dernier chapitre plus « expérimental », je suis revenue au concept de droit à la fabrique de la ville que j'ai questionné sous différents prismes, notamment celui de la « stérilisation » de l'espace urbain et de la « participation » des citoyens dans les instances de décisions et de gouvernances des projets urbains. J'ai pu faire surgir de multiples questions qui appellent à une poursuite de ce travail.

Par conséquent, ce travail met en avant la fabrication de la ville par les femmes résidentes de la Goutte d'Or ; transformant l'espace public par leurs pratiques, elles participent au renouvellement de l'image et au fonctionnement de l'espace urbain. L'objet de ce mémoire éclaire finalement sur les négociations spatiales entre les acteur-trice-s et les transformations permanentes que connaît l'espace urbain par les pratiques ordinaires de ceux qui le vivent.

La rédaction d'une conclusion à proprement parler n'aurait ici que peu de sens, dans la mesure où ce travail de master 2 doit être pensé comme le commencement d'un début de recherche. Nombreuses questions restent en suspens, des pistes sur la fabrique de la ville ont pu être ouvertes dans le dernier chapitre qui posent les jalons pour l'élaboration d'un projet de thèse. Je souhaiterais en effet poursuivre le travail engagé cette année à la Goutte d'Or sur cette notion de « droit à la ville ». Je souhaiterais prolonger cette réflexion sur les inégalités dans la ville en étudiant les vécus, les ressources et les difficultés (mobilité, besoins, accessibilité...) des résident-e-s immigré-e-s arrivés en France.

LISTE DES PHOTOS, DES CARTES ET DES BANDES SONORES

Liste des photos :

Photo n°1 : Taxi-Phone dans le quartier de la Goutte d'Or. Il est possible de lire : " <i>Appelez votre famille à bas prix partout dans le monde depuis votre mobile</i> " (prise par Laetitia Brisard).....	p 35
Photos n°2-3 : Commerces de la Goutte d'Or (prises par Laetitia Brisard).....	p 64
Photo n°4 : Boucherie de la Goutte d'Or où l'on peut lire en français ou en arabe le mot arabe " <i>halal</i> " (prise par Laetitia Brisard).....	p 64
Photos n°5-6 : Station de Métro Barbès-Rochechouart et boulevard Barbès (prise par Laetitia Brisard).....	p 68
Photo n°7 : Marché Barbès (prise par les participantes de l'atelier photographique).....	p 69
Photos n°8-9 : Marché Dejean (prises par les participantes de l'atelier photographique)...	p 70
Photo n°10 : Affiches dans la Goutte d'Or (prise par Laetitia Brisard).....	p 72
Photos n°11-12 : Ces photos cherchaient à montrer la "saleté" des rues à la Goutte d'Or (prises par les participantes de l'atelier photographique).....	p 75
Photos n°13-14 : Rassemblement d'hommes à la Goutte d'Or, un espace public masculin (prises par Laetitia Brisard).....	p 77
Photo n°15 : Patrouille de police au Métro Château-Rouge (prise par Laetitia Brisard)....	p 84
Photos n°16-17 : Photos tirées du court métrage <i>Taxi Wala</i> de Lola Frederich.....	p 85
Photo n°18 : ASL « Ma ville –Mon quartier » - Se repérer dans le métro (prise par Laetitia Brisard).....	p 91

Liste des cartes :

Carte n°1: Les différentes délimitations du quartier de la Goutte d'Or (Réalisation : Laetitia Brisard).....	p 22
Carte n°2 : Concentration de marqueurs de migrations et d'ailleurs dans le quartier de la Goutte d'Or (Réalisation : Laetitia Brisard).....	p 65
Carte n°3: Le square Léon, un espace genré (Réalisation Laetitia Brisard).....	p 81
Carte n°4: Lignes du métro ayant une voix qui annonce l'arrivée de la prochaine station (Réalisation : Laetitia Brisard).....	p 91

Liste des bandes sonores :

Bande son n°1 : Arrivée à la Goutte d'Or
Bande son n°2 : Brèves d'entretiens
Bande son n°3 : Atelier Photographique
Bande son n°4 : Balade dans les boutiques de la Goutte d'Or

SIGLES et ABREVIATIONS UTILISES

AGO : Accueil Goutte d'Or

ASL : Atelier sociolinguistique

APUR : Atelier parisien d'urbanisme

DILF : Diplôme initial de langue française

CDI : Contrat à durée déterminée

CDD : Contrat à durée indéterminée

CEDREF : Centre d'enseignement, de documentation et de recherche pour les études féministes

CNRS : Centre national de la recherche scientifique

CUCS : Contrat Urbain de Cohésion Sociale

DIM : Domaines d'intérêt majeur

HDR : Habilitation à diriger des recherches

INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

OQTF : obligation de quitter le territoire français

REP : Réseau d'Education Prioritaire

RAR : Réseau Ambition Réussite

RING : Réseau interuniversitaire et interdisciplinaire national sur le genre

RMI : Revenu Minimum d'Insertion

URMIS : Unité de Recherche Migrations et Société

ZSP : Zone de sécurité Prioritaire

ZUS : Zone Urbaine Sensible

GUP : Gestion Urbaine de Proximité

ANNEXES

Annexe n°1 : Grille d'entretien

Annexe n°2 : Tableau - Profil des femmes résidentes de la Goutte d'Or

Annexe n°3 : Retranscriptions d'une partie des entretiens

Annexe n°4 : Retranscription de l'atelier photographique

Annexe n°5 : Article de la Gazette

Annexe n°1 : Grille d'entretien

Dans le cadre de mon travail de mémoire, j'ai pu réaliser un guide d'entretien qui m'a permis de référencer les différentes thématiques à aborder. J'ai, par la suite, dans chaque thématique, décliné des questions à poser aux femmes résidentes de la Goutte d'Or qui n'ont pas toutes été posées ; elles pouvaient notamment servir de relance. Ce guide d'entretien n'était pas rigide, d'autres questions ont pu être formulées. De plus, il ne fut pas utilisé de manière linéaire, cependant il a eu l'utilité d'orienter, cadrer et relancer (en me rassurant) les discussions.

1. Identité – Itinéraire spatio-temporelle – Condition de logement

- Age
- Lieu de naissance
- Situation familiale et nombre d'enfants
- Emploi
- Raisons d'inscription au cours de français (alphabétisation).
- Adresse
- Type d'habitation et statut d'occupation
- Condition de vie actuelle : Quels sont les qualités et les défauts de votre logement ? Aimerez-vous déménager ? Pourquoi ?
- Mobilité dans le logement (différents lieux de résidences) : avez-vous toujours vécu dans ce logement ? à la Goutte d'Or ? Où étiez-vous avant ? Pourquoi être venue vivre à la Goutte d'Or ? Voudriez-vous vivre ailleurs ? Dans un autre quartier, un autre logement ? Pourquoi ?
- Arrivée en France/ Paris/ Goutte d'Or : depuis quand vivez-vous en France ? à Paris ?
- Vous sentez-vous bien, chez vous à Paris ? Vous sentez-vous parisienne ? Pourquoi ? Et à la Goutte d'Or ?
- Etes-vous encore en contact avec le pays ? Par quels moyens ?
- Où habitent vos amis ? Votre famille ? Allez-vous leur rendre visite régulièrement ?

2. L'arrivée en France / à Paris

- Comment imaginiez-vous la France avant de venir ?
- Comment s'est passée votre arrivée ? Comment êtes-vous venue ?
- Quelle a été votre première image de Paris ? Comment trouviez-vous Paris à votre arrivée ?
- Pouvez-vous me raconter votre arrivée à Paris ? à la Goutte d'Or ?
- Qu'est-ce qui vous a surpris/ étonné à votre arrivée ?
- Comment vous sentiez-vous ?
- Quel est votre plus bon / mauvais souvenir ?
- Aviez-vous le projet de repartir ? Quand vous êtes-vous dit que vous resterez en France ?
- Qu'est ce qui a été le plus dur au départ dans la ville ?
- Et maintenant « tout roule » ? Qu'est ce qui vous semble encore dur dans la ville ? dans Paris ?

3. Déplacements dans la ville

- Quel transport utilisez-vous pour vous déplacer ? Avez-vous un pass Navigo ? Achetez-vous des tickets ? Où les achetez-vous ?
- Quels sont les motifs de vos différents déplacements (course, travail, enfants...) ?
- Quel trajet faites-vous quotidiennement (pour rencontrer la famille, travail) ?

- Sortez-vous seule ? Partout ? à toute heure ?
- Comment faites-vous pour aller à Chatelet ?
- Comment faites-vous pour aller à Place d'Italie ?
- Vous connaissez les lignes de métro par cœur ?
- S'il y a une panne de métro, comment retrouvez-vous votre chemin ?
- Vous êtes-vous déjà perdue dans Paris ? Que s'est-il passé ?

4. Perceptions et expériences de vie à Paris et à la Goutte d'Or.

- Quels endroits préférez-vous à Paris ? Où aimez-vous aller à Paris ? Où n'aimez-vous pas aller (plaisir, peur, difficultés...) ?
- Sortez-vous le soir ?
- Pourquoi ? De quoi avez-vous peur ?
- Où aimez-vous aller à la Goutte d'Or ? Quels espaces fréquentez-vous le plus ?
- Trouvez-vous que le quartier à changer ? Pourquoi ?
- Quelle serait votre ville idéale, votre quartier idéal à Paris ?
- Quitteriez-vous Paris facilement ?

Annexe n°2 : Tableau - Profil des femmes résidentes de la Goutte d'Or

	âge	Origine	Religion	Situation	Date d'arrivée en France	Situation de famille	Niveau scolaire	Lieux de résidence	Statut de résidente	Trajectoire résidentielle	Situation professionnelle	Type de rencontre
Rahmou-na	54	Algérienne	musulmane	Régulière	2000	Mariée (vit avec la fille de sa sœur depuis avril 2013)	Non scolarisée au pays	Rue Laghouat	Locataire	Toujours été dans cet appartement de la Goutte d'Or	aucune	Usagère du centre (cours ASL)
Assiba	-	Maliennne	musulmane	Régulière	2001	Mariée (un enfant)	Non scolarisée au pays	Goutte d'or	Locataire	Dans le 92, puis Goutte d'Or	Vendeuse dans un magasin de la Goutte d'or	Usagère du centre (permanence social, ancienne des cours ASL)
Haïfa	52	algérienne	musulmane	Régulière	1992	Mariée (sans enfant)	Non scolarisée au pays	Rue Laghouat (Goutte d'Or)	Locataire	-	aucune	Usagère du centre (cours ASL)
Maria-mou	30	Guinéenne	musulmane	Régulière	2010	Mariée (un enfant)	Non scolarisée au pays	Rue de la Goutte d'Or (Goutte d'Or)	Locataire	-	aucune	Usagère du centre (cours ASL)
Comba	42	Sénégalaise	musulmane	Régulière	1994	Mariée (Six enfants)	Non scolarisée au pays	Rue Emile Duployé	Locataire	-	aucune	Usagère du centre (cours ASL)
Fatou	26	Française (originaire du Mali)	musulmane	Régulière	2003	Mariée (trois enfants)	Non scolarisée au pays	Rue Ordener	Locataire	-	aucune	Usagère du centre (cours ASL)

Founé	37	Ivoirienne	musulmane	régulière	2002	Mariée (2 enfants en France et un au pays)	Non scolarisée au pays	Rue Marx Dormoy	Locataire	-	ménage	Usagère du centre (cours ASL)
Abinaya	29	Sénégalaise	musulmane	régulière	2004	Mariée (trois enfants)	Non scolarisée au pays	Rue Chevalier de la barre	Locataire	-	aucune	Usagère du centre (cours ASL)
Amina	33	Marocaine	musulmane	Sans - papier	2009	Célibataire sans enfant	Non scolarisée au pays	Boulevard de la Chapelle	Locataire	-	Serveuse dans un café algérien	Usagère du centre (cours ASL)
Fatou	43	Ivoirienne	musulmane	Sans-papier	2008	Célibataire (un enfant au pays)	Non scolarisée au pays	Rue Marx Dormoy	Locataire	Drancy puis Paris (Marx Dormoy)	Ménage (au noir)	Usagère du centre (cours ASL)
Rima	31	Sénégalaise	musulmane	régulière	2009	Mariée (un enfant)	Non scolarisée au pays	Rue Labat	Locataire	-	aucune	Usagère du centre (cours ASL)
Khadija	-	Maliennne (née au Sénégal)	musulmane	régulière	1987	Mariée (enfants au pays et en France)	Non scolarisée au pays	Rue Polonceau	Locataire	Rue Myhra	Femme de chambre	Usagère du centre
Hawa	-	Guinéenne	-	Papier Italien (mais ne l'autorisant pas à travailler en France)	Février 2012 (passé un an en Italie)	Célibataire	Scolarisée	-	Vit chez quelqu'un	Italie	Cherche du travail au noir	Usagère du centre (cours ASL)
Sarou	63	Cambodgienne	-	Réfugiée	1978	Mariée	Non scolarisée au pays	Rue Doudeauville	Locataire	Foyer puis logement	Retraite (A travaillé dans des ateliers de couture)	Usagère du centre (cours ASL)

Amina	-	Algérienne	-	Régulière	1987 puis 1995	Mariée	Scolarisée	Rue Léon (?)	Locataire	Boulevard Ornano, rue Léon (?)	aucune	Usagère du centre (Accompagnement à la scolarité pour ses enfants)
Bintou	-	Maliennne	-	Régulière	1986	Mariée cinq enfants	Non scolarisée au pays	?	Locataire	Noisy- le- Grand, Paris 17 ^{ème} , Paris 18 ^{ème} (Rue Léon) : hébergée chez famille/amis	Ménage puis Assistante maternelle	Usagère du centre (cours ASL et permanence sociale)
Katio	-	Burkinabé (né en Côte d'Ivoire)	musulmane	Régulière	2006	Mariée	Peu scolarisée au pays (jusqu'au CM2)	Marx Dormoy	Locataire	Chez de la famille « squat », puis hôtels (par le Samu Social en IdF)	Ménage	Usagère du centre (Permanence sociale)
Lineda	-	Tunisienne	musulmane	Régulière	2009	Mariée (un enfant en Tunisie, un enfant en France	Peu scolarisée au pays	?	Locataire	-	aucune	Usagère du centre (cours ASL)
Aïda	-	Ivoirienne	-	Régulière	2002	Mariée Quatre enfants	Non scolarisée au pays	Rue Doudeauvil le	Squat (paie un dédommag ement au propriétaire)	Toujours été dans ce squat de la Goutte d'Or	Ménage	Usagère du centre (Permanence sociale, accompagnement à la scolarité pour ses enfants)

Annexe n°3 : Retranscriptions d'une partie des entretiens

Entretien n°1 -	Novembre et Décembre 2012	- Assiba
Entretien n°2-	21 Février 2013	- Fatou
Entretien n°3 -	21 Février 2013	- Khadija
Entretien n°4 -	8 Avril	- Bintou
Entretien n°5 -	12 Avril	- Lineda
Entretien n°6 -	12 Avril	- Sarou
Entretien n°7 -	19 Avril	- Aïda
Entretien n°8 -	22 Avril	- Amina
Entretien n°9 -	29 Avril	- Hawa
Entretien n°10 -	17 mai	- Katio

Entretien N°1 (Assiba)

Enregistré en Novembre et Décembre 2012 à l'association Accueil Goutte d'Or.

Cet entretien a été réalisé à deux dates différentes au cours des mois de novembre et décembre 2012 dans le cadre du cours d'Anthropologie visuelle.

« Avant de venir en France, dans mon pays je n'avais rien du tout, du tout. Donc, je suis venue en France, et je vais essayer d'être mieux. Je ne pense pas que c'était aussi dur au niveau des papiers, du logement, des hébergements, tout ça, je ne savais pas au début. Ma vie a changé par rapport à Bamako, ce n'est pas comme avant. Je suis venue en France en 2001, j'ai fait dix ans sans papiers avec mon mari, lui aussi onze ans. Avec mon fils aussi, il est à l'école en C.P, on n'avait pas les papiers pendant dix ans, on a vécu comme cela tous les trois, dix ans sans papiers c'est dur.

« Au pays, on ne parle que de la France »

Au pays je ne suis pas allée à l'école, c'est ici à l'AGO que j'ai appris, j'ai appris l'alphabétisation. Et tout ce qui est comme le courrier, trouver du travail, les papiers, j'ai passé le dilf²⁸, j'ai le diplôme. Pour moi, ça change ma vie par rapport au pays, c'est l'avantage de la France, c'est aussi ça. Si j'étais restée au pays, je ne serais pas allée à l'école, ça ça change ma vie. Même si c'était dur, qu'il y a eu des difficultés, ça change ma vie. On n'a rien là-bas.

Moi, il y avait un monsieur au pays qui voulait se marier avec moi, mais moi je ne voulais pas. J'ai fait tout pour ne pas être avec lui, pour ne pas me marier, il faut que je ne reste pas au pays. Je ne l'aimais pas, donc j'ai entendu les gens qui disaient tu voulais partir pour ne pas te marier. Donc j'ai tout fait pour partir, pour venir ici. J'ai réussi à avoir le visa donc je suis venue en France.

Au Mali, c'est la France qui est en valeur là-bas, on ne connaît que de la France, on parle que de ça. Tout le monde souhaite venir en France. Après, quand on arrive en France, on connaît les autres pays comme l'Italie, l'Allemagne, la Belgique, tout ça. Les Etats-Unis on connaît, mais franchement on ne parle que de la France, plus que les autres pays.

C'est difficile le Mali. Mais ce qu'on imagine au pays de la France, ce n'est pas pareil. On voulait réussir sa vie. J'ai rien du tout au pays, je n'ai pas de travail, je ne suis pas allée à l'école, je n'ai pas de diplôme, je voulais partir. Mes parents n'avaient pas l'argent pour me payer le billet d'avion tout ça, mais tous les parents veulent que leurs enfants partent. Alors, j'ai gagné mon argent, je faisais un travail de garde d'enfant d'un blanc qui travaillait là-bas, j'ai économisé pour venir ici. J'ai tout préparé, j'avais 24 ans. Il y a des gens qui vendent tout, leur maison, leur voiture, leur or pour venir ici.

Et, puis j'ai eu le visa, j'étais tellement contente. Mais ce n'est pas seulement moi qui étais contente, tout le monde, tout le quartier, toute la famille. Ils disent « regardez », on dirait que ça y est. Tout le monde souhaite être à ma place, tout le monde souhaite la même chose pour lui. C'est la fête, on fait la fête, on tue le mouton et on invite tout le monde. Tout le quartier venait nous voir.

« Viens ma fille, on va aller chercher les valises ».

J'ai eu le visa, j'ai pris l'avion. Oui, j'étais toute seule mais depuis l'aéroport de Bamako, ma tante m'a accompagnée et comme elle connaît une dame aussi, elle m'a confiée à la dame qui m'a aidée jusqu'au niveau de l'aéroport, elle était dans le même avion. On l'a retrouvée à l'aéroport de Bamako, on n'était pas à la même place mais dans le même avion. Ma tante lui a dit « C'est la première fois, elle connaît personne. » Et, en arrivant j'ai même pas dormi, c'est la première fois que je rentre dans l'avion, j'ai pas dormi jusqu'à l'arrivée, je savais même pas qu'on peut aller au tapis pour prendre la valise, je pensais qu'ils vont la donner directement. La dame, elle m'a dit : « Viens ma fille on va aller

²⁸ DILF : diplôme initial de langue française

chercher les valises ». On était allé aux tapis et mon nom était écrit sur la valise, donc elle l'a trouvée et m'a donnée, on a pris le chariot ensemble. Je suis arrivée à Paris, dans le 92, à côté de Paris. Après, elle m'a laissée à un monsieur de l'aéroport, car la dame elle veut partir chez elle, du coup elle m'a donnée l'adresse de réservation de l'hôtel. Le monsieur, il travaillait là-bas, à l'aéroport. C'est lui qui m'a aidée.

Quand j'étais au pays, j'imaginai autre chose. Quand je suis venue c'était pas pareil. On ne croyait pas à la galère, les papiers, le logement, la langue. On croyait que c'était bon. Une fois qu'on avait le visa, on pensait que c'était bon, que c'était facile. Au niveau de la langue, au niveau des personnes aussi, c'est différent. Au niveau de la maison aussi, c'est différent. Par exemple, je ne savais pas qu'on était enfermé chacun dans sa maison. C'était pas comme au pays. Au début, je ne voulais pas rester, c'était trop dur. Moi, même je ne pensais pas que j'allais apprendre le français, c'était dur. Quand la dame m'a envoyée faire les courses au magasin, franchement j'ai eu peur, mais elle m'a encouragée, elle m'a dit « non, tu prends tes affaires, tu fais la queue, et t'as pas besoin de parler. Tu donnes l'argent et il te rembourse et voilà, c'est pas la peine de parler. » Donc au fur et à mesure, j'y suis allée ; j'ai essayé de parler aussi, d'apprendre quelques mots de français, mais j'avais honte de faire les fautes. Mais elle m'a dit « non essaye, le blanc il ne rigole pas de toi, même si tu fais les fautes, il te comprend » ; et puis après j'ai rencontré Mr T. en 2001, il était sans papiers comme moi, il était au foyer de jeunes de Marx Dormoy.

« On ne connaît pas la difficulté, je pensais que ça allait être facile. »

Moi, j'étais en banlieue dans une famille dont j'ai connu la personne au pays. Je suis allée chez elle quand je suis arrivée. La première semaine, j'étais à l'hôtel pendant dix jours que j'avais réservé au pays. J'étais perdue, c'était très difficile surtout le métro ; le premier jour que j'ai vu le métro, je me suis dit que c'était trop dur, trop compliqué alors je ne souhaitais même pas le prendre. C'est trop difficile, je ne veux pas le prendre toute seule. Moi, je ne savais pas ce que c'était le métro. Les gens au pays, il ne nous parle pas du métro, franchement le métro ça m'a choquée. Les escalators aussi. L'ascenseur franchement je ne peux pas, je ne veux pas. Franchement on connaît pas la difficulté, je pensais que ça allait être facile. Quand on a le visa là-bas on fait la fête, on pense que les problèmes sont finis et franchement c'était pas le cas. Même les cartes de séjour, tout ça on sait même pas. On sait pas qu'on galère pour les cartes de séjour, que si on retourne on revient plus, on savait pas.

Les premiers jours quand j'étais à l'hôtel toute seule, que je ne connais personne, même pour parler avec les femmes de ménage ou à l'accueil où l'on donne la clé, franchement je sais pas parler. On aurait dit, je trouve, pas une prison mais comme un endroit perdu.

Mais après les dix jours, je me suis dit comment je vais faire, j'ai pas de sous, comment je vais faire. Je vois que je sais bien qu'on comprend pas ma langue, moi non plus, alors franchement c'était très très dur pour moi. Après il y a eu dix jours avant que j'appelle la dame, je savais pas, je connaissais ni l'association, ni personne. Donc j'ai pas de travail donc je l'ai appelée. Alors elle m'a logée pendant six mois. C'était dur d'être chez elle, je m'occupais de ses enfants, je faisais le ménage, je faisais tout ce qu'elle voulait, mais c'est pas grave car elle m'a logée quand même.

Et au bout de six mois, j'ai rencontré Mr T. qui m'a pris à charge, mon mari maintenant. Les femmes n'avaient pas le droit d'aller dans son foyer, donc il fallait vivre-ensemble. Après six mois, quelqu'un nous a proposé un studio à louer. Le monsieur a été très gentil, de 2001 jusqu'à maintenant. Mon mari travaillait avec lui, donc il enlevait le loyer sur le salaire. On a pris le studio ensemble, on a fait l'enfant. Mais pour deux sans-papiers, c'est difficile. Ils nous ont dit de faire le concubinage, donc on est allé faire à la mairie du 18^{ème} le concubinage. Sans lui, je ne sais pas ce que j'aurais fait, il m'a aidée, il a tout fait avec moi. J'étais seule, sans lui, j'aurais fait des choses que je ne voulais pas faire, j'aurais dû sortir avec des hommes que je n'aime pas, pour l'argent. Et, ça je ne voulais pas. Heureusement que je l'ai rencontré. Je dois lui dire beaucoup « merci ».

« On pense même pas qu'il y a de la boue par terre ici en France »

Au pays, on ne pense même pas qu'il y a de la boue par terre ici en France, et aussi, comment vous appelez ça ici, le vert, la pelouse! On dit ça au pays, qu'il n'y a même pas de boue ici, que tout est chic. On dit chez les blancs en France il y a tout, on pense même pas qu'on trouve de la boue. Tout est comme ça, tout est schématique. On croit qu'il y a que du goudron, pas de pelouse, on croit qu'ils ont tout construit, comme si il n'y avait jamais eu de terre.

« J'avais envie d'aller à Château-Rouge, c'est plus simple. »

Tout est nouveau, déjà les personnes, il n'y a que des blancs. On peut compter dans la journée les blancs. A l'aéroport, il n'y avait que des blancs. Quand j'étais dans la voiture, je vois que le blanc. Mais j'ai dit au taxi « il y a pas de noirs ? ». Mais quand je vois les peaux blancs, je vois pas la différence avec les arabes, c'était la même chose pour moi. On voit que la tête des blancs. J'ai dit « je veux voir les noirs ». La dame qui m'a hébergée six mois, un jour, elle m'a dit « on va voir les noirs ». On était dans le 92, après elle m'a dit un jour on peut aller à Château Rouge, c'est ça qu'elle m'a dit. « Tu vas voir les noirs. Tu vas voir, tu vas voir quelqu'un que tu connais à Château-Rouge ». Et, c'était ça. Le jour où on est allé, c'est une heure de train, on est arrivé tôt pour aller à Château-Rouge et exactement comme elle m'a dit, j'ai vu la nièce de quelqu'un que je connais. Elle me dit depuis combien temps tu es venue. Elle m'a donné des numéros. J'ai vu plein de noirs, comme au pays, ça fait du bien. Ça donne le goût de rester aussi. J'ai donné mon adresse, j'ai découvert plusieurs copines. J'avais envie d'aller à Château-Rouge, c'est plus simple. Un peu au fur et à mesure, je connais l'association de l'*Accueil Goutte-d'Or* qui donne le cours de français aussi, je reste pas enfermée, je tape la porte, je viens m'inscrire à l'*Accueil Goutte-d'Or* en 2004.

« C'est la télé qui nous trompe. »

Je ne pouvais pas rentrer, c'était la honte. Ça fait 11 ans que j'étais pas allée et là j'y suis allée il y a trois mois et même si tu expliques aux autres ils comprennent pas. Si on dit que c'est dur, ils disent mais pourquoi tu es pas rentrée, c'est ça qu'ils comprennent pas, ils croient qu'on veut pas qu'ils viennent, ils croient pas que c'est dur, pas du tout, ils savent pas. Tout ce qu'ils voient à la télé, ils croient que c'est vrai. Ma famille imagine que j'ai tout, il ne me croit pas du tout. Même si on dit la vérité, le blanc ne nous donne pas l'argent, c'est pas comme cela. Il croit qu'on est venu ici, qu'on a changé, qu'on les a oubliés et qu'on veut vivre comme les blancs. Ils croient que la vie c'est comme ça, alors que c'est le contraire. Franchement la télé leur montre les bonnes images, mais la France, c'est pas ça, on croit pas qu'ici les gens ils vont manquer de nourriture, de se soigner, de s'habiller. On croit qu'ici il y a tout. C'est la télé qui nous trompe. A la télé tout ce qu'on voit, franchement c'est faux.

Quand même nous aussi quand on prend des photos pour envoyer à la famille au pays, on envoie pas les photos de là où on habite. On est obligé d'aller au bon endroit pour prendre les bonnes photos de là où on habite. On mentait, on ne veut pas qu'ils savent, on ne veut pas que eux ils viennent voir. Ils disent pourquoi alors tu restes pas avec nous si c'est dur. Vous voyez. Les gens peuvent pas savoir. Avec les copines, on rigole, on dit « Si Dieu doit te punir, il va t'envoyer en France ».

« Ils voulaient le renvoyer au pays car il est sans-papier. »

Mon mari a fait 11 ans sans papiers, il était au travail, ils l'ont arrêté, ils l'ont contrôlé. C'était pendant le trajet de travail de mon mari dans le train pour aller au travail, ils l'ont arrêté et l'ont emmené au centre de rétention, il a fait un mois là-bas ; alors qu'on a des enfants. Malgré tout ça, ils voulaient le renvoyer au pays car il est sans-papiers. Franchement, ça m'a trop marquée, moi, mon mari et mes enfants. Jusqu'à maintenant, avec mon mari on est régularisé mais ces 11 années ont été difficiles. On a fait du jugement, pendant un mois, tout le monde nous a aidés, et grâce à l'association l'*Accueil Goutte d'Or* aussi. Maintenant, il n'est pas comme avant.

Mon fils, il a 8 ans, je l'ai eu en 2004 et jusqu'à maintenant il a vécu dans des problèmes durs, durs, des parents sans-papiers, c'est pas facile. Vous voyez c'est dur, l'enfant qui est né ici, il a des choses qu'il a pas le droit car ses parents n'ont pas de papiers. A 8 ans, c'est ses premières vacances. Les papiers on les a, pour une année, ça passe vite, il faudra renouveler. On les a eus en 2010, après ils nous donnent le récépissé. Au moment où ils donnent la carte, c'est quatre mois seulement après c'est fini. Après, il faut renouveler un an à chaque fois. Il faut d'abord reconduire cinq fois les « un an » pour demander une carte de dix ans.

« On a perdu notre propre pays et, ici, on a rien non plus. »

On est pas blanc, mais on a appris les règles d'ici et pour revivre là-bas ce serait dur. Même pendant les vacances c'était dur, sur 20 jours, j'étais pressée de revenir ici, le comportement, c'est différent. Par rapport à des choses que j'ai acceptées de faire avant de venir ici, je le ferais pas maintenant. Par exemple l'excision. Dans mon pays, ma famille ils le font. Les enfants de mes sœurs ou de mes cousines, ils vont faire. Moi, je suis excisée, mais je veux pas le faire aux enfants des autres. Mais, jusqu'à ce qu'ils viennent ici ils ne comprennent pas. Mais c'est absolument différent, jamais, jamais je peux le faire. On m'a dit « Toi, dégage, tu es devenue une blanche, tu veux plus faire les choses ». Ils croient que je me suis perdue, que je crois que je suis blanche, alors que c'est pas ça du tout du tout. Pour envoyer les enfants à l'école ils ne prennent pas ça au sérieux.

Aujourd'hui, j'ai 34 ans, je suis venue à 24, puis j'ai fait un enfant, ici. La vie c'est ici. C'est ça notre problème, nous-mêmes on dit cela quand on discute, on est perdu, on est ni de notre propre pays, et on n'est pas d'ici non plus. On a perdu notre pays et ici on n'a rien non plus. On est comme ça entre les deux. »

Entretien N°2 (Fatou)

Enregistré le 21 février 2013, à l'association Accueil Goutte d'Or

Entretien informel, à la fin d'un cours.

Je vis à la Goutte d'Or à Marx Dormoy, je suis locataire. Avant, au début, j'étais à Drancy chez ma sœur. J'aimerais changer de logement, car on vit avec mon mari et c'est tout petit. On cherche mais on ne trouve pas. C'est difficile. Mon mari, il est là depuis dix ans. Et moi, je suis là depuis 2008, ça fait cinq ans. Je me sens fatiguée, mais on essaye de faire avec. Parfois, je regrette un peu d'être à Paris, car c'est dur. Au pays, ce n'est pas comme cela, on n'a pas l'habitude de se lever aussi tôt pour faire ceci-cela... Au pays, on se lève à 10h, on mange, on va se promener, mais ici ce n'est pas ça. Quand tu ne travailles pas, tu n'as pas de sous. Au pays, c'est dur, mais au moins il y a la famille, on est tous ensemble. Je suis venue par curiosité, on veut venir voir ce qui se passe, comme beaucoup d'immigrés. On nous dit la réalité en France, mais on ne veut pas la croire. Moi, je n'ai pas encore les papiers, alors c'est dur. Si, c'était à refaire, je préférerais rester au pays. Avant de venir, on ne sait pas, on croit que tout est beau, on croit que c'est le paradis, je pensais que sans effort on avait tout, qu'une fois en France tout serait facile. Mais, ce n'est pas ça, il faut travailler pour avoir, ce n'est pas facile.

-Quelle est ta première image de Paris ?

Quand je suis arrivée en France, je n'étais pas surprise car je vivais en ville. Et la Côte d'Ivoire, c'est évolué quand même. Moi, je suis arrivée, mais cela ne m'a pas dit grand-chose. Je n'étais pas dépaysée, je me trouvais à l'aise. Je remercie le bon Dieu, car certains, quand ils viennent, ils sont à la rue. Pour moi, ça n'a pas été dur, je n'ai pas vécu cela, j'étais chez ma sœur, j'avais une chambre à ma disposition. J'ai retrouvé des copines qui étaient ici. Franchement, je n'ai pas eu de difficultés comme les autres immigrés qui n'ont pas où dormir, qui n'ont pas où aller, rien à manger. Moi, grâce à Dieu en tout cas, je n'ai pas vécu cela.

Je travaille au noir car je n'ai pas mes papiers. Donc, je dis la réalité au patron : « *Je suis sans papiers, prenez-moi au noir* » et puis, il accepte ou pas. Mais c'est dur ! Du coup, c'est pas payé comme si tu avais tes papiers, mais on est obligé d'accepter ce qu'il te donne. Je n'ai pas de boulot stable, c'est dur d'être sans papiers à Paris.

-C'est compliqué de se déplacer sans papiers ?

A Paris, il n'y pas de souci, je vais partout. Je me promène, je vais partout, je me sens à l'aise, je vais partout.

J'aimerais rester ici à Paris, si la chambre était plus grande. Mais, je serais triste de quitter la Goutte d'Or, mais c'est trop, trop petit. Ce qui est bien ici, c'est que tu peux rentrer à n'importe quelle heure et comme moi, je sors beaucoup, c'est bien tu as toujours des transports à ta disposition. C'est pratique. J'aime la Goutte d'Or, j'aime il y a du monde, ce n'est pas calme, il y a toujours les gens que l'on rencontre donc c'est super. J'aime Château Rouge, le marché ; je suis tout le temps là-bas, je fais les achats là-bas pour la cuisine, on vend beaucoup africain là-bas, donc on va acheter là-bas les condiments pour faire la sauce. J'aime ici, je ne voudrais pas vivre ailleurs, ici il y a l'ambiance. Je ne voudrais pas maintenant retourner à Abidjan, je suis déjà dedans, je suis prise, c'est trop tard. Je ne peux plus repartir.

-Tu te sens plus d'ici ou de là-bas ?

Les deux, j'ai besoin de la Côte d'Ivoire, c'est mon pays, la Côte d'Ivoire me manque. Mais maintenant, je suis là, je suis obligée d'être aussi un peu Parisienne. Moi aussi, je cours vite, je cours de gauche à droite le matin, donc je suis Parisienne. Mais, je suis toujours en contact avec le pays, je

les appelle, il y a ma mère, mon fils, mes frères, donc je suis obligée d'appeler. J'achète des cartes ou on se voit sur internet, ma sœur elle a ça. Donc je parle à mon fils, mes frères, ma mère. Je crois que pour les hommes c'est plus facile de courir à gauche et à droite. Quand j'ai trouvé mon mari à Paris, j'ai pu refaire ma vie, ça a été plus facile.

Entretien N°3 (Khadija)

Enregistré le 21 février 2013, à l'association Accueil Goutte d'Or

L'entretien est difficile et compliqué, nous ne sommes pas très à l'aise.

Je suis arrivée en France en 1987, je suis née au Sénégal, mais je suis malienne. Toute ma famille est au Sénégal. Je suis mariée et j'ai des enfants. Avant, je travaillais comme femme de chambre dans le 15^{ème} arrondissement. Maintenant, je travaille plus.

-Comment avez-vous connu le Centre-social ?

J'avais des problèmes avec mon mari et avec de l'argent, je n'ai pas d'argent et puis les papiers, donc Christine m'a aidée à faire mes papiers. C'est comme cela que j'ai connu Christine, c'est pour cela que je ne peux pas oublier à elle. Je n'ai pas fait les cours de français ici, je sais un peu lire et écrire, un petit peu. J'habite à côté de Polonceau et de Richomme. Je me plais à la Goutte d'Or, mais je vis dans deux pièces avec quatre enfants et mon mari, c'est très petit, donc j'aimerais déménager. Je préférerais rester à la Goutte d'Or, mais dans un autre appartement. J'aime la Goutte d'Or, car je le connais, je connais que le quartier et puis il y a tout ici, tout pour la cuisine. J'ai toujours habité à la Goutte d'Or. Avant, j'habitais à la rue Myhra, mais c'était une pièce. J'ai fait une demande de logement à la mairie depuis 1997, mais maintenant que je ne travaille pas, j'ai arrêté depuis 2010 de faire le renouvellement. Et, il n'y a rien. J'ai retrouvé mon mari, je suis venue le rejoindre. J'étais au pays, je n'ai pas eu le choix. Comme les enfants sont là, c'est normal que je sois là. J'appelle le Sénégal au téléphone, j'achète des cartes ou alors je rentre dans le taxiphone, c'est la minute 25 centimes pour le Sénégal et le Mali. C'est cher, je ne peux pas appeler beaucoup, car je ne travaille pas, donc je ne peux pas. C'est dur pour moi. Des fois, c'est eux qui m'appellent.

-Comment imaginiez-vous la France avant de venir ?

Je ne l'imaginai pas. C'est dur quand je suis arrivée pour moi, je n'étais pas habituée, je ne connais pas la France. Je ne connais pas ici. En plus, j'étais fatiguée avec mon mari. Je ne voulais pas venir, mais mon mari voulait que je vienne, je suis venue, c'est normal car je suis mariée avec lui. C'était dur de venir car avant j'étais déjà mariée, mais mon mari est décédé, j'ai eu trois filles avec lui. C'était dur de partir et de laisser mes filles avec ma mère. Mais maintenant elles ont grandi, elles sont mariées. Je ne suis pas retournée pendant 24 ans, mais jusqu'en 2010 ma mère était malade, elle est décédée ; non, c'était 2011. Je suis restée deux mois, c'était bien. Là-bas, c'est bien. Je ne peux pas rester là-bas, mes enfants ils sont en France. Je ne peux pas rester là-bas. Mon mari, il est dur, il est compliqué, ce n'est pas facile. Il m'a ramenée ici, alors je suis aussi dure avec lui. Avec mon mari, c'est dur. Avec le temps... (*Silence*). J'ai pas de bonheur, je n'ai pas de bonheur avec le mari.

-Comment faites-vous pour vous déplacer ?

Je prends le métro, dès que je vais quelque-part, je prends l'adresse. Et avec l'adresse, je demande : « *Quel métro ou quel RER il faut prendre ?* ». Avec l'adresse ça va, je demande. On m'écrit tout et après ça va, je demande presque plus. J'achète les tickets à la machine, au départ je ne savais pas, mais on m'a montré une fois et puis j'ai dit : « *La prochaine fois, je fais* ». Et maintenant je fais toute seule, ça va. Avant, avec le travail, j'allais à Chatelet pour le travail. J'allais à Chatelet et dans le 15^{ème} arrondissement. J'ai été un an femme de chambre à Chatelet, je prends la ligne 4. Puis après, c'était à Porte d'Orléans et Porte de Versailles avec la ligne 12. Des fois, il me disait d'aller dans un autre endroit, il faut que je parte là-bas. Au début, c'était difficile. Des fois, c'est mon jour de repos, il m'appelle. Moi, je dis : « *C'est mon jour de repos* », il faut quand même que j'y aille, j'allais, bah oui, j'allais.

-Il y a des endroits où vous aimez aller vous promener ?

Je reste à la Goutte d'Or. Maintenant, je reste dans le quartier. Je connais que le 18^{ème}, je suis tout le temps à la Goutte d'Or, je vais toujours chez ma copine, c'est ma seule copine, ici. Mais sinon, je ne connais rien, je ne vais nulle part. Des fois, je vais à l'hôpital avec mon fils, je vais avec mon fils à l'hôpital Robert Debré à la Porte des Lilas, mais c'est tout ce que je connais. Je fais tout à la Goutte d'or, je fais les courses à Château Rouge, au marché de Château Rouge. Pas trop le marché de Barbès. Je reste ici. En Afrique, il n'y a pas de problème, pas de souci, tu vas à pied, c'est facile. Ici, c'est difficile, tu dois faire le métro, le bus, c'est compliqué. Ici, si tu ne connais pas l'endroit où tu dois partir, si tu n'as pas l'adresse, c'est difficile, il faut que tu prennes le bus ou le métro. Là-bas, tu peux marcher, prendre le bus ou le taxi, c'est facile en Afrique. Ici, c'est plus dur.

Entretien N°4 (Bintou)

Enregistré le 8 avril 2013, à l'association Accueil Goutte d'Or

-Est-ce-que vous vous plaisez dans votre logement à la Goutte d'or ?

Je vis à la Goutte d'Or, je loue un appartement. Oui, je me plais beaucoup, mon logement est bien. Le seul problème c'est qu'il y a trop de bruit dans le quartier. J'aime pas le bruit, mais ce qui est bien c'est qu'on trouve tout autour de nous, il n'y a pas besoin d'aller loin. Si je pouvais avoir un logement plus calme, je déménagerais. Je suis mariée, mais séparée. J'ai cinq enfants, je vis avec mes quatre enfants, il y en a un qui est parti. Je travaille, je suis assistante maternelle à la Goutte d'Or. Je connais l'association depuis longtemps, je suis venue au centre social pour les cours de français, il y a longtemps. J'ai fait trois ans de cours de français, ici, à l'Accueil Goutte d'Or. C'était bien avec Janine et Marie-Louise. Mais, c'était vingt ans en arrière. Je viens toujours pour la permanence sociale, comme je ne sais pas écrire ; pour faire les papiers, je ne sais pas faire toute seule. Ça m'aide beaucoup.

-Depuis combien de temps êtes-vous en France ?

Je suis en France depuis 1986. Cela fait 26 ans que je suis en France, presque 27 ans. Je viens du Mali, je vivais avant avec mes parents avant. Mais je ne suis jamais allée à l'école là-bas. Quand je suis arrivée à Paris, j'ai eu un grand parcours, je suis allée à Noisy-le-Grand, j'étais hébergée chez des amis. Je ne savais pas ce que j'allais vivre. J'ai fait huit-neuf mois, là-bas. Mon mari était déjà en France, j'étais mariée déjà, il est venu me chercher à l'aéroport. Il était déjà en France, lui. On a fait neuf mois, chez eux, là-bas à Noisy-le-Grand. Et puis, on est allé à Paris 17^{ème}, on a fait deux ans et demi là. Et puis, depuis 1989, j'habite la Goutte d'Or – Château Rouge. J'habitais la rue Léon au départ. Moi, je préfère le 17^{ème}, mais le problème là-bas, c'était que c'était un petit logement, c'était un petit studio. A l'époque, c'était un peu plus tranquille là-bas, mais maintenant c'est un peu plus débordé là-bas aussi. C'est partout pareil. Mais je préfère là-bas quand-même, c'est plus calme, il y a moins de bruit là-bas. Quand on est arrivé à la Goutte d'Or, au début, j'étais hébergée chez une tante à mon mari, comme on était sans-papier à l'époque. La vie n'était pas facile pour nous, on ne pouvait pas avoir de logement. C'était dur. On allait toujours à droite, à gauche. Mais aujourd'hui ça va, j'ai plus vécu ici que dans mon pays. Bah oui, ça fait 26 ans que je suis là, et même plus. Et, j'ai vécu que seize ou dix-sept ans dans mon pays. Je suis arrivée en France, j'avais 16 ans, j'étais très jeune.

-Comment s'est passé votre arrivée ? Qu'est-ce qui vous a surpris ?

Oh, ça a été très dur. Du jour au lendemain, on m'a dit : « *Voici tes papiers, alors maintenant tu pars rejoindre ton mari* ». Difficile, difficile tout. La langue, l'environnement, le froid. J'ai eu du mal à supporter, au début, le froid. Je ne voulais pas rester, c'était trop dur. Mon arrivée n'était pas un choix, je n'avais pas choisi d'être là. J'ai dû suivre mon mari, c'est normal. Il a voulu que je sois là auprès de lui, ça se passe comme cela. Sinon, moi j'étais bien chez moi, dans mon pays. Mon mari était là depuis 1982, moi, je suis arrivée quatre ans après lui.

-Comment s'est passé votre premier jour en France ?

Ah le premier jour. J'ai pris l'avion mais sans savoir où j'allais exactement. Je savais que j'allais en France mais moi, la France, je n'avais aucune idée. C'était dur. J'avais un bébé de deux mois avec moi. On est arrivé, on a découvert l'aéroport déjà, c'était la première fois pour moi, surtout seule. J'ai trouvé quelque chose de très grand, des voitures, des immeubles, des voitures partout, de la lumière partout. Chez nous, il n'y avait pas l'électricité. J'ai trouvé cela très bizarre. Et puis, j'ai découvert le froid aussi. Ce qui m'a étonnée aussi c'est le monde, la foule et les transports. Chez nous, on marche beaucoup à pied, sinon à vélo ou sinon à moto. Mais là, se retrouver avec plein de voitures partout,

moi je n'étais pas habituée à ça. Au pays, j'étais à vélo. Ici, le vélo ce n'est pas possible, j'en ai fait qu'une seule fois depuis que je suis ici. Mais à Paris, je ne ferai jamais de vélo. J'en ai fait une fois en France quand on était en vacances famille avec Sandra²⁹, on était en Bretagne, on avait loué des vélos. Et puis, on est venu me chercher. On m'a ramenée à la maison, je me sentais mal, je me sentais seule, sans ma famille. Je n'ai aucune famille ici, il n'y avait que mon mari, mais à part ça tout le monde était resté au pays. Je me retrouvais seule, lui il était au travail, il travaillait. Moi, toute seule avec les gens que je ne connaissais pas. J'étais très mal. On parlait la même langue, mais c'était difficile, je ne les connaissais pas. Je ne pouvais pas faire les courses toute seule, il fallait être accompagnée. Même pour amener mon enfant à l'école, il fallait être accompagnée, car je ne parlais pas un mot de français. Et puis, petit à petit, je me suis adaptée. Ce sont des gens qui connaissaient mon mari, il les connaissait avant, il ne les a pas connus au pays mais en France, avant mon arrivée. Mais ils viennent de chez nous, de notre pays. Ils nous ont hébergés, ils avaient acheté un grand logement, un quatre pièces. Il faut de la solidarité, sinon cela ne marche pas. On est resté neuf mois. Puis, nous sommes allés dans un studio, quelqu'un nous a passé son studio, du coup on n'avait pas le bail à notre nom, on payait au nom de cette personne là. On est resté là-bas deux ans, mais le propriétaire, après, a découvert que c'était nous qui habitait là, au lieu de la personne qui vivait avant, alors il nous a expulsés. Et après, je me suis retrouvée chez la tante de mon mari dans ce quartier. C'est comme cela que je suis arrivée dans le quartier. On est resté quatorze mois chez sa tante. Et après on a trouvé un vieux logement dans sa cour à elle. On est resté là-bas de 1990 à 1996, on a été relogé en 1996. C'était plus facile, car entre temps, on avait eu les papiers. On a réussi à avoir les récépissés à ce moment là. Puis, on nous a relogés car c'était un vieil immeuble qui a été démolit. C'était à la place de *l'Institut des Cultures d'Islam* au bout de la rue Laghouat. Mais on n'est pas bien dans sa peau, c'est dur de changer tout le temps comme ça, de vivre chez les autres, on ne peut rien avoir à nous, on fait partie des autres, on ne peut rien faire. Toute seule, ça aurait pu aller, mais avec les enfants à balader à droite, à gauche, ce n'était pas facile. Et puis, petit à petit, j'ai découvert l'Accueil *Goutte d'Or*, où j'ai voulu faire les cours de français pour connaître d'autres gens. J'ai rencontré des gens du quartier, pour échanger. J'ai pu rencontrer d'autres gens qui ne parlaient pas ma langue. Parler toujours avec les mêmes gens, on n'avancé pas. Ça m'a aidée. Et à la suite de ça, j'ai fait des formations et des formations pour trouver du travail. Et là, ça fait treize ans que je travaille, j'ai travaillé à droite à gauche, je faisais des remplacements, du ménage dans les bureaux. Et puis, à la fin des formations, j'ai réussi à trouver une place dans une école, où j'ai travaillé dix ans en cuisine. Et puis, j'ai tout arrêté pour être assistante maternelle. J'aime beaucoup être avec les enfants, donc j'aime beaucoup mon travail. Maintenant, j'arrive à lire un peu car je suivais à la télé aussi, j'ai appris à lire comme ça aussi.

-Et, vous restez en contact avec votre famille ?

Oui, bien sûr, je suis tout de même restée en contact avec ma famille. Je parle couramment les deux langues de mes parents, mes deux parents parlent *Soninké* et *Bambara* et quelques mots de la langue *Peul*. Je la comprends un peu, mais je ne peux pas la parler. J'ai besoin d'être en contact avec ma famille, je ne peux pas couper les ponts. Je les appelle tout le temps, j'achète des cartes prépayées. Et puis, on se donne des nouvelles, quelques minutes de communication et voilà. Des fois, c'est eux qui m'appellent. Je pars aussi souvent là bas. Quand je suis venue en 1986, je suis restée dix-sept ans sans retourner. Et après ça, maintenant, je pars tous les deux-trois ans. Mais, ma vie est ici maintenant, je me vois finir ma vie ici. Mais cela ne m'empêche pas d'aller voir ma famille là-bas. Mais en 1986, c'est sûr que je n'avais pas demandé à être ici.

²⁹ Coordinatrice du secteur famille de l'association Accueil Goutte d'Or

-Vous sentez-vous parisienne ?

Non, pas complètement, j'ai encore un handicap, le fait de ne pas savoir écrire. On a appris pendant le cours, mais je n'aimais pas écrire et du coup j'ai perdu la main. Je ne sais pas encore remplir mes papiers, ni faire mes chèques toute seule. Non, je ne me sens pas encore parisienne. Partout, on voit des gens qui nous montrent du doigt en tant qu'étrangère, donc moi je ne peux pas me sentir complètement parisienne. A la Goutte d'Or, non, c'est différent. Mais, à l'extérieur, dans d'autres quartiers, je n'ai pas l'impression de me sentir bien, j'ai l'impression de me faire juger par le regard des autres. Pour moi, je ne suis pas complètement parisienne, alors que j'ai plus vécu ici plus que chez moi. A la Goutte d'Or, c'est différent. Le quartier a beaucoup changé. Avant on était tous entassé dans des logements tout petits. Mais maintenant, depuis 20 ans, il y a, quand même, de plus en plus de logements grands où les familles sont relogées. Il y a d'autres familles qui sont relogées dans d'autres quartiers de Paris. Moi, je trouve que c'est bien quand même. L'immigration a changé aussi, il y a de plus en plus d'étrangers dans le quartier que vingt-quatre ans en arrière, il y en a toujours eus, mais pas à ce point-là. On est entre nous ici, on se connaît presque tous, c'est les mêmes gens qu'on voit tout le temps. Quand on s'ennuie on a des amis partout, on va voir quelqu'un pour causer, c'est vivant ici. Pour rien au monde, je quitterais Paris pour la campagne, je ne peux pas vivre toute seule dans un endroit perdu. J'ai besoin des gens.

-Quel a été votre meilleur souvenir et celui qui a été le plus difficile au départ ?

Mon plus mauvais souvenir a été celui de perdre un enfant. Voilà ! J'ai accouché d'un enfant mort né, et je n'ai pas oublié, c'était en 1987, c'était comme si c'était encore aujourd'hui, je n'oublierai jamais. Le moment le meilleur, c'est quand on a eu un grand logement pour moi et mes enfants ; et c'est aussi quand j'ai eu mes papiers. Le fait d'avoir mes papiers, ça a tout changé, j'ai pu travailler, il m'a fallu me battre pendant des années pour que je puisse travailler, ça a été le moment le plus beau aussi.

-Comment vous déplacez-vous dans la ville ?

En métro, en bus. Je me déplace partout sans problème maintenant. Au départ, il fallait être accompagnée mais très vite j'ai appris toute seule. Il suffit d'avoir l'adresse et je me retrouve. Mais je ne voyage pas beaucoup, je fais souvent les mêmes trajets car je travaille chez moi comme je suis assistante maternelle. Les trajets, on les fait à pieds entre la bibliothèque, la maison, le parc. On ne va pas très loin avec les enfants. Je suis quelqu'un qui ne sort pas beaucoup. Mais, j'aime bien la Tour Eiffel, les bateaux mouches, le parc de la Villette. Mais je suis quelqu'un qui ne sort pas beaucoup, je préfère rester au calme chez moi. Je ne sors pas beaucoup. Mais les parcs, c'est par rapport au travail, c'est pour les enfants, sinon, moi je n'irai pas, je n'irai pas au parc toute seule. Je préfère rester chez moi, tranquille, devant la télé. Et, puis dans ma religion on n'a pas le droit nous les femmes de s'asseoir toutes seules avec les hommes. C'est par rapport à la religion musulmane. Si je n'ai pas les enfants, je peux aller au parc mais je n'en ai pas envie. Et, aller jouer aux dames dans le square, non, c'est pas possible, je suis musulmane et très croyante, on reste dans les jeux d'enfants.

-Vous aller à la mosquée ?

Non, moi je ne vais pas à la mosquée. Mes horaires de travail ne correspondent pas à ceux de la mosquée. Moi, je n'ai pas le temps d'aller à la mosquée, je prie chez moi ; je n'ai jamais été à la mosquée, je suis très croyante, je respecte ma religion, mais je ne vais pas à la mosquée. Pour une femme, ce n'est pas obligé, c'est surtout les hommes qui y vont. Moi, je n'ai pas le temps d'y aller.

-Et, la nuit ?

La nuit non, je ne sors pas. La journée pas de problème, mais la nuit, non, je ne sors pas. Il y a beaucoup de bruits, beaucoup trop, moi, j'habite à côté du commissariat la nuit, il y a trop de bruit,

trop de monde, ce n'est pas possible. Et les sirènes de leurs voitures. Personne ne respecte personne. Si je pouvais déménager, aller un peu plus loin, je le ferais. Mais ce n'est pas dangereux la nuit la Goutte d'Or, les gens ont l'impression que c'est dangereux mais non. En vingt-quatre ans je n'ai jamais eu de problème. Même si je dois rentrer à minuit ou une heure du matin, je n'ai jamais eu de problème.

-Quelles sont les endroits que vous aimez et que vous n'aimez pas à Paris ?

Les hôpitaux, je n'aime pas. Et, les endroits que j'aime, c'est surtout chez moi.

-Pourquoi aviez-vous peur de vous déplacer seule au départ ?

Au départ, c'est la peur, on a peur de se perdre et de faire les correspondances. Dans mon pays, on n'a pas de transport souterrain. On a peur de se perdre, on se dit : « *Par où je vais sortir ? Et de quel côté je vais y aller ?* ». Et, à un moment donné je me suis lancée, il est temps que je me débrouille seule ; je l'ai fait avec les gens, j'étais avec une voisine dans le 17^{ème} arrondissement, on était dans le même immeuble. On faisait tout, ensemble, au départ. On est devenue les deux meilleures copines. Elle était là quelques années avant que j'arrivais. C'est une malienne, mais elle parlait français ; c'est elle qui m'a accompagnée dans mes démarches, elle a emmené ma fille à l'hôpital, m'a accompagnée pour l'amener à la PMI... Et un jour, je lui ai dit : « *Je vais essayer de me débrouiller toute seule* ». Au départ, j'ai fait le bus, c'est plus simple, on voit dehors, on voit le monde, on peut se repérer. Quand on reconnaît un endroit, on ne se perd plus après. Et puis, après je me suis lancée dans le métro, au début des petits trajets sans correspondance. Et puis, petit à petit, on y arrive. Maintenant je peux aller partout.

Entretien N°5 (Lineda)

Enregistré le 12 avril 2013, à l'association Accueil Goutte d'Or

Après le cours de préparation au DILF, nous nous sommes rencontrées dans mon petit bureau. Elle avait très chaud, je ne la sentais pas très à son aise. L'entretien fut donc de courte durée.

C'est la première année que je fais les cours. Je suis là depuis 2009. C'est trois ans, que je suis en France et je ne savais pas qu'il y avait des cours de français. Au début quand je suis venue, je ne parlais pas. Mon mari m'a amenée ici. J'aime toutes les copines dans la classe et les formatrices sont très gentilles avec nous. Merci à tout le monde, la France, les Français et les Françaises. Vive la France ! Je voudrais des services pour tout le monde, plus d'égalité entre les hommes et les femmes, c'est bon ça. Ça fait un an que je fais les cours de français, il y a pas de problème entre homme et femme, ici. C'est bien !

Je vis avec mon mari, mes enfants, le grand il est à la fac en Tunisie, et le petit, il est ici. Mon fils il parle quatre langues : anglais, allemand, français et italien. Mais je suis désolée qu'il n'y ait pas de chance pour la Tunisie, il n'y a pas de travail, il y a beaucoup de problèmes, ça va changer, ça va bien maintenant.

-Aimeriez-vous déménager, vivre dans un autre quartier?

Mon mari, il aimerait déménager dans le 17^{ème}, le 10^{ème}, car il dit : « *Le 18^{ème}, c'est beaucoup de bruits* » parce qu'il est malade, il est handicapé. Moi, c'est bien, j'aime le 18^{ème}, j'aime Paris, j'aime tout.

Je suis là depuis 2009, ça fait trois ans et demi. Et mon mari est là depuis 25 ans. Je suis contente d'être là, mais ce n'est pas facile car mon fils, il est resté au pays. Je l'appelle tous les jours.

-Où l'appellez-vous ?

On l'appelle au Taxi-phone. Ou alors avec Facebook, moi je ne connais pas, mais l'autre fils le petit il se connecte avec mon fils avec l'ordinateur.

-Comment imaginiez-vous la France avant de venir ?

Tous les Arabes aiment la France.

-Comment c'était le premier jour en France ?

C'était difficile : on ne connaît pas quelqu'un, on ne parle pas, on ne connaît pas les voisins, il n'y a pas les copines. Je pleure beaucoup, beaucoup. Beaucoup de pleurs. Je me retrouve toute seule dans la maison, je ne parle pas, je ne comprends rien. Mon mari, il dit : « *Viens maintenant* », mais je ne comprenais pas, comme le métro je ne comprenais pas. Hier, avant ce n'était pas facile. Mais maintenant ça va.

-Et le métro vous le prenez toute seule maintenant ?

Oh, ce n'est pas facile. La banlieue, non. Le métro dans Paris, oui, toute seule. Mais, c'est tout, pas la banlieue. Le métro, c'est tout, pas le RER.

-Comment avez-vous appris à prendre le métro ?

Mon mari m'a montré, tout, tout. Les premières, au début, pour aller au médecin, avec mon mari. Pour sortir, tout, avec mon mari. Et, après, une fois toute seule, une fois avec la copine, une fois avec mon fils.

-Et comment ça s'est passé quand vous avez fait toute seule ?

C'était bien. Mais je me suis déjà perdue. C'était le désert autour, j'ai tourné.

-Quels endroits vous aimez à Paris ?

La vérité, c'est l'hôpital. C'est génial, les médecins, les infirmiers. J'aime les jardins ; les services de l'hôpital, c'est génial. En Tunisie, il n'y a pas de service comme ça. J'aime beaucoup aussi les Buttes de Chaumont, j'aime beaucoup les forêts, le vert.

-Vous aimeriez aller vivre à la campagne ?

Je ne veux pas la campagne, car ici, il y a beaucoup de monde, beaucoup de personnes, beaucoup de copines.

-Quels endroits vous n'aimez pas à Paris ?

Il n'y a pas de piscine où il y les femmes toutes seules. Il n'y a pas en France. Moi, il y a le problème avec l'homme, avec l'Islam, non.

Entretien N°6 (Sarou)

Enregistré le 12 avril 2013, à l'association Accueil Goutte d'Or

Je demande à un groupe de femmes à la sortie d'un cours si je peux les rencontrer pour un entretien. Sarou est d'accord, nous prenons rendez-vous pour le vendredi suivant. Ce vendredi-là, avant le cours de préparation au DILF, elle vient avec un texte qu'elle a écrit spécialement pour l'occasion, nous commençons en début d'entretien par le lire et le corriger ensemble. Le texte partiellement corrigé est le suivant :

« Je m'appelle Sarou, j'ai 63 ans. Je suis née dans un petit village au Cambodge. Mes parents ne sont pas très riches. J'ai six frères et sœurs, je suis la cinquième. J'ai deux frères et une sœur qui sont allés à l'école. Mon frère, ma grande-sœur et moi nous restions à la maison pour aider. J'ai commencé à travailler à six ans. Mon frère et ma sœur travaillaient à l'extérieur et moi, je restais travailler à la maison pour tresser les paniers et surveiller la maison. De neuf à dix ans, je vais aux champs regarder les vaches et le riz. Je veux aller à l'école, mais mes parents ne sont pas d'accord, il faut rester pour aider à travailler. De dix à douze ans, je ne sais ni lire, ni écrire, je reste dans le noir. De treize à quatorze ans, je vais pêcher les poissons avec mon père. Tous les jours, je me lève à cinq heures. Je sais nager grâce à la pêche. A part le travail, je reste à la maison. Je ne suis pas libre de sortir. Je ne connais pas les vacances, comme en France. Je vais aux champs. Je suis allongée sur les herbes, je regarde les oiseaux et les avions voler dans le ciel. Et, je pense à quand j'aurais la liberté comme l'oiseau et à quand j'aurais la chance de monter dans cet avion. Je me suis mariée à 17 ans. Ma vie reste toujours difficile. Après le mariage, je vais vivre chez ma belle-mère (*pas terminé de le lire...*) »

- Ça fait longtemps que vous êtes en France ?

Oui. Ça fait longtemps que je suis en France, je travaille dans la couture. J'ai commencé dans le ménage et après j'ai fait la couture. Mais dans les ateliers de couture, il y a que les Thaïlandais et les Cambodgiens et aussi les Chinois ; c'est pour cela que je parle le « Thailan », je parle beaucoup le « Thailan » et « Laos » en France. Car dans les ateliers à Aubervilliers, ici rue Léon ou rue Doudeauville, on parle que « Thailan » et « Laos ». Après j'ai fait trois ans de garde d'enfants. C'est la quatrième année que je fais les cours de français, mais c'est le premier ici, à l'Accueil Goutte d'Or. L'an dernier, j'ai fait une semaine à Anières, mais ce n'était pas très bien, les formatrices là-bas ne sont pas gentilles, c'est laissé tomber. Ici, j'ai très bien appris, je suis contente, j'ai besoin d'apprendre pour faire les papiers. Ici, en France, il ya beaucoup de papiers à faire. Mon mari, lui, il a fait les études, il a même appris le français, mais il ne fait pas, il fait rien du tout, il ne fait pas les papiers, c'est moi qui le fais. C'est moi qui fais tout ça. Quand les papiers arrivent, c'est comme si des cailloux me tombaient sur la tête. Je me dis : « Ah ! Ça y est, déjà ! ». Je viens même ici pour faire les papiers, ils m'aident. Ce n'est pas toujours, mais comme j'ai peur, pour les papiers si c'est bien, j'ai peur de fatiguer l'autre. C'est moi, c'est très bien de aider, mais moi, j'ai envie de faire moi-même. Depuis que je fais les cours de français, si il n'y a pas beaucoup, beaucoup de choses à remplir, je peux ; le mot que je ne comprends pas, si je peux le faire, je le fais. Je comprends un peu, c'est pas un peu, c'est beaucoup. Mais il y a beaucoup de papiers en ce moment. Il y a beaucoup que je ne peux pas le faire.

- Vous vivez dans le quartier ? Vous aimez le quartier ?

Oui, à Doudeauville. C'est bien, je suis habituée, alors.

- Si vous pouviez déménager, vous déménageriez ?

Non, pas spécialement. Je suis habituée ici.

Je vis en France depuis vingt ans. Je me sens très bien en France. Vous savez, par rapport à avant et maintenant, c'est comme j'ai écrit là, c'est comment dire, c'est comme si je sors de l'enfer. Parce que ma vie avant, c'est très dur. Quand j'ai eu les papiers pour venir en France, c'est comme si ma vie était heureuse, vous savez. Voilà, je sors de l'enfer en venant ici. Je vais au paradis, je pensais comme ça.

-Et quand vous êtes venu en France, ça a été facile ?

Non, c'est une association qui nous a amenés, ça pas été dur de venir.

-Non, je veux dire, ça n'a pas été trop difficile, au début en France ?

Oui, oui, un peu. Parce qu'à cette période, c'était ma fille qui était à l'école qui faisait les papiers. Au départ, c'était mon mari qui faisait car il connaît. Mais après, comme ma fille est était à l'école, elle connaît, il a laissé à ma fille, ça y est il a laissé ma fille tout faire. Et après, ma fille est mariée, alors moi, je souffre. C'est pour cela qu'elle décide de m'emmener pour que j'apprenne le français, au cours de français. Le premier, je connais, même pas, rien du tout. Même pas le stylo, car dans ma vie, jamais j'avais tenu un stylo. C'est pour ça. Le premier, je pleure. Alphabet, pendant une semaine, je ne peux pas faire l'alphabet. Il y a quatre lettres, je ne peux pas le faire. A la maison, j'ai écrit, écrit, écrit, tous les jours. Même la nuit, j'écrivais. Oui, c'est vrai. Je me disais : « Il faut que je fais, il faut que j'apprenne ». C'est pour cela que j'arrive à lire et à écrire. Même maintenant, tout le soir, tout le matin. Quand je me lève, il faut que je regarde, il faut que j'écrive quelques mots. Même maintenant, j'essaie d'apprendre, de lire le cambodgien. Parce qu'il y a le dictionnaire français-cambodgien, car si ce n'est pas très clair, je prends le dictionnaire pour regarder la traduction. Déjà, une heure j'apprends le français, puis une heure le cambodgien. J'apprends toute seule, toute seule. En premier, j'apprends l'alphabet. C'est dur le cambodgien, oui c'est dur, c'est dur. Je trouve, par exemple le mot « », ça veut dire en cambodgien « zèle ». Le mot « zèle » par exemple, en français il y a beaucoup de mots mais en cambodgien, il n'y a qu'un seul mot. Je continue à apprendre.

-Comment imaginiez-vous la France avant de venir ?

Je ne connais rien du tout, je ne savais pas, je connais rien du tout. Je suis venue comme ça en France. Mais comme je crois, venir ici, ça va changer quelque chose. Peut-être je vais avoir la chance, heureux pour sortir et venir ici.

-Et, comment s'est passée votre première journée en France, le premier jour ?

Le premier, ah vous saviez. Je n'étais pas seule, on était avec le groupe. Ce sont les catholiques qui viennent nous chercher pour venir là-bas et aller. Il y avait la neige, c'était le mois de mars. On ne connaît pas ça, là-bas c'est chaud, chaud, 35 – 36 -37°. Quand je viens ici, ils nous donnent le pull rouge, rouge. Tout le monde, rouge. C'était combien de personnes ? 50-60 personnes, par là, une seule couleur. C'est comme si... La couleur qui vient du ciel. Pourquoi ils nous donnent le pull comme ça. Parce qu'ils ont peur de perdre les personnes du groupe. C'est l'ONU et les catholiques qui sont venus nous chercher. On était réfugié en Thaïlande pendant le régime Pol Pot. Ma vie, c'est trop loin, si je raconte mon histoire. Depuis que je suis née jusqu'à maintenant, ça a été très difficile. Je suis comme l'oiseau qui est sorti d'une cage, je sais voler. Avant, c'était comme si l'oiseau est dans la cage, je ne peux pas tourner loin.

-Qu'est ce qui vous a surpris quand vous êtes arrivée en France ?

Vous savez quand je suis venue ici, c'était comme si c'était le paradis. Je pensais comme ça. Ma vie est un paradis. J'étais au foyer à Val-de-Reuil. Pendant un an dans le foyer. Je suis restée au foyer pendant un an et mon mari il est à l'hôpital, car il a des problèmes au poumon, il est à l'hôpital d'Evreux. Moi, je reste dans le foyer toute seule avec ma fille, ma fille elle a 6 ans – 7ans. Il fallait

chercher l'école, et tout ça. Mais ma fille, elle se débrouille bien. Depuis le début où elle allait à l'école, jamais je l'ai aidée, même le petit déjeuner. C'est vrai, moi, je n'aide pas ma fille, pas du tout. Jamais. Elle se débrouille bien, c'est comme si elle est ma mère, car je ne connais rien du tout.

-Et comment vous vous déplacez au début dans la ville ? Quand vous ne saviez pas lire ?

Si je veux me déplacer, sans ma fille, je ne peux pas, je ne peux pas me déplacer. Un jour, je vais ici à Château d'eau, faire un atelier, ma fille n'a pas eu le temps. Ma fille me dit : « Tu vas à Château d'eau pour chercher les fermetures éclairs » pour faire les pantalons. « Et comment je vais ? » « Et bien ! Tu comptes ? Ici à Château d'eau : château Rouge, Barbés, gare du Nord, gare de l'est et Château d'eau, tu comptes et après tu descends, ce n'est pas loin, c'est à côté ». Parce qu'il y a beaucoup de gens, j'ai oublié de compter. Je suis allée jusqu'à St Denis. Et quand j'ai monté, je me dis : « C'est pas Château d'Eau, ici, c'est sûr, j'ai compté pourtant ça fait cinq. Pourquoi ? Ce n'est pas ici que je veux venir. Et maintenant, je vais où, comment je descends dans le métro et pour aller où encore ? » Je redescends pour reprendre le métro dans la même direction, pour aller plus loin encore. Toute la journée vous savez, toute la journée, j'ai perdu. De château Rouge à Château d'Eau, je me suis perdue car je ne connais rien du tout. Jusqu'à St Denis. Même je rencontre la police, je veux demander pour revenir, comment je fais ? Heureusement, il y a une femme cambodgienne, c'était ma chance là. Je suis partie le matin et jusqu'à 3h ou 4h l'après-midi, je n'ai pas mangé. C'était comme un tissu noir qui me couvrait la tête. Mais j'ai rencontré une femme, heureusement elle voulait m'aider, elle m'a dit de redescendre. Mais je ne voulais pas retourner dans le métro, pour aller où encore. Moi, je veux pas descendre. Alors, elle m'a amenée en voiture pour venir ici. Vous savez, j'ai trop, trop, la première fois, c'était comme-ci je ne vois rien du tout. C'est pour cela que ma fille m'a dit d'apprendre le français.

-Et maintenant, vous n'avez plus de problème dans le métro ?

Oui, maintenant, je suis libre comme l'oiseau. Je peux me déplacer partout, même l'avion je peux le prendre. Mon mari, lui, il ne veut pas, il ne veut pas faire le voyage du Cambodge, pourtant il sait lire, il sait écrire et tout ça, mais il a peur. Mais moi, je peux y aller toute seule, toute seule. C'est comme si je suis libre. Voilà, je peux me déplacer pour faire quelque chose, partout. Je peux prendre l'avion, le bus, le métro, le train. Mais les papiers, c'est pas encore. J'ai pas peur.

-Et le soir ?

Le soir, la nuit, je ne sors pas.

-Quels sont vos endroits préférés à Paris ?

J'aime aller dans le 13^{ème} ou à Notre-Dame, ou au Sacré-Cœur. J'aime aussi Aubervilliers, la Courneuve, Ivry, à Asnières pour aller voir mon petit-fils. J'aime partout, j'aime le métro. Ma première activité, c'est d'aller au cours de français, d'apprendre le français tous les jours. Et la deuxième, j'aime bien aller à la piscine, le dimanche, car j'ai des problèmes, c'est bien, ça fait du bien. J'y vais à Asnières toute seule ; le matin, à 8h je me lève, elle ouvre à 9h, il y a personne, personne ne me gêne. J'apprends aussi à nager, car il a la saison des pluies, il y a beaucoup d'eau. Ma sœur, elle ne sait pas nager. Il n'y a que moi et mon troisième frère. J'ai appris à nager avec la pêche.

-Aimeriez-vous quitter Paris ?

Non, j'aime Paris avec le cours, je connais beaucoup, les Africains, les Arabes, les Chinois. Ils sont gentils. Depuis je fais le cours ici, je suis très heureuse, les gens sont gentils. Même les formatrices sont très gentilles.

Entretien N°7 (Aïda)

Enregistré le 19 avril 2013, à l'association Accueil Goutte d'Or

- Ça fait combien de temps que vous êtes en France ?

Ça va faire onze ans que nous sommes arrivés en France depuis le 4 avril 2002 avec deux enfants, de six ans et un an. Celle qui avait six ans a dix-sept ans maintenant. Et celle qui avait un an a douze ans. Je suis arrivée avec deux enfants. Je viens d'Abidjan. J'habite vers Doudeauville là-bas. Maintenant, j'ai quatre enfants. Avec mon mari, on est six et on a beaucoup de problèmes, beaucoup. Mais grâce à AGO, ici, j'espère que mes problèmes seront réglés. Première chose, c'était problème de papiers, mon mari, il a fait douze ans et une semaine. Mon mari est arrivé ici le 15 juin 2000. Et après deux ans, moi, j'arrive avec deux enfants. Sans-papier. Les problèmes des papiers, c'est dur. Maintenant, on a eu, tous les deux, les papiers. Même moi, j'ai eu mes papiers. Le problème des papiers est réglé, maintenant, c'est le logement, maintenant. On a 6m² pour six personnes. Tu te rencontres ? 6m². Peut-être que même ici (*en désignant mon petit bureau*) c'est un peu grand pour nous. Chez nous six personnes, 6^{ème} étage, ce n'est pas juste pour mes enfants. Si tu n'as pas de papier ici, tu n'as rien droit ici en France, aucun droit, aucun. Tu n'as pas de logement, tu n'as rien. Mais Dieu est grand. Grâce à Dieu, grâce à ici aussi, j'ai un peu sorti mais. J'ai eu mon travail, mon mari aussi. Grâce à Christine, à Sandra. Mes enfants ils viennent ici, Fatoumata elle vient ici pour faire les devoirs, Ali aussi. Je ne sais pas si tu les connais ? Fatoumata est née ici, elle a dix ans au mois de juin.

-Et quel est votre travail ?

Je suis femme de ménage. Mais ce n'est pas au même endroit, c'est ça qui me fatigue. Je commence du lundi au samedi. Je fais le ménage dans des bureaux, deux cabinets médicaux, des pharmacies. Il y a 16^{ème}, 15^{ème}, 7^{ème}, 1^{er} arrondissement. Je fais tout. Je me réveille à 5h du matin. Aujourd'hui, je pars d'abord au 15^{ème} puis je vais à Concorde dans le 1^{er} arrondissement, je fais le travail là-bas. Pour aujourd'hui, c'est fini jusqu'à le soir. Puis, le soir, je commence à 18h jusqu'à 22h, je rentre à la maison. Je commence à 5h le samedi jusqu'à 12h. C'est dur mais je préfère ça.

-Et vous trouvez le temps encore de cuisiner pour AGO ?

Oui, toujours. Je ne peux pas faire quelque chose sans AGO. Même si je travaille, si AGO a besoin de moi, je suis là. Car il a fait beaucoup, beaucoup pour moi. Si je n'étais pas ici, je ne sais même pas comment j'aurais fait. Grâce au directeur et à mes enfants, j'ai connu AGO. Parce que je ne sais pas lire, ni écrire, parce que je ne suis pas partie à l'école chez nous. J'ai fait les cours ici. C'est à cause de ça que j'ai connu AGO. C'est dur, mais ça va.

-Où aimeriez-vous trouver un logement ? A la Goutte d'Or ou ailleurs ?

Peu-importe, à la Goutte d'Or ou ailleurs. Pour mes enfants, ils trouvent quelque chose pour dormir bien tranquilles. Je préfère ça, même si c'est loin, partout il y a l'école. Ce sera un peu difficile pour moi, pour le travail, mais ce n'est pas grave, je le ferais. J'ai fait le dossier, avec Christine, j'attends une réponse là, ce n'est pas loin, c'est quatre pièces, c'est à côté de Stalingrad, c'est quatre pièces, 91m², tu te rends compte ? (*rire*). Ce n'est pas facile. On m'a dit : « *C'est cher* ». J'ai dit : « *Même si c'est cher, mais ce n'est pas grave* ». C'est 1043euros par mois. Je préfère ça, je travaille pour ça. Si j'ai mon papier, faut que je travaille pour avoir un logement comme tout le monde. Je ne peux pas rester dans 6m². Même normalement, je dois sortir à partir du mois prochain, le 9 du 6m² là. Le propriétaire, il ne veut pas qu'on reste. On a fait le tribunal, on a fait tout, tout, tout. Le juge a dit que les enfants : « On a besoin d'un logement plus grand ». Oui, mais si on a une réponse bien pour ce logement on va déménager. C'est dur, dés fois, je dis à mes enfants : « *On va retourner en Côte*

d'Ivoire », mais mes enfants ils ne veulent pas. Ma fille qui a 17ans, elle avait l'âge de 6ans, elle ne connaît personne là-bas maintenant.

-Et vous, vous auriez envie de retourner en Côte d'Ivoire ?

Bah, si le problème des papiers n'était pas réglé, je veux retourner. Comme c'est réglé, j'ai un travail maintenant, si j'ai le logement, mais en 2014 on voudrait partir en vacances là-bas. Parce que ma mère est là, on partirait en vacances deux mois. Ah, c'est dur.

-Est-ce que vous vous rappelez de votre première journée en France ?

Oh oui (rire), première journée en France. Ce n'était pas facile, hein. C'est le frère de mon mari qui est venu me chercher à l'aéroport, il est là aussi. Je suis rentrée, j'ai dit : « *Elle est où la maison ?* », la maison était très petite, j'ai dit : « *Elle est où la maison ?* », mon mari a dit : « *C'est la maison qui est là* ». J'ai dit : « *Ça, on va coucher où ? Je vais dormir où ? Je sais pas comment on va dormir* ». C'était là, dans le 6m2 avec deux enfants. Le troisième enfant était en route. Puis, j'étais enceinte, c'était la galère, je ne connaissais personne. Pour voir le médecin, c'était mon mari qui m'accompagne partout, partout. Je ne sais pas même, si je sors ici, je ne sais pas ici, c'est où ? C'est mon mari qui fait tout, il m'accompagne dans le métro, partout, il ne fait ça, ça. C'était dur, je ne sais pas comment je vais faire. Je ne sais pas lire, ni écrire, je vais faire comment. Mon mari dit : « *Ça va aller, ça va aller* ». Des fois, j'ai peur, j'appelle mes enfants : « *On y va là-bas, tu vas m'accompagner* », c'est eux qui vont m'accompagner, même pour, pour l'argent, je ne sais pas. « *C'est deux euros* », je ne sais même pas. Des fois, mon mari me donne la monnaie, s'il me donne monnaie comme ça, arrivée au magasin, je donne tout, les gens ils trient, et le reste ils me redonnent. Et je rentre à la maison. Maintenant grâce à AGO, je sais écrire mon nom, tout. Je sais lire, mais pas trop. J'ai eu le DILF en 2011, mon diplôme grâce à AGO. Même maintenant, je connais Paris, je connais tout Paris, je fais le ménage partout, partout.

-Vous vous rappelez de la première fois où vous avez pris le métro toute seule ?

La première fois que j'ai pris le métro toute seule, j'ai dit à mon mari : « *Aujourd'hui, tu restes ici, aujourd'hui je vais faire toute seule* ». J'ai pris la ligne 4 à Château-Rouge pour aller à Gare du Nord. Arrivée à Gare du Nord, je sais plus où aller. J'ai appelé mon mari, je lui ai dit : « *Je ne sais pas, c'est où ?* ». Il me dit : « *C'est quel métro ?* » J'ai demandé : « *S'il vous plaît, c'est quel métro ?* ». Ils m'ont dit : « *Gare du nord* ». J'ai dit à mon mari : « *Gare du nord* ». Il m'a dit : « *Gare du nord, mais c'est quel côté ?* ». J'ai dit : « *Je ne sais pas, je ne sais pas c'est quel côté, je ne sais même pas c'est quel côté* ». On est resté longtemps au téléphone, il est venu me chercher : « *Je suis à côté.* », « *Mais quel côté ?* ». J'ai dit : « *Je suis là* ». Il est venu, je suis sortie, j'ai dit : « *Moi, je ne reviens pas ici. Je vais partir de quel côté, je ne sais pas.* » Alors je prenais le bus, car je savais de quel côté il va. Je préfère le bus. Mon mari, il dit : « *Prends le métro* », j'ai dit : « *Non, je prends le bus, c'est mieux* ». Le bus, je ne fais rien, il prend le temps. Mais, maintenant je fais le métro partout. Ce n'est pas facile, il faut que tu sais lire un peu, si tu ne sais pas, tu fais comment. Paris, c'est grand. C'est grand Paris. Chez nous, ce n'est pas comme ça, c'est grand, mais ce n'est pas comme Paris. On se connaît. Toi, tu es née ici, tu connais tout le monde. Moi aussi, chez moi, je connais tout le monde là-bas, je ne peux pas me perdre là-bas. Mais, maintenant c'est bon.

-Et donc comment vous avez fait ?

Là par exemple, si mon rendez-vous, c'est demain ou jeudi, je prends l'adresse, je cherche l'adresse d'ici demain, je cherche l'adresse d'abord aujourd'hui pour savoir dans quel endroit je dois y aller demain. Par exemple, si j'ai rendez-vous à l'hôpital, il me donne toute l'adresse, si je ne sais pas c'est quel côté. Il me donne toute l'adresse. Si le rendez-vous c'est demain, je sors, j'ai tout le matin pour

aller voir. Comme ça après je rentre et puis après je fais direct pour aller. Au début, c'était compliqué pour moi. Ce n'est pas facile. Mon mari, il faisait tout à ma place, il parlait à ma place. C'est dur le français. Chez nous, on parle français, il y a beaucoup de Français à Abidjan capitale. Mais, nous on est à la campagne, alors on ne le parlait pas. A cause du français, je ne voulais pas sortir. Si tu te perds, il faut que tu demandes, mais je ne savais pas, alors tu vas demander quoi. A cause de ça, je reste à la maison. Des fois, si les enfants ils sont là, on sort. Car les enfants ils savent déjà, donc on va sortir. Mais maintenant, c'est bon, je vais partout, partout. Même si il me donne l'adresse, maintenant, je fais toute seule directe. Je sais par quel côté je dois partir, je sais. J'arrive à lire les stations de métro.

-Et au début, comment vous faisiez ?

Au début, quand j'allais à Gare du Nord, je prenais à Château Rouge. On compte « Barbès », puis deuxième c'est. Mais maintenant, c'est bon, je sais lire le plan de métro et tout, tout.

-Comment vous imaginiez la France avant de venir ?

Les gens qui sont venus avant nous, ils disent en France : « *C'est bien il y a tout, tout, tout* ». Je dis que c'est bien, mais le problème des papiers, ce n'est pas facile. C'est la chance aussi. Avec les papiers, c'est dur. Ali, l'année 2011, Ali était CM2, avec sa classe il va voyager pour aller à Londres. Moi, je n'ai pas de papiers et mon mari n'a pas de papiers, alors Ali n'a pas de papier. Ali n'a pas le droit d'aller à Londres. Car Londres ce n'est pas comme à Paris. Ali m'a dit : « *Maman, comme on n'a pas de papiers, je ne peux pas partir à Londres* ». J'ai dit : « *Pourquoi ?* ». J'ai fait toute la nuit, pleurée, jusqu'au matin. Ali, aussi, il pleurait, il disait : « *Les autres ils vont, pourquoi moi, je ne peux pas ?* ». Il m'a demandé, moi, je me rappelle bien, il a dit : « *Maman. Toi, tu as fais quoi, pour qu'ils te donnent pas le papier ?* ». J'ai dit : « *Je n'ai rien fait* ». Ce jour là, j'ai pleuré, pleuré. J'ai dit : « *Dieu, pourquoi tu ne me donnes pas mes papiers ? Pour mes enfants.* » (*Pleurs*). Ce n'est pas facile. Mes enfants, ils vont à l'école, qu'ils ne donnent pas à moi, mais aux enfants, pourquoi ? Les enfants, ils sont pour rien. Pourquoi, ils ne sont pas comme les autres ? Mais, maintenant c'est bien, ils peuvent voyager partout, même en Côte d'Ivoire si il veut. 2014, au mois de juin, on va partir, on va faire deux mois là-bas. Cela fait onze ans maintenant qu'on n'est pas allé. Moi et ma mère, ça fait seize ans, seize ans que je n'ai pas vu ma mère. Ça fait seize ans. Ma mère, elle est vieille maintenant.

-Vous l'appellez ?

Oui, tous les jours, je l'appelle. Je prends des nouvelles, j'appelle pour : « *Ça va ? Ça ne va pas ?* ». Ma sœur est décédée, ma grand-mère est décédée. Toute ma famille est partie, derrière moi. Et, je suis bloquée, je ne pouvais pas aller. Je n'ai pas de papier, alors je suis bloquée ici. Grâce à AGO, l'année 2011, nous tous on est partis à Bordeaux avec Sandra pour une semaine de vacances. C'était super bien. C'était super. Depuis ça, mon mari a fait la demande de papier, ils ont refusé. On est parti en vacances, même jour, on est revenu, on a ouvert la boîte aux lettres, on a eu un refus et une obligation de quitter le territoire. Mon mari, il m'a dit : « *On laisse tomber* ». Depuis ce jour là, j'ai dit à mon mari : « *On ne laisse pas tomber* ». On a rien fait, on n'est pas des criminels, mes enfants ils vont à l'école comme les autres. Pourquoi ils me font comme des criminels ? J'ai dit : « *On ne laisse pas tomber* ». J'ai pris le refus et je suis partie voir Christine. J'ai dit : « *Christine, tu peux m'aider, pour changer l'avocat, pour prendre un autre avocat. Mes enfants, ils ne peuvent pas voyager, ils n'ont rien fait, mes enfants* ». Christine, elle a dit : « *On va changer l'avocat* ». L'avocat, là, franchement, il est bien, il connaît bien son travail. Grâce à l'avocat, on a fait le tribunal et ils nous ont donné le papier à mon mari et à moi. L'avocat connaît son travail et Christine aussi. Des fois, je prends mon papier (*elle prend son titre de séjour dans la main*), à cause de ça, ils nous fatiguent. Ça, ça, ce n'est pas vrai, ça fait combien d'années qu'on attend ça. Je ne peux pas faire tout avec ça, mais je peux travailler. C'est

pour un an, après il faut que je fasse le renouvellement. Il faut que je le change quatre ou cinq fois avant d'avoir la carte de dix ans.

-Qu'est ce qui vous a surpris le plus quand vous êtes arrivée en France ?

Etonnée, c'est déjà. Quand on est là-bas, ils nous disent : « *La France, la France, la France* ». Mais, je ne sais pas comment je vais l'expliquer. Chez nous, quand on parle de la France. Quand, je suis arrivée en France, j'ai vu le bâtiment, j'ai dit : « *Ça c'est quoi ?* », il m'a dit : « *C'est le bâtiment* », j'ai dit : « *Quel bâtiment ?* ». Parce que nous on dit : « *La maison* », mais ici c'est l'appartement. C'est partout, il y en a partout, il y a pas de maison. Je dis : « *Mais, on va monter dedans* », il me dit : « *Oui, au 6^{ème} étage* », ça m'a surpris, chez nous ce n'est pas comme ça. Chez nous, c'est de petites maisons. Mon mari il dit : « *Toujours, on dit, en France, en France, bah c'est ça la France* ». (*Sa petite fille essaie d'écrire son prénom à côté de nous, elle se trompe, Mariamou la corrige*). Le premier jour, je suis rentrée dans l'appartement, mais je ne suis pas sortie, pour aller où. Deuxième jour, je ne suis pas sortie. Jusqu'au week-end comme ça. Le week-end, mon mari, il a dit : « *On va sortir* », on est allé voir des gens. C'était bizarre. J'étais enceinte, je n'arrivais plus à manger. Je ne buvais que de l'eau seulement. J'ai dit à ma mère : « *C'est dur en France* ». Faut que je l'appelle, car on ne peut pas se voir. C'est cher, une carte si on paie sept euros, au bout de quarante minutes c'est fini. Des fois, on prend trois ou deux cartes.

-Quel endroit vous préférez à Paris ?

Le 16^{ème}, c'est beau, c'est les riches qui sont là-bas. J'aime bien le 18^{ème}, à cause d'AGO, j'aime bien. Mais, le 16^{ème}, il a les riches là-bas. Le 16^{ème}, le 15^{ème}, le 1^{er} arrondissement, c'est beau, il y a beaucoup de choses. Ce n'est pas comme le 18^{ème}. Mais si je peux avoir un logement, ici, à la Goutte d'Or, je préfère. 16^{ème}, je ne peux pas, je préfère le 18^{ème}, ça fait onze ans que je suis là, je connais tout le monde, mes enfants aussi. Même dés fois, si je dis à ma grande fille : « *On va partir* », elle me dit : « *Non, maman, on reste ici* », il y a les copines ici, il y a tout ici. C'est comme ça, la vie.

-Et quel endroit vous n'aimez pas à Paris ?

J'aime tout. Moi, j'aime tout.

-Vous n'avez pas peur de sortir toute seule ?

Non.

-Et le soir ?

Le soir, je ne sors pas. Mes enfants, c'est pareil, quand ils rentrent après 20h, ils ne sortent pas jusqu'au lendemain. Moi, quand je travaille le soir, je suis dehors. Mais sinon, si je fais rien, si je ne travaille pas, je ne sors pas, je reste à la maison, on regarde la télé, c'est tout, je ne sors pas.

-Et votre rêve ?

Un grand logement, mes enfants, chacun ils ont leurs chambres. Mon rêve c'est ça. Moi, aussi j'ai ma chambre. Mon rêve c'est ça. Mon deuxième c'est mes enfants. Je veux le bonheur pour mes enfants. Ma mère, elle a fait pour moi, moi il faut que je fasse pour mes enfants. Car chez nous, c'est la femme qui font tout, tout, tout. Elle est enceinte, après elle porte au dos, jusqu'à trois ans – quatre ans.

Lors de deux rencontres, Aïda a fait le récit de sa vie à Sandra (responsable du secteur Famille) pour l'écriture de la Gazette du centre social. Voici la restitution qu'elle en a faite :

Ma vie à Paris.

Ma journée commence à 5h. Je fais le ménage dans les bureaux, dans le 16^{ème}. A 7h30 je vais à Concorde. A 9h30, je suis dans le métro, ligne 9, pour aller à Pont de Sèvres. Après c'est St Lazare, et après Gabriel Péri. Et je finis dans le 12^{ème}. A 18h, je rentre à la maison. Ligne 2, ligne 9, ligne 12, ligne 4, ligne 13... Je connais tout le métro. Je dis à mes enfants : « *Maman, elle connaît tout Paris, tous les jours elle fait le tour de tout Paris* ».

Hier, ils m'ont donné des feuilles de paie. Je suis déclarée depuis le 5 novembre. C'est la première fois que je vois mon nom sur les feuilles. Ça fait de l'effet. Je vais garder le chèque pendant une semaine pour le regarder. Ça fait 10 ans que je rêve de ce moment-là. C'est une belle victoire.

Ça change beaucoup de choses. Déclarée, si je suis malade, je suis protégée. Pour mes enfants, c'est nouveau et grand. Avec mes feuilles de paie, je peux avoir une maison. Peut-être un jour, mes enfants et moi, on aura un lieu pour vivre et être tranquille.

La liberté

« *Maman, y a la police en bas dans la rue* ». Quand j'entendais mes enfants dire ça, je ne savais pas comment faire. On a eu de la chance, on n'a jamais été contrôlé, mais on a gardé la peur pendant 11 ans. Ne pas avoir de papier, c'est comme ne pas avoir le droit de parler. Partout où tu vas, on te demande ton titre de séjour. Du coup, je n'allais nulle part, je ne demandais rien.

Ali, mon fils, n'a pas pu partir en voyage de classe à Londres. Ce jour-là, j'ai pleuré toute la nuit. Ce jour-là, j'ai voulu rentrer au pays à cause des papiers. Mes enfants étaient prisonniers, ils ne pouvaient pas voyager, prisonniers dans la petite maison. Pendant 11 ans, la Préfecture a refusé de nous donner des papiers. En septembre dernier, j'ai eu mes papiers. Maintenant j'ai un nom, avant j'en n'avais pas. Ça change beaucoup de choses. Maintenant, ça y est, on est rentrés en France.

Notre petite maison

Il fait froid maintenant dans la maison. Les fenêtres sont cassées, le vent entre. Les enfants... On ne peut pas fermer les fenêtres. Alors, on met le chauffage électrique, c'est très cher mais c'est pour mes enfants... Les enfants, c'est quelque chose qui est devant, c'est mon énergie. Je vois mes enfants, je me bats pour eux. C'est mon bonheur. Ma mère, ça fait 16 ans que je n'ai pas vu ma mère et tous les jours, je l'entends : « *Tout faire pour les enfants. Tout faire, toujours...* ».

J'ai cru qu'avec les papiers, les problèmes c'est fini. Pendant les 10 ans, je n'ai pas dit qu'on était dans 6m². 10 ans dans un 6m² avec 4 enfants. Il faut avancer et je ne pensais pas à parler de ça. J'avance, j'avance... (*Un long silence et elle reprend*). Peut-être que je n'avais pas le temps de le dire (*rire*) ! Et le dire à qui ? Comment ?

On est 6 dans 6m². Il y a 3 lits superposés, un petit frigo. 6 étages, pas de salle de bain, pas de cuisine. On est ensemble, on s'arrange, on s'organise. Je ne sais même pas si c'est petit ou grand, l'essentiel c'est de dormir. Mais Madané, ma fille aînée, demande: « *Maman quand je vais avoir ma chambre ?* » Le plus dur c'était les papiers, le logement ça va venir. Chaque chose en son temps. J'ai trouvé du travail : le matin et le soir.

Les autres maisons : les associations du quartier

Un jour, j'ai appelé ma mère et j'ai dit : « *Ici au pays, même si tu ne comprends rien, tu peux survivre. En France, ce n'est pas possible. Sans lire, tu ne peux pas vivre.* » Au début, elle ne voulait pas me croire. Avec les années, elle a compris. Elle m'a entendue et elle raconte autour d'elle la vie compliquée avec les écritures. Elle raconte la France, les Français et les écritures ! (*rire*)

Grace à mes enfants, j'ai découvert AGO. J'ai demandé au directeur de l'école une adresse pour faire les cours. Je ne sais pas lire, pas écrire : Qui va aider mes enfants, si ce n'est pas moi ?

Quand je suis arrivée, je ne pouvais pas marcher seule dans la rue, prendre le métro, aller à la PMI, faire les courses. Je restais à la maison toute la journée, je n'osais pas sortir à cause du français parce que je ne comprenais pas. J'ai trouvé la force de sortir. Je ne pouvais pas rester comme ça sans rien. Ma première maison c'est ici. Grâce à AGO, je rigole, je parle français, j'ai appris à lire. Ça m'a aidé beaucoup pour mes enfants, pour moi-même. Pour prendre le métro. Avant c'est mon mari qui fait tout. Un jour, j'ai pris la décision, c'est difficile mais c'est bien aujourd'hui. C'est moi qui fais tout, mon mari, il part au boulot ! Avec les écritures, je peux aller plus loin et même faire une formation. Pour mes enfants c'est leur première maison aussi. Mes deux derniers sont allés à Caravelle (*Halte-garderie d'Accueil Goutte d'Or*). Nadamoua ne parlait pas. Elle ne parlait à personne. Là, elle était avec beaucoup d'autres enfants, ça change un peu plutôt que de rester dans la petite maison. Après, elle était mieux pour aller à l'école. Et moi, j'avais du temps pour aller à mes cours ou pour pouvoir me reposer. Ma mère, elle m'a appris qu'on n'arrive à rien tout seul, faut faire confiance. Elle m'a appris à regarder les gens et à croire dans les gens. Ma mère, elle est loin mais elle reste avec moi. Je ne l'ai pas vue depuis seize ans, mais je l'entends tous les jours. Grâce à des amies, grâce à AGO j'avance. J'ai ouvert mon cœur à ces gens et j'ai rencontré Christine. Moi je n'ai rien fait toute seule. Avec Christine, avec Sandra, y a les dossiers : on a fait beaucoup de dossiers pour les papiers, le travail des enfants, le logement, les vacances. Ça avance... Ali et Fatoumata vont à l'accompagnement scolaire. J'ai décidé parce que mon mari n'est pas à la maison le soir. J'ai dit à mes enfants qu'ils avaient de la chance d'être ici où l'école est gratuite. Je voulais que mes enfants étudient. J'ai dit à Marilyn, il faut que tu m'aides, je ne comprends rien aux études. Avant quand je ne savais pas lire et écrire, ça m'angoissait quand mes enfants me montraient leurs cahiers. Je ne savais pas comment leur dire que je ne pouvais pas regarder leur travail. Avant, les cahiers ça me tenait loin de mes enfants. Maintenant ça va, je ne peux pas faire leurs devoirs (*rire*) mais je peux prendre le cahier, le lire et dire : « *Bon, maintenant il faut faire les devoirs !* ». J'ai même le courage d'aller à l'école, aux réunions. Maintenant c'est moi qui prends rdv avec les maitresses, qui parle avec elles. En 2011, on est parti en vacances, avec toute la famille. Pour la première fois, on est sorti du quartier. La mer, la plage. C'était beau. Au retour, il y avait un gros problème. Mon mari a trouvé dans la boîte aux lettres une obligation de quitter la France. Il était découragé, il voulait laisser tomber mais moi, j'ai dit non, ça, on ne laisse pas tomber ! On n'est pas des criminels, on a déjà construit des choses. Les enfants vont à l'école. On va se battre, on va aller au tribunal. Alors on est venus à AGO, on a fait un dossier pour le tribunal administratif avec Christine et Sandra. On vient ici, on se connaît maintenant. Même les enfants, ils rencontrent d'autres gens, d'autres personnes avec des vies différentes. On sort le plus possible.

Entretien N°8 (Amina)

Enregistré le 22 avril 2013, à l'association Accueil Goutte d'Or

-Ça fait longtemps que vous êtes en France ?

En fait, la première fois que je suis venue, c'était en 87 ou 88, je suis restée quatre ans, donc je n'ai pas pu être régularisée, on a tout fait pourtant. En premier lieu, mon mari a demandé l'asile politique, il est Mauricien et moi Algérienne. Du coup, l'asile politique on ne pouvait pas faire grand-chose. Comme on était marié, j'avais un livret de famille, je me suis mariée dans le 18^e, donc il n'y a pas pu avoir de regroupement familial. A cette époque, la politique, c'était très dur. Il y avait la loi Pasqua, et puis, après, ils ont pu en régulariser quelques-uns, mon mari en faisait partie et donc l'asile politique est tombé à l'eau et voilà quoi. Il a essayé de faire le regroupement et le monsieur qui est venu, lui a dit « *c'est bon* », mais, en fait, ce n'était pas bon. Entre temps, moi, j'ai pu venir ici, en France, mais j'ai dû attendre trois ans. Puis, j'ai dû descendre en Algérie, au pays. En fait, j'ai rencontré quelqu'un à Paris pour qui je travaillais. Son gendre, c'était le préfet de Paris, il m'a dit « *il faut que tu retournes en Algérie et que tu reviennes avec un visa et là on va vous régulariser tout de suite* », et moi comme j'étais *bête*, je suis partie et j'ai redemandé un visa avec mon ancien passeport et j'ai été bloquée quatre ans. Quatre ans d'enfer, c'était dans les années 90, au moment de la guerre du Golfe, et je ne savais plus quoi faire et pourtant j'ai eu des invitations, je pouvais avoir un visa facilement.

-Vous étiez retournée toute seule en Algérie ?

J'étais avec le petit, mais par la suite j'ai dû envoyer le petit car je ne voulais pas qu'il rate la maternelle et qu'il reste en Algérie à rien faire, à tourner en rond. Donc, je l'ai envoyé à son père. Ça s'est super bien passé, il était chez une cousine car, en fait, l'école ne pouvait pas le prendre tout de suite car il est du mois de février, et même après, il a fallu attendre, donc c'est une cousine qui l'a pris chez elle.

Entre temps, on est partis en vacances à l'Ile Maurice, et j'ai fait le transit par Paris au guichet, j'ai fait Alger-Paris, Paris-Maurice, et au retour mon mari m'a dit : « *Ne retourne pas en Algérie !* ». Mais moi, je lui ai dit : « *Puisqu'ils t'ont dit pour le regroupement familial, ça va arriver* », moi je voulais être dans la légalité, je me suis dit : je vais être régularisée, le regroupement familial va se faire dans peu de temps, donc patienter un petit peu ça va, mais j'ai dû patienter trois ans... Donc du coup, au moment où je suis rentrée, il y a eu un refus, j'étais mal, mal, mal, je pleurais tous les jours. Au retour de l'Ile Maurice, j'ai eu des douleurs au sein gauche. J'ai été consulter et on a découvert un cancer (pleurs). Ça a été très dur, il n'y avait pas mon mari, pas mon fils, j'étais bien entourée mais... Voilà, quand je l'ai annoncé à mon mari, « *j'ai un cancer* », ça a été très dur, il ne savait plus quoi faire. Du coup, il rachète un autre billet, il me dit que pour l'Ile Maurice ça a changé, le transfert se fait maintenant par Charles de Gaulle donc, automatiquement, « *ils vont te donner un visa transit car toi tu arriveras à Orly* ». Donc, j'ai tenté ma chance, il a fallu six mois avant qu'il m'achète le billet. Du coup, j'arrive à l'aéroport d'Orly, ils me bloquent là-bas, ils me disent : « *Non vous n'avez pas le droit, vous êtes arrivée par ce vol et vous allez repartir avec ce même avion dans deux-trois heures* ». Je leur ai dit que je demandais un visa-transit car mon vol était demain, j'étais là bouche-bée, je ne voulais pas le montrer mais, à l'intérieur, je bouillonnais. Après, j'ai tiré le livret de famille, je leur ai dit : « *Ecoutez. Voilà, je pars en vacances avec mon mari et mon fils* », tout ça, c'était des mensonges, j'ai dû dire n'importe quoi, ils me disent : « *Ah bon, vous êtes mariée à un Mauricien* ». J'ai tiré mon livret de famille et je leur ai montré. J'ai dit que j'attendais mon regroupement familial dans pas longtemps mais ce n'était pas vrai, il avait été refusé. Donc, j'ai dû dire n'importe quoi. Je leur ai dit que l'on partait tous en vacances et qu'on devait se rencontrer là-bas. Ils ont été tirer un grand livre avec les lois, mais, moi je n'avais pas de visa pour l'Ile Maurice, je n'avais rien. Après trois heures d'attente, c'était comme dans un film, trois heures d'attente, pour moi, c'était trois années, je n'avais pas un

rond sur moi, mon mari ne savait pas que je venais ce jour-là, je ne voulais pas le préoccuper car comme il était tout seul, ici, et comme mon frère travaillait à Air Algérie, il a pu me laisser embarquer car comme je n'avais pas de visa je n'avais pas le droit d'embarquer. Finalement, trois heures d'attente stressantes, alors qu'avec mon état il ne me fallait pas de stress, et au final ils me donnent un visa transitoire de vingt-quatre heures. Bon... Je n'avais pas un rond, je ne savais pas ce que je faisais, où j'étais, je n'avais pas un centime sur moi. Et là comme par hasard, je rencontre un voisin, il me dit: « Ah, je t'ai laissée sur Alger hier, je te retrouve, ici, aujourd'hui ». Je lui dis: « Ne me pose pas de questions, j'ai besoin d'argent ». J'avais peur qu'on me dise de retourner en Algérie. Il m'a dit: « Pas de soucis ». Il m'a tiré de l'argent, même en plus. Et tellement j'avais peur, je ne voulais pas attendre à la station de taxi, j'ai pris n'importe quel bus qui passait par Paris. Je crois que je suis passée par Villejuif, j'ai fait le tour du monde pour rentrer chez moi. Et arrivée chez moi, je n'avais pas de clé. Je suis allée chercher le petit à l'école, il était tout comme ça, il n'arrivait pas à venir dans mes bras. C'est un enfant qui a beaucoup souffert, il est resté deux ans et demi sans me voir, ça a été dur. Après, en catastrophe, je suis allée voir « Médecins du monde » qui a pris ça tout de suite au sérieux. Je me rappelle du médecin cancérologue, c'était P. A., il m'a consulté, il m'a dit « Madame il faut faire vite ». Et, c'est là où tout le monde se battait de partout, il savait que je n'avais pas mes papiers.

-Et vous ne pouviez pas avoir un titre de séjour pour maladie ?

Non, non, jusqu'à la loi Pasqua, je n'avais rien. En plus, je me battais pour la maladie, donc je ne pensais pas du tout aux papiers, lesquels fallait-il prendre... J'étais vraiment à deux doigts d'y passer, c'était vraiment dur, dur ! Les années 95 m'ont marquée quoi ! Car, en fait, je n'étais pas préparée pour l'ablation, je n'étais pas préparée pour beaucoup de choses, et au réveil après l'opération j'étais comme ça, je cherchais si on m'avait fait l'ablation ou pas. Je n'étais pas préparée moralement, et du coup l'ablation a été faite et on m'a dit qu'on m'a sauvée car il y avait une boule qui prenait tout le sein. Après j'étais vidée, moralement, j'avais 28 ans, c'était délicat. C'est vrai que, par la suite, j'ai pu être régularisée, j'ai travaillé un petit peu. J'ai été régularisée dans les années 97, après la maladie quoi. Mais après, j'ai fait une rechute, cancer de la thyroïde, opérée trois fois, des réactions, des complications. Aujourd'hui, je suis encore là, mais bon... Ce que je dois subir, encore, je ne sais pas... Mais, c'est vrai que c'était très lourd pour moi.

-Et vous n'êtes jamais retournée en Algérie depuis ?

Depuis si, mais comme ça, pour un mois de vacances. Mais là, depuis cinq ans, je ne suis pas retournée.

-Chez vous c'est où, en France ou en Algérie ?

Au jour d'aujourd'hui, franchement, je me plais en France, je suis chez moi, je ne me sens pas étrangère. Quelquefois, des fois, le regard des autres, pas toujours délicats, des remarques : « Ah oui! Vous ne voulez pas retourner un jour chez vous ? ». Mais, ici, je suis chez moi, je ne me sens pas étrangère, ça va quoi, j'ai de beaux enfants, quatre enfants quand même, j'ai pu avoir d'autres enfants, après la maladie, par chance. Les deux derniers ont été faits par hasard, c'était un cadeau de Dieu. Au départ, on était dans le 18^e, vers le boulevard Ornano, vers Saint Plon. Puis, après nous sommes arrivés à la Goutte d'Or.

-Quand vous êtes arrivée à Paris, comment vous trouviez la ville ? Qu'est-ce qui vous a surpris, ou étonnée ?

Moi je dirais Paris c'est libre, on a le droit de parler, on a le droit, voilà, et je dis quand même respect au droit. Chez nous, on ne l'a pas. Le droit d'expression, le droit de tout quoi. Mais, ce qui est dur en France, c'est le regard des autres, le regard des Français vis-à-vis des étrangers, quelquefois ce n'est

pas un regard sain, ils ne savent pas que ces personnes... enfin on est tous égaux, on va tous mourir, on n'est pas éternels. Quand on voit des gens qui viennent d'Afrique Noire, ce sont des gens qui ont beaucoup souffert, mais c'est difficile à ressentir, ça aussi ça joue, mais des fois, pour les gens, un Africain c'est un Africain quoi... C'est triste.

-Comment vous déplacez-vous à Paris ?

A Paris, on a tous les moyens de transport, j'ai un véhicule mais je ne le prends pas tout le temps car il y a le bus, le métro, le RER et l'essence est chère ; donc, je préfère encore me déplacer dans les transports en commun. Mais, des fois, les tickets de transports sont chers aussi. Si je prends un ticket aller-retour à 15 euros pour ma fille, je préfère faire le plein avec ça et rentrer tranquillement... Mais après, dans Paris, ça ne sert à rien, on est bien. Mais le soir, je ne sors pas beaucoup ; avant je n'avais pas peur, mais maintenant oui. De plus en plus, j'ai peur, car je me dis qu'on ne sait pas sur qui on peut tomber, on ne sait pas, le mal il va venir d'où, il y a un truc qui va vous tomber sur la tête, des fois ça craint. A Paris, encore ça va, mais il y a des endroits où ça craint, auparavant je n'avais pas peur, mais avec les émissions... Voilà. Mais, quelquefois, quand je suis invitée ou que je rentre à une heure ou deux, j'ai peur. Moi, ce qui me fait peur c'est les parkings, ça craint quelquefois, des bandes de voyous, ils vous assomment ou vous tuent pour rien du tout.

- Et à la Goutte d'Or ?

Moi ça va, avant j'avais peur. Le jour où ils m'ont proposé un logement à la Goutte d'Or, j'étais en pleurs, je dis : « *Oh là là ! mon Dieu* », mais ensuite, je trouve qu'il y a eu un changement. C'est les médias aussi, ils nous font peur.

Au début, je voulais partir, tout de suite, mais mon mari m'a dit : « *Où tu vas partir ?* ». Les écoles dans la Goutte d'Or, ce n'est pas qu'elles ne sont pas bien, mais mes enfants ils craignent tout, ce sont des enfants très sages, donc le jour où j'ai visité les écoles, j'ai trouvé que c'était catastrophique. Même le niveau, il n'est pas super bien, parce que franchement l'école c'est très important, du coup ils sont dans des écoles cathos, les quatre sont allés dans des écoles cathos. Le grand, il a eu son BTS, il est encore dans une école privée, il fait technicien de l'aéronautique. Franchement c'est important, l'avenir des enfants, c'est important. Je ne blâme pas les autres écoles, dans le sens où les maîtres ne font pas leurs devoirs. Mais, j'ai remarqué, il y a trop de grèves, c'est trop, du coup je ne veux pas passer par là, malheureusement, du coup je les ai laissés dans le privé. Ce n'est pas donné mais je me sens obligée, c'est important. Et puis, les maîtres ne sont pas remplacés, et ça traîne et ça traîne, moi, ça me plaît pas, je dirais après que ce n'est pas la faute de l'établissement... Mon fils, il a 23 ans et depuis qu'il est dans le privé, jamais de grève, une absence et ils sont remplacés, ils sont bien encadrés, on n'a pas idée, mais c'est très important.

Voilà, même mon mari ne veut pas partir d'ici. Il me dit : « *Ce n'est pas dans le 5^e que tu vas être en sécurité* », c'est là où c'est calme où c'est le plus dangereux, je crois. Nous sommes habitués, on a tout à côté, des boulangeries qui ferment à onze heures du soir, l'autre à trois heures du matin... Ce qui me faisait peur, c'était les drogués, j'avais peur des seringues, là je n'en vois pas. Mais bon les pauvres, je sais. Dans le quartier, ils traînent ; il y en a de moins en moins car ils se sont déplacés, sinon il y a un café qui les rapproche où il y a tout leur *business*, c'est le café de la rue Léon. Vous descendez la rue Léon encore, il y a un café, une sandwicherie, après il y a un immeuble très joli, tout neuf, une entrée de parking et à côté une dame qui fait le tissage, c'est des créateurs. Alors vous savez, en bas, il y a la femme qui fait le tissage de lin, des rideaux, du voilage, c'est là où j'habite et le café est juste en face, ce café il en ramène plein. Il y a un autre café dans la rue Mihra, c'est pareil. Une fois j'ai été poursuivie car j'ai gueulé sur des dealers, j'ai été menacée par les mecs, j'ai piqué une crise, ils faisaient leur *business* dans notre immeuble, j'ai gueulé : « *Vous m'emmerdez ! C'est moi qui vous emmerde maintenant* ». J'ai pris un grand risque. Mon mari m'a dit : « *Tu fais quoi, attention !* » et par

la suite ça s'est calmé, j'en pouvais plus, j'ai insisté, je me suis battue, alors voilà. Les dealers, ils venaient tout le temps, ils rentraient dans l'immeuble, il y a quelqu'un qui les faisait rentrer, car il faut avoir un badge, les clés pour la cave, l'ascenseur... Combien de fois je suis tombée sur des paquets de drogues, des tablettes de chocolat, je fouillais au-dessus des portes et je mettais à la poubelle, j'ai fait ça quatre fois, et puis, ils ne sont plus revenus ! Mais, il y en a de moins en moins depuis que la mairie rachète des parts, les gens prennent la bonne décision, ils donnent ça aux créateurs, c'est mieux.

-Mais vous n'avez pas peur que ça change le quartier ?

Dans quel sens ?

-Des loyers plus chers, une population plus bourgeoise ?

Plus cher les loyers ? C'est déjà cher, non je ne pense pas avec la crise, moi c'est l'OFPA (?), j'ai un F4 à 660 euros, ça va quoi, pour moi c'est raisonnable, mais si ça augmente il faut partir, c'est vrai.

-Quel endroit préférez-vous à Paris ? Quels sont les lieux où vous aimez vous balader ?

C'est le 5ème, de Saint Michel jusqu'au Luxembourg.

-Et ceux que vous n'aimez pas ?

Là, où ils pissent trop, où c'est malpropre, comme à Château Rouge : si je passe sur un trottoir, je dois mettre un masque, ce n'est pas normal. Il y a la vente à la sauvette. Quand je rentre de l'école avec mes enfants, je prends la rue Dejean, je prends le boulevard Barbès, je passe par là, c'est mieux, mais combien de fois ils nous ont bousculés, car la police leur courait derrière... C'est surtout par rapport à ça que je n'aime pas trop Château Rouge. Ça commence le vendredi soir, il y a plus de monde qui viennent aux fêtes, beaucoup de personnes qui viennent de la banlieue pour faire leurs courses, il y a le commerce asiatique, le commerce de gros, le poisson sec, le congelé... Moi j'aime bien mon quartier, il y a une mixité, c'est bien, mais après, le pipi c'est malheureux. On a des jolis immeubles, modernes, beaux, propres. Et, de l'autre côté, c'est l'extérieur qui donne une image pas assez propre. C'est beau et puis, hop, il y a quelqu'un qui vient, il s'en fout, il fait ses besoins dehors ou pipi, il jette, il boit, il mange là où il fait ses besoins, ça fait mal quoi, surtout la rue de Suez, et ça commence dans la rue Laghouat. Tout à l'heure, je suis passée, je ne pouvais pas respirer, pourquoi ? Car il y a un resto afro, ils mangent toute la nuit, ils boivent toute la nuit, il n'y a pas de place pour uriner, donc ils vont dehors. Ce n'est pas normal.

-Vous aimeriez quitter Paris ?

J'ai ma nièce qui vit dans le 77, mais je n'irai pas. Ma mère, quand elle vient d'Algérie, elle veut rester là car, en fait, sa vie c'est la ville. Ça vit à Paris, on a les transports tout le temps, on se déplace facilement. Moi qui suis malade, j'ai mon hôpital à Hôtel Dieu, c'est pour ça que j'aime bien le 5^e, j'ai l'hôpital Lariboisière et l'hôpital Saint Louis pour mon cancer du sein, donc je suis bien gâtée. C'est un joli quartier. Non, je ne veux pas quitter Paris.

Entretien N°9 (Hawa)

Enregistré le 29 avril 2013, à l'association Accueil Goutte d'Or

-Depuis combien de temps vis-tu ici ?

Cela fait un an que je suis en Europe, avant j'étais en Italie. Après l'Italie, je suis venue en France. Je suis là depuis le mois de février, en février 2012. Puis, au mois d'Août, je suis venue m'installer définitivement à Paris. Je viens de Guinée, je suis venue en avion, puis après, plus tard j'ai pris un train pour venir en France. Car, en Italie c'est dur, ce n'est pas comme en France, il n'y a pas de travail.

Je suis venue en Europe, ce n'était pas de ma volonté ; en un mot, on m'avait donné en mariage à un de mes cousins, mais le mariage n'a pas du tout abouti. Lui, il vit en Italie. Je suis allée là-bas, quelques mois, mais la manière dont il est et la manière dont moi je suis, cela ne peut pas aller. Ça a été très, très dur avec la famille. Jusqu'à présent, c'est encore très dur. Ma famille, elle voulait que je reste avec lui, mais moi je ne peux pas. Lui, il veut que je revienne, mais moi je ne veux pas. La manière dont il vit et la mienne, ce n'est pas la même chose. L'éducation aussi, ce n'est pas la même chose. Ce que moi j'ai reçu et ce que lui a reçu, ce n'est pas la même chose ; donc même si je reste pendant des années et des années, cela n'aurait pas abouti. Cela aurait été seulement pour la forme, pour dire je suis mariée, mais ça n'aurait pas marché. Je n'étais déjà, pas du tout, du tout, chaude pour venir. Tu vas où, tu ne sais pas où, tu ne connais pas les gens où tu vas. Moi, j'étais bien au pays. Est-ce que la personne intéressée va te plaire, tu ne sais pas. Je le connaissais en Afrique, mais l'image qu'il a ici en Europe, et les modes de vie ici, c'est un peu différent, ce n'est pas la même chose.

-Et, là, maintenant tu vis où ?

J'habite à la Goutte d'Or, mon adresse est à Vitry, mais je suis ici. Je dors, ici, chez Mme K. T., je suis chez elle. Au début, j'étais à Vitry chez une amie, c'est là, que je suis arrivée. Mais, je suis venue ici, je la connaissais. En Guinée, on est voisin, on habite face à face, donc quand c'est comme cela, on dit chez nous que c'est la même famille. C'est ma sœur ou mon frère, c'est la même famille en un mot. C'est normal, elle m'a aidée. Je suis chez Mme K.T., je suis forcée de rester chez elle, car actuellement ce n'est pas du tout facile, même si c'est mieux que par rapport en Italie. J'ai le papier Italien de trois ans. Mais cela ne vaut rien, ici, on ne peut pas travailler avec ce papier. Je ne peux pas accéder à mes besoins propres. Je cherche du travail, mais on me dit que le papier que j'ai ne permet pas de travailler ici. La préfecture ne veut pas me donner le permis de travail. C'est un peu compliqué, peut-être qu'à la fin ça va aboutir, *Inch Allah*, on espère beaucoup. J'ai envie de rester en France et, ici, à la Goutte d'Or, mais ce n'est pas facile. Je suis là depuis le mois d'Août, mais comme c'était les vacances, j'ai commencé les cours, ici, à la Goutte d'Or en novembre. C'est Mme K.T. qui m'a dit de venir ici. Je ne parle pas bien, tout est gâté avec la langue Italienne, tout est un peu gâté. Des fois, il y a des mots qui me manquent en Français.

-Comment imaginais-tu la France avant de venir ?

Quand tu es un africain et que tu rentres en Europe, tu crois que tu auras tout, tout, tout. Tout ce qu'il faut, mais non, c'est des mensonges, ça. Au contraire, ce n'est pas cela (rire). Au contraire, il faut que tu souffres un peu, voir même beaucoup, beaucoup, avant d'avoir quelque chose. Parce que moi, avant de venir ici, j'avais fait escale en France pour aller en Italie. Mais la première chose, j'avais détesté la France, c'est la vérité. Parce que je devais aller en Allemagne. J'avais gagné le visa d'Allemagne, donc je devais prendre le train en France pour l'Allemagne et puis ensuite partir pour l'Italie. Mais au moment de l'escale, pour faire la correspondance, mon avion a été un peu en retard, et puis il y avait un monsieur qui m'avait trucidée, il a pris mon argent à l'aéroport. Ça c'est la vérité. Mais bon, je me suis débrouillée. Je devais prendre le train, je ne sais pas comment je me suis retrouvée à la Gare du

Nord, je ne sais pas si c'était cette gare ou une autre. Mais, je suis arrivée. J'ai acheté une carte pour appeler là où je devais aller en Allemagne, je leur ai dit : « *j'ai manqué mon avion, et en plus, il y a un imbécile qui m'a trahie* ». Mais j'ai acheté le billet et j'ai pris le train pour l'Allemagne toute seule. J'ai eu quand même l'intelligence de me débrouiller car de l'aéroport Charles de Gaulle à la Gare du Nord ou à la Gare de Lyon, je ne sais pas, c'est quand même un peu loin, mais j'ai eu le courage de me débrouiller et de me retrouver. Ça c'est bien quand même. Ça s'est passé comme cela. En Allemagne, je suis restée deux jours, il y avait ma petite sœur et ma cousine là-bas. Puis, j'ai pris un billet pour l'Italie, j'ai pris le train. J'ai mis mon réveil à 5h30 dans le train pour ne pas louper l'arrêt, mais en fait, je n'ai pas dormi, j'avais peur de dépasser l'arrêt, alors je me suis dit : « C'est mieux de ne pas dormir ». Et, là-bas l'intéressé devait venir me chercher. Je suis restée en Italie deux ans, deux ans, mais seulement avec la souffrance. C'était très, très dur. Je voulais rentrer, je voulais vraiment rentrer. J'étais bien, j'étais à l'aise en Afrique. Ce n'est pas facile, pas du tout, pas du tout, pas du tout, quand on ne choisit pas. C'est mes parents qui ont choisi, on ne peut pas dire « non » à ses parents, ce n'est pas facile, mais je devais y aller. Mais, je n'avais pas du tout envie de rester. Et, puis après, je suis arrivée en France. La France, par rapport en Italie, ce n'est pas du tout la même chose. On te dit en Italie: « *Il faut faire des formations, faut faire, faut faire* », mais ça ne vaut rien, après tu n'as rien. A la fin, le diplôme, il ne sert à rien, il va à la poubelle. Ici, quand j'arriverai à changer mon papier et si je peux avoir le papier, j'aimerais faire sciences-math, je voudrais penser à moi, faire une formation qui me donnera plus de chance pour demain. Pour le moment, je ne veux pas retourner au pays, *Inch Allah*, ça va marcher. Car, quand tu penses à venir en Europe, tu ne peux pas retourner au pays, car tu deviens en retard par rapport aux autres qui sont en Afrique, ce n'est plus pareil. En Afrique, tu es en famille, tu n'as pas besoin d'autant de choses.

-Tu restes en contact avec le pays ?

Oui, un petit peu, mais ce n'est pas à 100%, car quand ton objectif n'est pas là, que tu ne peux pas gagner quelque chose d'abord, c'est difficile. Et, c'est dur de penser au pays, quand tu n'as rien. Mais c'est dur de trouver le travail.

-Et est-ce que Paris te plaît ?

Je vivais à Conakry. Ça me manque un peu, oui, surtout au moment des fêtes. Mes parents me manquent aussi. Mais, la vie d'ici me plaît quand même. Tout ce qui est en Afrique est, ici, à Paris, par rapport au manger, à la religion, à l'habillement, les 90% sont là aussi. Sauf que les modes de vie c'est un peu dur ici. Les transports, c'est un peu difficile aussi, il y a beaucoup de monde, tout le temps. Mais le métro c'est rapide, plus que le bus, donc même si il y a plus de monde, je prends surtout le métro. Et puis, à Paris aussi, tu trouves du travail plus facilement que dans la province, c'est plus facile la vie à Paris. Mais actuellement, ce n'est pas du tout, pas du tout facile, je n'ai pas de travail. C'est très dur de trouver du travail avec le papier que j'ai. Même au noir, c'est dur de trouver du travail. J'aimerais juste en avoir un peu. Car quand tu n'as rien, c'est dur, tu n'as pas de logement à toi, tu n'as rien. C'est un peu dur de vivre chez les autres, c'est déjà bien, mais ce n'est pas facile.

-Quels sont les endroits que tu aimes à Paris ?

Je ne sais pas, moi, je ne sors pas beaucoup. Je reste à la maison, sauf de temps en temps, on se promène vers Chatelet ou Strasbourg Saint-Denis. Mais sinon, je reste à la Goutte d'Or. Mais quand il fait nuit, je ne sors pas, je ne suis pas très rassurée.

Entretien N°10 (Katio)

Enregistré le 17 mai 2013, à l'association Accueil Goutte d'Or.

Après plusieurs entretiens fixés, puis reportés, nous arrivons à nous rencontrer un vendredi après-midi.

Je suis ici depuis 2006, ça fait sept ans que je suis là. Je viens de Côte d'Ivoire, je suis Burkinabée, mais née en Côte d'Ivoire. Je suis venue toute seule parce que mon mari, il est ici, lui ça fait onze ans qu'il est là. Je suis venue le rejoindre trois ans après. Il a son grand-frère ici, lui il l'a accueilli. Mais ça n'allait pas avec sa femme, avec sa femme ça n'allait pas du tout, alors il a dû trouver un petit studio. C'est là-bas que je suis venue le trouver. J'habite à Marx Dormoy.

-Et, votre logement, il est bien ?

J'ai un petit studio, comme ça. Je n'ai pas de logement, j'attendais le titre de séjour. J'ai eu mon titre de séjour le 4 décembre, c'est Christine qui m'a aidée, elle a fait une demande pour moi. Mon mari aussi a eu un titre de séjour au mois de mars. On vient d'avoir nos titres de séjour. Quand tu as tes papiers, c'est bien. Parce que quand tu n'as pas de papier, on ne te considère pas ici. Moi, je suis arrivée avec mon fils qui a six ans maintenant. On a loué un petit studio, on n'avait ni adresse, ni l'EDF à notre nom, on n'avait rien du tout. Et pourtant on paie chaque fin du mois trois cents euros. Et l'électricité, c'était au nom de celle qui nous a loué la maison. On voulait prendre l'électricité à notre nom, mais elle a dit : « *Non* ». Parce qu'elle n'avait pas le droit de nous louer la maison, mais elle nous a pas dit : « *Non* ». Donc, on ne pouvait pas avoir aucun truc à notre nom. L'hiver finit comme ça, on pouvait payer l'électricité de quatre cents à cinq cents euros, l'électricité commerciale c'est plus cher que l'électricité de la maison. On payait plus cher, mais on lui donne l'argent malgré tout. Mon mari, il fait la carrosserie au noir, lui, il se débrouillait. Lui, il a un métier, mais moi, je n'ai pas le métier. Et lui, il payait la maison, pendant huit ans, on n'a jamais eu de retard. Mais, la dame souvent, elle ne payait pas l'électricité, elle coupait l'EDF sur nous, en plein hiver. Et un jour, je voulais chauffer le biberon de mon fils, j'ai vu une lumière qui s'éteint, je fais sortir ma tête dehors, je vois le monsieur, je lui dis : « *Bonjour, Monsieur, s'il vous plaît, c'est vous qui avez coupé l'électricité ?* », il dit : « *Quel côté ? La boutique africaine ?* ». Je dis : « *Oui* », car la dame faisait une boutique dehors. Il dit : « *L'électricité n'a pas été payée, je coupe.* ». Je dis : « *Monsieur, s'il vous plaît, ne coupez pas ! Je vous demande pardon, j'ai deux enfants qui sont asthmatiques avec moi. C'est l'hiver, il fait froid. Moi, je ne sais pas comment faire avec les enfants* ». Il dit : « *Tu peux appeler la dame ? Je vous donne jusqu'à ce soir, si vous ne payez pas l'électricité* ». J'ai appelé la dame, elle est venue m'engueuler : « *Pourquoi j'ai dit au Monsieur de l'EDF qu'elle n'avait pas payé l'électricité ?* ». J'ai dit : « *On paie la maison, on te paie l'électricité, pourquoi tu ne paies pas ? On n'a pas d'adresse ici, on n'a rien* ». On avait une adresse dans une association, je ne sais pas si vous connaissez, c'est au 106 bis boulevard Ney. Il y a même des blancs qui prennent leurs courriers là-bas. On est parti grâce à mon fils, il y a une dame qui nous a aidés, elle nous a cherché une place. J'ai eu une adresse. Quand on est parti à la mairie pour inscrire l'enfant, il m'a dit : « *Vous habitez où ?* ». J'ai dit : « *A Marx Dormoy* ». Il me dit « *Mais là, on va mettre l'enfant jusqu'à Montmartre* ». Je suis allée voir la dame (*en parlant de la propriétaire*) car là c'est la vie de mon fils qui est en jeu. Je lui dis : « *Je suis partie pour inscrire mon fils, on me demande une facture EDF, quelque chose* ». Heureusement, elle a été gentille, elle m'a donné, c'est une Française, elle m'a donné sa pièce d'identité, une facture EDF et un certificat d'hébergement où elle habite elle-même. Donc ils ont pris mon fils où elle habite elle-même. L'enfant, il va à l'école. Et un beau matin, qu'est-ce qu'elle nous fait ? Nous, on lui paye la maison, et elle, qu'est-ce qu'elle fait ? Elle ne paye pas la maison. Alors le propriétaire est venu pour nous dire de libérer, parce que lui il nous a pas loué la maison. Parce que le monsieur a loué à la dame et la dame nous a loué. Donc le monsieur il n'a rien à voir avec nous. Donc il faut qu'on dégage, et qu'on laisse

le lieu. Et après, j'ai passé partout, pour la maison, personne ne peut m'aider. J'ai appelé une assistante sociale, elle m'a raccroché au nez. J'ai pas de titre de séjour alors elle ne peut rien faire pour moi. J'ai passé par le Samu social, on me mettait dans le 78 à Cergy-Pontoise, à Andrésy, et à Villeneuve-St-George. J'étais dans les hôtels, on me balance, deux jours, trois jours, avec les enfants. Moi, j'ai trois enfants ici. Il me balance, jusqu'à un jour où je me suis blessée le pied dans l'escalier. Jusqu'à une copine qui m'a dit : « *Il y a un Monsieur qui a un petit studio là.* », c'est petit, mais bon j'ai eu un petit studio.

Mon mari qui était dans le squat chez son frère, j'y étais de 2006 à 2009. La dame a pris notre dossier et a dit : « *Comme tu n'as pas de titre de séjour avec ton mari, vous avez le droit au provisoire.* ». Qu'est ce qui s'est passé ou qu'est ce qui ne s'est pas passé ? La fille est venue me voir, une fille blanche qui dit : « *Oui, j'ai envoyé votre dossier, mon patron m'a dit qu'il n'y a pas votre nom sur l'ordinateur, donc je ne peux rien faire pour vous.* ». Mais les impôts nous ont envoyé une lettre pour dire que la femme de son frère avait dit aux impôts qu'on n'était pas à l'adresse là-bas. Ils disent de donner notre vraie adresse pour envoyer nos impôts là-bas. Elle, elle a été relogée au 13^{ème} et nous on a rien eu. On était dans la rue. Avec mon mari, ils sont douze, il y a dix qui sont morts, ce sont les deux qui restent, même père, même mère. Si tu vois son frère, tu le vois, ils se ressemblent, les gens ne demandent même pas. Mais la femme domine son mari. Et nous, on a été chassé comme ça. Ils se voient quand il y a les réunions ou les baptêmes. Mais on ne se fréquente plus. Moi, je ne peux pas fréquenter quelqu'un qui m'a mise à la rue. Alors que moi, j'ai donné mon fils. Quand je suis arrivée en France, ici, je l'ai mis au monde, son premier nom, je l'ai donné à son grand frère. Quand je demande à l'enfant s'il connaît son nom, il dit qu'il ne connaît pas. C'est grâce à ma belle sœur, Mariamou, tu l'as reçue ici, c'est grâce à elle, il m'avait mis une interdiction, il avait mis une interdiction sur mon mari aussi. C'est grâce à elle, elle m'a dit : « *Tu vas voir Christine.* ». On avait une interdiction.

-Je ne comprends pas, quelle interdiction ?

J'avais fait une demande contre l'excision, car j'ai une fille qui est en Afrique là. Donc j'ai fait ça, ça n'a pas marché (*demande droit d'asile*). Ça n'a pas marché, j'ai reçu une OQTF (*obligation de quitter le territoire français*), j'ai fait un dossier pour contester ça, contester ça. Je suis restée pendant un an comme ça. Mon mari, il a fait le statut de réfugié, on lui donnait trois mois, trois mois, il ne peut pas travailler avec ça. Jusqu'à un jour où il a reçu un courrier pour quitter le territoire. J'ai vu ma belle-sœur, elle m'a dit : « *Je connais une dame qui est ici, qui est gentille, viens la voir !* ». Elle a donné mon non, tout, tout, tout à Christine. Et je suis allée la voir. Elle m'a dit : « *Bon, tu sais ce que tu vas faire, tu iras à la préfecture et tu vas faire une demande, tu reviens me voir après.* ». Quand je suis allée à la préfecture, ils ont pris mon papier, ils sont montés en haut plus d'une heure de temps, je me suis dit : « *Ils vont m'embarquer ou quoi ?* ». Après la fille, elle est descendue : « *La chef, elle a dit que tu ne peut pas faire une demande si tu n'as pas dix ans sur le territoire.* ». Je suis allée voir Christine. J'ai dit : « *Elle m'a dit d'aller encore avec mon mari, mon mari il a une OQTF et moi je ne peux pas faire la demande.* ». Christine a fait une lettre à l'adjoint au maire et à l'adjoint au préfet, et après j'ai reçu un courrier à la maison qui me dit d'envoyer tous les dossiers et de payer 110 euros. J'ai fait toutes les photocopies – originales, photocopies – originales. J'ai pris ça pour aller et j'ai donné le dossier le 25 septembre, la dame l'a reçu, tout était bien rangé, elle m'a dit que tout a été bien fait et qu'ils vont m'appeler. J'ai dit : « *Depuis quand la préfecture appelle les gens ?* ». Elle a ri, elle m'a dit : « *Ils vont t'appeler.* ». Je lui ai dit : « *Moi, ce courrier, je le connais.* ». Elle m'a regardée et elle m'a dit : « *Ça va marcher !* ». Je lui ai dit : « *Ah ! Je l'espère.* ». Le 20 novembre, on m'appelle à la maison, j'ai vu le numéro masqué, je ne voulais pas prendre, mais j'ai pris, c'était un monsieur : « *C'est Madame Ouango ?* ». J'ai dit : « *Oui.* ». « *Préfecture de police.* ». « *Qu'est ce que j'ai fait ?* », « *Je vous appelle car le préfet a dit de vous livrer un titre de séjour.* ». J'ai dit : « *Vous êtes sûr ? Est-ce que vous ne vous*

êtes pas trompé ? ». Il a dit : « *Non. C'est bien vous Madame Ouango, tu viens le 4 décembre, avec 300 euros pour chercher mon titre de séjour* », je sais plus très bien la somme. J'ai appelé Christine, je lui ai dit, elle était contente. On a souffert, on a galéré. Je n'ai jamais d'aide d'assistance sociale. C'est mon mari qui a un métier, qui court partout. C'est mon mari, si lui il me donne pas cinq francs, moi je n'en ai pas. Si lui il n'en a pas, moi je n'en ai pas. La maison, on a payé 500 euros pendant huit ans. On ne pouvait pas dire à la dame, il faut payer la maison, elle ne veut rien savoir. Alors que ce n'était pas sa maison à elle. Elle louait sa maison, elle aussi. (...) Les gens sont mauvais, elle est togolaise, elle aime l'argent. Les gens sont mauvais. Le 10, si tu n'as pas payé, le 11 elle venait chercher son argent. Elle coupait l'électricité. (...) Elle était mauvaise. Quelqu'un qui a des sentiments, elle ne peut pas être mauvaise comme ça. Ce n'est pas facile du tout, si tu as un métier, c'est bien. Mais si tu n'as pas, ce n'est pas facile du tout.

-Vous êtes encore en contact avec votre pays ?

Oui, j'appelle souvent ma fille là-bas. Elle a douze ans, bientôt elle va avoir treize ans. Même hier, et avant-hier. Elle est chez ma mère là.

-Et elle ne va pas venir en France ?

Ah ! Elle n'est pas prête de venir, il faut d'abord que j'ai l'argent, un logement plus grand et après je pourrai faire le dossier de regroupement familial. Pour le regroupement, c'est la maison qu'on vient voir. Mais chez nous, c'est trop petit, je ne peux pas faire. Son frère va bientôt rentrer au lycée. J'ai quatre enfants, trois en France et une en Afrique. J'ai deux qui sont nés en France et deux qui sont nés en Afrique. J'ai un garçon de 15ans, une fille de 12ans qui est en Afrique, puis les derniers 6ans et 2ans. La fille est restée en Afrique, c'est le garçon qui est venu car il était asthmatique à 100%. Ce n'est pas facile, tous les kinés me connaissent.

-Comment imaginiez-vous la France avant de venir ?

Je me suis dit que si je venais ici, tous mes problèmes seront résolus. C'est ce que je me suis dit. Mais quand je suis arrivée ici, même déjà quand je suis arrivée à l'aéroport, j'étais découragée car je croyais que c'était une autre planète quoi, que c'était un autre monde. Quand je suis descendue à Roissy. Parce que moi, j'ai fait Côte d'Ivoire-Ghana, Ghana-Milan, Milan-France. J'ai fait une semaine au Ghana, je suis arrivée à Milan à 6h30. Arrivée là-bas, on m'a attrapée à l'aéroport. Après, ils m'ont relâchée, j'ai pris mon vol pour Paris, terminal 2. Mon beau-frère est venu me chercher. On m'a envoyée dans le squat, chez le frère de mon mari, je me suis dit : « *Ce n'est pas possible, ça, ça n'existe pas ici.* ». Je ne croyais pas, parce que c'était sale, délabré. Je pensais qu'un immeuble comme ça, ça n'existe pas ici. Je faisais tout chez eux, j'allais chercher les enfants, je faisais tout, j'étais la bonne. Ils ne m'ont pas fait de cadeaux. Je fais le ménage, je fais la cuisine, je passe le balai, je vais chercher ses enfants, je reste à côté d'eux jusqu'à ce qu'ils arrivent à 21h30 ou à 21h. Il ne m'a jamais proposé d'aller travailler. Là, je travaille, je fais des remplacements, je n'ai pas encore eu ma place, je fais des remplacements, je n'ai pas encore le poste. Je travaille dans une agence de nettoyage, je fais le ménage dans les bureaux et souvent ils m'envoient comme polyvalent. Je ne gagne pas assez.

-Qu'est ce qui vous a le plus surpris en arrivant ici ?

C'est le problème de maison. Car si tu n'as pas de chez toi ici, ce n'est pas bon. Si tu es en hiver. En été, tu peux dormir au dehors, mais l'hiver tu ne peux pas surtout si tu as les enfants. Je suis arrivée le 11 mars 2006, mais quand l'hiver est arrivé je ne voulais pas sortir car je n'étais pas habituée. Ils m'avaient dit mais je n'étais pas habituée, je ne pensais pas que c'était à ce point comme ça.

-Est-ce que vous preniez le métro au début ?

Oui, un peu parce que je sais un peu lire, je me débrouille.

-Vous avez été scolarisée en Côte d'Ivoire ?

Oui, jusqu'en CM2. Mais je ne voulais pas prendre le métro car j'avais peur de me faire contrôler. Un jour, je suis descendue dans le métro, j'ai jamais volé le métro, je n'aime pas voler le métro. Avant de faire l'aide médicale d'état, je payais le ticket. Alors, je suis descendue à Marx Dormoy, et j'ai vu plein de gens qui contrôlaient, j'ai cru que c'était le titre de séjour. J'ai dit dans mon cœur : « *Je vais retourner en Afrique, alors que ça fait pas longtemps que je suis là. Pourquoi j'ai pris le métro ?* ». Quand j'ai raconté cette histoire à la maison, tout le monde a commencé à rire. Et quand on m'envoyait à Château-Rouge, je vois la police, je me retourne et je me disais, je vais courir, car moi je ne veux pas retourner en Afrique. Vous avez vu. Car en Afrique, on nous a dit que quand tu es là, tu ne peux pas sortir au dehors. Tu dois rester dans la maison seulement, mais c'est archi-faux. Moi, ça fait sept ans que je suis ici et on ne m'a jamais contrôlée. Je n'ai pas été contrôlée. Juste un jour, je devais aller à Champigny pour chercher du boulot, le train a gâté, je suis descendue à Pantin. J'ai entendu derrière moi la police qui faisait des contrôles d'identité. Je n'ai pas regardé, j'étais de dos jusqu'à ce que je rentre dans le métro. L'autre jour, à cinq heures du matin, je partais au boulot, les policiers, dans le métro, ils contrôlaient parce qu'il y avait des jeunes qui étaient là. Mais moi, ils ne m'ont pas demandé, moi aussi, non plus je ne leur ai rien dit. La Chapelle, il y a les drogués qui sont là vers cinq heures du matin, donc ils contrôlent.

-Comment vous trouvez la Goutte d'Or ?

Oui, moi j'aime mon quartier, c'est bon. C'est sympa, en été, on est au dehors. J'ai jamais eu de problème ici avec quelqu'un, je me sens bien ici. Même si je veux qu'on me loge, je ne veux pas aller en banlieue. J'aime ici où j'habite, c'est sympa, on cause et puis on est bien, il y a pas de problème. C'est ça qui fait le monde, quand on est en harmonie. Si quelqu'un a un problème, c'est comme si tout le monde a un problème, vraiment ça me va droit au cœur. On a laissé nos parents pour venir dans un autre pays, il faut qu'on s'entende. C'est l'argent qu'on est venu chercher, ce n'est pas les problèmes. J'aime vivre ici. Si on me donne un logement, ici, ça va me faire plaisir, parce que j'aime là.

-Mais si on vous propose un logement ailleurs ?

Oui, je vais, je n'ai pas le choix. Mon fils, il me dit : « *Pourquoi on est dans une petite maison ?* ». Je lui dis : « *Qu'est ce que tu sais toi ?* ». C'est vrai, c'est petit, c'est une seule pièce, un studio américain. On n'a pas le choix, c'est mieux que rien, on est cinq. Trois enfants avec mon mari, ça fait cinq. Mais ça va, je m'entends bien avec mes enfants. Je cause avec mes enfants. Je me sens à l'aise.

-Est-ce que vous vous êtes déjà perdue avec le métro ?

Non. C'est facile. Même si tu as l'adresse, mais que tu ne connais pas. Tu demandes au métro, les gens ils sont gentils, ils t'indiquent. Moi, quand je fais le boulot, on me donne l'adresse, moi je vais chercher le lieu. Le lendemain matin, je pars. Je ne me suis jamais perdue. Je n'ai même pas peur.

-Quel endroit vous préférez à Paris ?

J'aime la Tour Eiffel, mais on m'a dit que je ne pouvais pas aller car il y a des contrôles là-bas (*rire*). On prend le bus souvent pour aller à Montparnasse, il y a un grand parc là-bas. Souvent je les envoie à Saint-Denis, on se promène. Après on va au Mac-Do, ils sont contents. Le petit, il ne veut pas rester, il aime sortir, il dit : « *Maman, on sort, on va faire le pique-nique* ». Lui, il veut ne pas rester, car la maison, elle est petite. Même si il est à la maison, il regarde par la fenêtre, il dit : « *Regarde Maman, tel bus est parti. Maman, il y a un bouchon. Maman...* ». Lui, il est comme ça. C'est comme ça la vie. Moi, je crois qu'en France, tu viens ici, on te paye. Moi, j'ai dit à ma mère, si je viens ici, je construis une maison pour toi. Mais ce n'est pas le cas, il faut un titre de séjour pour travailler. Je ne savais pas

qu'ici c'était comme ça. Moi, je pensais : tu vas ici on te paye, tu vas là-bas, on te paye. Je pensais que tu passais toute la journée à travailler et tu récupères l'argent. Mais ce n'est pas ça. Quand tu n'as pas de titre de séjour, on ne te considère pas. Même tout ce que tu dis, on n'écoute pas. Car c'est le papier qui compte ici. On ne peut rien faire sans papiers ici.

-Vous aimeriez rentrer en Côte d'Ivoire ?

Non, je ne retourne pas en Côte d'Ivoire, car ici c'est quand même mieux. Même si c'est dur en France, c'est quand même mieux que l'Afrique. L'Afrique est dure. Moi, j'étais en Afrique, je vendais au marché, je me levais à 3h30. Et je sortais à 4h30. Je termine de préparer les galettes à 6h30. Et je vends. Je rentre à la maison à quelle heure ? A 20h30 à 21h, du lundi au samedi, je n'ai que le dimanche de repos. Il faut payer la maison. Je vivais à Boboga, là où il a eu les événements. Je vendais au plateau au marché. Et puis, ils ont cassé le marché. J'ai dit à mon mari : « *Ils ont cassé le marché !* ». Non, c'est quand même plus facile ici.

Annexe n°4 : Retranscription de l'atelier photographique



Abinaya (Sénégalaise, arrivée en France en 2004) :

Je n'aime pas trop Château Rouge parce que c'est dur pour traverser, pour faire les courses. Il y en a partout, des ventes comme ça, pour traverser si t'as le bébé ou la poussette, c'est un peu dur.

Si la police ils sont venus, ils courent. C'est pour ça, je l'aime pas trop.

Hier, j'étais passé. La police, ils sont venus, tout le monde, les vendeurs ils ont couru partout. J'attends, j'ai arrêté jusqu'à ce qu'ils aient fini de courir, après j'ai traversé.



Mariamou (Guinéenne, arrivée en France en 2010) :

Les légumes au marché Château-rouge. Il y a beaucoup de choses : tomates, bananes, oignons, piments, gombo, cacahuètes.

Fatou (Française, originaire du Mali, arrivée en France en 2003) :

C'est une photo du marché Dejean. Ca se passe à Château rouge. Yen a beaucoup de gens qui vendent des affaires, cacahuètes, ils font des courses. (...) Il y a quelqu'un, à gauche, je sais pas si c'est un monsieur ou une dame, il a une

poussette avec le bébé, il en a marre, quoi, parce qu'il y a beaucoup de gens quand il passe.

Founé (Ivoirienne, arrivée en France en 2002) :

Il y a des gens qui vendent dans le marché, ils vendent les ceintures, porte-monnaie, écharpes, des montres. Il a mis les mains dans la poche, il attend le client.

J'achète, j'achète pas.

Souvent ya du monde, on peut pas passer, ya tout le temps des policiers.

Groupe :

ya beaucoup de monde

Fatou (Française, originaire du Mali, arrivée en France en 2003) :

Sauf que des fois, ils déconnet. A château rouge. Ya beaucoup beaucoup de monde. J'arrive même pas à passer des fois. Avec la poussette, t'arrives pas à passer.

Fatou (Ivoirienne, arrivée en France en 2008) :

En tous cas, moi ça me gêne pas. Parce que moi, je suis tout le temps là. Moi, je vends ce qu'elles vendent, je regarde, souvent j'achète. (...)

Moi, je suis tout le temps à Château Rouge, je finis le cours, je fais un tour avant de partir à la maison.

Moi aussi, tout le temps.(...)

Fatou (Ivoirienne, arrivée en France en 2008) :

Tout à l'heure, je vais y aller. Moi, je fais mes achats là-bas. Parce que j'aime aller là-bas. Ça me plaît. On rencontre beaucoup de gens. Surtout beaucoup de connaissance, tu es arrivé en France, ça fait 2 ans ou 3 ans que tu n'as pas vu une personne. Château-rouge, c'est un coin de rencontres, tu peux voir la personne. Parce que les africains, ils vont à Château-Rouge. Donc on se retrouve.

Qu'est-ce que vous pensez des vendeurs à la sauvette ?

Fatou (Ivoirienne, arrivée en France en 2008) : Les femmes zairoises, elles sont habituées maintenant. Ya la police, elles n'ont plus peur de la police. Quand la police arrive, elles ramassent et puis du coup elles sont habituées. Maintenant elles ne courent plus, elles ramassent leurs affaires puis elles sont là avec ça. Elles sont abrités, elles ont ça en main et puis elles regardent les policiers passer. Elles sont très malignes. Elles font comme si elles ne vendaient pas et les policiers, ils les laissent. Sauf si ils vont trouver étaler. Mais elles ramassent du coup les policiers ne les prennent pas avec eux. En tous cas, moi j'aime bien Château rouge. On trouve tout.

Ça vous gêne qu'il y ait trop de monde des fois ?

Quand il y a les femmes qui vendent, celles qui occupent les espaces où on doit passer, si les policiers les font déguerpir, du coup il y a la place. parce que, à côté les magasins ils sont pas au milieu du passage, c'est les femmes qui occupent le milieu donc à part ça si elles sont pas là on passe librement on fait nos achats dans les magasins

Mais tu voudrais qu'il y n'ait plus les femmes ?

Non, parce qu'elles aussi c'est de ça qu'elles vivent. On peut pas carrément leur dire de pas faire ça.

Du coup il y a trop de policiers ?

Oui, il y a trop de policiers à Château rouge.

Moi, ça me dérange pas, parce qu'elles vendent les trucs, on achète avec elles aussi. Les habits, les fonds de teint, parce qu'elles sont moins chers. Du coup, moi, ça me gêne pas ! Ya un truc, tu peux l'avoir au magasin 20 euros, 30 euros. Avec cette dame, tu peux l'avoir à 10 euros, 15 euros, la différence est grande, pourtant c'est la même marque, c'est la même chose.

Est que vous trouvez qu'il y a trop de policiers ? Ils ne sont pas embêtants à la fin ?

Non les policiers, même ils sont fatigués, c'est normal, c'est leur boulot.

Parce qu'ils viennent, ils les chassent, au bout d'une heure de temps, elles sont là encore, elles envahissent le coin comme quand il y avait pas de policiers.

C'est le jeu, quoi !

Fatou (Française, originaire du Mali, arrivée en France en 2003) :

Voilà !

Mariamou (Guinéenne, arrivée en France en 2010) : Voilà ! Oui.

Comba (Sénégalaise, arrivée en France en 1994) :

On a une photo de la mosquée. Il y a deux





femmes et je sais pas si c'est un monsieur, il est devant la porte, il rentre dans la mosquée. Il y a deux dames qui s'assoient à côté de la mosquée à gauche, il y a les magasins à droite. Dans les mosquées, on prie 5 fois, le matin et 4 fois dans la journée.

Moi, j'y pars pas mais c'est bien. C'est la prière. Mais j'ai pas le droit. Chez nous, on n'a pas le droit. On n'a pas encore l'âge de prier à la mosquée.

La mosquée elle est vieille, les peintures elles sont grattées. Ca, c'est pas bien.



Haïfa (Algérienne, arrivée en France en 1992) :

C'est le jour de marché, je sais pas si c'était samedi ou le mercredi. ...

Les gens, ils font les courses. C'est le marché aux légumes. Les gens font le marché avec les chariots.

Y en a un peu des voleurs aussi, des pickpockets. Si tu surveilles pas bien, ils vont te voler.

Mariamou (Guinéenne, arrivée en France en 2010) :

J'aime bien la photo, Barbès, le marché. Les légumes, fruits, poissons, les bonnets (?), les chemises. Je vois des gens qui marchent au milieu, avec le chariot.

Moi, j'aime bien le marché, j'y vais tout le temps, le mercredi et le samedi. C'est moins cher. Il y a trop d'ambiance, moi je l'aime l'ambiance ! Parce qu'en Guinée, c'est tout le temps l'ambiance. C'est la même. Moi j'aime pas quand c'est calme.

Groupe :

ya trop de voleurs. Quand tu vas là-bas, tu fermes ton sac.

Mariamou (Guinéenne, arrivée en France en 2010) :

J'ai vu une dame qui s'est fait voler (...). Moi j'ai peur pour aller là-bas faire les courses.

Fatou (Française, originaire du Mali, arrivée en France en 2003) :

Les choses sont moins chères, les fruits, les légumes, c'est moins cher par rapport aux magasins. Mais, le seul inconvénient, c'est qu'il faut faire très attention.

Fatou (Ivoirienne, arrivée en France en 2008) :

Nous sommes à Barbès, plus précisément au métro. C'est un jour de marché, les marchands sont là. Il y a des voitures qui sont arrêtées, d'autres qui partent, il y a trois monsieurs, le 4^{ème} va vers eux. Le métro qui passe là-haut. Les marchands, ils vendent leurs marchandises, ils sont là, ils attendent le client pour acheter leurs marchandises.



Fatou (Ivoirienne, arrivée en France en 2008) :

Nous sommes au jardin, au jardin. On joue aux dames là-bas. Y a des tables qui sont installées avec des bancs. Il y a deux poubelles tout au fond. Il y a des arbres tout autour. C'est un jardin.

On joue dedans, ils vont passer la journée là bas.

Pour passer un peu de temps avec les amis.

C'est les hommes, il y a des femmes des fois mais moi je n'en ai fait pas.

C'est pas sale, c'est propre. J'y passe.

Abinaya (Sénégalaise, arrivée en France en 2004) :

Souvent, on passe là-bas avec les enfants, ils jouent, ils jouent bien.

Fatou Française, originaire du Mali, arrivée en France en 2003) :

Moi, j'aime pas trop, parce que les enfants quand ils partent ils sont sales. Faut que tu les laves.

Abinaya (Sénégalaise, arrivée en France en 2004) :

Si tu sors avec les enfants au jardin, il faut beaucoup surveiller. Mais j'aime beaucoup le jardin mais depuis je vois la télé, la dame elle a perdu sa fille, ça m'a fait beaucoup peur. Les enfants, ils jouent beaucoup mais il faut bien les surveiller.

Groupe : Les jeunes dans le jardin, c'est pas un problème.

Annexe n°5 : Article de la Gazette

Pour se repérer dans la ville

« Un jour, je me suis perdue sur la ligne 2. J'ai eu peur, j'ai appelé mon mari au téléphone. Il m'a dit : « Tu es où ? Quelle ligne ? Quelle direction ? ». J'ai demandé à un monsieur : « Ligne 2 à Avron ». Mon mari est venu me chercher. »

Pour ne pas se perdre :

Il faut être prudent, compter les stations jusqu'à destination, connaître son adresse et son numéro de téléphone. Sinon, les écrire et les avoir toujours sur soi.

Et, si on est vraiment perdu, ne pas hésiter à demander de l'aide :

« Monsieur, je suis perdue, quel bus je dois prendre ? Voici mon adresse. Vous pouvez m'aider ? ».

Le groupe Safran

BIBLIOGRAPHIE

ALTHABE (Gérard) et SELIM (Monique), *Démarches ethnologiques au présent*, L'Harmattan, Paris, 1998, 227 p.

ALTHABE (Gérard), *Ethnologie du contemporain et enquête de terrain*, Terrain, n°14, 1990, pp. 126-131.

AUGÉ (Marc), *Non-Lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Le Seuil, 1992, 155 p.

AUGÉ (Marc), *Un ethnologue dans le métro*, Le Seuil, coll. « Textes du XX^{ème} siècle », Paris, 1986, 125 p.

AUGÉ (Marc), *Pour une anthropologie de la mobilité*, Payot et Rivage poche, Petite Bibliothèque, Paris, 2012 (2009), 107 p.

AUGÉ (Marc), *Le métro revisité*, Le Seuil, coll. La librairie du XXI^{ème} siècle, Paris, 2008, 101 p.

BACQUÉ (Marie-Hélène), *En attendant la gentrification : discours et politiques à la Goutte d'Or (1982-2000)*, Sociétés contemporaines, n°63, 2006, pp. 63-83.

BARTH (Frédrik), *Les groupes ethniques et leurs frontières*, dans POUTIGNAT (Philippe), STREIFF-FENART (Jocelyne), *Théories de l'ethnicité*, PUF-Quadrige, 1995, pp. 203-249.

BEAUD (Stéphane), WEBER (Florence), *Guide de l'enquête de terrain*, Repères, La découverte, 2003, 340 p.

BECKER (Howard), *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Métailié, Paris, 1985 (éd. originale 1963), 247 p.

BELIARD (Aude), EIDELIMAN (Jean-Sébastien), *Au-delà de la déontologie. Anonymat et confidentialité dans le travail ethnographique*, in FASSIN (Didier), BENSA (Alban), *Les politiques de l'enquête, Epreuves ethnographiques*, La découverte, Coll. « Recherches », Paris, 2008, pp. 123-141.

BERTHOMIERE (William), *Enquête de signes : Migrations, places et continuité(s). Global rue*, habilitation à diriger des recherches (HDR), Université de Poitier, 2012, 129 p.

BIDOU-ZACHARIASEN (Catherine), *Retours en ville*, Descartes & Cie, Paris, 2003, 268 p.

BLANC (Maurice), *Réhabilitation des quartiers anciens et logements des minorités ethniques : en Allemagne fédéral, France et Grande-Bretagne*, in BLANC (Maurice), LE BARS (Sylvie), *Les minorités de la cité*, 1998, pp. 193-204.

BLONDET (Marieke), *Le genre de l'anthropologie. Faire du terrain au féminin*, in FASSIN (Didier), BENSA (Alban), *Les politiques de l'enquête, Epreuves ethnographiques*, La découverte, Coll. « Recherches », Paris, 2008, pp. 59-80.

BONTE (Pierre), IZARD (Michel) sous la dir. de, *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Quadrige, PUF, 2004 (2^{ème} édition), 842 p.

BOUILLON (Florence), *Awa, une malienne à Paris*, in AGIER (Michel), *Paris Refuge, Habiter les interstices*, éd. du Croquant, Coll. Carnet d'exil, 2011, pp. 165-191.

BOULY DE LESDAIN (Sophie), *Femmes Camerounaises en région parisienne, trajectoires migratoires et réseaux d'approvisionnement*, Harmattan, 2010, 241 p.

BOULY DE LESDAIN (Sophie), *Château-Rouge, une centralité africaine à Paris*, *Ethnologie française*, vol. 29, n° 1, janvier-mars 1999, pp. 86-99.

BOURDIEU (Pierre), *Ce que parler veut dire*, Fayard, Paris, 1982, 248 p.

BRUNET (Roger), *Les Mots de la géographie, dictionnaire critique*, Reclus-La Documentation française, 1992, 518 p.

BULLE (Sylvaine), *Préambule : l'horizon de la migration comme expérience de soi et comme plan de vie*, in DORAÏ (Kamel), PUIG (Nicolas), *L'urbanité des marges, Migrants et réfugiés dans les villes du Proche-Orient*, Téraèdre, coll. Un lointain si proche, 2013, pp. 227-233.

CALVINO (Italo), *Les villes invisibles*, Gallimard, 1974 (2012), 208 p.

CALVET (Louis-Jean), *Les voix de la ville*, éd. Payot et Rivage, Paris, 1994, 331 p.

CEFAÏ (Daniel) ss dir de., *L'engagement ethnographique*, éd. EHESS, Paris, 2010, 638 p.

CHAPOULIE (Jean-Michel), *Malentendus transatlantique, la tradition de Chicago, Park et la sociologie française*, dans *L'homme, Miroirs transatlantiques*, n°187-188, 2008, pp. 223-246.

CHOMBART de LAUWE (Paul-Henry) sous la dir. de, *Images de la femme dans la société, recherche internationale*, Paris, Les Éditions Ouvrières, coll. « l'Évolution de la vie sociale », 1964, 280 p.

CHOMBART de LAUWE (Paul-Henry), (Marie-José) et alii, *La Femme dans la société. Son image dans différents milieux sociaux en France*, Paris, Éd. du CNRS, 1967 (deuxième édition), 439 p.

CLERVAL (Anne), *Les dynamiques spatiales de la gentrification à Paris*, *Cybergeo : European Journal of Geography* (En ligne), Espace, Société, Territoire, 2010.

CLERVAL (Anne), *L'occupation populaire de la rue : un frein à la gentrification, l'exemple de Paris intra-muros*, *Espaces et Sociétés*, n°144-145, 2011, pp. 55-71.

COUTRAS (Jacqueline), *La mobilité des femmes au quotidien. Un enjeu des rapports sociaux de sexes ?*, *Les Annales de la Recherche Urbaine* n°59-60 « Mobilités », 1993, pp. 163-170.

DANIC (Isabelle), *Investissements ordinaires de l'espace d'un quartier périphérique par les adolescents : une conflictualité sans mobilisation*, in BONNY (Yves), OLLITRAULT (Sylvie), KEERLE (Régis), LE CARO (Yvon), sous la dir. de, *Espaces de vie, espaces enjeux, Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, PUR, Rennes, 2011, pp. 45-58.

DEBOULET (Agnès), *Impasses résidentielles et citoyennetés en berne : migrants internationaux à Beyrouth*, in DORAÏ (Kamel), PUIG (Nicolas), *L'urbanité des marges, Migrants et réfugiés dans les villes du Proche-Orient*, Téraèdre, coll. Un lointain si proche, 2013, pp. 151-179.

DE RUDDER (Véronique), *Ghetto*, in *Vocabulaire historique et critique des relations inter-ethniques*, Revue *Pluriel Recherche*, n°2, 1994, pp. 21-24.

DE RUDDER (Véronique), *Stigmate, Stigmatisation*, in *Vocabulaire historique et critique des relations inter-ethniques*, Revue *Pluriel Recherche*, n°4, 1996, pp. 72-75.

DI MEO (Guy), *Les murs invisibles. Femmes, genre et géographie sociale*, A. Colin, coll. « Recherches », 2011, 344 p.

DI MEO (Guy), *Géographie sociale et territoires*, géographie, Nathan, coll. fac, 1998, 320 p.

DORAÏ (Kamel), PUIG (Nicolas), *L'urbanité des marges, Migrants et réfugiés dans les villes du Proche-Orient*, Téraèdre, coll. Un lointain si proche, 2013, 145 p.

DRIS (Nassima), *Citadinités et codes culturels dans le centre d'Alger, Les ambivalences d'un espace public*, Les Annales de la Recherche Urbaine n°83-84 « *Au risque des espaces publics* », 1999, pp. 133-139.

DURKHEIM (Emile), *Les règles de la méthode sociologique*, 1937, éd. 1986, PUF, Paris, 149 p.

FASSIN (Didier), BENSA (Alban), *Les politiques de l'enquête, Epreuves ethnographiques*, La découverte, Coll. « Recherches », Paris, 2008, 331 p.

FASSIN (Eric), *L'empire du genre. L'histoire politique ambiguë d'un outil conceptuel*, L'Homme, Éd. EHESS, n° 187-188, 2008, pp. 375-392.

FICHET (Brigitte), *Etranger*, in *Vocabulaire historique et critique des relations inter-ethniques*, Revue *Pluriel Recherche*, n°4, 1996 pp. 30-33.

GALLISSOT (René), *Immigré/immigrant*, in *Vocabulaire historique et critique des relations inter-ethniques*, Revue *Pluriel Recherche*, n°1, 1993, pp. 65-68.

GARNIER (Jean-Pierre), « *Gentrification* » : *une notion importée... et importune*, Blog Agone (En ligne – chronique de Jean-Pierre Garnier), 2010.

GARNIER (Jean-Pierre), *Proximité spatiale et distance politique*, Espaces et Sociétés, n°113-114, 2003, pp. 119-132.

GOFFMAN (Erwing), *Stigmate, Les usages sociaux des handicaps*, Minuit, Collection « Le sens commun », Paris, 1963 (1975), 176 p.

GOFFMAN (Erwing), *La mise en scène de la vie quotidienne, tome 1 La présentation de soi*, Minuit, Collection « Le sens commun », Paris, 1973, 241 p.

GOFFMAN (Erwing), *La mise en scène de la vie quotidienne*, tome 2 *Les relations en public*, Minuit, Collection « Le sens commun », Paris, 1973, 369 p.

GUILLAUMIN (Colette), *L'idéologie raciste*, La Haye, Mouton, 1972, 370 p.

GUILLAUMIN (Colette), *Race*, in *Vocabulaire historique et critique des relations inter-ethniques*, Revue *Pluriel Recherche*, n°2, 1994, pp. 61-67.

HALL (Edward T.), *La dimension cachée*, Le Seuil, Coll. Le Point, 1971 (pour trad. française), 254 p.

HANNERZ (Ulf), *Explorer la ville, élément d'anthropologie urbaine*, éd. De Minuit, Le Sens Commun, Paris, 1983 (1980), 419 p.

HEIDEGGER (Martin), *Bâtir habiter penser dans Essais et Conférences*, Éd. Gallimard, 1958 (Conférence à Darmstadt en 1951), pp. 170-193

HEROUARD (Florent), *Habiter l'hôtel, un reflet de la précarité dans les agglomérations de Caen, Lisieux et Rouen*, Thèse, soutenue en 2008 (dir. de FREY Jean-Pierre), 439 p.

HEROUARD (Florent), *Habiter et espace vécu : une approche transversale pour une géographie de l'habiter*, in PAQUOT (Thierry), LUSSAULT (Michel), YOUNES (Chis), *Habiter, le propre de l'humain*, éd. La découverte, coll. Armillaire, Paris, 2007, pp. 159-170.

JOSEPH (Isaac), *L'athlète moral et l'enquêteur modeste*, Éd. Economica, Coll. Etudes Sociologiques, Paris, 2007, 494 p.

JOSEPH (Isaac), *La ville sans qualité*, édition de l'Aube, 1998, 209 p.

JOSEPH (Isaac), *Politique de la ville – Le bien commun des villes*, in *L'athlète moral et l'enquêteur modeste*, Éd. Economica, Coll. Etudes Sociologiques, Paris, 2007, pp. 269-281.

JOSEPH (Isaac), *Urbanité et ethnicité*, in *L'athlète moral et l'enquêteur modeste*, Éd. Economica, Coll. Etudes Sociologiques, Paris, 2007, pp. 253-266.

KOBELINSKY (Carolina), *Les situations de retour. Restituer sa recherche à ses enquêtés*, in FASSIN (Didier), BENSA (Alban), *Les politiques de l'enquête, Epreuves ethnographiques*, La découverte, Coll. « Recherches », Paris, 2008, pp. 185-204.

LALLEMENT (Emmanuelle), *La ville marchande enquête à Barbès*, Téraèdre, Paris, 2010, 250 p.

LE BRETON (Eric), *Pour une critique de la ville, La sociologie urbaine française 1950-1980*, PUR, coll. « le lien social », 2012, 298 p.

LEFEBVRE (Henri), *Le droit à la ville*, Éd. Anthropos, coll. Société et Urbanisme, Paris, 1968, 166 p.

LEFEBVRE (Henri), *La production de l'espace*, Éd. Anthropos, Broché, Paris, 1974 (4ème édition 2000), 512 p.

- LEFEBVRE, *La révolution urbaine*, Gallimard, 1970, 248 p.
- LELEVRIER (Christine), *La mixité sociale et les politiques urbaines*, Dossier : Pourquoi les villes sont-elles en crise ?, Revue Passages, n°109-110, Mai-Juin 2001, pp. 29-32.
- LIEBER (Maryline), *Genre, violence et espaces publics, la vulnérabilité des femmes en question*, Presses de la fondation nationale de Sciences Politiques, 2008, 324 p.
- MADEC (Annick), *Rires et relations d'enquête*, Ethnologie française, n°1, vol.32, 2002, pp. 89-94.
- MAINSANT (Gwénaëlle), *Prendre le rire au sérieux. La plaisanterie en milieu policier*, in FASSIN (Didier), BENSA (Alban), *Les politiques de l'enquête, Epreuves ethnographiques*, La découverte, Coll. « Recherches », Paris, 2008, pp. 99-120.
- MAZOUZ (Sarah), *Les mots pour le dire. La qualification raciale, du terrain à l'écriture*, in FASSIN (Didier), BENSA (Alban), *Les politiques de l'enquête, Epreuves ethnographiques*, La découverte, Coll. « Recherches », Paris, 2008, pp. 81-98.
- NEZ (Héloïse), *Nature et légitimité des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris*, PUF, Sociologie, 2011, pp. 387-404.
- NOIRIEL (Gérard), *Le Creuset français. Histoire de l'immigration (XIX^{ème} – XX^{ème})*, Paris, Seuil, 1988 (réédition Seuil, coll. « Point-Histoire », 2006), 447 p.
- NOIZET (Hélène), *La fabrique de la ville, espaces et sociétés à Tours, IXe-XIIIe siècle*, Publications de la Sorbonne, 2007, 504 p.
- PALOMARES (Elise), *Itinéraire du crédo de la « mixité sociale »*, Ceras, Revue Projet, n°307, 2008.
- PALOMARES (Elise), RABAUD (Aude), *Minoritaires et citoyens ? Faites vos preuves !*, L'homme et la société, n°160-161, 2006, pp. 135-160.
- PALOMARES (Elise), TERSIGNI (Simona), *Les rapports de place dans l'enquête : Les ressources du malentendu*, Langage et société, n°97, 2001, pp. 5-26.
- PAQUOT (Thierry), *Des corps urbains, Sensibilités entre béton et bitume*, Autrement, coll. « Le corps, plus que jamais », 2006, Paris, 134 p.
- PAQUOT (Thierry), *L'urbanisme c'est notre affaire !*, L'Atalante, coll. Comme un accordéon, 2010, pp. 105-118.
- PAQUOT (Thierry), YOUNES (Chris), sous la dir. de, *Espace et lieu dans la pensée occidentale, De Platon à Nietzsche*, La découverte, Paris, 2012, 315 p.
- PAYET (Jean-Paul), GIULIANI (Frédérique), LAFORGUE (Denis), sous la dir. de, *La voix des acteurs faibles, de l'indignité à la reconnaissance*, PUR, coll. Le Sens Social, 2008, 248 p.

PAYET (Jean-Paul), LAFORGUE (Denis), *Qu'est-ce qu'un acteur faible ? – Introduction*, in PAYET (Jean-Paul), GIULIANI (Frédérique), LAFORGUE (Denis), sous la dir. de, *La voix des acteurs faibles, de l'indignité à la reconnaissance*, PUR, coll. Le Sens Social, 2008, pp. 9-25.

PAYET (Jean-Paul), ROSTAING (Corinne), GIULIANI (Frédérique) sous la dir. de, *La relation d'enquête – La sociologie au déclin des acteurs faibles*, PUR, coll. Didact Sociologie, 2010, 248 p.

PENNEC (Simone), *Les pratiques de la ville entre anonymat et proximité*, Les Annales de la Recherche Urbaine n°100 « L'avancée en âge dans la ville », 2006, pp. 121-128.

PETONNET (Colette), *L'observation flottante, l'exemple d'un cimetière parisien*, L'Homme, 1982, pp. 37-47.

PETONNET (Colette), *On est tous dans le brouillard, ethnologie des banlieues*, éd. Galilée, 1985, 330 p.

PINÇON (Michel) - PINÇON-CHARLOT (Monique), *La Goutte-d'Or, terre de tous les exodes, in Paris, quinze promenades sociologiques*, Payot, Paris, 2009, pp. 192-218.

PFEFFERKORN (Roland), *Genre et rapports sociaux de sexe*, Éd. Page deux, coll.« Empreinte », 2012, 138 p.

POIRET (Christian), *Articuler les rapports de sexe, de classe et interethniques, Quelques enseignements du débat nord-américain*, Revue européenne des migrations internationales, vol.21, n°1, 2005, pp. 195-226.

POIRET (Christian), *Les processus d'ethnisation et de raci(al)isation dans la France contemporaine : Africains, Ultramarins et « Noirs »*, Revue européenne des migrations internationales, Vol.27, n°1, 2011, pp. 107-127.

POULIQUEN (Jean-Luc), *A la Goutte d'Or, Paris 18^{ème}, chroniques pour un quartier*, Paris, éd. AIDDA, 1997, 191 p.

POUTIGNAT (Philippe), STREIFF-FENART (Jocelyne), *Théories de l'ethnicité*, PUF, Éd. Quadrige, 2008, 270 p.

PUIG (Nicolas), *Habiter à Dûwîqa au Caire. Dedans et dehors d'une société de proximité*, in Autrepart, *Dynamique résidentielles dans les villes du sud*, n°25, 2003.

QUÉRÉ (Louis), *L'espace public : de la théorie politique à la métathéorie sociologique*, in Quaderni, n°18, 1992, pp. 75-92.

RAMMSTEDT (Otthein), *L'étranger de Georg Simmel*, Revue des Sciences Sociales de la France de l'Est, 1994, pp. 146-153.

Rapport de l'atelier parisien d'urbanisme (Source INSEE, 1999, Rapport de l'APUR (atelier parisien d'urbanisme) : la politique de la ville à Paris, observatoire des quartiers prioritaires. Rapport 2010, Mairie de Paris)

- REA (Andrea), TRIPIER (Maryse), *Sociologie de l'immigration*, La découverte, Paris, 2008, 120 p.
- REY (Alain) sous la dir. de, *Dictionnaire Historique de la langue française*, Le Robert, Paris, 2006 (3^{ème} édition).
- ROUX (Michel), *Inventer un nouvel art d'habiter. Le ré-enchantement de l'espace*, L'Harmattan- Ingénium, Paris, 2002, 206 p.
- SAADI (Mustapha), *Cohabitation et relations interethniques à la Goutte-d'Or*, Pluriel, n°31, 1982, pp. 55-64.
- SAYAD (Abdelmalek), *La double absence*, Paris, Seuil, 1999, 437 p.
- SAYAD (Abdelmalek), *Les trois « âges » de l'émigration algérienne en France*, Actes de la recherche en sciences sociales, n°15, pp. 59-81
- SCHWARTZ (Olivier), *Le monde privé des ouvriers, Hommes et femmes du nord*, PUF, coll. Pratiques théoriques, Paris, 1990, 531 p.
- SELLIER (Morgane), *Rapports de pouvoir autour de la construction municipale et de la représentation d'une religion minoritaire. Le projet de l'Institut des Cultures d'Islam dans le quartier de la Goutte d'Or à Paris*, mémoire de master 2 MIRI, 2012, 143 p.
- SIMMEL (Georg), *Digressions sur l'étranger*, 1908, in GRAFFEMEYER (Yves), JOSEPH (Isaac), *L'école de Chicago, naissance de l'écologie urbaine*, Aubier, Paris, 1990 (1979), pp. 53-59.
- SIMMEL (Georg), *Métropoles et mentalité*, 1903, in GRAFFEMEYER (Yves), JOSEPH (Isaac), *L'école de Chicago, naissance de l'écologie urbaine*, Aubier, Paris, 1990 (1979), pp. 61-77.
- SIMON (Pierre-Jean), *Pour une sociologie des relations interethniques et des minorités*, PUR, 2006, 347 p.
- SIMON (Pierre-Jean), *Ethnicité*, in *Vocabulaire historique et critique des relations interethniques*, Revue *Pluriel Recherche*, n°2, 1994, pp. 14-20.
- SIMON (Pierre-Jean), *Minorité*, in *Vocabulaire historique et critique des relations interethniques*, Revue *Pluriel Recherche*, n°3, 1995, pp. 50-61.
- SPIRE (Amandine), *L'étranger et la ville en Afrique de l'Ouest – Lomé au regard d'Accra*, Karthala, 2011, Paris, 363 p.
- SOULIER (Nicolas), *La rue d'abord*, in PAQUOT (Thierry), MASSON ZANUSSI (Yvette), STATHOPOULOS (Marco), *AlterArchitectures Manifesto*, Infolio, 2012, pp. 311-316.
- SOULIER (Nicolas), *Reconquérir les rues, Exemples à travers le monde et pistes d'actions*, Les Editions Ulmer, 2012, 285 p.

TANTER (Annick), TOUBON (Jean-Claude), *Mixité sociale et politique de peuplement : genèse de l'ethnisation des opérations de réhabilitation*, Sociétés Contemporaines, n°33-34, 1999, pp. 59-86.

TERSIGNI (Simona), *Faire prier et laisser contrôler : régulations du passage des fidèles musulmans dans les cours parisiennes du 10^{ème} arrondissement*, in BONNY (Yves), OLLITRAULT (Sylvie), KEERLE (Régis), LE CARO (Yvon), sous la dir. de, *Espaces de vie, espaces enjeux, Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, PUR, Rennes, 2011, pp. 75-91.

TERSIGNI (Simona), *Jalons pour une lecture imbriquée du genre et du religieux dans le champ des migrations et des relations interethniques en France*, Les cahiers du CEDREF, n°16, 2008, pp. 251-273.

TERSIGNI (Simona), *Le cimetière, le marché et l'association de quartier, Formes territorialisées de la voix de mères migrantes « musulmanes » en France*, in PAYET (Jean-Paul), GIULIANI (Frédérique), LAFORGUE (Denis), sous la dir. de, *La voix des acteurs faibles, de l'indignité à la reconnaissance*, PUR, coll. Le Sens Social, 2008, pp. 77-89.

TOUBON (Jean-Claude), MESSAMAH (Khelifa), *Centralité immigrée : le quartier de la Goutte d'Or, Dynamiques d'un espace pluri-ethnique : succession, compétition, cohabitation*, L'Harmattan – CIEMI, Paris, 1990, 2 vol.

TOUBON (Jean-Claude), MESSAMAH (Khelifa), *Coexistence et confrontation dans un quartier pluri-ethnique : le cas de la Goutte d'or*, Sociétés contemporaines, n°4, Paris, 1990, pp. 37-50.

TRAPIER (Maryse), *L'immigré, analyseur de la société* (note critique), Terrains et Travaux, n°7, 2004, pp. 173-185.